

LE
TRIBUNAL POUR ENFANTS

Étude sur le traitement
de l'Enfance délinquante en France.

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

(Lettres)

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

CHLOE OWINGS

A. B. Knox College. — A. M. Washington University.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL

1923

LE
TRIBUNAL POUR ENFANTS

Étude sur le traitement
de l'Enfance délinquante en France.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE
TRIBUNAL POUR ENFANTS

Étude sur le traitement
de l'Enfance délinquante en France.

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

(Lettres)

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

CHLOE OWINGS

A. B. Knox College. — A. M. Washington University.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, BOULEVARD SAINT-MICHEL

1923

*A Monsieur Paul FAUCONNET, dont les conseils nous
ont permis de mener à bien la tâche que nous nous
étions assignée, et dont l'aide morale ne nous a
jamais fait défaut au milieu des difficultés que nous
avons rencontrées.*

INTRODUCTION

Notre étude, sur le traitement des mineurs délinquants en France, nous a été dictée, d'abord par l'intérêt que nous portons à toute question relative à l'enfance — intérêt qui s'est accru durant six années de travail continu dans le Service social aux Etats-Unis —, et ensuite par le fait que, dans le monde entier, la place accordée à l'étude de ce qui concerne l'enfance s'accroît de jour en jour. La guerre a augmenté l'importance des problèmes qui s'y rattachent, et aujourd'hui la Société se trouve en face d'une foule de propositions sur l'hygiène, sur l'enseignement et sur l'éducation morale des enfants.

L'amélioration des conditions générales de l'existence des Sociétés provient souvent des efforts faits en faveur de leurs membres les plus faibles : ainsi, la lutte contre la tuberculose dans les classes ouvrières éveille dans tous les rangs de la Société l'idée de dormir fenêtres grandes ouvertes; l'étude du traitement des aliénés dans les asiles publics amène le perfectionnement des méthodes employées dans les maisons de santé privées. Les solutions des problèmes soulevés par l'étude de l'Enfance délinquante aux Etats-Unis ont eu une très grande importance sociale; certains principes d'hygiène et d'éducation, découverts ou appliqués d'abord dans le traitement des mineurs délinquants ou anormaux, ont été ensuite utilisés, avec de bons résultats, dans l'enseignement public.

Nous ne nous occuperons pas de rechercher les causes générales des délits juvéniles en France : ce travail demanderait une étude spéciale. Car, pour obtenir la base d'une

analyse sûre, il faudrait étudier au moins mille délinquants, non seulement d'après leurs dossiers, mais dans leurs familles et dans leur vie entière. Aux Etats-Unis, où ces études ont été faites, on affirme que ces causes relèvent, d'une part, de l'hérédité, et d'autre part, des conditions qui entourent l'enfant, soit dans son milieu intime, soit dans sa vie sociale. Certains auteurs croient que les facteurs sociaux sont plus importants que ceux de l'hérédité (1).

Les variations, dans ces dernières années, du nombre des enfants délinquants ont leur origine dans des conditions si spéciales (la guerre et ses conséquences sur la vie familiale et sociale dans toutes ses ramifications) que nous n'entrevoyons pas un résultat fructueux à entreprendre leur étude.

Il ne semble pas non plus nécessaire ni utile d'entrer dans l'histoire du développement de la législation française sur l'enfance. Cette tâche appartient plutôt aux juristes français qui s'en acquittent d'une manière aussi distinguée que brillante. Ils considèrent — à juste raison — qu'ils sont les maîtres de ce terrain sur lequel ils ne cessent d'ailleurs de travailler : pas une pierre, pas un grain de sable même n'échappe à leurs regards. Nous leur abandonnons un sujet de discussion dans lequel ils sont les maîtres incontestables, et nous prenons la législation telle qu'elle existe aujourd'hui.

Nous nous proposons d'étudier comment les Français envisagent le problème en lui-même, comment ils l'abordent et quelles mesures ils appliquent dans le traitement des mineurs délinquants. Nous croyons que le meilleur moyen de connaître un peuple est d'étudier, à tous les points de vue possibles, sa manière d'agir dans une de ses institutions sociales.

(1) *Cours de Droit Criminel et de Science Pénitentiaire*, par Georges VIDAL, page 211.

Notre étude sur le traitement de l'enfance délinquante en France comprendra six parties : la première retracera les événements qui se déroulent autour de l'enfant depuis la constatation du délit jusqu'au jour de sa comparution devant un Tribunal; la deuxième exposera le fonctionnement du Tribunal pour Enfants à Paris, puis étudiera en détail un groupe de délinquants et enfin analysera les statistiques, pour 1921, du Tribunal de Paris et de quatorze villes de province; la troisième partie décrira les institutions auxquelles les Tribunaux confient les délinquants; la quatrième et la cinquième seront consacrées à des études du Service des mœurs et de la Correction paternelle; enfin, dans la sixième, nous présenterons quelques observations personnelles.

La majorité pénale étant fixée, en France, à 18 ans, le terme « enfant », employé dans cette étude, s'appliquera généralement aux mineurs de 18 ans; nous l'étendrons cependant dans deux hypothèses : un mineur de 18 ans, rendu, pour une période déterminée, par le Tribunal pour Enfants, à sa famille, ou confié à un patronage sous le régime de la liberté surveillée, peut revenir, en cas de mauvaise conduite, devant ce même Tribunal jusqu'à l'expiration de la période d'astreinte à laquelle il a été soumis et qui va généralement jusqu'au jour où le délinquant atteint ses 21 ans; de plus, une étude sur l'enfance délinquante serait incomplète sans un chapitre sur la Correction paternelle, qui s'applique aussi aux mineurs jusqu'à leur vingt-unième année.

Avant de présenter cette étude, nous devons nous acquitter d'un devoir, dont le premier objet est d'exprimer à M. le professeur Paul Fauconnet notre chaleureuse gratitude pour la patience et la générosité d'esprit dont il a fait preuve à notre égard. Cela était pour nous, étrangère à ce pays, un réconfort continu et un encouragement toujours précieux.

Il nous serait impossible de remercier individuellement toutes les personnes qui nous ont aidée dans nos recherches, mais nous tenons à exprimer notre profonde reconnaissance à M. J.-Gaston Lantz, président du Tribunal pour Enfants de Paris, pour la bienveillance qu'il nous a montrée en nous permettant d'assister aux audiences; à MM. Henri Rollet et Alphonse Aubry, juges au Tribunal, auxquels nous avons eu continuellement recours pour les renseignements pratiques et qui nous prodiguèrent leurs excellents conseils; à M. Saint-André, greffier du Tribunal, qui nous a ouvert toutes les sources de renseignements de son bureau; à M. le Bâtonnier Albert Salle, président du Comité de Défense des Enfants traduits en Justice de Paris, qui a bien voulu rompre avec les traditions du Comité, en notre faveur, en nous donnant -- à nous, une femme -- accès aux réunions de ce Comité; à M. L. Fleys, directeur général de l'Administration pénitentiaire et à M. Perrot, chef du Service des mineurs, qui nous ont ouvert non seulement les portes des maisons pénitentiaires, mais celles derrière lesquelles leur pensée abrite les idéals et les aspirations de l'administration concernant ses pupilles; à M. Marc Honnorat, chef de la deuxième division de la Préfecture de Police, qui nous a permis d'étudier à ses sources les problèmes soumis au Service des mœurs.

Nous avons trouvé, auprès de ces personnes et auprès du personnel des différents services, un accueil et une sympathie qui nous ont beaucoup facilité notre travail, en y rencontrant en outre ce délicieux agrément que les Français apportent à tous leurs rapports amicaux. Si nous avons pu aboutir à un résultat utile, c'est grâce à ce concours magnanime et fidèle des meilleures volontés. Nous avons contracté une dette dont nous ne nous acquitterons jamais.

Paris, le 15 décembre 1922.

C. O.

PREMIÈRE PARTIE

SUR LE CHEMIN DU TRIBUNAL

SUR LE CHEMIN DU TRIBUNAL

Entre la constatation d'une contravention ou d'un délit et la comparution devant un Tribunal, le chemin parcouru par les mineurs n'est direct que pour un très petit nombre d'entre eux : pour la majorité, il comporte plusieurs étapes et, dans certains cas, des détours. Nous sommes ainsi obligée de quitter le chemin direct tantôt avec les uns, tantôt avec les autres, pour les suivre aux différentes étapes et reprendre avec eux le chemin principal.

CHAPITRE PREMIER LES CONTRAVENTIONS

DEVANT LE TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE

Les auteurs de contraventions sont traduits devant les Tribunaux de simple police. En province, ces Tribunaux sont présidés par le juge de paix du canton; à Paris, par deux juges de paix spécialisés dans ce service. Le Tribunal de Police de Paris siège au Palais de Justice. L'audience est toujours courte, malgré l'importance du rôle, qui comprend parfois jusqu'à trois cents affaires. Le montant des amendes à prononcer ayant été noté d'avance dans le cabinet du juge, les affaires se déroulent à l'audience avec une vitesse extrême. Le juge donne lecture des noms des préve-

nus et des amendes qui leur sont infligées. Dans les affaires de contravention, il n'est pas besoin de recourir aux avocats : si quelqu'un veut protester au sujet des faits qui lui sont reprochés, il n'a qu'à dire simplement : « je proteste » ou « je désire faire une observation » et il est invité à donner des explications; il s'avance devant le Tribunal et expose ses motifs, ce qui peut amener le juge à modifier ses intentions ou à renvoyer l'affaire à une audience ultérieure. Les amendes de simple police ne peuvent excéder 15 francs; mais il arrive parfois que la même personne est poursuivie pour plusieurs contraventions à la fois, par exemple, circulation en automobile dans une partie de voie prohibée, sans permis, sans lanterne et avec excès de vitesse, et, dans ce cas, le jugement peut comporter plusieurs amendes : « trois fois 5 francs et 1 franc » par exemple. L'assistance reste debout dans le fond de la salle; les prévenus prêtent l'oreille pour ne pas laisser passer l'appel de leur nom et encourir ainsi un jugement par défaut. Véritablement, à la rapidité avec laquelle les affaires se déroulent, dans une sorte de « tohu-bohu », on se croirait dans une des salles de l'Hôtel des Ventes, rue Drouot.

LES AFFAIRES DE 1921

En 1921, quarante-cinq mille (45.000) affaires ont été jugées devant ce Tribunal. Elles sont classées d'après la nature de l'infraction, et aucun compte n'est tenu de l'âge. Par conséquent, il est impossible de fixer le nombre des mineurs. Il peut varier entre 10 et 15 % du total, ce qui nous donnerait environ 7.250 mineurs pour 1921. Le juge qui nous communique ce renseignement ajoute que très peu de contrevenants sont âgés de moins 15 ans. Les infractions sont pour la plupart insignifiantes : « tapage nocturne, escalade des tampons de tramways, défaut de lanterne de bicyclette ou de permis de circuler ». Dans une large mesure, ce sont les agents eux-mêmes qui se chargent de la représ-

sion : « ils tirent les oreilles ou même, au besoin, de leur pied donnent une correction bien placée ». Si l'enfant persiste à commettre des infractions, malgré les interdictions répétées de l'agent, celui-ci l'arrête et le mène au poste où on vérifie son état-civil et son adresse.

Mineurs de 13 à 18 ans

Les mineurs de 13 à 18 ans sont jugés à l'audience publique ordinaire. Les récidives de certaines infractions, telles que l'ivresse, deviennent des délits et, dans ce cas, les délinquants sont mis à la disposition du parquet. Les garçons sont de beaucoup les plus nombreux; on rencontre cependant de temps à autre dans les affaires de « tapage nocturne » des jeunes filles qui, sortant du cinéma ou des bals publics, s'engagent dans des conversations bruyantes, se bousculent entre elles et heurtent les passants.

Mineurs de 13 ans

Les deux premiers paragraphes de l'article 14 de la loi du 22 juillet 1912 sont conçus dans les termes suivants :

« Les contraventions commises par les mineurs de treize ans seront déférées au tribunal de simple police siégeant dans le cabinet du juge de paix, hors la présence du public et en présence des parents, gardien ou tuteur.

Si la contravention est établie, le juge adresse une réprimande au mineur ou aux parents et les avertit des conséquences de la récidive. Cette réprimande est inscrite sur un registre spécial. »

Le juge explique que la récidive entraînera la comparution devant le Tribunal pour Enfants. En fait, nul mineur de treize ans n'a comparu devant le Tribunal de simple police de Paris depuis plus de deux ans. Dans la pratique, les commissaires de Police de quartier les admonestent. On estime inutile de convoquer les parents au Tribunal et ainsi de leur faire perdre une demi-journée de travail pour une « peccadille enfantine ».

CHAPITRE II

LES DÉLITS

CITATION DIRECTE

Tous les délinquants, mineurs de 18 ans, sont jugés par les Tribunaux pour Enfants. Les seuls, qui y parviennent sans arrêt et sans détours, sont ceux qui, n'encourant aucune peine de prison, comparaissent par voie de citation directe du Procureur de la République. Pour certains délits, comme la chasse sans permis et la chasse aux petits oiseaux, le prévenu qui peut justifier immédiatement de son identité n'est pas même amené devant le commissaire de Police. Dans ce cas, la pièce importante du dossier consiste simplement dans le procès-verbal dressé par l'agent au moment de la constatation du délit.

PAR VOIE D'INSTRUCTION

LE DÉPÔT

Les mineurs, conduits au poste de Police, et pour lesquels le commissaire ne croit pas devoir classer l'affaire, sont envoyés au Dépôt. L'emplacement du Dépôt, quai de l'Horloge, est un lieu où survivent nombre de souvenirs de l'histoire de France; de là, on aperçoit la flèche de la Sainte-Chapelle, et les fenêtres du Dépôt donnent sur la place Dauphine — ancien jardin de saint Louis — calme et intime comme la place d'un village. La nuit, on se croirait à la campagne, tellement ce coin de la Cité est tranquille, et.

pourtant, quelques pas plus loin, les voitures, que l'on appelle « paniers à salade » (1), déchargent des êtres dont quelques-uns paraissent de véritables caricatures de l'humanité. Au-dessus, dans sa salle aux lambris dorés, ornée de tapisseries des Gobelins, siège la Cour de Cassation, dont les membres sont parvenus au sommet de la hiérarchie judiciaire. Ces hauts magistrats, vêtus de robes rouges et de manteaux d'hermine, songent-ils quelquefois à ces êtres humains qui sont tombés si bas dans l'échelle sociale ?

Le Dépôt, ainsi que son nom l'indique, est un lieu d'attente. Toutes les personnes, arrêtées dans les postes de Police de Paris, sauf les mineurs de 13 ans, y sont amenées soit en voitures cellulaires, soit à pied, et vraiment « déposées », pour y attendre leur comparution devant les magistrats. Elles passent d'abord au bureau de la Préfecture de Police, pour que leur affaire soit enregistrée. L'entrée du Dépôt, vaste, haute de plafond et coupée de grandes colonnes, ne produit pas, lorsqu'il fait un beau soleil, une impression trop désagréable. Dans le bureau du directeur règnent le calme, l'ordre et une propreté méticuleuse, qui se rencontre d'ailleurs dans tout le service.

Les quartiers des deux sexes sont semblables. Dans celui des femmes, vingt sœurs de Saint-Joseph assurent la surveillance.

Arrivée des Prévenus

Les postes de Police font journallement trois envois au Dépôt : à une heure de l'après-midi, à 7 heures du soir et à 2 heures du matin. Assister à ce spectacle n'est certes pas une distraction; devant ces déchets de la Société, nous éprouvons une émouvante compassion. Ces êtres ne sont parfois que les victimes de la fatalité; ils subissent les conséquences, soit d'un lourd héritage, soit d'un milieu malsain,

(1) Aux États-Unis : « Black Maria ».

soit d'une foule de circonstances, ignorées de ceux qui naissent dans de meilleures conditions. On ne peut pas étudier de près ces êtres, sans se convaincre que nulle âme ne se laisserait volontairement tomber dans un tel abîme. Nous reconnaissons qu'il faut, pour le maintien de l'ordre social, retirer momentanément la liberté à certains d'entre eux, et tâcher de les mettre hors d'état de contaminer leurs semblables; nous reconnaissons de plus que notre génération ne peut espérer purifier ou endiguer ce flot débordant de la misère physique, mentale et morale qui nous vient des siècles passés; mais nous insistons sur cette idée, que ces êtres furent un jour des bébés, de petits bébés roses et blancs, des bébés qui, s'ils avaient reçu les soins et l'éducation nécessaires, auraient pu, *peut-être et même sans doute*, devenir d'aussi bons citoyens que les autres.

C'est sûrement dans ce sens que la pensée et l'effort doivent s'orienter. Le mépris pour ces âmes n'est pas admissible, la compassion leur est due. La Société dit très facilement que ces êtres ne sont pas dignes d'intérêt : mais admettons, avec franchise, que nul parmi nous ne fait tout son possible pour leur éviter les chutes; admettons, de plus, que nul parmi nous n'est absolument certain de ce qu'il aurait fait s'il était parti d'aussi bas, et prenons pleine conscience que nul de nous n'est indépendant des circonstances communes de la vie. Une fois vraiment pénétrés de cette pensée, nous ne nous demanderons plus : comment faut-il punir ces êtres? mais : comment pouvons-nous arriver à une juste appréciation de leur passé, et quelles dispositions seraient propres à remédier, en quelque mesure, aux résultats de leur mauvaise éducation? Cela est vrai surtout quand il s'agit des enfants, encore susceptibles de mener une vie saine, utile et heureuse. Comme la puissante chaleur solaire est plus efficace que la faible lumière des étoiles éloignées, ainsi est préférable, à l'art de réprimer les fautes, celui de les prévenir. Ce n'est qu'avec ce sentiment que

l'on doit pénétrer dans ce Dépôt bruyant, saturé de vices, de désespoirs et de vraies souffrances.

Le Quartier des Femmes

Pénétrons dans le quartier des femmes, à l'arrivée de 2 heures du matin. A leur entrée, elles sont « fouillées » par une inspectrice. Les prévenues de délit ou de crime sont mises en cellule.

Les femmes majeures, arrêtées pour contravention aux règlements du Service des mœurs, vont directement dans l'une des deux grandes salles du fond, qui est une ancienne écurie de saint Louis. Ces salles sont immenses et peuvent être aérées par de grandes fenêtres qui donnent sur la place Dauphine. On donne, à chacune des nouvelles venues, un matelas qu'elle installe à son gré. Parmi ces femmes, les unes sont en toilette plutôt élégante ; d'autres, en cheveux, en pantoufles, portent les vêtements ordinaires à bon marché des « filles » des boulevards extérieurs. Toutes ôtent leurs vêtements de dessus, les plient et les rangent à leur côté ; elles gardent ceux de dessous, qui sont généralement dans un état lamentable. Les aménagements pour les soins de propreté sont primitifs, mais suffisants. Lorsque les salles deviennent bruyantes, un mot de la sœur surveillante, assise dans la chaire, rétablit le calme. Toute fille qui se déclare majeure de 18 ans passe la nuit dans l'une de ces salles, et assez souvent d'ailleurs on découvre plus tard que certaines étaient mineures. Dix cellules sont mises à la disposition des femmes qui veulent éviter la promiscuité de la salle commune, au prix de quarante centimes par nuit. Ajoutons que ces cellules sont toujours occupées (1).

Les filles reconnues mineures de 18 ans sont conduites,

(1) Le décret du 11 novembre 1885, art. 68 (établissant la pistole), donne le droit aux prévenus de demander du linge en supplément (draps de lit). On loue ce linge et on ne donne de cellule particulière au Dépôt qu'à ceux qui louent du linge. En vérité, ce n'est pas la cellule qui est louée, mais du linge.

immédiatement après la fouille, dans un quartier distinct et isolées dans des cellules. Les cellules sont propres, éclairées par une grande fenêtre fixée à demeure, meublées d'un lit et d'une petite table, munies de la vaisselle essentielle et d'un W. C. aménagé à l'anglaise. Les mineures, arrêtées pour contravention aux règlements du Service des mœurs, sont conduites dans ce Service pour être interrogées (1). Certaines d'entre elles sont immédiatement relaxées : celles qui sont malades sont envoyées à l'infirmerie de Saint-Lazare, et celles qui sont prévenues de vagabondage réintègrent le Dépôt.

L'INSTRUCTION

Les prévenus doivent passer à l'Instruction dans les vingt-quatre heures qui suivent leur arrestation. Ils sont d'abord interrogés par le substitut du Procureur de la République délégué au Petit Parquet; si celui-ci considère qu'il n'existe ni crime, ni délit, ou si le fait est mal établi, il classe l'affaire et met le mineur en liberté : autrement, il saisit un juge d'instruction. Les affaires qui demandent, soit un soin particulier, comme celles des mineurs de 13 ans, ou une longue étude, comme celles comprenant plus de deux inculpés, passent à la Grande Instruction ; les autres vont, soit à la Grande, soit à la Petite Instruction : — pratique imposée par le fait que l'on exige une grande rapidité de cette dernière.

Juges d'Instruction spécialistes

Au moment où nous écrivons, deux juges n'instruisent que les affaires de mineurs et un troisième leur est adjoint, le cas échéant. On ne considère pas uniquement comme « affaires de mineurs » celles où des mineurs sont seuls

(1) Voir page 233 : *Le Service des Mœurs*.

compromis, mais encore les affaires où ils ont des complices majeurs. Nous avons vu « une affaire de mineur », où un jeune garçon de 13 ans 1/2 a été personnellement inculpé pour une part minime avec neuf majeurs, et l'affaire a été confiée à un juge chargé des affaires de mineurs.

Dans le cabinet du Juge d'Instruction

Il nous a été permis d'assister aux Grandes Instructions, et de constater quel souci de la vérité est manifesté par le magistrat. Pour exposer la marche des instructions, nous en présentons deux : l'une, affaire de vol assez grave, mettant en cause des mineurs et des majeurs; l'autre, celle d'un mineur de 13 ans, prévenu d'un petit délit reconnu par lui et qu'il a commis sans complice.

A... B... est un garçon âgé de 17 ans. Il s'est engagé il y a quelque temps, dans la marine; malade, il est envoyé en convalescence; guéri, et passant par Paris pour rejoindre son poste, il y reste, abandonne son uniforme et devient déserteur. Un soir, il rencontre dans un café louche une jeune danseuse âgée de 16 ans, qui, de suite, devient sa maîtresse. Dans le même hôtel qu'eux loge un autre couple, un jeune chauffeur de 23 ans et une femme de 21 ans. Un matin, dans une maison de commerce, on constate le vol de plusieurs objets et d'une somme d'argent. Certaines circonstances font penser que le vol a dû être commis par une personne très au courant des aîtres et de la disposition des pièces de la maison. M. J..., le patron volé, porte ses soupçons sur un nommé M..., marin aussi, habitant le même hôtel que A... B... Le juge d'instruction, pour élucider l'affaire, a eu recours au Service anthropométrique, auquel il a remis les morceaux d'un dessus de bureau en verre, cassé la nuit du vol; des clichés, très nets, de trois doigts et de deux pouces, comparés aux empreintes de A... B..., fournissent les preuves éclatantes de sa culpabilité. Celui-ci a

toujours protesté de son innocence. Le juge, pensant que, mis en présence d'une constatation aussi évidente, l'inculpé ne persisterait plus à nier, le fait entrer et lui pose la question : « Vous persistez toujours à nier? — Oui, monsieur le Juge! — Bon, mais je vais vous montrer une signature laissée, par vous, la nuit du vol » et le juge lui fait voir les excellents clichés : « Vous ne persistez plus? — Si, monsieur le Juge, je continue à nier. » Il s'agit alors d'établir si M... est bien le coupable; le plaignant est donc introduit; le juge lui demande : « Vous connaissez M...? — Oui très bien, monsieur le Juge! — Je vais faire entrer un individu et vous me direz si c'est celui-ci! » Entre A... B... — « Je connais bien celui-ci, mais ce n'est pas M...! » dit le plaignant. — « Ah! vous le connaissez tout de même? — Oui, son frère est associé dans une de nos entreprises, et A... B... vient très souvent à la maison et en connaît parfaitement les aîtres! » Le juge se tourne vers A... B... et demande : « Vous persistez encore? — Oui, monsieur le Juge!... » On le fait sortir et le plaignant complète sa déposition par une foule de détails qui accablent encore davantage A... B... On introduit la jeune danseuse — (jolie blonde, frêle d'apparence, bonne attitude, mais aucune instruction. Son histoire est très simple : fille unique d'un père établi épicier et remarié, sa belle-mère et elle ne s'entendent pas; elle se place comme bonne, puis entre comme danseuse dans le café où elle a fait la connaissance de A... B...; elle ne demande pas mieux que de rentrer chez son père mais n'y compte pas beaucoup, car sa belle-mère la déteste et elle ne la croit pas disposée à la recevoir). Elle raconte ce qu'elle sait du vol : le juge est convaincu qu'elle est innocente. Elle sort, et l'on fait entrer la maîtresse du jeune chauffeur — femme fardée et prostituée habituelle, accusée par A... B... de lui avoir remis les objets volés. Elle prétend ne rien savoir de l'affaire, ne connaître A... B... et sa jeune maîtresse que depuis quelques semaines. Le juge lui demande : « Vous êtes

mariée? — Oui, monsieur le Juge. — Et votre mari, où est-il? — Il a disparu depuis quelque temps. — Et vos parents? — Je suis de l'Assistance publique, monsieur le Juge! » A ces mots, le juge — à son grand honneur — est complètement désarmé : « Pauvre petite, tu n'as pas eu beaucoup de joie dans la vie! allons, sèche tes larmes!... Elle sort, et le juge se tourne vers nous en disant : « Elle en sait beaucoup plus qu'elle n'en veut dire; mais après tout ce n'est pas la principale coupable! » On introduit alors le jeune chauffeur : « Vous connaissez A... B...? — Oui, je le connais depuis quelques semaines ». Et il continue, en racontant leurs relations d'hôtel. Le dossier contient déjà les procès-verbaux de tous ces témoins, la Commission rogatoire de Police, et les travaux du Service anthropométrique.

Etudions maintenant le cas du petit J... L..., âgé de 12 ans 1/2. Nous sommes un mercredi; le samedi précédent l'enfant a décidé d'aller chercher fortune au Havre avec l'idée de s'engager comme mousse. Il en est déjà à sa troisième fuite, dont le but était toujours le même. Chez ses parents, il vole 250 francs, emporte ses gages d'un mois et prend le chemin de fer. Arrivé au Havre, et trouvant le bureau de recrutement fermé jusqu'au lundi, il reprend le train pour Paris, couche n'importe où, et, le lundi, retourne au Havre et est ramené ce matin à Paris en état d'arrestation. C'est un petit gamin très propre, en culotte courte et jambes nues. Il fait ses déclarations sans hésiter et se dit prêt à rentrer chez ses parents, s'étant rendu compte par lui-même qu'il ne pouvait s'engager comme mousse! Puisqu'il reconnaît le vol et le vagabondage, l'instruction est terminée, J... L... sort du cabinet du juge pour entrer à l'asile de l'Assistance publique où il attendra sa comparution devant le Tribunal, pour vagabondage seulement — le vol commis au préjudice de ses parents n'étant pas punissable.

En 1921, 2.499 mineurs ont passé ainsi à l'Instruction dont les âges et les sexes sont les suivants :

Mineurs de 13 ans	{	garçons :	88
		filles :	24
Mineurs de 13 à 16 ans	{	garçons :	697
		filles :	64
Mineurs de 16 à 18 ans	{	garçons :	1.489
		filles :	137
			2.499

NON-LIEU

L'ordonnance de non-lieu est rendue d'après les indications de l'article 4, paragraphe 2, de la loi du 22 juillet 1912 :

« S'il n'y a pas de charges suffisantes contre l'enfant, ou si le fait qu'on lui impute ne constitue ni crime ni délit prévu par la loi, le juge, après les réquisitions du ministère public, rendra une ordonnance de non-lieu. »

Deux cent quatre-vingt-quatre (284) mineurs, dont 232 garçons et 52 filles ont bénéficié d'ordonnances de non-lieu en 1921.

PLACEMENT PENDANT L'INSTRUCTION

En attendant la clôture de l'instruction et le jugement, le juge d'instruction peut confier les mineurs de 13 ans à :

- 1° Une personne de confiance,
- 2° Une institution charitable reconnue d'utilité publique ou agréée par le préfet,
- 3° L'Assistance publique.
- 4° Un hôpital ou un hospice.

A l'égard des mineurs de 13 à 18 ans les trois premières mesures ci-dessus peuvent être appliquées; le juge peut aussi ordonner que la garde provisoire sera laissée à la

famille du mineur ou à un parent ou à un particulier, mais, sous la surveillance d'une personne digne de confiance, désignée par lui.

On ne tient aucune statistique des mesures ainsi prises et, en fait, cela n'aurait pas de but utile. On nous affirme que le placement dans un patronage est assez rare et a lieu seulement lorsque le juge prévoit un non-lieu. L'expérience a montré que les filles confiées aux patronages cherchent souvent à se sauver, ce qui aggrave leur cas et produit des complications ennuyeuses. De leur côté, les patronages pour filles ne demandent que très rarement la garde d'une mineure pendant l'instruction; eux aussi veulent éviter les embarras occasionnés par la fuite; de plus ils ne reçoivent de pension pour leurs pupilles qu'après qu'elles leur sont confiées par le Tribunal. Deux des patronages pour garçons demandent parfois la garde provisoire des enfants qu'ils comptent recevoir du Tribunal. La garde des mineurs de 13 ans, des deux sexes, est généralement confiée à l'Assistance publique. Les détenus de 13 à 18 ans vont à la Petite Roquette et à Fresnes.

L'ENQUÊTE DE LA POLICE

A l'égard des mineurs de 13 à 18 ans, l'instruction suit la marche générale des affaires d'adultes, mais elle est confiée à un juge spécialisé. Les renseignements sur la famille sont recueillis par la Police et inscrits sur la Commission rogatoire — pièce officielle, fondamentale, sur laquelle se fonde, en grande partie, le jugement du Tribunal; c'est elle qui par conséquent conditionne l'avenir de l'enfant. Bien que les réponses aux Commissions rogatoires soient signées par les commissaires de Police, il est rare que ceux-ci se rendent eux-mêmes sur place pour y prendre les renseignements. Ils convoquent la famille dans leur cabinet où ils envoient chercher ces renseignements

par des agents. Chose curieuse, nous avons trouvé dans certaines Commissions rogatoires, établies sur la même famille, à différentes époques, et signées par le même commissaire, des renseignements absolument contradictoires sur des faits, pourtant identiques.

Voici le modèle de la Commission rogatoire adressée au commissaire de Police.

BULLETIN DE RENSEIGNEMENTS.

sur l.... nommé..... mineur.. de 18 ans
inculpé.... de..... détenu....

A. — *Le Mineur*

- 1° Nom et prénoms
- 2° Date et lieu de naissance
- 3° Est-il enfant légitime, légitimé par le mariage, naturel ou reconnu ?
- 4° Chez qui ou avec qui habite-t-il ?
- 5° Est-il orphelin de père et mère, de père seulement, de mère seulement ?
- 6° Quelle est sa religion ?
- 7° Quel est son degré d'instruction ? (Est-il complètement illettré, sait-il lire et écrire ? A-t-il son certificat d'études primaires ?)
- 8° Fréquente-t-il ou a-t-il fréquenté une école primaire ou professionnelle ? Quelle opinion les instituteurs ont-ils de lui ou quel souvenir en ont-ils gardé ?
- 9° A-t-il fait son apprentissage et où l'a-t-il fait ? Quels sont ou ont été ses patrons et quelle est leur opinion sur lui ?
- 10° A-t-il un métier ? Lequel ? A quel état le destinait-on ?
- 11° Quel est son état de santé : a-t-il eu quelque maladie grave ? Est-il atteint de quelque infirmité physique ou mentale de nature à influencer sur son discernement ?

- 12° Quels sont le caractère, la moralité, les habitudes et les penchants de l'inculpé ?
- 13° Quelles sont ses fréquentations habituelles ? Ses camarades sont-ils plus âgés et paraissent-ils plus pervers que lui ?
- 14° A-t-il été antérieurement arrêté ou poursuivi ? Pour quels faits ? A-t-il été détenu par voie de correction paternelle ?
- 15° Semble-t-il susceptible d'amendement ? En cas d'affirmative, quelles sont, d'après l'ensemble des renseignements recueillis, les mesures qui pourraient le mieux assurer son relèvement moral ?

B. — *Les Parents*

- 1° Noms, prénoms, profession, domiciles actuel et précédents, nationalité des parents de l'inculpé (ou du tuteur, ou des personnes chez lesquelles il vit)
- 2° Sont-ils mariés ou vivent-ils en concubinage, séparés de fait ou divorcés ? ...
- 3° Combien d'enfants vivent avec eux ? Y en a-t-il de lits différents ?
- 4° Quelles sont leur conduite, leur moralité, leur réputation ? Ont-ils été condamnés ? Pour quels crimes ou délits ? Sont-ils enclins à l'ivrognerie, à l'oisiveté, ou à l'inconduite habituelle ?
- 5° Comment remplissent-ils envers leurs enfants leurs devoirs d'éducation et d'entretien ? D'autres enfants sont-ils abandonnés ou condamnés ou soustraits judiciairement à leur garde ?
- 6° Travaillent-ils chez eux ou hors de chez eux ? Peuvent-ils s'occuper de leurs enfants et les surveiller efficacement ? ..
- 7° Quelles sont leurs charges et leurs ressources ? Que gagnent-ils ? Reçoivent-ils des secours ? Pourraient-ils payer une pension mensuelle et de combien ?

- 8° Que demandent-ils ?
- A. — Que leur enfant leur soit rendu ou qu'il soit rapatrié en province auprès d'eux ou auprès de telle autre personne ?
- B. — Qu'il soit envoyé dans une colonie pénitentiaire jusqu'à sa majorité ?
- C. — Qu'il soit remis à l'Assistance publique (s'il est mineur de 16 ans et s'il relève de cette administration) ? ...
- D. — Que la garde en soit confiée par le Tribunal à une institution ou à une personne charitable ?
- 9° Offrent-ils de suffisantes garanties de moralité et de fermeté pour que leur enfant leur soit rendu et prennent-ils l'engagement d'employer tous leurs efforts pour le ramener au bien ? Que comptent-ils faire dans ce but ?
- 10° En cas de placement, veulent-ils rester en rapport avec leur enfant ou s'en désintéressent-ils entièrement ?

C. — *Indications diverses qui ne trouveraient pas leur place dans le questionnaire ci-dessus*

D. — *Avis motivé du Commissaire de police (1)*

L'ENQUÊTE SUR LES MINEURS DE 13 ANS

Pour les mineurs de 13 ans, inculpés de délits ou de crimes, l'article 4 de la loi de 1912 préconise une enquête supplémentaire :

« S'il paraît que l'enfant est l'auteur d'un fait qualifié crime ou délit, il devra être procédé à une enquête sur la situation matérielle et morale de la famille, sur le caractère et les antécédents de l'enfant, sur les conditions dans lesquelles celui-ci a vécu et a été élevé, et sur les mesures propres à assurer son amendement. Cette enquête sera complétée, s'il y a lieu, par un examen médical.

Le juge d'instruction pourra charger de cette enquête complémentaire un rapporteur, figurant dans une liste établie par la chambre du conseil au commencement de l'année judiciaire et choisi de préférence parmi les catégories suivantes : magistrats ou

(1) Ou du Juge de Paix dans les cantons ruraux.

anciens magistrats, avocats de l'un ou l'autre sexe, avoués ou avoués honoraires, membres de l'un ou de l'autre sexe des sociétés de défense des enfants traduits en justice.

Ce rapporteur entend l'enfant, recueille près de toute personne tous renseignements et procède à toutes vérifications qui lui paraîtront nécessaires dans l'intérêt du mineur. S'il rencontre quelque résistance dans l'accomplissement de sa mission, il se réfère immédiatement au juge d'instruction. Il adresse à ce magistrat un rapport écrit constatant les résultats de ses investigations, que celui-ci complète, s'il y a lieu. »

L'idée de commettre un rapporteur pour cette enquête vient des Etats-Unis d'Amérique d'où elle fut apportée en 1906 par M. Edouard Juilhiet. En pratique, on ne commet jamais ces rapporteurs, et à notre « pourquoi ? », un juge l'instruction nous a répondu que l'on n'y voyait aucun avantage; les rapporteurs étant sans doute des personnes dévouées, mais ne connaissant rien du métier, leurs enquêtes ne serviraient qu'à alourdir un dossier déjà chargé. Nous lui avons demandé s'il croyait que des enquêtes faites par des personnes rompues à ce travail seraient utiles. Il ne put nous répondre catégoriquement, car n'en ayant jamais vu à l'œuvre, il lui était impossible de se rendre compte de ce qu'on pourrait en attendre.

Nous lui avons demandé s'il pourrait nous autoriser à faire quelques enquêtes nous-même. Il nous a répondu que, d'abord, il craignait pour nous des contacts fâcheux avec les familles, et que, de plus, nos renseignements ne pourraient servir à l'enfant, car le dossier ne doit comporter que des pièces officielles; mais, il semblait néanmoins considérer la possibilité de nous confier plusieurs enquêtes. Nous ne voulions pas nous embarquer dans un travail qui ne serait utile à personne, pourtant, nous désirions vivement nous rendre compte par nous-même de la valeur de ces renseignements de police en raison de leur importance capitale dans le jugement : nous nous sommes adressée à un patronage qui nous a autorisé à faire, offi-

cieusement, les enquêtes sur les enfants auxquels il s'intéressait et nous y avons procédé plusieurs fois.

UNE ENQUÊTE PERSONNELLE SUR UNE MINEURE

Voici ce que nous avons obtenu dans une des enquêtes : une mineure de 16 ans, arrêtée pour vagabondage spécial, était détenue à Fresnes depuis un mois; sa mère avait quitté, quelques semaines auparavant, l'hôtel où elle logeait en garni depuis douze ans — et quel hôtel ! C'est une sorte de vieille caserne en pierres noircies, aux murs crasseux, épais d'un mètre, aux escaliers étroits, raides, et aux marches hautes de 40 centimètres, aux chambres obscures et sans eau, meublées d'objets hétéroclites et habitées par un monde douteux et très mélangé.

À l'ancienne adresse

La concierge nous a reçue très aimablement et lorsque nous avons demandé Mme X..., elle nous a répondu que, quelques semaines auparavant, celle-ci avait quitté sa chambre « à la cloche de bois ». Pendant un entretien d'une demi-heure, elle nous a donné des indications aussi précises que précieuses, que nous avons pu contrôler. Elle était loin de se douter que nous faisons « une enquête » et allait jusqu'à nous offrir une tasse de thé ! A la maison où la mère travaille, depuis douze ans, nous avons reçu le même accueil.

À la nouvelle adresse

L'agent chargé de l'enquête s'était contenté de prendre les renseignements à la nouvelle adresse où la famille n'était connue que depuis quelques semaines; c'est sur ce rapport que la mineure a été jugée et nous devons ajouter que la concierge de cette maison nous a confié qu'elle

avait été bouleversée lorsqu'elle avait entendu l'agent lui dire qu'il venait faire une enquête ! Nous nous sommes bien gardée de lui faire connaître que notre visite avait le même objet. En attendant la mère de la mineure, qui devait bientôt rentrer de son travail, nous avons engagé avec elle une longue conversation et nous avons appris des détails intéressants sur cette famille. Dès son retour, la mère nous a priée de monter dans sa chambre et là, pendant près de deux heures, nous avons pu reconstituer tout le passé de la mineure : aucune hésitation, aucune réticence de la mère pour nous parler de l'affaire. Elle nous a très vivement remerciée de notre visite et a tenu à nous reconduire jusqu'au tramway.

Tout cela nous avait demandé cinq heures et pour avoir une image vraie, nette et vivante de cette fille et de sa famille, il nous aurait fallu aller à Fresnes causer avec l'inculpée et visiter deux de ses parents qui habitent Paris; l'affaire venait le lendemain à l'audience, ce qui ne nous laissait pas le temps nécessaire. Il est évident que la Police ne dispose pas d'assez de temps pour faire une aussi longue enquête et nous n'entrevoions pas la possibilité qu'un agent puisse s'occuper de tous les détails de la vie d'un enfant — détails cependant qui peuvent aider les magistrats à choisir les mesures propres à la rééducation du délinquant. Les familles considèrent le commissaire de Police et ses délégués comme n'ayant d'autre souci que d'accabler les enfants et elles ne leur parlent qu'avec réserve; mais elles se méfieraient moins d'une personne étrangère à la Police, d'un spécialiste par exemple, du Service social (1) qu'elles regarderaient comme un ami.

(1) Le terme « Service Social » ne se prête pas à une définition courte et concise. Pour voir toute son étendue, il faudrait faire un énorme catalogue dans l'ordre du « Paris Charitable » ; mais cela ne donnerait que les noms d'organisations, tandis que le Service Social, comme il est entendu aux États-Unis, est plutôt l'orientation d'idée qui préside à l'exécution de ces travaux — l'idée que les problèmes sociaux concernant les individus méritent une étude sérieuse autant

Mais ce Service n'ayant pas encore une grande extension en France, il n'est point surprenant de voir les magistrats émettre des doutes sur l'utilité des concours bénévoles qui se présentent; d'autre part, l'innovation peut leur paraître tellement hardie qu'ils craignent d'encourir une certaine responsabilité et de s'attirer de sévères critiques. Les faits tels que : profession des parents, nombre des membres de la famille et leur degré de parenté avec le mineur et leur attitude envers lui, nous semblent assez nettement établis dans presque la totalité des Commissions rogatoires : mais l'image vivante de l'enfant en est complètement absente.

Le juge d'instruction, avec lequel nous parlions,

que ceux du droit civil, du haut commerce, de la diplomatie ou de la science pure.

Ce service est divisé en deux catégories de fonctions : 1° celles qui ont trait à l'individu chez lui ou dans les institutions, et 2° les fonctions des groupes qui cherchent à adapter les institutions sociales aux besoins de l'individu. Dans le personnel de la première catégorie se trouvent : assistante scolaire, infirmière visiteuse, probation officer (délégué à la liberté surveillée), truant officer (voir : *Quelques observations*), inspecteur de l'Assistance publique, visiteurs ou administrateurs d'œuvres charitables, médecins d'écoles, directeurs de terrains de jeux ou de *Settlement Houses*, personnel des hôpitaux, des asiles ou des maisons de relèvement moral et quantité d'autres personnes occupées de travaux semblables. La deuxième catégorie comporte les groupes, tels que : *The Consumers League*, Comité des Tribunaux Correctionnels, Comité de Logements Ouvriers, Comité National de Terrains de Jeux, Congrès National des Mères et les divers comités qui étudient les questions comme : l'insuffisance de salaire, les conditions hygiéniques des usines et la nécessité de fonder des hôpitaux supplémentaires ou des institutions spéciales. Ces groupes proposent, d'après les résultats de leurs recherches, la législation ou bien la création de services publics ou privés, pour remédier aux défauts et aux lacunes actuelles.

Les deux traits qui caractérisent ce Service sont d'abord que l'on étudie à fond l'individu et son milieu afin de pouvoir le mettre en rapport avec l'institution sociale propre à l'aider le mieux à prendre ou à reprendre une place convenable dans la société et ensuite que l'on apporte à ces travaux des méthodes aussi solides et appropriées que celles employées dans les sciences et les professions libérales. Or, dans ces dernières, on ne procède pas à l'application d'une solution sans avoir bien étudié la position exacte du problème, et les aspirants à ces professions passent de longues années d'étude pour se faire une sorte de technique et de méthode fondée sur la prévision des éventualités possibles. Ce qui, alors, distingue le Service Social des travaux exécutés uniquement par des personnes de bonne volonté ou sans préparation spéciale, est que, dans le premier, on approfondit ces études de sciences sociales non seulement d'après des livres, mais dans ce que M. Henry Noble Mac Cracken, dans son rapport au troisième Congrès de l'Education Morale, appelle « le laboratoire social », et on se fait une technique digne de la tâche. Une des règles primordiales est la

s'avouait satisfait des renseignements de Police, et, particulièrement, de ceux qui viennent de province, surtout lorsque ces derniers émanent de juges de paix, qui convoquent généralement l'instituteur, le curé et d'autres personnes qui sont journellement en rapport avec l'enfant. Celui-ci, de son côté, est très conscient de cette surveillance naturelle qui ne peut qu'avoir une heureuse influence préventive sur sa conduite. Il n'est pas possible que la police des grandes villes connaisse les enfants comme ils le sont dans les petites communes : ces relations, si bienfaisantes, ne peuvent être remplacées que par un travail organisé dans le but de diminuer l'isolement du mineur et d'éveiller chez lui la conception de la conscience sociale.

coopération étroite de toutes les agences sociales. La valeur sociale des découvertes scientifiques, telles, par exemple, que celles que nous constatons dans la bactériologie, la médecine, la psychologie et la criminologie, dépend presque entièrement de l'intelligence et du dévouement des personnes qui les appliquent dans la pratique.

La nécessité de ce personnel spécial et de cette préparation appropriée vient de ce que les institutions sociales tendent à conserver les principes et les pratiques qui ont présidé à leur création, tandis que les problèmes concernant les individus changent et deviennent de plus en plus compliqués, de génération en génération. Lorsque la civilisation se développe, on voit s'accroître le nombre d'individus complètement isolés de la famille et des autres institutions sociales de la vie commune. Voués à l'impuissance, soit par la maladie, l'ignorance ou le manque d'énergie, ces membres de la société ont autant besoin d'un appui moral que de l'assistance matérielle pour prendre et conserver un contact avec la vie normale. Avec les complications de la vie actuelle, chacun est absorbé dans ses affaires personnelles et ne peut plus, comme jadis, s'occuper d'une manière suivie des malheureux. Pour répondre donc à ce besoin, la société désigne certains de ses membres qu'elle nomme *Social Workers*. On choisit autant que possible les personnes douées d'aptitudes spéciales et on essaie de les préparer par un enseignement technique approprié et par une éducation qui cherche à substituer la prévoyance éducatrice à la pitié élémentaire et à développer la capacité de distinguer s'il faut, dans un tel cas, essayer d'adapter l'institution sociale aux besoins de l'individu ou s'il vaut mieux entreprendre l'éducation de celui-ci ou même de la société en général. Cette préparation, aux États-Unis, est donnée dans des écoles spéciales dont il existe cinq : à Boston, Chicago, New-York, Philadelphia et Saint-Louis. Dans beaucoup d'universités, les professeurs des sciences sociales insistent pour que leurs élèves étudient directement le fonctionnement des institutions sociales de la ville. (Nous devons au concours de M. H. N. Mac Cracken, président de *Vassar College* (New-York) et de M. J. H. Tufts, professeur de Philosophie à l'Université de Chicago (Illinois), la possibilité de présenter la définition ci-dessus.

EXAMEN MENTAL

La loi indique expressément que les juges d'instruction ont le pouvoir, pour les mineurs de 13 ans, de compléter l'enquête par un examen mental. Sur ce point, il n'existe pas non plus de statistique, mais on évalue le pourcentage à environ 10 % du total des affaires de mineurs de 13 ans, soit 11 examens mentaux en 1921.

AVOCAT D'OFFICE

Théoriquement le mineur est assisté dès l'ouverture de l'instruction par un avocat nommé d'office par le bâtonnier (1) sur l'avis du juge d'instruction. Ces défenseurs sont choisis parmi les avocats qui s'inscrivent, dans ce but, sur une liste. Rien ne les oblige à se rendre à l'instruction de leurs clients et il est excessivement rare que les avocats-hommes y assistent ; quelques avocats-femmes s'y rendent régulièrement.

CONSTITUTION OU RÈGLEMENT DES DOSSIERS

L'instruction terminée, les mineurs n'ont plus qu'à attendre le jugement de leurs affaires : les dossiers sont transmis aux substituts (2) délégués au Tribunal pour Enfants. Le plus simple dossier venant de l'instruction — celui du mineur sans complice et qui reconnaît les faits — comporte les pièces suivantes : Rapport dressé par l'agent au moment de la constatation du délit ; procès-verbal d'interrogatoire de l'inculpé dressé par le commissaire de Police et contenant des indications sur l'état-civil,

(1) En France, l'Ordre des avocats est la seule, avec celle des notaires, avoués, greffiers, etc., des Corporations du XVIII^e siècle qui subsiste. Le Bâtonnier, élu chaque année, règle, dans son bureau, les questions de procédure qui sont soulevées entre avocats, entre les avocats et leurs clients, ou avec les Tribunaux.

(2) Ces délégués reçoivent la majorité des dossiers, mais quelques-uns sont réglés par les substituts d'autres Chambres

la nationalité, degré d'instruction, profession et antécédents judiciaires; réquisitoire introductif par lequel le procureur saisit le juge d'instruction; procès-verbal de première comparution devant le juge d'instruction; désignation d'un avocat d'office; Commission rogatoire; bulletin n° 2 du casier judiciaire et quelques pièces administratives de peu d'importance sociale. Dans une affaire de quatre, six ou huit inculpés, il faut multiplier toutes ces pièces par le nombre d'inculpés et y ajouter les dépositions des témoins. Nous ne parlerons pas des pièces administratives telles que convocations, envois d'extraits de jugements et nous n'essaierons pas d'indiquer tous les détails de la procédure qui concernent les magistrats, les avocats, les greffiers et le personnel de l'administration de la Justice. Nous allons fournir simplement les réponses aux questions que nous nous sommes posées nous-même, les jugeant propres à intéresser ceux qui cherchent à s'éclairer sur ce sujet.

Arrivée des dossiers au secrétariat du tribunal

Quelques jours avant l'audience, les dossiers des affaires sont mis à la disposition des délégués des patronages pour qu'ils puissent les parcourir et choisir les mineurs qui leur semblent susceptibles de profiter de l'action de l'œuvre, ou pour leur permettre de prendre sur ceux qu'ils ont déjà choisis les renseignements qui leur sont nécessaires. Nous avons vu ces délégués ne s'attacher qu'à des faits matériels tels que l'état-civil, l'adresse de la famille, le motif officiel de la comparution, et pour les filles, si elles ont été ou non atteintes d'une maladie vénérienne.

L'étude des dossiers des incidents de la liberté surveillée est faite par un magistrat rapporteur. Le président du Tribunal étudie les affaires nouvelles et celles concernant les oppositions. Il souligne presque toujours les réponses

de la Police aux quatre questions suivantes de la Commission rogatoire, dont deux concernent la moralité des mineurs : N° 12 A : -- « Quels sont le caractère, la moralité, les habitudes et les penchants de l'inculpé ? » et n° 13 A : « Quelles sont ses fréquentations habituelles ? Ses camarades sont-ils plus âgés et paraissent-ils plus pervers que lui ? » Deux de ces questions qu'il souligne ont rapport à la moralité des parents : n° 4 B : « Quelles sont leur conduite, leur moralité, leur réputation ? Ont-ils été condamnés ? Pour quels crimes ou délits ? Sont-ils enclins à l'ivrognerie, à l'oisiveté ou à l'inconduite habituelle ? » et n° 5 B : « Comment remplissent-ils envers leurs enfants leurs devoirs d'éducation et d'entretien ? D'autres enfants sont-ils abandonnés ou condamnés ou soustraits judiciairement à leur garde ? »

Les deux autres magistrats du Tribunal ne peuvent pas étudier les dossiers; ils forment leur opinion à l'audience où le président, au moyen de l'interrogatoire, doit leur exposer l'affaire; ensuite l'avocat, s'il se présente pour défendre son client, explique les faits et attire l'attention du Tribunal sur ceux que ne contient pas le dossier ou qui ne sont pas suffisamment élucidés par l'interrogatoire.

CHAPITRE III

LES DÉTENUS

Pendant que le dossier est ainsi préparé, en vue de l'audience, que deviennent les délinquants, en dehors du cabinet du juge d'instruction? Nous avons laissé, dans leurs familles, les mineurs directement cités devant le Tribunal par le procureur de la République. Parmi ceux qui font l'objet d'une information, les uns restent dans leurs familles ou sont soit en liberté provisoire, soit dans les patronages où ils participent à la vie quotidienne de ces institutions ; les autres sont détenus : les mineurs de 13 ans à l'Asile de l'Assistance publique, les mineurs de 13 à 18 ans à Fresnes ou à la Petite Roquette.

LA PRISON DE FRESNES

Les filles, pendant la prévention, sont envoyées sous mandat de dépôt à Fresnes, prison générale composée de deux quartiers bien distincts; l'un pour les hommes, l'autre pour les femmes. L'Administration peut être fière de cette prison. Tout d'abord, elle est en pleine campagne et son entrée ressemble à celle d'une vaste propriété privée : une grande allée, bordée d'arbres et d'arbustes, s'allonge entre de petits pavillons, construits en brique, d'apparence fort gaie. Ils servent à loger le personnel.

QUARTIER DES FEMMES

L'Administration n'envoie pas les criminelles dans cette prison; elle leur affecte la prison de Saint-Lazare : le quartier des femmes à Fresnes ne reçoit, en plus des mineures, que des condamnées n'ayant pas perdu tout sens moral; elles n'ont, d'ailleurs, aucun contact avec les mineures. L'entrée du quartier donne l'impression d'une infirmerie, tant l'aspect en est clair et propre. On voit à gauche, en entrant, la salle d'attente, gentiment meublée; en face, le bureau de la surveillante en chef. C'est une femme dévouée, possédant une grande expérience et sachant allier une affectueuse bonté à la fermeté nécessaire dans l'exercice de ses fonctions. La surveillance est exclusivement assurée par des femmes.

Bibliothèque

La bibliothèque renferme des livres scolaires, tels que grammaires, arithmétiques, histoires et quelques classiques; les feuillets de certains livres portent des inscriptions dans le langage particulier aux détenues; une traduction leur enlèverait toute saveur! Les mineures reçoivent l'enseignement primaire dans leurs cellules où l'institutrice passe pour donner les devoirs et les leçons.

Parloirs et visites

L'aspect extérieur des parloirs est coquet — portes blanches, à petits filets et à numéros peints en bleu; mais, les portes ouvertes, on se trouve en face de deux grilles en fer (1), espacées d'un mètre environ, qui séparent le visiteur et la détenue. Quelle déception pour ceux qui s'attendent à prendre leurs enfants dans leurs bras. Les visites des

(1) Cette précaution a dû être prise parce que l'on apportait aux détenus les objets prohibés, des liqueurs et même des drogues.

familles ont lieu les jeudis et les dimanches, de 13 à 16 heures, et leur durée peut aller jusqu'à 30 minutes.

Les déléguées des patronages visitent les filles dans leurs cellules. Nous devons noter, ici, que deux patronages n'attendent pas l'arrivée des détenues, à Fresnes, pour les voir; ils envoient leurs déléguées au dépôt, le jour même où les filles y sont écrouées; ces déléguées font ainsi un premier choix et laissent leurs cartes aux prévenus qui les intéressent particulièrement. Ces cartes, paraît-il, mettent celles qui les possèdent à l'abri des déléguées des autres patronages, auxquelles la surveillante-chef de Fresnes donne seulement les numéros des cellules des prévenues qui n'ont aucune carte. Par ce moyen, les patronages les plus diligents, recueillent le « dessus du panier »; les autres patronages viennent en second lieu et l'Administration pénitentiaire ne reçoit, du Tribunal, que les délinquantes qui ne semblent pas « dignes » de l'intérêt des œuvres privées.

LE « QUARTIER »

Une grande porte à deux battants donne accès au « quartier ». C'est une immense salle de trois étages, dont les côtés sont occupés par trois rangées de cellules, superposées. Elle est éclairée par un toit en verre dépoli; aux deux extrémités, des escaliers conduisent aux étages supérieurs; à la hauteur du premier, deux petites passerelles relient les deux côtés et servent de postes de surveillance.

Mais voici que s'avance, entre les deux rails d'un petit chemin de fer, au milieu de cette salle, une femme vêtue d'un corsage de bure, d'une jupe bleu foncé, en grosse laine, traînant jusqu'à terre; chaussée de pantoufles; la tête et la figure couvertes d'un voile grossier : la cagoule (1).

(1) La cagoule est un morceau de toile, assez claire, doublé sur lui-même et cousu, à ses bords, en forme de sac; elle couvre complètement la tête de la détenue qui doit s'en revêtir, dès qu'elle sort de sa cellule, pour que soit respecté le principe d'isolement complet et le secret de son identité.

C'est une détenue. Lorsque l'on voit ainsi, pour la première fois, une forme humaine s'avancer, se promener devant vous en vous regardant de ses yeux invisibles, derrière un voile, on éprouve une singulière impression, mêlée de gêne et de surprise. Avant de disparaître dans le corridor, qui conduit aux bains et aux préaux, cette détenue a soulevé sa cagoule, au risque de se faire punir. Elle est toute jeune : comme l'on comprend le désir de cette enfant de voir librement ce qui se passe autour d'elle !

Les préaux

Les préaux sont des rectangles d'environ 4 mètres sur 5, clos de hauts murs; un petit trottoir, en briques, en fait le tour et là, les détenues se promènent, seules, sans cagoule, étant encore en réalité, en cellule — mais dans une grande cellule, à ciel ouvert. En toute saison, lorsque l'état de leur santé le leur permet, une demi-heure de promenade, par jour, est imposée. Au préau, nous avons retrouvé une mineure qui vient d'atteindre ses 16 ans, dont le dossier nous était connu. Elle est, hélas! initiée à bien des mœurs regrettables; elle est une des 168 mineures qui ont passé, en 1921, devant le Service des mœurs, ayant été arrêtée plusieurs fois pour vagabondage et prostitution. Au préau, elle est enveloppée, des pieds à la tête, dans sa grande cape, ce qui met en relief sa petite figure enfantine. Elle raconte qu'elle est enceinte et que, depuis son entrée à Fresnes, elle a épousé un garçon sérieux de 28 ans. Un jugement l'a envoyé en Colonie pénitentiaire jusqu'à sa majorité; elle a fait appel, et, entre temps, s'est mariée, avec la conviction que la Cour (1) la rendrait à son mari

(1) La Cour d'appel a confirmé ce jugement. Il a été établi que le mari a neuf condamnations; qu'il a vu sa femme, pour la première fois, à la mairie; qu'il ne l'a épousée que dans le but d'éviter son envoi en Colonie Pénitentiaire. Il a été aussi prouvé que la mineure n'était pas enceinte.

Les cellules

Ce que l'on appelle, à Fresnes, une cellule, n'a aucun rapport avec l'idée qu'on s'en fait généralement. Une porte s'ouvre et voici une cellule — puisque on les nomme ainsi ! — murs blancs, parquet ciré, grande fenêtre en verre dépoli, large d'un mètre, haute de 2 mètres et terminée par un vasistas; W. C. aménagé à l'anglaise; éclairage électrique; robinet d'eau courante. Comme meubles : un lit de fer, avec matelas et couvertures, plié dans la journée contre le mur; une petite table, peinte en blanc, fixée à la cloison, qui sert, à la fois, de table à ouvrage, à écrire et pour prendre les repas; un petit tabouret; une brosse à cabinet; un petit balai; un torchon à essuyer; une petite provision de sable pour frotter le parquet; au-dessus, dans un coin, deux planchettes destinées à recevoir la vaisselle et les articles de toilette et une chaise attachée par une grosse chaîne, scellée dans le mur. Cette chaîne nous intrigua, mais ayant mesuré, de l'œil, la distance qui sépare la chaise de la fenêtre, et la longueur de la chaîne, nous avons compris ! Pour terminer, ajoutons que les détenues ont eu l'ingéniosité de transformer en téléphone l'ensemble des conduites d'eau. En effet, sur la même conduite, desservant deux cellules, sont branchés deux tuyaux, qui aboutissent à cinquante centimètres l'un de l'autre, dans une échancrure du mur, de forme carrée, qui doit être fermée par une plaque de tôle; mais, cette plaque s'oxyde, vient à tomber ou n'est pas toujours en place; il reste, alors, autour de chaque tuyau, un jeu de quelques centimètres..., et voilà le téléphone improvisé ! Défense est faite, bien entendu, aux détenues, d'user de ce téléphone aussi bien que de parler par les vasistas, et, naturellement, elles contreviennent à ces règlements dans la mesure du possible, de même qu'à celui qui leur défend de communiquer entre elles au moyen des billets, glissés sous des portes ou remis de la main à la main, dans

les rencontres inattendues dans les couloirs — billets parfois orduriers, parfois inoffensifs, donnant, simplement, rendez-vous à la sortie. Peu importe que l'on se connaisse ou non — l'on a occupé des cellules voisines en prison. et cela suffit. Les mineurs ne sortent de leurs cellules que pour aller au parloir, au préau et aux bains où, le vendredi, tout le monde prend une douche.

Travaux en cellules

L'Administration essaie de ne pas laisser ses pupilles oisives : un service de couture est assuré par une contre-maîtresse. La pupille garde quatre cinquièmes de son gain et l'Etat prend le reste. On nous dit qu'une fille peut gagner 1 fr. 50 par jour et même davantage.

Cantine

Il est permis, aux détenues, de dépenser 1 fr. 25 par jour au maximum à la cantine, pour se procurer un supplément à l'ordinaire et certaines friandises... sucre, café, chocolat et d'autres denrées et aussi des accessoires de toilette. La cuisine (comme la lessive) est faite par les hommes, dans leur quartier : on peut dire qu'il existe, au moins, un endroit où les hommes font la cuisine et la lessive pour des femmes de leur rang social ! Nous n'avons pas vu la nourriture qui arrive, au quartier des femmes, sur de petits chariots qui suivent la voie du chemin de fer ; mais nous avons causé avec une mineure, condamnée pour vol, qui occupe, depuis un an, une cellule à Fresnes ; sa famille ne s'en est jamais occupée et elle refuse catégoriquement de travailler ; elle ne peut donc rien dépenser à la cantine et, ainsi réduite à l'ordinaire de la prison, elle a cependant bonne mine.

Le culte

Le culte a été assuré au quartier, jusqu'à ces derniers temps, par un aumônier d'une soixantaine d'années, qui

venait tous les dimanches célébrer la messe devant l'escalier du rez-de-chaussée. On entr'ouvrait les portes des cellules et les détenues se mettaient chacune devant sa porte pour assister au service; mais il paraît qu'elles engageaient des conversations peu convenables et allaient jusqu'à tourner l'aumônier en dérision; devant cette attitude, celui-ci a cru préférable de ne plus célébrer la messe en commun, mais il vient, lorsqu'on le demande, visiter les détenues dans leurs cellules.

Punitions

Les trois cellules de punition ne diffèrent des autres que par leur obscurité complète. La camisole de force n'est pas employée; les punitions, qui consistent en isolement, cachot noir et pain sec, ne sont que rarement appliquées et jamais aux mineures.

La population

Les mineures, détenues à Fresnes, appartiennent à plusieurs catégories : celles qui sont l'objet d'une Correction paternelle; les prévenues; celles qui attendent leur départ pour les Colonies pénitenciaires, enfin celles qui purgent une peine de prison de moins d'un an. En 1921, il est passé dans cette prison, 525 mineures prévenues ou condamnées et 62 soumises à la Correction paternelle, un total de 587.

Durée de séjour

La durée de la prévention varie, pour les mineures, d'un mois à six semaines. Après le jugement, celles qui sont confiées aux patronages partent dès le lendemain et il se peut même qu'elles sortent directement du dépôt pour le patronage sans passer par Fresnes. Les filles envoyées par le Tribunal en Colonie pénitenciaire, attendent, à Fresnes,

deux mois environ, la constitution de leurs dossiers. La loi française laisse dix jours pour faire appel, et les pièces administratives, notamment l'extrait du jugement, ne peuvent être établies avant l'expiration de ce délai. Une visite médicale est exigée avant le départ, ce qui peut encore prolonger, sensiblement, le séjour à la prison. Les mineurs qui font appel ou opposition passent parfois de longs mois à Fresnes avant d'être définitivement jugés.

LA PETITE ROQUETTE

La Petite Roquette est la seule prison du département de la Seine affectée aux jeunes détenus. Pour nos compatriotes, cette maison présente un intérêt spécial; elle a servi de garnison à certaines troupes américaines pendant la grande guerre. Nous avons lu et entendu tant de critiques au sujet de cette prison, que nous craignions de n'avoir à formuler que des observations défavorables. Ceci nous a fait hésiter à profiter de la faveur, exceptionnelle, que l'Administration pénitentiaire nous a fait à nous — femme et étrangère — en nous laissant visiter la prison des garçons. On verra que notre appréhension n'était pas fondée.

LES BATIMENTS

Les bâtiments actuels datent de 1825; les différentes divisions, en forme de triangle, rayonnent autour d'une grande tour, dressée au centre, de telle sorte que l'ensemble à la forme d'un hexagone. La cuisine et les bains sont placés dans le bas de la tour et, dans le haut, se trouve la chapelle. Toute la vie matérielle et spirituelle de la maison se concentre sur ce point. Chaque étage de ces bâtiments comprend une division consistant en une rangée de cellules ouvrant sur un corridor carrelé, aux murs noircis et éraflés

par les milliers de détenus qui ont passé par là. L'impression est celle d'une vieille caserne dans un certain état d'abandon. Elle est condamnée comme prison et doit incessamment disparaître; c'est pour cette raison et par suite de la nécessité impérieuse de faire des économies que l'on ne s'occupe guère que des réparations indispensables.

LA POPULATION

Ces vieux bâtiments, tant critiqués, remplissent une mission sociale importante. En 1921, près de 2.000 mineurs y ont été détenus, dont voici l'énumération :

Prévenus passagers et acquittés	968
« Majorités » (1) envoyés en Colonie pénitentiaire en attendant leur départ	426
Condamnés à moins d'un an de prison.	521
Enfants en Correction paternelle	68
Soit	1.983

LA VIE EN CELLULE

Il nous serait impossible de décrire ce que nous avons vu et appris de la disposition des cellules et de la vie à la Petite Roquette aujourd'hui mieux que ne l'a fait Philippe, un petit vagabond de 13 ans 1/2 qui, en 1891, écrivait à son père la lettre suivante (2) dont l'orthographe est respectée :

Paris, le 17 mai 1891.

Cher père,

Comme je n'ai pas d'autre distraction que celle-ci, je t'écris aujourd'hui, pour te donner la description de la vie que je mène

(1) On appelle ainsi ceux qui, envoyés en colonie pénitentiaire « jusqu'à majorité », attendent leur transfert.

(2) *Les Enfants en Prison*, TOMEL et ROLLET.

ici. Elle n'est pas bien gaie, mais je suis bien content de ne pas être mené à coups de fouet, comme on me l'avait dit.

Je suis toute la journée enfermé dans une cellule dont le mobilier se compose d'un lit avec matelas, pailleasse, deux couvertures et deux draps; d'une table avec tiroir; d'un tabouret; d'un pot à eau et d'une terrine; d'un pot de nuit; d'un balai en bois et d'un crachoir.

Quand j'ai besoin de quelque chose, j'ai une cheville en bois que je mets au guichet pour attirer l'attention du gardien.

Le matin, je me lève, je crois, à 6 heures; je prends mes habits quand on ouvre ma porte; je m'habille; puis je plie mes couvertures, mes draps, et je vais vider mon pot de nuit quand on m'appelle; ensuite, je me mets au travail après avoir balayé et fait mon petit ménage. Parlons de mon travail.

Il n'est pas bien fatigant et je n'en fais que plus, je suis toujours assis, occupé à réunir des morceaux de cuir découpés à l'emporte-pièce, nommés mailles, par trois; je les passe dans un morceau de cuivre appelé calibre, où est creusée une rainure, pour faire toutes les mailles de la même grosseur; puis, je les range sur les plateaux en tôle placés à côté de moi; quand j'en ai calibré assez, je fais la courroie qui consiste à enfiler les mailles, percées de 2 trous, sur les clous plus ou moins longs, selon la largeur de la courroie. J'en fais en ce moment qui a 6 centimètres de large et j'en fais en moyenne 7 ou 8 mètres par jour.

Mais tout travail mérite salaire. Je gagne à cela 0 fr. 10 par jour, marqués sur un livret qu'on m'a donné, puis une gratification de 6 à 9 sous par semaine, ce qui fait 3 sous par jour. Avec cet argent, que je ne touche pas, bien entendu, je puis prendre des friandises, pour diminuer le goût du pain noir dont je n'ai jamais assez, quoiqu'il ne soit pas bien bon.

Un peu après le déjeuner, on va prendre l'air dans les promenoirs séparés; on se lave à grande eau et au bout d'une demi-heure on remonte. On mange encore à midi, puis le soir à 4 heures. On va vider le pot et, une heure après, on cesse le travail et on fait le lit. Ensuite je prends mon cahier et je fais une page d'écriture et quelques problèmes. Puis je me déshabille, je mets mes habits à la porte et je me couche. Voilà mes occupations. Pour la discipline elle est très sévère.

Défense de monter au vasistas, de regarder au guichet, de causer avec les voisins sous peine de faire connaissance avec le cachot et le pain sec. On change de linge toutes les semaines, de draps tous les mois.

Enfin, quoiqu'on ne soit pas trop mal à la Roquette, je regrette bien de m'y être fait mettre; mais il est trop tard, à moins que tu veuilles m'en faire sortir.

Adieu, cher père; embrasse Marie pour moi et ne lui parle pas trop mal de son frère.

Je ne suis pas encore jugé, et je ne sais pas ce qu'on attend pour le faire. Dis à maman que je l'embrasse aussi, et ne raconte pas trop de mal sur moi à marraine.

Ton fils,

Philippe.

Philippe ne précise pas les dimensions de sa cellule, qui sont d'environ 2 mètres sur 2 m. 50. Les murs, ainsi que ceux des corridors, sont noircis, abîmés et, de plus, couverts d'inscriptions; le sol est carrelé. D'énormes poêles ronds, à charbon, placés dans les couloirs suppléent à l'absence de chauffage central; la poussière et la fumée aggravent les difficultés déjà considérables de l'entretien général de la prison : les cellules ne reçoivent que la chaleur qui peut venir du corridor au travers des portes très épaisses et elles n'ont aucun éclairage artificiel. La lumière et l'air y pénètrent par de grandes fenêtres, vitrées, munies de barreaux en fer, et pouvant désormais s'ouvrir à volonté. La disposition de la prison est telle que toutes les fenêtres d'une même division s'ouvrent sur la même cour; il est très facile pour les détenus de se voir. Philippe relate bien que défense est faite de monter aux vasistas; mais cela n'empêche pas les enfants de contrevenir aux règlements : en traversant une passerelle, nous avons aperçu un jeune détenu qui s'était blotti contre les barreaux de sa fenêtre et qui ne voulait pas se retirer, malgré les objurgations du directeur. Les détenus, comme au temps de Philippe, se servent encore d'un petit pot de nuit sans couvercle et on peut imaginer les odeurs qui s'en dégagent! A leur entrée et à leur sortie, les mineurs passent aux bains; pendant leur séjour, ils ne vont aux bains que sur prescription du médecin. Les travaux de la maison, tels que le nettoyage général et la cuisine, sont confiés à des auxiliaires choisis parmi les mineurs qui purgent une peine de prison de moins d'un an.

PRÉAUX

Les préaux sont plus longs et plus étroits que ceux de Fresnes et rayonnent autour d'un poste d'observation, disposition qui facilite la surveillance. Les garçons s'y promènent à tour de rôle, une heure par jour; un gardien s'assure qu'ils marchent, car souvent ils préfèrent s'asseoir dans un coin.

CANTINE

L'organisation de la cantine est semblable à celle de Fresnes. Nous avons vu une cinquantaine de détenus et tous ont une mine superbe; le magistrat qui nous accompagnait déclarait avoir souvent remarqué une amélioration sensible dans l'aspect de certains enfants après un séjour à la Roquette : c'est la conséquence, sans doute, d'une vie régulière et d'une nourriture saine.

LES TRAVAUX DES DÉTENUS

Les seules occupations possibles dans une maison cellulaire, peuplée de sujets si différents, consistent en menus travaux : ceux que nous avons vu exécuter sont très faciles et ne demandent ni apprentissage ni initiative personnelle. Un travail courant vient d'une maison de commerce qui fait une réclame sur un bilboquet en carton représentant une tête de clown de 10 cm. de haut, avec perruque, grand nez et menton; le cou s'allonge en une sorte de poignée transversale sur laquelle est écrite la règle du jeu : « le gagnant est celui qui accroche l'anneau le plus souvent; la perruque compte 1, le nez compte 2, le menton compte 5 ». Après avoir percé le menton, le détenu y passe une ficelle; à l'autre bout de celle-ci, il attache un petit anneau de carton et enfin il enroule le tout autour de la tête.

La fabrication de coquelicots, en tissu rouge, a été l'occasion d'un autre travail. Nous venions de lire, dans un

journal américain, qu'aux Etats-Unis, un certain jour, que l'on désigne sous le nom de « jour de coquelicots », serait consacré à la vente de ces fleurs de France au profit des enfants des régions françaises dévastées; on ajoutait que ces fleurs seraient faites par les femmes et les enfants de ces régions. Appelle-t-on la Petite Roquette une région dévastée ! Cette vente a été organisée par « Les Veterans of Foreign Wars »; il est à présumer que parmi les membres de cette association se trouvent d'anciens soldats qui ont été cantonnés dans cette maison durant la guerre, et ils ne se doutent guère de son rôle dans la fabrication de ces fleurs ! Ce travail est moins machinal que l'autre et plus gai; il est payé 10 francs par mille de fleurs. Il paraît qu'un petit gamin, mineur de 16 ans, en Correction paternelle, faisait jusqu'à 800 fleurs par jour; la moitié de son gain lui revenait : au dehors de la Roquette, il n'aurait peut-être pu gagner autant.

PARLOIRS ET VISITES

Les parloirs sont établis sur le même principe que ceux de Fresnes; mais, d'après le plan général de la prison, ils rayonnent tous d'un point central où s'élève un poste de surveillance. Les visites des familles se font dans les mêmes conditions qu'à Fresnes; les délégués de quatre patronages visitent les prévenus dans leurs cellules, pour « fixer leur choix sur ceux qu'ils veulent demander au Tribunal ».

PUNITIONS

Les punitions que peuvent subir les détenus sont le lit de camp et le pain sec dans le cachot ou dans leurs propres cellules. Les cachots sont des cellules noires comme la nuit, très hautes de plafond et n'ayant pour tout mobilier qu'un banc de bois, scellé au mur. Le directeur nous a affirmé qu'il n'avait que rarement recours à cette punition, mais

les détenus savent que les cachots existent et ce fait a une très heureuse influence préventive sur leur conduite. Le jour de notre visite, les vingt cachots étaient vides. Les règlements défendent au directeur d'infliger plus de quinze jours de cachot sans autorisation du directeur de l'Administration pénitentiaire; en outre, il doit signaler immédiatement à ce même directeur, toute punition de ce genre, si courte qu'elle soit.

LE CULTE

Tout détenu, qui le désire, peut assister, le dimanche, à la messe. A la chapelle, se continue le régime cellulaire : chaque assistant a sa « loge », une sorte de petite guérite, d'où il aperçoit parfaitement l'aumônier, sans voir ses voisins ni en être vu. L'effet de ces petits boxes est curieux; il rappelle la petite loge de Louis XI à la Sainte-Chapelle.

L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

Au moment de notre visite à la chapelle, vers 10 heures du matin, une trentaine de « majorités » étaient installés et écrivaient une dictée; notre entrée ne dérangerait rien; ils continuèrent à écrire, sous la dictée d'un instituteur assisté d'un auxiliaire, « ils sont venus », « elle les a vus » et d'autres phrases semblables. Depuis fort longtemps, on s'inquiétait de l'absence, à la Petite Roquette, de l'enseignement préconisé par la loi de 1850, et on déplorait le fait, que le mineur, envoyé en Colonie pénitentiaire, fût forcé, en attendant la constitution de son dossier, de passer entre un et trois mois dans cet établissement sans recevoir aucune instruction. Pour quelques centaines de détenus, dont la durée de séjour est très variable, l'enseignement individuel dans les cellules, semblait impossible, et l'on considérait, comme prohibé l'enseignement par groupe. Tout dernière-

ment, le directeur de la prison et le directeur de l'Administration pénitentiaire, ont décidé qu'en fait, les mineurs dont l'envoi en Colonie pénitentiaire avait été ordonné pouvaient être considérés comme y étant déjà et recevoir l'enseignement en commun; ce qui se fait depuis la dernière semaine de mars 1922. Ils se demandent, aujourd'hui, pourquoi on a attendu trois quarts de siècle pour en arriver là! Cette décision a eu un précédent dans l'application de la loi sur l'éducation physique, réalisée depuis la guerre. Un professeur vient, deux fois par semaine, enseigner aux enfants les exercices militaires qui excluent la possibilité de l'instruction individuelle. Par conséquent, dans cette maison cellulaire, les détenus sont déjà réunis par groupes dans deux circonstances. Qui sait! peut-être, dans un avenir prochain, ces deux mêmes directeurs trouveront le moyen d'installer à la Petite Roquette, des ateliers pour l'éducation professionnelle, en groupes! Malgré qu'ils soient astreints au régime cellulaire, les garçons sont dispensés de porter la cagoule.

HYGIÈNE

Au point de vue de l'hygiène, quelles que soient les critiques qu'on ait élevées contre la Petite Roquette, nous sommes, personnellement, portée à croire que les garçons qui y sont enfermés ne sont pas positivement placés dans des conditions complètement défavorables. Certainement, pour la plupart des détenus, l'impression produite par l'aspect d'abandon de la maison n'a rien d'effrayant et l'impression sur l'enfant est celle qui compte le plus. Trop dominé, peut-être, par l'idée de ce qui devrait, normalement, se passer et ne connaissant pas suffisamment ce qu'est l'existence réelle de ces enfants dans leur famille, on se laisse trop impressionner par l'apparence de ces vieux bâtiments et on met du sentiment là où il n'en faudrait pas.

Nous avons visité, à Paris, des maisons où habitent les familles de ces enfants et nous devons reconnaître qu'ils sont mieux, au point de vue hygiénique, à la Petite Roquette que chez leurs parents. Mais cette considération ne doit pas servir à excuser le retard qu'on apporte à améliorer, au point de vue physique et moral, les conditions d'existence des enfants. Au contraire, il est nécessaire que les vrais amis de l'enfance reçoivent une nouvelle impulsion toujours plus forte pour relever les malheureuses existences ruinées et souillées et surtout pour arriver par des mesures préventives à supprimer la nécessité de maisons de détention pour enfants en France.

En attendant ce jour très éloigné et même celui plus proche où s'élèvera la nouvelle prison des jeunes détenus, qui sera sans doute aussi belle que la prison de Fresnes, deux modifications s'imposent : un système meilleur de chauffage et l'éclairage artificiel des cellules. Il est impossible de chauffer suffisamment les cellules avec les poêles à charbon des corridors. Le manque d'éclairage dans les cellules ne laisse en hiver aux détenus que six à sept heures de lumière, et on craint, avec raison, les effets déplorables sur un enfant, de dix-sept ou dix-huit heures d'obscurité. Chez des adolescents, vigoureux, qui n'ont qu'une heure d'exercice physique par jour et dont les corps ne sont pas fatigués, que faut-il attendre de ces longues périodes dans le noir ? La réponse est dans la question elle-même ! Un esprit qui n'est pas encore formé, quand il n'est pas absorbé par un travail manuel, s'abandonne aisément aux idées qui se présentent ; aussi, la plupart de ces jeunes gens ont des mœurs déplorables et l'oisiveté donne chez eux libre cours aux pensées les plus malsaines. Le but assigné à l'activité toujours croissante de l'Administration pénitentiaire en ce qui concerne les mineurs, est nettement indiqué par la loi : EDUCATION ! Les heures inoccupées nuisent au résultat espéré.

Les membres du Parlement demandent des économies, et dans ce moment très difficile pour la France on ne peut guère espérer que cet argument soit suffisant pour qu'ils accordent les crédits nécessaires à ces transformations. Nous en faisons valoir un autre, que voici :

Les seules occupations possibles, dans une maison cellulaire, sont des menus travaux, qui exigent des doigts habiles; or, les doigts glacés ne sont certainement pas des doigts habiles. Avec un chauffage suffisant et un éclairage qui permettrait quatre à cinq heures d'activité en plus, par jour, en hiver, les détenus pourraient en très peu de temps rembourser l'argent dépensé pour cette amélioration de leur prison; d'autant plus qu'il existe, à la Roquette, une installation électrique faite par les Américains, pendant leur séjour dans la maison, dont l'utilisation coûterait, à l'Etat, une somme peu élevée. En France, souvent, une institution relève de différentes administrations : dans le cas de la Roquette, la Commission de Liquidation des Stocks Américains n'arrive pas à décider à qui appartient cette installation électrique, d'une valeur de 30.000 francs, et ne voyant peut-être pas toute l'importance de la décision à prendre, elle ne se presse pas d'arriver à une solution. On admirait pendant la guerre les français qui, à travers un fonctionnarisme perfectionné, ont eu l'audace de se servir du système « D », et on pourrait souhaiter que des personnes de cette catégorie se présentassent en costume d'électricien, et procédassent au sauvetage de cette installation et par suite à celle des enfants à qui elle fait tant défaut. La Commission déciderait ensuite à qui présenter la note !

DEUXIÈME PARTIE

DEVANT LE TRIBUNAL

DEVANT LE TRIBUNAL

Les Tribunaux pour Enfants ont été institués en France par la loi du 22 juillet 1912 « sur les Tribunaux pour enfants et adolescents et sur la liberté surveillée ». Complétée par le règlement d'administration publique du 31 août 1913 et par la circulaire du Garde des Sceaux du 30 janvier 1914, elle est entrée en application le 5 mars 1914. La constitution de ces Tribunaux est ordonnée, comme suit, dans l'article 18 de la dite loi :

« Dans chaque arrondissement, le Tribunal de première instance se forme en Tribunal pour enfants et adolescents pour juger dans une audience spéciale » et « au Tribunal de la Seine et dans les tribunaux composés de plusieurs chambres, il est formé une chambre spéciale dite Tribunal pour enfants et adolescents, chargée de juger les mineurs de treize à seize ans auxquels sont imputés des crimes ou des délits et les mineurs de seize à dix-huit ans qui ne sont inculpés que de délits. Les appels seront jugés par la cour dans une audience spéciale et dans les mêmes conditions que devant les premiers juges. »

« Lorsqu'un mineur de treize à dix-huit ans est impliqué comme auteur principal, co-auteur ou complice, dans la même cause que des inculpés présents plus âgés, l'affaire est portée devant la juridiction de droit commun. Il en est de même en matière de crime, lorsqu'un mineur de treize à seize ans est impliqué comme auteur principal, co-auteur ou complice dans la même cause que des inculpés présents plus âgés. »

L'article 19 de la loi édicte que « chaque affaire est jugée séparément en l'absence de tous autres prévenus ».

Il résulte de ces textes que les mineurs de 13 ans ne sont pas déférés devant un Tribunal répressif (1) mais sont jugés devant la Chambre du Conseil du Tribunal civil et qu'une enquête supplémentaire à leur égard pourrait être ouverte par les rapporteurs.

(1) *Cours de Droit Criminel et de Science Pénitentiaire*, par Georges Vidal, Rousseau et Cie, 14, rue Soufflot.

Pour tous les mineurs de 18 ans, cette loi donne au Tribunal « la possibilité de la remise de l'enfant à sa famille ou à un tiers (personne ou institution charitable) sous le régime de la liberté surveillée (1) ».

CHAPITRE PREMIER

LE TRIBUNAL POUR ENFANTS A PARIS

On entre au Tribunal pour Enfants par la porte du 36, quai des Orfèvres. Là sont aménagés les bureaux et se trouve la salle d'audience : une petite salle d'environ 8 mètres sur 10, dont les sièges, y compris les bancs des avocats, peuvent recevoir une cinquantaine de personnes. Elle est si mal éclairée que l'on est toujours obligé de se servir de l'électricité. L'aération est insuffisante, et le bruit de la salle d'attente, qui est parfois assez violent, y pénètre facilement.

Des critiques assez sévères ont été faites au sujet de l'emplacement de cette salle que certains appellent « une cave ». M. le bâtonnier Mennesson, à la séance du Comité de Défense des Enfants traduits en Justice (2) du 21 janvier 1920, disait : « Ce local est anti-hygiénique, insuffisant pour la

(1) Voir *Liberté Surveillée*, page 165.

(2) Comité fondé en 1890, composé de membres du Barreau, de magistrats et de quelques autres personnes, ayant « pour objet unique de poursuivre, par sa propagande et son action, l'amélioration des lois et des procédures applicables aux mineurs de 18 ans... d'étudier et de signaler aux pouvoirs publics les différentes questions pouvant se rattacher à la préservation, à l'éducation et la réhabilitation de ces enfants et de provoquer en province la création d'œuvres semblables. » Ce Comité a créé un Sous-Comité composé de trente avocats à la Cour d'appel, qui se sont inscrits sur la liste des avocats qui veulent être spécialement désignés d'office pour la défense des mineurs traduits en justice.

foule qui s'y presse; enfin, il est indigne de la France, surtout en face de l'étranger. »

Cette salle sert aussi à la quinzième Chambre correctionnelle, qui siège l'après-midi des trois premiers jours de la semaine, pour juger les affaires de mineurs de 13 à 18 ans ayant pour complices des majeurs et aussi quelques majeurs isolés.

LES AUDIENCES

Les audiences du Tribunal pour Enfants se tiennent les jeudi, vendredi et samedi; l'assistance très restreinte comprend : les avocats, les représentants des patronages, les délégués agréés par le Tribunal, et, parfois, quelques personnes spécialement autorisées par le Président à y assister. Certains jours on ne compte pas plus d'une douzaine de personnes ; cependant, le vendredi, les auditeurs sont souvent plus nombreux. Chaque affaire est jugée séparément, en présence seulement du prévenu, de ses parents et des témoins de l'affaire. Les audiences du jeudi sont consacrées aux incidents à la liberté surveillée et aux mineurs de 13 ans, jugés en Chambre du Conseil. Le vendredi et le samedi, sont appelées les affaires nouvelles de mineurs de 13 à 18 ans, les oppositions et quelques citations directes. Le Tribunal est toujours composé de trois magistrats, assis derrière une grande tribune, séparée des prévenus par une distance d'environ 2 mètres.

Le bruit qui vient du dehors et les conversations particulières des assistants obligent très souvent le Président à demander « un peu de silence ». La salle est souvent remplie d'un véritable chuchotement, aussi fâcheux pour le Président, qui est ainsi gêné dans l'exercice de ses fonctions, que pour l'enfant dont l'attention est distraite dès son entrée et souvent au cours des débats, si bien qu'il écoute mal les observations qui lui sont adressées, fait répéter les questions posées, ou bien regarde l'auditoire au lieu de fixer ses yeux sur le tri-

bunal — attitude qui agace le Président et motive parfois, de sa part, des mouvements d'impatience contre l'inculpé. Il est infiniment regrettable que ces conversations émanent de personnes qui s'occupent précisément de ces enfants et qui ne semblent pas se douter de l'effet produit sur ces jeunes esprits. Au cours d'une trentaine d'audiences auxquelles nous avons assisté, nous n'avons jamais trouvé un auditoire digne et recueilli comme il conviendrait.

Les mineurs convoqués par citation directe sont toujours libres; ils attendent leur tour dans la salle d'attente, avec tous les parents et témoins et ne sont appelés qu'au moment où leur affaire vient devant le Tribunal. En principe, le Président actuel fait passer d'abord les détenus, car il pense avec raison, que les repas des détenus étant distribués à une heure fixe dans les cellules, ceux qui rentrent tard trouvent leur repas froid.

Les détenus, filles et garçons, à leur descente des voitures cellulaires venant de Fresnes et de la Roquette, sont amenés par un passage souterrain dans deux petites salles séparées, d'où ils sont conduits isolément à l'audience. Les murs de ces deux salles sont couverts d'inscriptions grossières et souvent malpropres. On voit dans la salle des garçons les caricatures de différentes personnes et on peut lire des inscriptions comme les suivantes : « Dédé de Haranges tombe pour vol le 22 mars 21 ; attrapé le 4 mars ; » « Grand Louis de Grenelle 8 mois! Vive le 18 juillet 1917! » Dans la salle des filles sont de véritables ordures et des avis aux camarades indiquant le résultat du jugement, par exemple : « J'ai passé mon jugement, je file dans un patronage, avec ma poulette Niniche de Clamart », « Titi, l'Apache de Chalais-Meudon », « A mort le Président ! à mort les v... », « A bas les hommes, ce sont tous des... », « A bas la guerre », « Titi de Passy adore sa petite femme mais elle le fait... quelquefois », « Courage, les gosses ! ».

L'ENFANT A L'AUDIENCE

Le Président conduit l'interrogatoire suivant sa propre inspiration. Après avoir posé quelques questions sur l'identité et l'état-civil, il donne souvent lecture de certains extraits, tantôt des Commissions rogatoires, tantôt de divers procès-verbaux. Cet interrogatoire semble dirigé comme si l'on était en présence d'accusés adultes et non d'enfants. Ceux-ci, déjà désorientés par l'aspect confus et le bruit de la salle, ne sont pas davantage rassurés par le Tribunal. La voix sévère du Président et son attitude, qui ne paraît pas toujours empreinte de sympathie, gênent leur liberté d'expression, provoquent de la confusion dans leurs idées et les détournent des explications simples et loyales dont ils auraient tant à gagner. Certains enfants ont l'air de ne rien comprendre, d'autres écoutent attentivement et essaient de discuter de temps à autre, de véritables débats s'engagent entre le Président et l'inculpé ou ses parents et prennent un caractère orageux. Par suite de cet énervement réciproque, les enfants se montrent souvent indisciplinés et paraissent ainsi plus indociles et plus coupables qu'ils ne le sont en réalité. Les parents, pour la plupart sans instruction et sans aucun savoir-vivre, semblent manquer de respect à la Justice et se montrent moins dignes de conserver la garde de leurs enfants qu'ils ne le sont peut-être effectivement. Après un interrogatoire mouvementé, le Président demande l'avis des parents sur la mesure à prendre vis-à-vis de l'enfant. Certains des parents, qui sont eux-mêmes énervés, laissent échapper des critiques amères, soit à l'égard de l'enfant, soit à l'égard de la Justice et alors on leur ordonne de se taire et de s'asseoir. Il n'en est certes pas ainsi avec tous les mineurs ni avec tous les parents, mais le Tribunal témoigne plus de confiance aux parents qui reconnaissent les torts de leurs enfants et qui ont une attitude simple et modeste

à l'audience qu'à ceux qui protestent avec véhémence et exagération. Cependant les enfants leur sont rendus toutes les fois que cela paraît possible.

Après avoir entendu les parents, le Président donne la parole à l'avocat si celui-ci se présente pour défendre le prévenu. Certains avocats sont très dévoués à leurs petits clients, d'autres ne s'en occupent guère; quelques-uns ne convoquent presque jamais la famille et ne consultent le dossier qu'au moment de l'audience; d'autres enfin ne s'en occupent même pas. Sur 255 affaires étudiées par nous, 237 mineurs ont bénéficié de la désignation d'un avocat d'office, mais 90 seulement ont été effectivement assistés par lui. Pour 147 mineurs (62 %), cette désignation n'a fait qu'augmenter le nombre des pièces du dossier. Les 90 affaires ont été plaidées par 15 avocats différents, 8 femmes et 7 hommes. En principe, l'avocat n'est que le porte-parole des parents, mais souvent il indique les mesures qu'il lui semble utile de prendre. D'après les règlements de l'ordre des avocats, il n'est pas permis à l'avocat de se rendre chez son client et cette règle est naturellement observée dans les affaires des mineurs. L'avocat peut faire venir les parents dans son cabinet, mais il n'a d'autre moyen de contrôler leurs déclarations que par la lecture de la Commission rogatoire. Quelquefois, il produit à l'audience des certificats de travail ou bien des lettres de patrons ou de personnes honorables qui connaissent la famille et qui indiquent que le délit est un fait isolé dans la vie de l'enfant. L'avocat n'a pas besoin de faire une véritable plaidoirie; il présente, le cas échéant, les nouveaux renseignements obtenus soit sur l'enfant, soit sur sa famille, et indique au Tribunal que tel patronage consentira à se charger du délinquant ou que la famille semble présenter des garanties assez sérieuses pour que le Tribunal puisse lui rendre l'enfant. Le Président consulte ensuite ses deux collègues et ils cherchent ensemble quelles mesures doivent être appliquées.

DÉCISIONS QUE PEUT PRENDRE LE TRIBUNAL

Le Tribunal pour Enfants à Paris, comme tous les autres tribunaux en France, suit, à la lettre, le texte de la loi dans la répression des délits. Toute décision qui s'en écarterait serait impitoyablement cassée. La lecture des articles de la loi du 22 juillet 1912 nous renseignera donc sur les jugements que peut prononcer le Tribunal.

MINEURS DE 13 ANS

Le mineur de 13 ans n'est pas déféré à la justice répressive : « Il pourra être soumis, suivant les cas, à des mesures de tutelle, de surveillance, d'éducation, de réforme et d'assistance qui seront ordonnées par le Tribunal civil statuant en Chambre du Conseil. Les décisions les concernant ne seront pas inscrites au casier judiciaire. » La loi prévoit :

1° Remise à la famille, purement et simplement, ou sous le régime de la liberté surveillée.

2° Placement jusqu'à la majorité (21 ans).

a) Chez une personne de confiance.

b) Dans un asile ou un internat approprié.

c) Dans un établissement d'anormaux.

d) Dans une institution charitable reconnue d'utilité publique ou désignée par arrêté préfectoral.

3° Remise à l'Assistance publique.

Les législateurs, lorsqu'ils ont parlé « d'un asile ou d'un internat approprié », ont voulu, évidemment, soustraire à la Colonie pénitentiaire les mineurs de 13 ans. Dès 1891, l'Administration pénitentiaire avait affecté, aux mineurs de 12 ans, une de ses fermes dans la Colonie de Saint-Hilaire. Cette ferme de Chanteloup fut transformée en 1917 en « Internat approprié » pour recevoir les mineurs de 13 ans;

c'est le seul qui existe en dehors de l'Ecole Saint-Joseph, école pour garçons établie à Frasnès-le-Château (Haute-Savoie), autorisée par arrêté du 31 mars 1914 à recevoir des mineurs de 13 ans par application de l'art. 6 de la loi de 1912.

MINEURS DE 13 A 18 ANS

Pour les mineurs de 13 à 18 ans inculpés de délit, le Tribunal doit décider d'abord s'ils ont agi ou non avec discernement. En cas de décision négative, le Tribunal prend une des mesures suivantes :

1° Remise aux parents, avec ou sans le régime de la liberté surveillée.

2° Remise à une personne ou à une institution charitable, sous le régime de la liberté surveillée.

3° Envoi dans une Colonie pénitentiaire jusqu'au terme fixé par le Tribunal, mais sans que ce terme puisse excéder l'époque où le mineur aura atteint l'âge de 21 ans.

On a souvent discuté la question de savoir si le Tribunal peut confier un mineur de 13 à 16 ans à l'Assistance publique. Certaines lois qui autorisaient ce placement, n'ont pas été expressément abrogées par celle de 1912. En fait, l'administration de l'Assistance publique de Paris refuse de prendre ces mineurs et, en pratique, le Tribunal ne les lui confie pas (1). C'est une question qui peut intéresser certains auteurs, mais qui ne semble pas présenter grande importance pour les profanes.

Si le Tribunal décide que l'inculpé a agi avec discernement, la peine qu'il peut prononcer diffère selon que le mineur a ou non dépassé 16 ans. Les mineurs de 16 à 18 ans

(1) Toutefois, nous pouvons signaler que le Tribunal du Havre, en 1921, a confié des délinquants âgés de plus de 13 ans, à l'Assistance Publique de la Seine-Inférieure.

encourent la même peine que les majeurs. Si le mineur n'a pas 16 ans, la peine qui sera prononcée contre lui ne pourra s'élever au-dessus de la moitié de celle à laquelle il aurait pu être condamné s'il avait eu 16 ans. Les mineurs de 13 à 16 ans inculpés de crime et agissant avec discernement bénéficient d'une réduction assez considérable de peine et ne peuvent subir ni la peine de mort, ni celle des travaux forcés ou de la déportation; ces peines se transforment en un emprisonnement de 10 à 20 ans.

CASIER JUDICIAIRE

Une des principales questions qui préoccupent le Tribunal lorsqu'il prononce un jugement est celle du casier judiciaire. Il se reporte à l'extrait n° 2 — pièce réservée à l'administration — qui donne, en même temps que l'état-civil de l'enfant, ses antécédents judiciaires. Si cet extrait porte « Néant », le Tribunal est plus libre de se montrer indulgent envers l'inculpé. Si au contraire il révèle des poursuites antérieures, sa décision sera forcément plus sévère.

Si l'inculpé n'a pas été déjà l'objet de poursuites, le Tribunal, dans certains cas, cherche à éviter qu'il apparaisse trace de sa décision sur le bulletin n° 3 — pièce délivrée à l'intéressé, sur sa demande, par le greffier : il veut éviter, ainsi, de nuire à son avenir. Les décisions qui ne sont pas inscrites sur le bulletin n° 3 sont celles prononcées par l'application de l'article 66 du Code pénal (acquittement pour non-discernement) condamnation avec sursis à un mois ou à moins d'un mois d'emprisonnement, avec ou sans amende; peine de 3 mois ou de moins de 3 mois d'emprisonnement. Une autre préoccupation pour le Tribunal vient de ce qu'au delà d'un mois de prison, le mineur, à son appel sous les drapeaux, pourra être envoyé aux bataillons d'Afrique.

PLACEMENT PROVISOIRE

L'article 20 de la loi autorise le placement provisoire, en liberté surveillée, de mineurs de 13 à 18 ans, ce qui permet d'étudier l'enfant avant l'intervention d'un jugement définitif. Souvent le mineur est confié, en vertu de cet article, à un patronage pour rapatriement et, sur le rapport du délégué, signalant que l'enfant est rentré dans sa famille, il est définitivement « rendu à sa famille ».

RÉGIME DE LA LIBERTÉ SURVEILLÉE

Les articles 21, 22, 23, 24, 25 de la même loi instituent le régime de la liberté surveillée et donnent des indications précises sur son application.

Le régime de la liberté surveillée repose sur trois principes :

1° Le Tribunal reste juge de la conduite des mineurs ainsi surveillés jusqu'à leur majorité.

2° Il charge de leur surveillance un délégué agréé par lui.

3° Le Président doit expliquer au mineur ainsi qu'à ses parents, gardien ou tuteur, le caractère et l'objet des mesures prononcées.

Ce régime permet donc au Tribunal de suivre les mineurs et de statuer à nouveau, le cas échéant. La loi a été complétée par celle du 2 février 1921, ainsi conçue :

« Les recours contre les décisions ordonnant le placement d'un mineur ou son envoi en colonie pénitentiaire sont suspensifs, *sauf exécution provisoire expressément ordonnée.* »

Le Tribunal est ainsi assuré de l'exécution immédiate de son jugement, ce qui empêche le condamné de différer l'application des mesures qui le concernent en usant de tous les artifices de procédure comme autrefois : défaut, opposition, appel, défaut devant la Cour — nouvelle opposition.

Les affaires concernant les garçons ne provoquent pas autant de discussions et d'hésitations sur les mesures à prendre que celles concernant les filles. La situation des premiers se présente plus nette que celle des secondes et elle est aussi moins obscurcie par les ombres insalubres des délits sexuels. Un cas, qui présente un ensemble de traits caractérisant la nature embrouillée des délits commis par les filles est celui de T. E. : — C'est une fille qui devait trois semaines plus tard atteindre ses 15 ans : la famille, outre l'inculpée, se compose du père, cuisinier dans un hôpital militaire, de la mère, ménagère et deux jeunes enfants. La Police déclare que la délinquante est : « paresseuse, voleuse, menteuse, vicieuse, débauchée. » Je suppose que l'on aurait dû ajouter d'autres adjectifs si l'on en avait trouvé ! Son dossier porte aussi : « sait à peine lire et écrire, fréquente les militaires sur les fortifications. » Elle se place comme bonne dans un café ; une après-midi, la patronne sort et, en rentrant, deux heures plus tard, elle trouve la fille étendue par terre, à moitié déshabillée, les vêtements déchirés, et la poitrine égratignée : elle dit avoir été l'objet d'un attentat de la part du vieux garçon qui tient le comptoir. Celui-ci est arrêté ; il n'a pas bien compris de quoi il s'agissait, parce qu'il est sourd et il s'est mal défendu. Le lendemain, on découvre dans la chambre de la bonne une paire de chaussures appartenant à la patronne et on constate la disparition d'un quart de rhum, de sorte que l'on conduit la bonne au commissariat. Là, elle avoue qu'elle avait bu le quart de rhum, déchiré ses propres vêtements, volé les chaussures et qu'elle s'était griffée ; pressée de questions, pour se disculper, elle dit avoir vu une scène analogue au cinéma. Comme nulle œuvre ne réclamait la fille, nous allions écrire sur sa fiche : « Colonie pénitentiaire jusqu'à sa majorité », lorsque le président demanda à la déléguée de l'Armée du Salut si elle voulait s'en charger : sur sa réponse affirmative, le Tribunal lui a confié l'inculpée.

L'embarras du Tribunal à l'égard des filles est quelquefois considérablement augmenté par l'attitude de certains patronages qui ne lui prêtent pas toujours leur concours avec l'abnégation désirable.

Supposons que le Tribunal décide que le meilleur moyen de relever une fille est de la placer sous la direction d'un patronage, et que cette fille n'a été choisie comme « intéressante » par aucune œuvre. Le Président demande alors aux déléguées des patronages : « Y a-t-il parmi vous, mesdames, une personne qui veuille se charger de cette fille ? » — Point de réponse ! — L'impuissance du Tribunal devant l'attitude de ce camp retranché des patronages est révélée dans ces paroles d'un secrétaire général : « C'est de puissance à puissance que je parle au Président ! » En raison de ce manque de coopération et de coordination des volontés, des complications regrettables se produisent de temps à autre. En voici un exemple : un patronage donne sa carte à une fille, et plus tard, décide de ne pas s'en occuper, mais néglige de reprendre sa carte et de prévenir de ce fait la surveillante de Fresnes, qui, par suite, ne peut pas signaler la fille aux autres patronages. La détenue arrive au Tribunal munie de sa carte et elle a confiance que le patronage va la prendre. Le Tribunal est d'avis de confier l'enfant à un patronage, mais celui qui a donné sa carte refuse l'enfant — peut-être a-t-il ses raisons ! — Les autres patronages refusent alors d'intervenir, car, disent-ils sachant que l'inculpée possédait déjà une autre carte, ils n'ont pas étudié l'affaire. Ils n'ignorent pas, cependant, que, le cas échéant, ils peuvent saisir le Président d'un incident et que, à leur première demande, la garde de la fille leur sera retirée. Généralement, les patronages déposent, sur le bureau du Président, leur demande relative à un mineur déterminé ou la remettent à l'avocat avant l'audience ; il faut une raison spéciale pour que le Tribunal n'accède pas à leur désir. S'il décide pourtant que le bien de l'enfant exige

qu'une autre mesure lui soit appliquée, le patronage manifeste à l'occasion son ressentiment. Ainsi le Tribunal avait confié une mineure à un patronage autre que celui qui la demandait; la fille s'était enfuie, d'où incident à la liberté surveillée. Le Président demande au patronage évincé la première fois : « Voulez-vous l'accepter ? — « Monsieur le Président » répondit la déléguée, « nous l'avons demandée, il y a quelques semaines et vous nous l'avez refusée; aujourd'hui, nous ne sommes plus disposés à la prendre ». A ce moment, un deuxième patronage s'est offert, ce qui provoqua du Président ces paroles : « Si votre offre ne s'était pas produite, madame, j'aurais cru à l'esprit mesquin des patronages ». Les patronages pour garçons semblent mieux s'entendre : nous n'avons constaté aucun tiraillement entre eux; ils pratiquent le placement des enfants au dehors, ne les gardant que très peu de temps chez eux, et pour cette raison n'acceptent que la garde des garçons qu'ils considèrent comme dignes de jouir d'une certaine liberté. De plus, ils ont chacun leur spécialité qui rend le problème de répartition plus facile à résoudre. Par exemple, l'un patronne les garçons voulant s'engager comme mousses ; un autre, depuis des années, est en rapport avec de petits patrons qui ont conservé les vieilles traditions d'autrefois, et ne s'occupe que des garçons susceptibles de profiter d'un tel placement; un troisième choisit, avec soin, les garçons qui, pris dès leur premier délit de vagabondage ou de vol, ne semblent pas des délinquants endurcis; un quatrième, qui possède une organisation plus étendue et un plus grand nombre de délégués, fait aussi son choix, mais, en plus, accepte, à titre d'essai, d'autres garçons que le Tribunal lui demande de prendre.

Les garçons que le Tribunal estime avoir besoin d'une discipline plus sévère que celle de leur famille et qui ne sont pas réclamés par un patronage sont ordinairement envoyée en Colonie pénitentiaire. Le Tribunal paraît moins

hésiter à prendre cette décision vis-à-vis des garçons que vis-à-vis des filles.

Les parents acceptent ordinairement avec une reconnaissance empressée le jugement qui leur rend leurs enfants; certains d'entre eux se résignent, sans dissimuler leur peine, aux jugements qui leur enlèvent leurs enfants, tandis que d'autres ont l'air de s'en désintéresser; enfin quelques-uns se révoltent contre le Tribunal.

Souvent les enfants écoutent le jugement sans apparence d'émotion; mais il y en a, surtout parmi les filles, qui, au premier moment, tombent dans le désespoir et appellent leur mère à grands cris. Les enfants et les parents sortent de cette salle en proie à des sentiments qui vont de l'indifférence complète, soit réelle, soit simulée, à une souffrance profonde, à un véritable supplice!

CHAPITRE II

ÉTUDE STATISTIQUE SUR 255 AFFAIRES

Il nous a été permis d'étudier à loisir les dossiers des mineurs; nous avons établi des fiches individuelles sur 255 d'entre eux. Nous avons ensuite assisté aux audiences où ces affaires ont été jugées; nous y avons vu les mineurs (lorsque le jugement n'était pas rendu par défaut), leurs familles — quand elles y assistaient — et nous avons, en somme, suivi les affaires dans tous leurs détails. Ce qui va suivre est donc fondé sur une étude des fiches, dressées d'après les dossiers, complétées et contrôlées à l'audience et dans des entretiens divers, soit avec les délégués des patronages, soit avec les avocats, soit avec les magistrats.

Ce contrôle nous a permis de présenter bien des faits qui ne figurent pas sur les dossiers; par exemple : — un dossier déclare que l'enfant n'a pas travaillé depuis un an; or, à l'audience, on présente des certificats qui attestent un travail continu depuis deux ans; — un autre porte le père comme « disparu », mais à l'audience on produit une lettre du père qui exprime ses désirs au sujet du sort réservé à son enfant.

Nous avons classé comme FAMILLES NORMALES, celles où le père et la mère vivent ensemble avec leurs enfants et comme FAMILLES DÉSUNIES, celles où l'enfant vit avec seulement l'un de ses père ou mère ou avec un parent autre que le père ou la mère. Les dossiers de 13 des 255 mineurs étaient très sommaires; ils ne contenaient aucun renseigne-

ment sur le père ou la mère : il s'agissait soit de citation directe, soit des enfants confiés aux patronages de Paris par les Tribunaux de province, et dont les dossiers n'ont pas été envoyés ici. Ces 13 enfants sont classés comme appartenant à des familles inconnues. Nous avons jugé utile de présenter diverses situations sous forme de pourcentage ; si celui-ci varie par exemple de 6 à 6 $\frac{1}{2}$, il est évalué à 6 ; s'il varie de 6 $\frac{1}{2}$ à 7, il est évalué à 7.

LES FAMILLES

Comme base d'étude, nous avons 255 mineurs dont 13 sont de familles de conditions inconnues. Des 242 autres enfants, 92 (38 %) appartiennent à des familles normales et 150 (62 %) à des familles désunies. Parmi ces derniers, 75 vivaient avec leur mère et 43 avec leur père ; 14 avec un parent autre que le père ou la mère et 17 n'avaient plus aucun parent et pour un seul, les parents étaient déchus de la puissance paternelle.

TABLEAU N° 1

Mœurs des parents de familles désunies

	VIVANT SEULS					VIVANT EN CONCUBINAGE			
	Veufs	Divorcés	Sépar. de fait	Célibataires	Remariés	Veufs	Divorcés	Sépar. de fait	Célibataires
Père ...	12	2	6	0	9	9	3	1	1
Mère ...	32	3	6	2	13	7	2	5	5

D'après ces données, 14 pères, soit $\frac{1}{3}$ et 19 mères, soit $\frac{1}{4}$, vivaient en concubinage, et sur l'ensemble, 28 étaient ou divorcés ou séparés de fait ; 21 se sont remariés, dont 8 après divorce.

Ce sont là des faits incontestables qui montrent que 56 % au moins des mineurs délinquants de cette catégorie vivaient dans un milieu de mœurs assez déréglées ou tout

au moins irrégulières. Souvent dans les Commissions rogatoires, on lit « il n'y a rien de défavorable sur la mère (ou le père) à part sa situation irrégulière » et dans ces mêmes Commissions rogatoires les avis du commissaire de Police sont « favorables » dans 62 cas (67 %) pour les familles normales et dans 85 cas (51 %) pour les familles désunies.

LES PROFESSIONS DES PARENTS

La profession des parents n'est pas toujours indiquée, mais nous croyons avoir trouvé des données assurant à notre analyse des bases solides. Les tableaux n^{os} 2 et 3 fournissent ces renseignements.

TABLEAU N^o 2

Professions des pères

	OUVRIERS journaliers non qualif.	OUVRIERS spécialistes	EMPLOYÉS	COMMER- ÇANTS
Familles normales.	27 (31 1/2 %)	35 (48 %)	9	14
Familles désunies.	22 (51 %)	8 (18 1/2 %)	2	5

TABLEAU N^o 3

Professions des mères

	MÈRES QUI TRAVAILLENT EN DEHORS DE LA MAISON				MÈRES RESTANT A LA MAISON
	Ouvrières non qualifiés	Ouvrières spécialistes	Em- ployées	Commer- çantes	Ménagères
Familles normales..	9	9	1	8	62 (73 %)
Familles désunies..	36 (49 %)	10	1	2	21 (29 %)

Familles normales

Dans cette catégorie nous avons pu préciser la profession de 85 pères (92 %) et de 89 mères (97 %). Parmi les pères, 27 (32 %) sont ouvriers non-qualifiés et 35 (48 %), ouvriers spécialistes, 9 employés et 14 commerçants établis. Soixante-deux (62) mères restent à la maison dont 3 sont

concierges, 3 couturières et 1 commerçante; 27 mères travaillent en dehors de la maison, dont 9 sont ouvrières non-qualifiées (genre femme de ménage qui ne travaillent que quelques heures par jour), 9 ouvrières spécialistes, une employée et 8 commerçantes établies avec le mari. Ces dernières gardent leurs enfants auprès d'elles.

Familles désunies

Dans cette catégorie, on compte 43 pères et 75 mères et nous connaissons la profession de 37 pères (86 %) et de 70 mères (93 %) : 22 pères sont ouvriers non-qualifiés, 8 ouvriers spécialistes, 2 employés et 5 petits commerçants. Des 70 mères, 21, soit 29 % seulement contre 73 % des mères de familles normales restent à la maison, dont une concierge et une couturière ; 49 travaillent en dehors de la maison, dont 36 (49 %), ouvrières non-qualifiées, 10 ouvrières spécialistes, une employée et 2 tenant un petit commerce, par exemple, une petite échoppe de marchande de primeurs. Parmi les 36 ouvrières non-qualifiées, 8 sont marchandes des quatre saisons.

Chefs de famille

Si l'on prend les chefs des familles des deux catégories — pères des familles normales et pères ou mères des familles désunies — on constate les faits suivants :

TABLEAU N° 4

Professions des chefs de familles

	OUVRIÈRES non qualifiées	OUVRIERS spécialistes	EMPLOYÉS	COMMER- ÇANTS
Familles normales....	27	35	9	14
Familles désunies....	58	18	3	7

Trente pour cent des chefs de familles normales, et 49 % des chefs de familles désunies, sont ouvriers non-qualifiés;

39 % des chefs des familles normales contre 15 % des chefs des familles désunies, sont des ouvriers spécialistes. Dans les ménages, où la proportion des hommes vivant avec leurs femmes est la plus élevée, le pourcentage des hommes exerçant un métier qualifié, est aussi plus grand. En corrélation avec l'éducation professionnelle, existe-t-il un esprit plus respectueux des relations sociales normales ? L'homme qui se perfectionne dans son travail ne devient-il pas plus apte à mieux choisir sa femme et par suite, ne fonde-t-il pas une famille plus stable que celui qui n'a pas d'éducation professionnelle ? Les chiffres semblent indiquer l'affirmative.

Sur les 150 familles désunies, 21 parents seulement peuvent efficacement surveiller leurs enfants. Etant donné ce fait et la vie privée de ces parents, on est étonné que sur l'ensemble de 255 mineurs traduits devant le Tribunal, ces enfants sans surveillance ne se trouvent pas dans une proportion plus élevée.

SALAIRES DES PARENTS

Au sujet des salaires des parents, les renseignements sont si sommaires qu'ils ne nous semblent pas valoir la peine d'une discussion approfondie. Certaines familles ont plusieurs enfants qui travaillent et qui rapportent à la maison au moins une partie de leurs salaires. Dans les faux ménages, aucun compte n'est tenu du salaire de l'amant, mais on sait parfaitement que, dans la plupart des cas, il contribue largement à la dépense de la famille et, le plus souvent même, il occupe la place du père de famille. Le Tribunal ne s'intéresse généralement pas aux dépenses des familles et les Commissions rogatoires restent muettes à ce sujet; on n'y trouve, en particulier sur les loyers, que de très vagues indications.

Pour toutes ces raisons, on ne possède pas de renseignements précis sur le budget familial qui doit comprendre

tous les salaires et pareillement toutes les dépenses de tous les membres de la famille; néanmoins quelques données au sujet des salaires se trouvent dans les tableaux numérotés 5, 6 et 7.

TABLEAU N° 5

Salaires des pères

	De 0 à 10 francs	De 10 à 20 francs	De 20 à 30 francs	Au-dessus 30 francs
Familles normales....	5	31	18	10
Familles désunies....	0	13	5	5

TABLEAU N° 6

Salaires des mères

	De 0 à 5 francs	De 5 à 10 francs	De 10 à 15 francs	Au-dessus de 15 fr.
Familles normales....	12	7	1	4
Familles désunies....	4	19	9	6

TABLEAU N° 7

Salaires des chefs de familles

	De 0 à 10 francs	De 10 à 20 francs	De 20 à 30 francs	Au-dessus de 30 fr.
Familles normales....	5	31	18	10
Familles désunies....	23	28	5	15

D'après ces tableaux et surtout d'après le tableau 7 sur le salaire des chefs de familles, on est tout de suite frappé du pourcentage élevé pour les familles désunies, dans lesquelles le salaire journalier du chef de famille est au-dessous de 10 francs, et du petit nombre de celles où il s'élève au-dessus de 20 francs. Ces salaires des chefs de familles ne présentent pas, avons-nous dit, le total des ressources de la famille. Nous n'avons d'ailleurs que le salaire de 69 1/2 % des chefs de familles normales et de 51 % des chefs de familles désunies. La question n'est donc pas complètement élucidée; mais les chiffres que nous avons recueillis ont néanmoins une indication de valeur. Il nous semble permis de

croire d'après les autres renseignements des dossiers, que la moyenne reste partout à peu près la même. Si nous admettons ce postulat, les mineurs, qui passent devant le Tribunal pour enfants appartiennent, en majorité, à des familles dont les chefs disposent de salaires très peu élevés.

RELIGION DES PARENTS

La sixième question de la Commission rogatoire est la suivante : « Quelle est sa religion ? » ; elle ne reste jamais sans réponse. Sur 255 familles on compte 2 protestants, 7 juifs, 2 mahométans, les autres sont catholiques.

LIEUX DE RÉSIDENCE

Cinquante-neuf (59) familles normales (plus de la moitié) et 94 (2/3) des familles désunies habitent Paris ou la banlieue facilement accessible par métro et tramways; 32 de la première catégorie et 49 de la deuxième résident dans cette partie de la banlieue difficilement accessible par les moyens de transports en commun parisiens et départementaux ou bien dans des localités assez éloignées pour rendre plus difficile aux mineurs la fréquentation des voies publiques parisiennes. Le nombre de mineurs pouvant facilement circuler dans Paris est donc supérieur à celui des enfants auxquels cela est presque impossible. Ces derniers, qui appartiennent à 83 % des familles normales et à 32 % des familles désunies, commettent des délits d'un caractère très différent de ceux que l'on reproche aux premiers. A Paris, ce sont des vols assez considérables, des abus de confiance, de temps à autre des escroqueries, des outrages publics à la pudeur ou des faits relatifs à la prostitution des deux sexes. En dehors de Paris ce sont, pour la plupart du temps, des petits vols de récoltes (et surtout des choux !) l'escalade de barrières et des bris de clôtures, des voyages sans billet, enfin le vagabondage.

Résumé.

Sur les 242 délinquants — dont la situation de famille est connue — 38 % appartiennent aux familles normales et 62 % aux familles désunies : des parents vivant séparés, 56 % ont des mœurs irrégulières. Parmi les pères de familles normales, le pourcentage des ouvriers spécialistes est plus grand que parmi ceux des familles désunies et par conséquent, les salaires journaliers des premiers sont plus élevés que ceux des derniers, dont la moyenne est de 10 à 15 francs. Dans les familles normales, 73 % des mères et dans les familles désunies 29 % des mères ne travaillent pas en dehors de la maison et alors peuvent efficacement surveiller leurs enfants, 63 % des enfants peuvent facilement circuler dans Paris et pour 27 % ceci est presque impossible. Les familles, sauf 11, sont catholiques. Cinquante-neuf (59) des parents ont assisté aux jugements de leurs enfants

LES ENFANTS

AGE ET SEXE DES DÉLINQUANTS

Les deux premières questions qui se posent sont celles de l'âge et du sexe des délinquants : les réponses se trouvent au tableau n° 8.

TABLEAU N° 8

Age et sexe des 255 délinquants

	MOINS DE 13 ANS	13 A 16 ANS	16 A 18 ANS	TOTAUX
Familles normales :				
Garçons	3	34	32	69
Filles	1	3	19	23
Familles désunies :				
Garçons	11	38	49	98
Filles	0	25	27	52
Familles inconnues :				
Garçons	0	4	9	13
Totaux.....	15	104	136	255

Dans ces délinquants, 136 (53 %) ont de 16 à 18 ans; 104 (41 %) de 13 à 16 ans et 15 seulement sont mineurs de 13 ans. La proportion de garçons (70 %) et de filles (30 %) est à peu près la même dans les deux groupes de familles.

Dans les familles normales, nous n'avons que 3 filles de 13 à 16 ans, dévoyées, et ce nombre passe brusquement à 19 entre 16 et 18 ans. Dans les familles désunies, il y a déjà 25 filles mineures de 16 ans qui se conduisent mal, et le nombre ne s'élève qu'à 27, entre 16 et 18 ans. Ceci permet de constater une fois de plus le grand besoin qu'ont les jeunes filles de direction et de surveillance, dès leur adolescence; or, nous avons vu que la surveillance manque presque complètement dans les familles désunies; nous avons remarqué en outre que la vie privée des chefs de ces familles n'est pas de nature à inspirer de bons principes à leurs enfants. Par contre, le nombre de garçons des familles normales est de 34 entre 13 et 16 ans; il se réduit à 32 entre 16 et 18 ans. Dans les familles désunies, le nombre de 38 entre 13 et 16 ans, passe à 49, 1/3 en plus, entre 16 et 18 ans. Ce fait s'explique peut-être par la crise que traversent les jeunes adolescents, période difficile et après laquelle les garçons de familles stables mènent une vie sage et sérieuse. Mais les autres, à qui manque la direction et qui ont sous les yeux le spectacle de mœurs peu recommandables suivent la mauvaise voie.

L'ÉTAT CIVIL DES MINEURS

Tous les enfants de familles normales au nombre de 92, excepté un garçon légitimé par mariage, sont nés de mariages réguliers. Parmi les 150 enfants de familles désunies, 19 (13 %) sont des enfants naturels; 3 des filles sont mariées. Le mariage des mineures paraît influencer sensiblement sur les jugements. Une mineure mariée, par exemple en cas de prostitution, est considérée comme émancipée et

n'est traduite devant le Tribunal pour Enfants que pour les autres délits. Si un jeune mari, honnête, travailleur, et de bonnes mœurs, se présente pour réclamer sa femme, le Tribunal généralement la lui rend.

NOMBRE D'ENFANTS DANS LES FAMILLES

Trente des 92 enfants des familles normales et 72 des 150 enfants de familles désunies sont des enfants uniques. Il y a quelques familles nombreuses — même très nombreuses. Les renseignements, pour chaque catégorie, sont au tableau n° 9.

TABLEAU N° 9

Nombre d'enfants dans 238 familles

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	13	TOTAUX
Familles normales.....	30	17	16	12	9	2	1	2	2	1	0	92
Familles désunies.....	72	24	17	15	6	2	3	4	0	2	1	146
Totaux.....	102	41	33	27	15	4	4	6	2	3	1	238

On penserait que les enfants uniques sont mieux surveillés que ceux des familles nombreuses, et on est surpris de les trouver en si grand nombre parmi les délinquants. Il est tout naturel que parmi les familles désunies, le nombre d'enfants soit moins élevé que dans les familles normales. d'autant plus qu'il n'y a que 19 enfants naturels dans ce groupe, et la prépondérance des enfants uniques, délinquants, s'explique sans doute par le fait que 72 appartiennent à ces familles où la surveillance manque.

DEGRÉ D'INSTRUCTION

Les Commissions rogatoires ne fournissent que des renseignements très sommaires en réponse à la question 7 : « Quel est son degré d'instruction ? est-il complètement illettré ? sait-il lire et écrire ? a-t-il son certificat d'études

primaires? » Nous avons trouvé des données pour tous les mineurs des familles normales, sauf 4; mais, dans les familles désunies, nous n'avons trouvé les renseignements que sur 125; il est presque certain que pour les 25 autres, ces renseignements restent semblables. Dans les dossiers des mineurs de familles inconnues, aucune indication n'existe sur ce point. L'analyse est donc basée sur les données du tableau n° 10, qui fournit les renseignements à l'égard de 213 mineurs dont 8 ne savent ni lire ni écrire, 24 le savent à peine, 153 savent lire et écrire, 27 ont obtenu leur certificat d'études primaires et un son certificat d'études supérieures.

TABLEAU N° 10

Degré d'instruction de 213 mineurs

	POSSESSEURS DE certif. d'études		Sait lire et écrire	Sait à peine lire et écrire	Ne sait pas lire et écrire	TOTAUX
	prim.	prim. sup.				
Familles normales.	15	1	60	10	2	88
Familles désunies.	12	0	93	14	6	125
Totaux....	27	1	153	24	8	213

Ceux qui ne savent ni lire ni écrire

Trois mineurs, parmi les 8 qui ne savent ni lire ni écrire, sont âgés de 13 ans, 3 de 13 à 16 ans et 2 de 16 à 18 ans. Sur 24 qui savent à peine lire et écrire, 3 sont des mineurs de 13 ans, 12 sont âgés de 13 à 16 ans et 9 de 16 à 18 ans. La proportion d'illettrés est à peu près la même dans les deux catégories de familles, soit de 14 % dans les familles normales et de 16 % dans les familles désunies.

Ceux qui savent lire et écrire

Parmi les 88 enfants de familles normales, qui savent lire et écrire, il y a 67 garçons et 21 filles et des 125 enfants

de familles désunies, il y a 83 garçons et 42 filles. Le pourcentage des garçons sachant lire et écrire est de 67 dans les familles normales et de 66 dans les familles désunies, et celui des filles est de 71 % dans les familles normales et de 90 % dans les familles désunies. Des 213 enfants, 181, soit 85 % savent lire et écrire : sont compris dans ce chiffre les 28 ayant obtenu leur certificat d'études.

Degré réel de l'instruction

Nous ne connaissons pas le degré réel de l'instruction des 255 mineurs et nous n'aurions aucune possibilité de le connaître que par une enquête personnelle ; nous devons donc nous borner aux données des Commissions rogatoires contrôlées dans la mesure du possible.

Sur les 255 dossiers étudiés, 4 seulement indiquent l'âge auquel l'enfant a quitté l'école, et nul dossier n'indique la dernière classe suivie par lui : ces deux renseignements sont cependant les seuls qui puissent fournir les éléments nécessaires pour apprécier le degré d'instruction et surtout d'intelligence de nos mineurs. Il est certain, néanmoins, que la Police n'inscrit « certificat d'études », « sait à peine lire et écrire » que si elle a posé nettement la question ; mais il y a des chances pour que, après la question posée et la réponse donnée « oui », « il sait lire et écrire », l'enquête en reste là.

Bon ou mauvais élève

Nous savons qu'à Paris la Police ne se rend, à vrai dire, jamais aux écoles pour poser la question n° 8 : « Fréquente-t-il ou a-t-il fréquenté une école primaire ? Quelle opinion les instituteurs ont-ils de lui ou quels souvenirs en ont-ils gardés ? » Quelques Commissions rogatoires portent : « n'a laissé aucun souvenir », « a laissé de bons souvenirs », « élève quelconque », « élève difficile », « mauvais élève »

mais ces indications sont en trop petit nombre et pas assez précises pour servir de bases à une analyse sérieuse.

FRÉQUENTATION SCOLAIRE

Dans les familles normales, 3 des mineurs de 13 ans ne fréquentent pas l'école et le quatrième se rend à l'école très irrégulièrement. Dans les familles désunies, 4 mineurs de 13 ans ne fréquentent pas l'école et vagabondent : ces enfants n'ont pas leur certificat d'études, et nous ne trouvons aucune indication d'un effort fait à leur égard au sujet de l'application de la loi sur la fréquentation scolaire; au contraire, un cas comme le suivant souligne nettement que cette loi est insuffisamment appliquée.

En 1920, à l'âge de 8 ans et 3 mois, un gamin a commis une tentative de vol et le Tribunal l'a rendu à sa famille sous le régime de la liberté surveillée. Le délégué dit que ce gamin, fils unique, ne fréquente pas l'école et court les rues, livré à lui-même; les parents travaillent au dehors, le père, tourneur, gagne 20 francs par jour; la mère, découpeuse, a un salaire journalier de 10 francs. Personne paraît-il, n'a essayé de persuader à la mère ou de la forcer de rester à la maison pour surveiller son fils; le délégué a cru nécessaire de faire un « incident », et cet enfant à l'âge de 9 ans 7 mois, est enlevé à sa famille qui est honorable, honnête et travailleuse, mais qui ne s'occupe pas de lui et confié à un patronage qui l'enverra à la campagne travailler dans une ferme chez des étrangers. Il est probable qu'il ne tardera pas à prendre la fuite, et alors ce sera la maison de correction, jusqu'à 21 ans. Il semble regrettable d'envoyer chez des étrangers ce jeune mineur de 10 ans, enfant normal qui a son père et sa mère. Il n'est pas responsable de ce qu'on l'abandonne à lui-même toute la journée et il s'est conduit comme bien des enfants de son âge. Si la loi sur la fréquentation scolaire était effectivement appliquée, ces

parents seraient forcés bon gré, mal gré, de s'occuper de leur enfant et de l'envoyer à l'école. Au point de vue argent, il coûterait bien moins à l'Etat de rétribuer des personnes spécialement préparées pour assurer la fréquentation scolaire, que de payer les frais de ces enfants placés dans les patronages ou envoyés en Colonie pénitentiaire.

CERTIFICAT D'ÉTUDES

Il ne manque pas d'exemples de parents qui ont fait leur possible à l'égard de l'instruction de leurs enfants; 27 sur les 213 enfants ont obtenu leur certificat d'études primaires et l'un a même son certificat d'études primaires supérieures. Dans ces constatations, un fait extrêmement curieux se présente, c'est que la proportion des enfants ayant obtenu leur certificat d'études est de 13 1/9 % contre les 15 % d'illettrés, proportion assez sensiblement égale aux deux extrémités. Quant aux certificats d'études obtenus par les enfants dans les familles normales, ils s'élèvent à 18 % et dans les autres familles à 9 3/5 %. Sur les 16 certificats d'études dans les familles normales, 13 ont été obtenus par les garçons et 4 par les filles, et dans les familles désunies, sur 12, 8 appartiennent aux garçons et 4 aux filles.

Enfin, si nous prenons en considération la différence qui existe entre les enfants des deux catégories envisagées au point de vue de leur surveillance et du salaire familial, nous reconnaitrons que, au point de vue de l'instruction, l'écart n'est pas très exagéré.

Veut-on se rendre compte de l'effet que l'instruction et surtout l'éducation peuvent avoir sur l'avenir d'un enfant? Prenons deux garçons âgés de 16 à 18 ans, l'un possesseur de son certificat d'études, et l'autre ne l'ayant pas : le premier, fils unique, d'une mère veuve, qui a veillé soigneusement sur l'éducation de son fils et s'est privée pour arriver à l'élever ; le deuxième, fils d'une mère qui s'intéresse peu à son enfant.

Celui qui possède son certificat d'études est âgé de 16 ans 7 mois : facteur auxiliaire des postes, il a commis deux vols dans le service. Il entre dans le banc des inculpés effaré et honteux; sa figure donne l'expression d'une vraie souffrance morale; il porte l'uniforme des facteurs auxiliaires des postes, et à la demande du Président : « Comment osez-vous porter cet uniforme ici ? » il fait un geste comme pour se cacher et comme pour retirer sa tunique et répond d'une voix voilée par les larmes : « Mon Président, je ne voulais pas le porter, mais l'on m'a forcé à le mettre, car je n'avais pas d'autre costume; j'ai honte de ce que j'ai fait ! ». Ce garçon est noté dans la Commission rogatoire comme « docile avec sa mère, d'une bonne moralité, ayant un bon caractère », et pendant l'interrogatoire, qui est excessivement sympathique, il reste effaré et très ému; il reconnaît parfaitement sa faute et ne cherche pas à la diminuer. Mais à la question du Président : « Mais pourquoi avez-vous agi de la sorte ? » il répond : « Mon Président, j'ai été tenté par une enveloppe ouverte qui contenait un billet de banque ! ». La mère, veuve d'un soldat mort pour la France en 1915 et veuve encore une fois depuis, est considérée comme une excellente mère et a une conduite irréprochable; elle provoque la sympathie de toute la salle ainsi que celle du Tribunal; elle reste immobile et émue et porte sur la figure la trace d'une profonde souffrance. Le substitut du procureur de la République demande au Tribunal de dire que le mineur a agi avec discernement et de lui infliger une peine de prison sévère; le Tribunal ne le suit pas dans cette voie et décide que le mineur a agi sans discernement et l'envoie en colonie pénitentiaire jusqu'à sa majorité. Si la question du casier judiciaire et du service militaire aux bataillons d'Afrique ne s'était posée, on aurait préféré, sans doute, voir condamner ce mineur à une peine de prison, même assez forte, en raison de la gravité des deux vols successifs, plutôt que de

le voir envoyé dans un milieu où les mœurs sont souvent déplorables et où il a tout à redouter de la contamination. Sa mère pourra demander sa mise en liberté provisoire au bout d'un an, et une réponse favorable dépendra de sa conduite. Nos oreilles garderont toujours le son des trois mots de la mère à son fils : « Courage, mon enfant ! » car sa voix avait tellement révélé tout son chagrin, sa souffrance et son désespoir ! En sortant de la salle, elle avait l'air complètement inconsciente des personnes qui l'entouraient. Pauvre mère ! qui a fait des sacrifices pour que son enfant soit instruit, qui l'aime d'un amour réel, ce fils qui seul lui reste au monde de toute sa famille et qu'elle voit sortir du Tribunal pour... la colonie pénitentiaire.

Le deuxième cas est celui d'un garçon qui, en compagnie de trois camarades, entraînés par lui, a fracturé quatre boîtes aux lettres dans la banlieue et s'est emparé de leur contenu. Dans ces lettres se trouvaient trois chèques (1.000 francs, 1.500 francs et 4.000 francs) ; l'inculpé en a touché deux, mais le troisième étant barré, il ne pouvait l'encaisser lui-même, ce qu'il ignorait, et il a été arrêté en le présentant à la banque. Le père de l'inculpé est mort en janvier 1914 ; la mère, remariée et séparée de fait de son deuxième mari, vit en concubinage et se désintéresse de son fils ; néanmoins, elle se présente devant le Tribunal, où son bavardage effronté fait le plus grand tort au prévenu. Elle a une apparence débraillée : d'un corsage sale et déchiré émerge une tête qui porte les stigmates d'une ivrognerie invétérée et que couronne des cheveux qui semblent n'avoir pas été peignés depuis un mois. Etant donné la gravité du délit et les renseignements obtenus sur le mineur, qui est « flâneur, paresseux, sournois, d'une moralité douteuse, sans profession définie, a été peintre en bâtiment et ne travaille pas depuis un an », le Tribunal l'a condamné à trois années de prison.

Nous n'avons eu aucun moyen de nous documenter sur

le degré d'instruction des délinquants pendant toute une année. Les dossiers sont classés aux archives du greffe correctionnel avec ceux des autres chambres; mais si les pourcentages trouvés sur ces 213 délinquants se maintenaient constants, il en résulterait qu'environ 15 % de tous les enfants traduits devant le Tribunal pour Enfants à Paris sont des illettrés; que 13 % possèdent leur certificat d'études et 85 % du total savent lire et écrire.

APPRENTISSAGE

Les enfants qui ont fait un apprentissage sont peu nombreux. Parmi les 92 enfants des familles normales se trouvent 19 garçons (20 %) qui ont commencé au moins un apprentissage de métiers qualifiés et 6 filles qui sont des apprenties modistes ou couturières, mais peu sérieuses. Dans les familles désunies, 22 enfants ($14 \frac{2}{3}$ %) ont commencé un apprentissage, soit 15 garçons et 7 filles. Les garçons comme ceux des familles normales sont, par exemple, fondeurs, peintres en bâtiment, et les filles sont aussi modistes ou couturières et toutes aussi peu sérieuses.

PROFESSIONS DES MINEURS

Les professions des mineurs sont souvent notées avec précision, par exemple : « commis d'étage d'hôtel », « chasseur de restaurant de nuit », « apprentie modiste », « employé de bureau », « garçon de courses », « frappeur », « apprenti menuisier », « domestique », « artiste de cinéma », « apprentie brodeuse », « brodeuse sur filet » et « travaille dans la chaussure ». Ceci permet la reconstitution d'une image assez nette de leur vie professionnelle. Nous avons réparti ces professions en trois groupes comme nous l'avons fait pour celles des parents; ceux qui se livrent à un travail manuel qui ne se range dans aucun métier qualifié, sont classés comme ouvriers non-qualifiés : par exemple, domestique, chasseur de café, garçon de

courses. Ceux qui sont apprentis ou qui exercent un métier tels que : frappeur, modiste, mécanicien, menuisier, sont classés comme « ouvriers spécialistes » ; le terme « employé » est appliqué à ceux qui travaillent dans les bureaux, tels que comptables ou sténo-dactylos. Le tableau n° 11 fournit ces renseignements.

TABLEAU N° 11

Professions des 255 délinquants par âges et sexes

	NE TRAVAILLENT	OUVRIERS			
	PAS	ÉCOLIERS	NON QUAL.	SPÉCIAL.	EMPLOYÉS
— — — — —					
Familles normales :					
	moins de 13 ans				
Garçons	3	0	0	0	0
Filles	1	0	0	0	0
	de 13 à 16 ans				
Garçons	5	0	15	13	3
Filles	0	0	3	0	0
	de 16 à 18 ans				
Garçons	2	0	13	15	2
Filles	2	0	11	4	2
Totaux...	13	0	42	32	5
Familles désunies :					
	moins de 13 ans				
Garçons	4	5	2	0	0
	de 13 à 16 ans				
Garçons	5	1	16	15	1
Filles	4	3	7	9	1
	de 16 à 18 ans				
Garçons	4	0	26	15	4
Filles	6	0	14	6	1
Totaux...	24	9	65	45	7
Familles inconnues :					
	de 13 à 16 ans				
Garçons	0	0	4	1	0
	de 16 à 18 ans				
Garçons	3	0	1	4	0
Totaux...	3	0	5	5	0

Ceux qui « ne travaillent pas »

Ceux qui « ne travaillent pas » fournissent un pourcentage assez élevé, dans les trois groupes de familles, soit 14, 16 et 24 %. Leur nombre dans le premier groupe est augmenté en raison de 4 mineurs de 13 ans qui refusent d'aller à l'école et sont livrés à eux-mêmes. Il faut signaler ici un fait regrettable : l'existence parmi ces filles si jeunes de la prostitution. Sur les 14 filles classées comme « ne travaillant pas » il y en a 13 qui gagnent de l'argent par ce moyen, ce qui explique, sans doute, le fait qu'elles n'ont pas de profession régulière. Cette même circonstance de la prostitution se présente aussi parmi les filles rangées dans les diverses professions, mais nous ne voyons pas que ce fait influe sur l'exercice de leur profession régulière. Les 18 autres enfants du groupe de ceux qui « ne travaillent pas » sont des flâneurs et des paresseux, n'ayant personne pour les aiguiller vers une vie utile.

Employés

A l'autre extrémité de l'échelle professionnelle sont 12 employés, pourcentage très bas : $5 \frac{1}{3}$ % dans les familles normales; $4 \frac{2}{3}$ % dans les familles désunies.

Ouvriers non qualifiés et ouvriers spécialistes

La ligne de démarcation entre ces deux catégories de professions n'est pas absolument nette, malgré les indications des renseignements de Police; il est difficile, parfois, de déterminer si un garçon désigné « garçon boucher » doit ou non se ranger comme ouvrier spécialiste, car sa relation réelle avec le patron n'est pas indiquée :

nous l'avons classé comme ouvrier spécialiste et avons procédé de même dans toutes les situations analogues excepté dans les cas de commis épiciier, qui, en réalité, sont, à cet âge, plutôt des garçons de courses bien qu'assistan-
tant le patron pour servir la clientèle. Etant donné que nous nous attendions à ce que les ouvriers non-qualifiés fussent la majorité, pour que le résultat fût impartial, nous avons plutôt exagéré dans notre classement le nombre des ouvriers spécialistes.

Dans les familles normales, 46 % de tous les mineurs sont des ouvriers non-qualifiés et 35 % des ouvriers spécialistes; dans les familles désunies, les pourcentages sont très voisins, à savoir : 43 pour les ouvriers non-qualifiés et 30 pour les ouvriers spécialistes. Comparons le pourcentage de ces deux catégories par sexe : d'abord, les mineurs âgés de 13 à 18 ans du même sexe, et ensuite tous les mineurs du même sexe, quel que soit leur âge. Voici les résultats :

	Ouvriers non qualifiés	Pourcentage des mineurs du même sexe âgés de 13 à 18 ans	Pourcentage de tous les mineurs du même sexe	Ouvriers spécialisés	Pourcentage des mineurs du même sexe âgés de 13 à 18 ans	Pourcentage de tous les mineurs du même sexe
Garçons...	75	45	42	63	38	35
Filles.....	35	44	47	19	26	25

D'après ces données, il existe un plus grand pourcentage d'ouvriers spécialistes parmi les garçons que parmi les filles. Si l'on compare entre eux tous les mineurs du même sexe, dans les deux groupes de familles, les résultats, dans les deux catégories d'ouvriers, sont, en pourcentage, les suivants :

	OUVRIERS NON QUALIFIÉS		OUVRIERS SPÉCIALISÉS	
	Familles normales	Familles désunies	Familles normales	Familles désunies
Garçons	40	43	40	31
Filles.....	61	40	17	29

Les garçons dans les familles normales se répartissent également entre les deux catégories; dans les familles désunies, le nombre des ouvriers non-qualifiés est plus grand d'un tiers que celui des ouvriers spécialistes. Si on analyse les fiches de très près, on découvre, parmi les ouvriers non-qualifiés des familles normales, 5 commis épiciers, encore classés dans cette catégorie, mais appelés, sans doute, à un avenir plus intéressant; par contre, dans les familles désunies, 10 des ouvriers non-qualifiés sont des chasseurs de cafés et de restaurants, dont quelques-uns — 4 pour préciser — ont des mœurs contre nature; de plus, on ne voit qu'un garçon cultivateur dans les familles normales et 6 dans les familles désunies (1).

Chose curieuse, bien plus de filles de familles normales que de familles désunies sont des ouvrières non-qualifiées, et par conséquent, le nombre des ouvrières spécialistes est plus important dans le deuxième groupe.

SALAIRE DES MINEURS

La Police, disions-nous, ne cherche pas à connaître le salaire des différents membres de la famille et le Tribunal n'en tient pas compte. Les Commissions rogatoires ne fournissent l'indication correspondante que pour 70 des 255 mineurs. Nous présentons ces données au tableau n° 12 comme ayant une valeur sociale, mais non comme base d'analyse.

TABLEAU N° 12
Salaires des 70 mineurs

	De 0 à 5 francs	De 5 à 10 francs	De 10 à 15 francs	Au-dessus 15 fr.	TOTAUX
Familles normales...	4	15	8	5	32 (34 1/2 %)
Familles désunies...	8	11	9	10	38 (28 %)
Totaux.....	12	26	17	15	70

(1) Ces six enfants ont été confiés aux patronnages qui les ont envoyés chez des cultivateurs et, fatalement, ils sont des journaliers agricoles.

Les salaires des 38 mineurs de familles désunies se répartissent plus également que les autres et le pourcentage au-dessus de 15 francs est plus élevé que dans les familles normales. Ce fait semblerait paradoxal si l'on ne se rendait pas compte que, dans les familles normales, le chef de famille gagne davantage que dans les familles désunies et que, par conséquent, on a moins besoin de voir l'enfant gagner de l'argent. En outre, les parents envisagent plutôt l'avenir de l'enfant que son gain présent. De plus, nous avons vu que certains enfants de familles normales, classés comme ouvriers non-qualifiés, ont un petit gain, mais un avenir intéressant, alors que dans les familles désunies il y a davantage d'ouvriers non-qualifiés qui sont chasseurs d'hôtel ou de restaurants et qui sont arrivés dès le premier jour à leur gain maximum. Dans les salaires des enfants de familles normales, la grande moyenne forme un groupe qui touche entre 5 et 10 francs.

Le montant des salaires dans les différentes professions a un intérêt social. Les garçons de cafés ou chasseurs d'hôtels âgés de 13 à 16 ans sont payés en moyenne de 50 à 65 francs par mois, logés, nourris, sans compter les pourboires ; les salaires des garçons entre 16 et 18 ans, de la même profession, sont de 100 à 180 francs, logés, nourris et les pourboires en plus. Comme ouvriers non-qualifiés, les garçons de 13 à 16 ans gagnent de 6 à 7 fr. 50 par jour et le gain s'élève de 8 à 17 francs entre 16 et 18 ans. Les ouvriers spécialistes âgés de 16 à 18 ans ont de 12 à 28 francs par jour et les apprentis âgés de 13 à 16 ans sont payés de 6 à 10 francs. Les salaires des employés de tous âges varient entre 8 et 16 francs par jour. Les renseignements sur les salaires des filles sont très sommaires mais indiquent cependant que les domestiques reçoivent de 90 à 150 francs par mois et sont nourries, logées et blanchies ; les ouvrières non-qualifiées sont payées de 4 à 6 francs et les ouvrières spécialistes de 4 à 10 francs.

ANTÉCÉDENTS DES MINEURS

Les antécédents de nos mineurs ne sont pas trop rassurants : certains ont été arrêtés sans poursuites judiciaires et d'autres ont été traduits devant le Tribunal et quelques-uns ont été poursuivis plus d'une fois. De plus, nous avons vu que la surveillance n'est pas effective dans les familles désunies et les enfants, de leur côté, essayent très souvent de se soustraire à la surveillance de leurs parents.

Arrestations antérieures.

Dix-neuf (19) enfants — 5 de familles normales et 14 de familles désunies — ont été déjà arrêtés sans poursuites judiciaires : 3 ont été arrêtés deux fois, 2 trois fois, 2 quatre fois, 1 cinq fois; 1 garçon de 14 ans a été arrêté dix fois pour vagabondage et une mineure mariée a été arrêtée 21 fois pour « racolage » en contravention aux règlements du Service des mœurs.

Poursuites antérieures.

Cinquante-huit (58) enfants sont des récidivistes, c'est-à-dire qu'ils ont été déjà poursuivis devant le Tribunal. Des 15 récidivistes de familles normales, 5 ont comparu deux fois et 1 six fois. Des 37 récidivistes de familles désunies, 10 ont été poursuivis deux fois, 3 trois fois et 2 garçons de familles inconnues ont été traduits pour trois délits différents.

EFFORTS DES MINEURS POUR SE SOUSTRAIRE A LA SURVEILLANCE PATERNELLE

Dans les familles normales, 26 (29 %) ont quitté leurs parents et dans les familles désunies 53 (36 %) se sont affranchis de la vie familiale. Pour préciser les faits, voici les chiffres :

TABLEAU N° 13

**Nombre de mineurs, par âge et sexe, qui ont délibérément
quitté leurs familles**

	GARÇONS	FILLES
	—	—
	13 à 16 ans	
Familles normales.....	7	0
	16 à 18 ans	
—	10	9
	13 à 16 ans	
Familles désunies.....	9	11
	16 à 18 ans	
—	23	11
Totaux.....	49	31

Dans ce nombre, ne sont pas compris les enfants qui sont des vagabonds d'occasion, mais seulement les mineurs qui se sont délibérément décidés, pour une raison ou pour une autre, à quitter définitivement les leurs. Les filles quittent leurs parents en nombre à peu près égal, dans les deux catégories de familles et en plus grand nombre que les garçons.

Les motifs des fugues des deux sexes ne sont pas les mêmes. Dans ces 31 familles, 24 filles ont quitté leurs parents ou pour vivre avec un amant, ou pour se livrer à la prostitution publique; les autres, d'après leurs propres dires, ont quitté leurs parents ou parce qu'elles ne pouvaient s'entendre avec leurs belles-mères ou parce qu'elles ne pouvaient pas sortir à leur gré et, chose intéressante, nulle de ces filles n'a volé ses parents avant de partir; mais nombre de garçons ont pris de l'argent pour se payer un voyage. Un autre fait à remarquer est celui de l'existence de pédérastes parmi les garçons abandonnant leurs familles. Des 23 garçons âgés de 16 à 18 ans, dans les familles désunies, qui ont quitté leurs parents, 6 sont pédérastes; des 10 gar-

çons de familles normales, un seul a ce vice. Des 9 pédérastes, parmi tous les garçons qui ont fait l'objet de notre étude, 7 sont donc des fugitifs du foyer familial.

EFFORTS DES PARENTS POUR L'AMENDEMENT DE LEURS ENFANTS

Les parents de 31 de nos mineurs, presque 12 %, ont déjà fait des tentatives sérieuses pour ramener leurs enfants dans le droit chemin; 25 ont été placés par eux dans les patronages, et 6 ont été placés en Correction paternelle. Nous avons vu au Tribunal des parents qui ont été loin de mériter le supplice de voir leurs enfants partir en colonie pénitentiaire.

Un bon vieillard, ouvrier depuis 27 ans dans la même maison de commerce, y a fait entrer son fils, en âge de travailler et possédant son certificat d'études primaires; la maison de commerce ayant une confiance absolue en lui, en raison des longues années de services du père, l'a pris comme garçon livreur et, comme tel, lui donnait à encaisser des factures. Durant une période de 5 mois, il a détourné, en changeant le montant des factures, quelques centaines de francs. Le chagrin de ce vieux père honnête, usé par le travail, a été tel que le Tribunal lui a rendu son fils, sous le régime de la liberté surveillée; les larmes silencieuses qui coulaient sur sa figure ravagée par les fatigues ne s'oublent pas, non plus que l'expression de sa reconnaissance émue envers le Tribunal, quand celui-ci lui a rendu son fils. Le Président a fait sentir fortement à ce garçon que ce n'était pas pour lui que le Tribunal se montrait bienveillant ni à cause de son patron qui ne portait pas plainte, mais parce qu'il estimait qu'une vie aussi exemplaire que celle de son père pourrait l'inciter à racheter sa faute, et il lui a recommandé de se rappeler toujours que c'était à son père qu'il devait l'indulgence de ses juges.

Malheureusement, le Tribunal voit trop souvent l'envers de ce tableau. Très peu nombreux sont les parents des délinquants qui comprennent le bonheur réel de leurs enfants. Ajoutons qu'en raison soit d'une hérédité dépourvue de moralité et d'intelligence, soit par suite de conditions sociales défavorables, l'éducation de ces parents est défectueuse. C'est la plainte de toutes les personnes qui s'occupent de l'enfance malheureuse. C'est aussi cette constatation qui est à l'origine de la conviction à laquelle nous sommes arrivée, que la Société, pour son propre salut, devrait être obligée de fournir et d'imposer, non seulement un degré assez élevé d'instruction, mais une éducation morale à tout enfant, de manière à contribuer à l'élévation sociale des générations futures. A une séance du Comité de discussion, le Comité a été amené à dire, presque à soupirer : « Mais c'est par les familles qu'il faudrait commencer cette éducation — il faut éduquer les parents ! » En raison de l'ignorance, de l'indifférence ou bien de la résistance à ses décisions de la part des parents, le Tribunal ne peut pas toujours assurer l'exécution de ses jugements : les deux cas qui suivent exposent les difficultés qui se présentent.

M... H..., une jeune fille de 16 ans 9 mois, a volé, en 1920, des bijoux à sa patronne; le Tribunal l'a rendue à ses parents sous le régime de la liberté surveillée et a nommé un délégué; malheureusement, la famille résista à ce jugement et n'admettant pas cette surveillance, exercée sur leur fille, par un étranger, fit tout son possible pour écarter celui-ci et soustraire leur fille à son action. Au bout de 3 mois, le délégué fit au Président un rapport dans lequel il exposait qu'il lui était impossible d'exercer une surveillance. A la suite de ce rapport, le Président fit citer la fille et sa famille à une audience du Tribunal, mais ni l'une ni l'autre ne se présentèrent et la mineure fut envoyée par défaut en colonie pénitentiaire : un mois plus tard, elle fit

opposition à ce jugement et fut confiée de nouveau à sa famille sous la surveillance du même délégué; le Président sermonna très sévèrement les parents au sujet de leur attitude; il leur expliqua qu'en encourageant leur fille à la rébellion, ils faisaient son malheur et que, puisque le Tribunal jugeait la surveillance nécessaire, ils devaient s'y soumettre, sous peine de voir s'aggraver la situation de leur enfant.

Quatre mois plus tard, le délégué dut faire un second rapport semblable au premier, et cette fois-ci, l'incident donna lieu à l'envoi en colonie pénitentiaire. La jeune fille fit appel et, en octobre 1921, elle fut confiée à un patronage par la Cour. Le patronage la plaça, mais, quelques jours après, elle s'enfuit et en janvier 1922, sur incident de la liberté surveillée, elle reparut devant le Tribunal pour Enfants accompagnée de son père, tous les deux simplement, mais correctement mis. La déléguée du patronage fait savoir au Tribunal que la famille avait réclamé la fille le jour même où la Cour d'Appel l'avait confiée au patronage et qu'en raison de cette attitude de la famille, le patronage ne croyait pas devoir la reprendre. Le père, quand le Président lui demanda : « Que voulez-vous que l'on fasse de votre fille? » répondit que c'était son unique enfant, que sa femme était malade, et qu'ils tenaient tous deux à la garder chez eux. Le Tribunal croit absolument impossible de la rendre encore à sa famille et l'envoie en colonie pénitentiaire avec exécution provisoire; elle sortit du Tribunal cette fois-ci pour être conduite au Dépôt. Le Tribunal aurait peut-être préféré une autre solution, car il ne s'agit pas d'une fille pervertie, et, à part son premier vol, elle n'a rien fait de mal; mais, dès le commencement, la famille a résisté aux décisions de la Justice, qui du reste, avait fait preuve d'une réelle bienveillance envers la fille en la laissant avec ses parents et en chargeant seulement le délégué de la surveiller. Cette fille est couturière et, d'après la Police, a

« une santé délicate et une bonne nature ». Elle a trois ans à passer dans une Colonie pénitentiaire ou du moins sous la tutelle de l'administration pénitentiaire. Il est fort probable que la famille va continuer à inciter cette enfant à la révolte et, dans ce cas, il y a bien des chances pour qu'elle reste dans une colonie pénitentiaire jusqu'à sa majorité (1).

Le deuxième cas est celui de E... J... qui, en février 1921, à l'âge de 13 ans 1/2, a été arrêtée pour « racolage » sur les boulevards et amenée au Dépôt comme toutes les femmes arrêtées pour prostitution; reconnue malade à la visite sanitaire, elle a été envoyée à l'infirmerie de Saint-Lazare où elle est restée trois semaines; la loi du 24 mars 1921 étant encore en discussion, on a suivi la pratique préconisée par celle du 11 avril 1908 et remis la mineure à sa mère qui la réclamait. Le 1^{er} août, elle a été de nouveau arrêtée pour le même fait, et remise par le Service des mœurs (2), à un patronage; elle s'est sauvée le lendemain et, le même soir, se faisait arrêter de nouveau, toujours pour le même délit. Cette fois le Service des mœurs la mettait à la disposition du Parquet et le juge d'instruction la confiait, en attendant le jugement, à un deuxième patronage d'où elle se sauvait immédiatement. Un jugement par défaut l'a envoyée en colonie pénitentiaire. En décembre 1921, elle a été arrêtée de nouveau pour le même délit, mais cette fois-ci elle avait pris un faux état-civil et, comme elle était saine, on l'a relâchée. En janvier 1922, elle a encore été arrêtée toujours pour le même fait; à ce moment, elle a fait opposition au jugement de novembre qui l'envoyait, par défaut, en colonie pénitentiaire. Le Tribunal a reçu son opposition, a statué de nouveau et l'a confiée au patronage d'où elle s'était évadée et d'où elle s'échappa de nouveau. Au commencement de février de la même année, on l'arrête une

(1) La fille a fait appel: la Cour a confirmé le jugement du Tribunal pour enfants.

(2) Voir *Service des mœurs*, page 33.

fois de plus et on la ramène au Dépôt. Reconnue malade à la visite sanitaire, elle est revoyée à l'infirmerie de Saint-Lazare d'où elle est conduite au bout de dix jours à Fresnes, afin d'y attendre son jugement qui, finalement, l'envoie de nouveau en colonie pénitentiaire avec exécution provisoire. Tout ceci concerne une fillette qui n'a pas encore 15 ans ! Ses parents sont divorcés et le père est remarié, il tient un commerce qui lui rapporte net 50 francs par jour, mais ni lui, ni la seconde femme ne veulent s'occuper de l'enfant : la mère est d'une moralité déplorable et meurt de tuberculose.

PRÉSENCE DES PARENTS AU TRIBUNAL

Tous les parents n'assistent pas à la comparution de leurs enfants devant le Tribunal; une partie, certes, habite trop loin de Paris pour pouvoir faire un voyage souvent dispendieux. Des 92 familles normales, 64 (70 %) et des 150 familles désunies, 72 (48 %) ont été représentées au Tribunal par un membre de la famille ; quelquefois par la sœur ou le frère de l'inculpé, mais le plus souvent par le père ou la mère. La différence apparente qui existe entre les deux pourcentages s'explique, en partie, par le fait que 4 seulement des 92 mineurs des familles normales ont été jugés par défaut alors que 18 des 150 mineurs des familles désunies ont eu le même sort. Les parents sachant que leurs enfants seraient jugés par défaut et que leur présence ne servirait à rien se sont abstenus.

LES DÉTENUS ET LES LIBRES

Dans l'ensemble, il y a eu 28 jugements par défaut; 139 mineurs ont été détenus soit à la Petite Roquette, soit à Fresnes, soit dans les patronages, soit à l'Assistance publi-

que, et 93 (36 %), attendaient leur jugement en liberté dans leur famille. Les affaires de quelques-uns d'entre eux n'ont été jugées que plusieurs mois après leur mise en prévention : 6 garçons, prévenus, en avril 1921, d'infraction à la police des chemins de fer et bris d'objets d'utilité publique, n'ont comparu qu'en janvier 1922. Dans tous les cas pareils, il n'y a rien d'extraordinaire à ce qu'une période assez longue se passe entre le délit et le jugement.

Ordinairement, les affaires des détenus sont jugées dans le mois qui suit leur arrestation. Il se peut en effet qu'il y ait un non-lieu et en ce cas il serait fâcheux que le mineur eût subi une longue détention préventive. Un cas qui met en relief la portée de cet inconvénient, est celui d'un individu arrêté dans les régions dévastées pendant qu'il prenait part à un travail très utile au pays et qui a passé plus d'un mois à la Roquette. Dès son arrestation, il a prétendu qu'il y avait une erreur, qu'il n'était pas du tout la personne visée par le mandat d'arrêt, bien qu'il portât le même nom; en entrant dans le banc des prévenus il a laissé échapper des paroles violentes et indignées; des larmes ont jailli de ses yeux et il a crié : « Je ne sais rien de cette affaire, pourquoi m'enferme-t-on ? » et en effet l'état-civil qu'il donna, ne concordait pas avec celui de la personne inculpée et son apparence de 25 ans ne pouvait pas s'accorder non plus avec l'âge de 17 ans de celle-là; finalement, il a été relâché, mais il gardera pendant de longues années la rancune de cette erreur.

Un deuxième mineur cité pour vol, est venu au Tribunal accompagné de sa mère qui expliqua avec une volubilité inouïe qu'il y avait certainement une erreur; que si le prévenu portait le nom et l'état-civil de son fils, cela venait sans doute de ce que quelque temps auparavant, celui-ci avait perdu ses papiers et qu'un autre s'en était servi; le Tribunal lui a donné raison et a renvoyé son fils des fins de la poursuite; mais chez eux, il n'existe pas de rancune, le fils n'ayant pas été détenu; au contraire, ils paraissent se

réjouir de l'aventure, et sans doute, pendant des années ils raconteront, volontiers, aux voisins, leurs démêlés avec la Justice et ils diront avec un certain plaisir que celle-ci s'est joliment trompée ! Ces deux affaires ne figurent pas dans nos 255 cas, car le coupable nous est inconnu.

Résumé.

Des 255 délinquants, 70 % sont des garçons et 30 % des filles, et ces proportions sont presque semblables dans les deux groupes de familles. Les âges sont répartis ainsi : 6 % des mineurs de 13 ans ; 40 % âgés de 13 à 16 ans et 54 % âgés de 16 à 18 ans. Un enfant de famille normale et 19 de familles désunies sont enfants naturels. Quatre-vingt-cinq (85) pour cent savent lire et écrire et 15 % sont illettrés. Dans les différentes professions ils se trouvent en les proportions suivantes : ne travaillent pas, 16 % ; écoliers, 4 % ; ouvriers non-qualifiés, 44 % ; ouvriers spécialistes, 32 % ; employés, 4 %. Sur 70 salaires connus, 17 % sont de 0 à 5 francs, 37 % de 5 à 10 francs, 23 % de 10 à 15 francs et 22 % au-dessus de 15 francs. Douze (12) pour cent des parents ont fait des tentatives sérieuses, antérieures au délit, pour ramener leurs enfants dans le droit chemin, et de leur côté, plus d'un quart des enfants ont essayé d'échapper à la surveillance de leurs parents.

LES DÉLITS COMMIS ET LES JUGEMENTS PRONONCÉS

Il nous reste à étudier deux questions dans la statistique sur les 255 mineurs : les délits pour lesquels ils ont été traduits devant le Tribunal et les jugements rendus par celui-ci.

Classement par sexe

Certains délits semblent ne pas tenter les filles, mais appartenir en principe au sexe masculin. D'autres délits, commis aussi bien par les filles que par les garçons, prennent un caractère particulier suivant le sexe du délinquant. Nous avons étudié séparément les délits commis par les deux sexes.

Proportions des délits commis avec ou sans complice

Soixante-quinze, presque 80 % des mineurs appartenant à des familles normales ont commis leurs délits sans complice ; 139 enfants (93 %) de familles désunies ont agi dans les mêmes conditions. Le pourcentage est sensiblement plus élevé pour les enfants des familles désunies, mais nous n'avons pas trouvé dans les dossiers une explication de ce fait. La proportion des cas de complicité est la même en banlieue qu'à Paris.

Motifs de comparution

Certains mineurs comparaissent devant le Tribunal par suite de différentes formalités de procédure telles que « opposition » ou « incident de la liberté surveillée », qui interviennent parfois longtemps après la constatation du délit. Dans notre étude, nous n'envisageons que le délit qui a donné lieu au jugement frappé d'opposition ou celui qui a provoqué la mise en liberté surveillée.

Nous avons du reste classé les mineurs d'après l'âge qu'ils avaient, non pas au moment de leur comparution, mais au moment où ils ont commis le délit.

Classements des délits

Au point de vue où nous nous plaçons, la gravité du délit se fonde sur l'état d'esprit qui a présidé à son exécu-

tion et nous avons procédé à leur classement d'après la méthode employée dans une affaire de vol et recel que voici :

En septembre 1921, un garçon de 17 ans passés, — le type de rôdeur de quartier qui inspire la plus grande méfiance, — illettré, mal vêtu et malpropre, a entraîné trois de ses camarades à voler des choux. Il a déjà été arrêté pour ce même délit, mais relâché par le commissaire de police. Il travaille très irrégulièrement comme chiffonnier, avec sa mère, une ivrognesse, grossière, d'une moralité déplorable, aussi mal mise et malpropre que son fils.

En janvier 1922, il a été poursuivi pour ce nouveau délit avec ses trois complices; le Tribunal l'a confié à un patronage. Le plus âgé des trois complices, un garçon de 17 ans 3 mois, est très bien noté, il travaille régulièrement et subvient aux besoins de sa mère qui est veuve; c'est la première fois qu'il est impliqué dans une poursuite; la mère, aussi bien que le fils, en avaient un grand chagrin. Les deux autres sont des mineurs de 16 ans, également bien notés et ils appartiennent à de braves et honnêtes familles. Le Tribunal a estimé que ces trois garçons avaient reçu, du seul fait de leur comparution en Justice, une leçon sérieuse et les a rendus à leurs familles sous le régime de la liberté surveillée.

Nous considérons que celui qui a entraîné les autres, et qui est récidiviste, a commis un vol prémédité, mais que les trois autres sont plutôt des voleurs d'occasion.

LES DÉLITS ET LES JUGEMENTS

Les délits commis par les 255 mineurs peuvent se classer dans 16 groupes différents et les jugements rendus par le Tribunal se rangent sous neuf en-têtes. Ces renseignements sont aux tableaux n^{os} 14 et 15.

Délits commis par les 255 mineurs classés d'après leur âge, sexe et situation de famille

[illegible]

Jugements prononcés au sujet des 255 mineurs d'après leur âge, sexe et condition de famille

	Acquittés	Renvoyés	Rendus à leurs familles	Rendus à leur famille en liberté surveillée	Amendes	Confiés aux patronages	Envoyés en colonie pénitentiaire	Envoyés en colonie pénitentiaire par défaut	Condamnés à la prison	Condamnés à la prison par défaut	TOTAUX
Familles normales	<i>Moins de 13 ans</i>										
	Garçons.			2		1	1				3
	Filles ...					1					1
	<i>De 13 à 16 ans</i>										
	Garçons.		5	11	2	8	7		1		34
	Filles ...		1			2					3
Familles désunies	<i>De 16 à 18 ans</i>										
	Garçons.	1	6	4	6	5	5		1	4	32
	Filles ...		4	2		7	2	2		2	19
	<i>Moins de 13 ans</i>										
	Garçons.	2		4	1	4					11
	<i>De 13 à 16 ans</i>										
Familles inconnues	Garçons.		5	4	5	17	7				38
	Filles ...		3	4		14	4				25
	<i>De 16 à 18 ans</i>										
	Garçons.	1	2	7	5	16	9	1	5	3	49
	Filles ...			1		22	4				27
	<i>De 13 à 16 ans</i>										
Total des Garçons... Total des Filles.... Total général	Garçons.					4					4
	<i>De 16 à 18 ans</i>										
	Garçons.				3	4		1	1		9
	Total des Garçons...	1	18	32	22	58	29	2	8	7	180
	Total des Filles....		8	7		46	10	2	2	2	75
	Total général	1	26	39	22	104	39	4	8	9	255

Vol et recel

Sous cette rubrique « Vol et Recel », nous avons classé les tentatives de vol aussi bien que les vols et recels proprement dits. Ils constituent presque la moitié de tous les délits et se trouvent dans la même proportion chez les deux sexes : 88 garçons (49 %) et 37 filles (49 %) ont été traduits pour ces délits.

TABLEAU N° 16

Les Vols classés d'après leurs Caractères

	Acquittés	Menus vols	Recels	Vols à l'étalage	Tentatives de vol	Vols de patrons	Vols à la tire	Autres vols	TOTAUX
Garçons ...	0	33	11	7	2	11	2	22	88
Filles	2	4	4	5	0	6	0	16	37

Les vols commis par des délinquants des deux sexes diffèrent de caractère : chez les garçons 50 %, et chez les filles 16 % sont classés comme « voleurs d'occasion ». Ceci semble s'expliquer par le fait que les filles subissent moins le genre d'entraînement résultant de l'habitude chez les garçons de courir en bande. Si une fille est prévenue de tels vols, c'est qu'elle fait partie d'une bande composée en grande partie de garçons.

Le montant des vols varie, chez les garçons, de quelques choux, poireaux, poules ou lapins à plusieurs milliers de francs, — comme dans le cas du mineur de 17 ans 1/2 qui a fracturé quatre boîtes aux lettres dans la banlieue et a touché les chèques dérobés dans les lettres. Chez les filles, le vol va d'un verre de lait à une somme de 1.900 francs, prise par une fille dans la poche d'un amant de passage. Les garçons y vont carrément et leurs vols ont un certain caractère de netteté et de franchise, les filles sont plus rusées comme nous allons le voir dans les deux cas suivants :

Une personne constate que, depuis quelques jours, le lait déposé, le matin, devant sa porte, toujours par le même fournisseur, a changé de goût. Elle s'en plaint; on exerce une surveillance et l'on découvre le voleur — une petite bonne du voisinage. Cette fille de 16 ans 1/2, à l'apparence d'une vraie fille des champs, est arrivée tout dernièrement de la campagne; elle a eu faim (1), et le lait l'a tenté : elle en buvait et versait ensuite de l'eau pour remplir la bouteille. Envoyée par défaut en colonie pénitentiaire, le Tribunal, sur son opposition, l'a confiée à un patronage pour la rapatrier.

Nous opposons à ce vol d'occasion, facilement excusé par tout le monde, celui-ci qui est plus grave :

Une fille et son petit frère ont été abandonnés par leurs parents indignes qui sont depuis longtemps séparés de fait; la tutelle des enfants a été confiée à un oncle qui, évidemment, manque d'autorité sur la fille, qui a fini son apprentissage de relieuse et depuis quelque temps habite seule en garni. Elle a lié connaissance avec des camarades d'atelier et, pendant un chômage, une camarade, qu'elle ne connaît que depuis trois semaines, l'a emmenée chez elle. Le père de celle-ci est veuf; immédiatement, il a pris pour maîtresse la camarade de sa fille. Le troisième jour, au matin, il est parti à son travail et le soir, à son retour, il trouve la maison vide : sa propre fille, sa nouvelle maîtresse et 1.900 fr. laissés dans la poche de son veston ont disparu ! Il court déposer une plainte au commissariat.

Les filles se sont achetées des vêtements neufs et sont allées faire un voyage à une cinquantaine de kilomètres de Paris. D'après l'enquête, elles s'y sont bien conduites; elles sont descendues dans un grand hôtel et pendant plusieurs jours ont joué « à la grande dame ». L'amant d'occasion de cette

(1) Dans plusieurs affaires, on a constaté que les petites bonnes n'avaient pas souvent une nourriture suffisante pour satisfaire l'appétit de l'adolescence. Le Président, en toute justice, s'indigne de ce fait.

filles de 17 ans a eu l'audace de venir au Tribunal renouveler sa plainte. Cette fille n'avait cependant pas d'argent à lui rembourser et il n'avait aucun intérêt à ce qu'elle fût renfermée, si ce n'est pour satisfaire sa vengeance. Il se trompait bien s'il comptait sur quelque sympathie; la fille a vite conquis toute l'assistance; elle a manifesté beaucoup de honte devant le Tribunal et a reconnu sa faute, sans faire aucun effort pour se disculper. Le Tribunal l'a confiée à un patronage. Nous eûmes, comme toute la salle, et même les magistrats, quelque peine à nous empêcher de sourire, car cet homme a reçu une leçon qu'il a bien méritée.

RECELS

Les recels comme les vols figurent avec le même pourcentage dans les deux sexes. Les affaires de recel concernant les garçons font voir leur tendance à s'associer avec des camarades qui, comme dans le cas suivant, deviennent des complices et sont poursuivis comme receleurs :

Un garçon de 14 ans 2 mois qui travaille dans une usine a vu un livreur accrocher son manteau; il a fouillé dans les poches et y a volé un portefeuille contenant 50 francs; le soir, en sortant de l'usine avec trois camarades, mineurs de 16 ans, il a remis à chacun 10 francs et en a gardé 20 pour lui-même. Le voleur a été considéré comme ayant agi avec intention et les receleurs comme ayant commis des délits occasionnels. Pourtant ces trois petits garçons savaient parfaitement bien que cet argent avait été volé.

L'auteur principal du délit est fils unique, naturel, dont la mère est morte; il a été élevé par son père qui lui a témoigné beaucoup d'affection. Celui-ci, tuberculeux, vit, depuis 1905, en concubinage avec une chiffonnière qui, avec l'aide du garçon, subvient aux besoins du ménage. Le Tribunal a rendu le mineur à son père sous le régime de la liberté surveillée. L'aîné des trois complices, âgé de 15 ans, est aussi

un enfant naturel dont les parents ont vécu ensemble jusqu'à la mort de la mère; ils ont eu trois enfants tous vivants, l'inculpé et deux petites filles âgées de 13 et 11 ans. Le père, mutilé de la guerre et incapable de travailler, vit en concubinage; il reçoit une pension de 3.200 francs et en plus 900 francs pour ses trois enfants. Notre garçon sait à peine lire et écrire, il travaille depuis l'âge de 13 ans comme serrurier chez son père et est très bien noté dans le quartier. En raison de sa mauvaise santé, le père est dans l'impossibilité de surveiller son fils qu'il aime d'une tendre affection et il a donc demandé son placement dans un patronage où une surveillance plus efficace que la sienne sera exercée sur l'enfant. Le Tribunal lui a donné satisfaction. Les deux autres complices âgés de 13 et 14 ans ont été rendus à leurs familles.

Les soustractions commises par les enfants au préjudice de leurs parents ou autres ascendants ne sont pas punissables. Un enfant vole ses parents et échappe à toute poursuite, mais un complice, même sans plainte de la partie lésée, peut être déféré au Tribunal par le Ministère Public. Voici une affaire qui explique clairement ce cas et qui montre aussi les dangers qui attendent les femmes qui acceptent, à la légère les cadeaux de leurs amants.

Un petit-fils a volé 100.000 francs environ à son grand-père et en a dépensé une grande partie pour sa maîtresse, une jeune artiste de cinéma, âgée de 17 ans 1/2; le grand-père a d'abord porté plainte, puis l'a retirée; mais le Ministère Public a poursuivi la fille pour recel. Le garçon, bien entendu, est hors des atteintes de la Justice et il s'est bien gardé de comparaître aux côtés de sa jeune maîtresse. Celle-ci, assez jolie, mise avec une élégante simplicité, a l'apparence d'une fille de bonne famille et soutient qu'elle a un fiancé, un honnête garçon, et qu'elle va prochainement se marier. Son avocat assure le Tribunal que c'est la première fois qu'elle a eu commerce avec un homme et qu'elle

y a été poussée pour subvenir aux besoins de sa mère qui est à sa charge ; il demande de la remettre à la surveillance bienveillante d'un patronage jusqu'au jour de son mariage. Grâce à cette circonstance spéciale, il en est ainsi ordonné.

VOL A L'ÉTALAGE

Nous avons 12 vols à l'étalage, 7 imputés à des garçons, 5 à des filles. Ce sont des vols commis avec intention. Un garçon de 16 ans et 11 mois a volé une pipe dont il n'avait aucunement l'idée de se servir. Un autre de 17 ans et 8 mois, ayant son certificat primaire supérieur, mais considéré comme « enfantin et étourdi » se laisse souvent tenter par des objets qu'il pourrait facilement obtenir de ses parents; il aime mieux les dérober. D'après les renseignements de son dossier, il offre toutes les caractéristiques de la kleptomanie et nous nous attendions à ce que le Tribunal le fit examiner par un aliéniste; mais il lui a infligé un mois de prison avec sursis. Il y a bien des chances pour qu'il revienne devant le Tribunal d'ici peu de temps.

Les vols à l'étalage commis par des filles portent toujours sur des articles de toilette ou des sacs à main; ils ont un caractère assez naïf. Deux filles âgées de 14 ans $1/2$, ayant leur certificat primaire, suivent très sérieusement des cours de comptabilité; elles ont volé, dans un grand magasin, vingt-trois menus objets d'une valeur totale de 62 fr. 50. Elles sont cependant bien notées. Le Tribunal les a rendues à leurs familles sous le régime de la liberté surveillée.

Deux jeunes Italiennes, simples et modestes, ont pris quatre porte-monnaie pour « en faire des cadeaux de Noël ». Rien dans leur vie, ni dans celle de leurs familles, ne laissait prévoir ces vols. Le Tribunal les a condamnées chacune à un mois de prison avec sursis.

TENTATIVE DE VOL

Deux tentatives de vol sont assez curieuses pour être citées. X... est un garçon d'hôtel de 16 ans 4 mois, gagnant 150 francs par mois, plus les pourboires, nourri, logé, et possédant son certificat d'études primaires. Il est intelligent, mais ne supporte aucune observation; son travail est fait avec un certain amour-propre et donne généralement satisfaction. Il est resté dans le même hôtel de mars à fin décembre 1921, mais, à cette époque, énervé par des sorties se prolongeant tard dans la nuit, il a mal assuré son service, ce qui lui a attiré quelques réprimandes à la suite desquelles il a quitté définitivement sa place. Sans argent, il est revenu à l'hôtel à une heure du matin, le 2 janvier 1922, avec l'intention de voler; entré dans une chambre, il y a trouvé un locataire endormi tout habillé; en fouillant ses poches, il l'a réveillé immédiatement, il a braqué sur lui son revolver, non chargé, puis s'est enfui précipitamment. Tout en courant, il a jeté le revolver dans la Seine.

La mère est divorcée et remariée. Les renseignements sont excellents sur elle et sur son deuxième mari qui l'accompagne à l'audience. La mère pria le Tribunal de lui rendre son fils. On peut aisément deviner l'opinion du président sur le jeune homme par ces quelques paroles : « Je ne voudrais pas le dire, mais vous êtes foncièrement pourri ! » L'attitude défiante, sournoise et indifférente de l'inculpé a, sans doute, influencé les juges qui l'ont envoyé en colonie pénitentiaire.

Une deuxième tentative commise aussi avec un revolver présente certains détails comiques du fait de sa ressemblance avec un film, par lequel elle a d'ailleurs été inspirée. Un garçon de 15 ans 1/2 a fréquenté l'école jusqu'à douze ans, il a travaillé ensuite pendant trois ans dans la même maison comme garçon ajusteur. Dans le quartier, on le considère plutôt comme poltron. Pendant un chômage de trois

semaines, il sort avec son frère aîné, garçon très sérieux et, par hasard, ils vont au cinéma. Quelques temps après, un soir, à l'insu de ses parents, il se munit d'un masque et d'un revolver non chargé, se rend dans une maison de tolérance, et voilà ce poltron du quartier devenu un vrai brigand ! Sous la menace de son arme, il réclame de l'argent; les femmes poussent des cris; les agents accourent; notre jeune bandit dégringole l'escalier juste pour tomber entre leurs mains. On a quelque peine à croire que ce garçon, peureux et tremblant à l'audience, ait été le héros d'une telle aventure. Les parents, d'une honorabilité et d'une moralité irréprochables, sont navrés; le rapport du médecin aliéniste établit assez nettement une débilité congénitale. Il a été rendu à sa famille sous la surveillance d'un délégué qui, comme médecin, s'intéresse spécialement aux enfants anormaux.

JUGEMENTS PRONONCÉS A LA SUITE DE VOLS

Les jugements prononcés sur les 125 affaires de vol et recel sont indiqués par le tableau n° 17, page 112.

Placement dans les patronages

La solution la plus fréquente est le placement dans un patronage, elle intervient pour 39 % des vols et donne un pourcentage de 70 des placements concernant des enfants de familles désunies. Le Tribunal estime, évidemment, que c'est là le meilleur moyen de redresser ces enfants et que dès le premier délit, il convient au moins d'en faire l'essai : ces placements sont trois fois plus nombreux que les envois en colonie pénitentiaire.

Remise à la famille

Treize des jugements (50 %) rendant les mineurs à leurs familles ont été prononcés à la suite de vols; mais pas un

seul mineur âgé de plus de 16 ans dans les familles désunies n'a bénéficié de cette mesure.

TABLEAU N° 17

Jugements prononcés sur les 125 Vols d'après
l'âge, le sexe et les conditions de famille

	Acquittés	Renvoyés	Rendus à leurs familles en liberté surveillée	Rendus à leurs familles	Confiés aux patronages	Envoyés en colonie pénitent.	Envoyés en colonie pénitentiaire par défaut	Condamnés à la prison	Condamnés à la prison avec sursis
Familles normales :									
			Moins de 13 ans						
Garçons .				2		1			
Filles ...					1				
			De 13 à 16 ans						
Garçons .			3	10	5	4			
Filles ...			1		1				
			De 16 à 18 ans						
Garçons .	1		1	4	3	2		1	2
Filles ...			3	2	2		1		2
Familles désunies :									
			Moins de 13 ans						
Garçons .		2		4	4				
			De 13 à 16 ans						
Garçons .			2	4	9	1			
Filles ...			3	3	5	1			
			De 16 à 18 ans						
Garçons .				4	5	4	1	3	1
Filles ...					10	2			
Familles inconnues :									
			De 13 à 16 ans						
Garçons .					2				
			De 16 à 18 ans						
Garçons .					2			1	
Total ...	1	2	13	33	49	15	2	5	5
Garçons .	1	2	6	28	30	12	1	5	3
Filles ...	0	0	7	5	19	3	1	0	2

Remise à la famille en liberté surveillée

Presque tous les jugements qui rendent les délinquants à leurs familles sous le régime de la liberté surveillée interviennent à la suite de vols. Leur total général s'élève à 39 dont 33 prononcés à la suite de vols; de plus, le nombre d'enfants remis à leur famille s'élève à plus du double de ceux envoyés en colonie pénitentiaire.

Envois en colonie pénitentiaire

Les jugements prononçant l'envoi en colonie pénitentiaire à la suite de vols concernent des garçons récidivistes (c'est le cas de tous ceux qui appartiennent aux familles normales) et des affaires particulièrement importantes où il y a eu préméditation. Des 15 envois en Colonie pénitentiaire, 12 s'appliquent aux garçons — 7 provenant de familles normales et 5 de familles désunies — et 3 à des filles de familles désunies. Nous signalons que le mineur de 13 ans figurant parmi ceux envoyés en colonie pénitentiaire est placé dans un internat sous la surveillance de l'Administration pénitentiaire, mais non pas dans une colonie proprement dite

Le mineur de 16 ans, de famille désunie, a fait le guet pendant qu'un complice fracturait quatre boîtes aux lettres et il a, de plus, fracturé lui-même deux boîtes aux lettres. En 1920, il a été arrêté pour vagabondage et rendu à sa famille; plus tard, il a encore volé, mais sans être poursuivi. Ses parents sont en instance de divorce. La mère, en entendant prononcer le jugement, se mit à pousser des cris d'hystérique et le garde eut beaucoup de difficulté à la faire sortir. Elle vit honorablement avec ses deux enfants, l'inculpé et une fillette de 15 ans, et gagne 6 francs par jour comme femme de ménage.

La seule fille mineure de 16 ans qui a été l'objet d'un envoi en colonie pénitentiaire a d'abord volé des poules et

des lapins en compagnie d'un camarade; ensuite, elle a dérobé 350 francs. Son père, alcoolique, a disparu depuis plusieurs années; sa mère vit en concubinage et sa réputation, d'après la Police, « est très bonne à part sa situation irrégulière ». La fille « sait lire et écrire, elle est nerveuse, elle vagabonde et se prostitue ». Un médecin aliéniste déclare que sa responsabilité est fort atténuée. Son avocat a présenté des certificats de travail établissant qu'elle travaille comme couturière et gagne 7 francs par jour. Le Président a interrogé du regard toutes les déléguées des patronages, mais aucune n'a manifesté le moindre intérêt pour cette fille. Nous supposons que l'explication de ce fait vient de ce que le juge d'instruction l'a confiée à un patronage de placement (1) qui ne pouvait se rendre responsable d'une fillette reconnue anormale et que les patronages outillés pour la recevoir n'ont pas voulu prêter leur concours parce que l'on ne s'était pas adressé à eux en premier lieu. Le Tribunal a donc estimé que la rééducation de cette fille de 15 ans serait mieux assurée dans une colonie pénitentiaire que dans un milieu familial aussi néfaste que le sien. Les deux autres filles qui ont été l'objet de l'envoi en Colonie sont des récidivistes, l'une n'a pas de famille et l'autre, orpheline de mère, est complètement abandonnée par son père.

Condamnations à la prison

Pour que le Tribunal condamne un mineur à l'emprisonnement effectif pour vol, il faut que les circonstances soient excessivement graves. Pas un enfant mineur de 16 ans n'a été l'objet d'un jugement semblable.

Le mineur de famille normale, condamné à six mois de prison, est fils unique de parents très honorables. Le père travaille depuis des années dans la même maison. L'inculpé est couvreur et jouit d'une bonne réputation dans son quar-

(1) Voir page 218.

tier. Il a déjà été poursuivi en 1919 et en 1920 pour vols et fut rendu à ses parents. Aussi, le Tribunal a-t-il jugé qu'une punition sévère pourrait seule arrêter ce garçon sur le chemin du cambriolage.

Le mineur appartenant à la catégorie des familles inconnues est un autrichien qui a franchi la frontière sans papiers et qui a déjà subi un mois de prison pour vagabondage dans une ville de l'Est. Venu à Paris demander un passeport à la Légation autrichienne, il a dû attendre une réponse de son pays; dans un parc, il a trouvé une pèlerine d'enfant et l'a offerte à un passant; celui-ci prétend qu'il voulait la lui vendre, mais l'inculpé nie. Seul parmi les 255 délinquants il ne savait pas parler français et on l'a interrogé au moyen d'un interprète. Le jour de sa comparution, la Légation autrichienne avise la Police que son passeport l'attendait, fait qui ne pouvait rien changer à son affaire. Il a été condamné à un mois de prison.

Un des trois autres mineurs condamnés à la prison est âgé de 16 ans 1/2; sa mère est veuve et a 6 enfants : un fils est marié; les autres, âgés respectivement de 24, 22, 19, 16 1/2 et 14 ans, vivent avec leur mère et lui remettent intégralement leurs salaires. La famille occupe un appartement dans un immeuble lui appartenant et dont elle perçoit les loyers. En août 1921, le prévenu a été accusé d'avoir passé des ballots de marchandises à un complice, un homme de 27 ans; un garde d'usine a aperçu deux hommes en train de voler des rouleaux de coton et, quoiqu'il ne les ait pas vus de près, il accuse les deux prévenus. Le mineur nie sa complicité, si bien qu'il a refusé un avocat d'office, mais le Tribunal accepte le témoignage du garde et condamne l'inculpé à trois mois de prison.

Condamnations à la prison avec sursis

Les deux filles condamnées à la prison avec sursis ont

volé des sacs à main à l'étalage. C'est le seul méfait que l'on ait jamais eu à leur reprocher.

Les trois garçons ayant aussi bénéficié du sursis, avaient plus de 17 ans; l'un a volé à l'étalage et le magasin a retiré sa plainte; les deux autres ont participé à des vols commis par des camarades; les renseignements obtenus sur les trois garçons et leurs familles sont assez bons. Ces mineurs auront suspendu au-dessus de leur tête, comme l'épée de Damoclès, la menace de l'envoi en prison; le Président leur a expliqué très clairement que l'exécution stricte du jugement dépend entièrement de leur conduite future, la peine devant être exécutée en cas de récidive.

Abus de confiance

On ne peut classer ces délits comme vols car, même les jeunes enfants comprennent parfaitement la différence qui existe entre prendre quelque chose qu'on a trouvé sur son chemin et garder quelque chose qui vous est confié. Trois (3) sur 6 garçons, poursuivis pour ce délit, n'ont jamais eu auparavant affaire avec la justice. Les patrons ont retiré leur plainte; les familles sont très honorables et le Tribunal leur rend leurs enfants sous le régime de la liberté surveillée. Un autre enfant, sur les 6, en est aussi à sa première inculpation, mais il a falsifié des factures pendant six mois et le Tribunal l'a condamné à trois mois de prison avec sursis. Les deux autres sont des récidivistes et le Tribunal leur a infligé une peine de prison.

Des 3 filles poursuivies pour abus de confiance, l'une est la deuxième des 8 enfants d'une honorable famille ouvrière qui habite la grande banlieue. Elle s'est placée à Paris comme bonne; un jour, elle a gardé la monnaie d'un billet de 100 francs qui lui a été remis pour acheter des provisions. Depuis une semaine, le patron lui devait son mois et elle s'est crue, dit-elle, dans son droit en gardant cette

monnaie qu'elle voulait envoyer à son père qui ne gagne que 10 francs par jour et qui a cinq petits à nourrir ! Le Tribunal l'a confiée à un patronage qui l'a placée de suite dans une famille où il continuera à la surveiller. Le maire de son village s'intéresse vivement à cette famille nombreuse et se tient en relations avec le patronage.

Une autre fillette, âgée à peine de 14 ans, faisait son apprentissage de couturière; elle était nourrie et logée, mais la pauvre n'avait jamais d'argent de poche; elle a livré du travail pour lequel elle a reçu 12 francs et s'en est allée au bal avec une camarade ! Le Tribunal l'a confiée à un patronage d'où elle s'est sauvée au bout de quatre jours. Sur incident, elle a été envoyée par défaut en colonie pénitentiaire et sur son opposition, le Tribunal a maintenu le jugement.

TABLEAU N° 18

**Jugements prononcés pour abus de confiance,
vol et vagabondage**

	Rendus à leur famille en liberté surveillée	Confiés aux patronages	Envoyés par défaut en colonie pénitent.	Condam. à la prison	Condam. à la prison avec sursis
Garçons ..	1	»	»	1	»
Filles	»	»	1	»	»
<i>Mineurs de 16 à 18 ans</i>					
Garçons ..	2	»	»	1	1
Filles	»	2	»	»	»
Totaux..	3	2	1	2	1

Vol et vagabondage

Les délits de vol et vagabondage imputés au même individu présentent en plus des caractères spéciaux au vol que nous avons signalés, l'idée de s'en aller errer à l'aventure à travers le monde. Les trois garçons et la seule fille inculpés de ce double délit ont été confiés d'abord en 1919 et

1921, à des patronages qui les ont placés. Dernièrement, poussés par le désir irrésistible de voyager, ils ont quitté subitement leur place. Sur incident de la liberté surveillée, deux garçons et une fille ont été envoyés en colonie pénitentiaire dont un par défaut. Le quatrième G... R..., âgé de 14 ans 1/2, offre un exemple saisissant de l'état d'esprit anormal qui se manifeste souvent chez les petits vagabonds.

En avril 1921, G... R..., à la suite d'un vol, s'est enfui de chez lui; confié par le Tribunal à un patronage, il n'a pu rester dans aucune place, mais vagabondait continuellement. Lors de sa première comparution, les renseignements de Police l'ont présenté comme suit : « sait à peine lire et écrire quelques mots; ne connaît pas du tout les chiffres; chétif, presque crétin, paresseux, indiscipliné. » Quel fardeau pour un si petit garçon ! Traduit une seconde fois devant le Tribunal, à la suite d'un incident, il a été l'objet d'un examen mental. Le médecin l'a déclaré anormal et il a été confié à un patronage qui devait le faire opérer. Quelques semaines plus tard, au cours d'une visite, nous l'avons retrouvé à l'infirmerie d'une colonie pénitentiaire, où un deuxième jugement l'avait envoyé. Pauvre petit, quelle vie sera la sienne !

Vagabondage simple

Le terme « vagabondage » s'applique à toute une série de délits allant de celui commis par le petit gamin qui s'échappe de chez ses parents pour venir à Paris « voir le tombeau de Napoléon » et qui voyage sans billet, à celui du mineur approchant de ses 18 ans qui, se trouvant trop tenu chez lui, veut s'affranchir de toute surveillance.

Comme vagabondage simple, nous n'avons aucune affaire pour les 75 filles. Pour les garçons, nous comptons 15 mineurs de 16 ans, 12 âgés de 16 à 18 ans. Quatorze (14) garçons inculpés d'autres délits sont aussi vagabonds et font

monter le total à 41 (22 %), qui peuvent être considérés comme vagabonds. Voici le cas classique.

Un garçon de 17 ans parti depuis six mois de chez ses parents, habitant la campagne, leur a envoyé de ses nouvelles, mais en leur cachant parfois la vérité. Il est arrivé à Paris, espérant y faire fortune; n'ayant plus d'argent, il a couché sous les ponts et a été arrêté pour n'avoir ni domicile, ni ressources, ni profession. Le Tribunal le confie à un patronage qui le rapatrie.

Les fiches de certains de ces vagabonds contiennent des histoires si douloureuses, que l'on voudrait pouvoir se multiplier pour apporter à chacun des malheureux enfants un peu de lumière dans la nuit où il se débat.

Les deux garçons reconnus comme n'ayant pas la pleine responsabilité de leurs actes, ont chacun leur père et leur mère qui font leur possible pour les bien élever; mais lorsqu'on a plusieurs enfants et seulement un salaire de 20 à 25 francs par jour, on ne peut pas payer le placement d'un enfant arriéré dans une maison privée et les asiles de l'Etat sont encombrés. Que pourrait faire le lecteur lui-même si, gagnant 25 francs, il avait six enfants à nourrir, dont un de 14 ans « qui veut sa liberté, s'enfuit en volant ses parents et qui, rachitique à 18 mois, n'a parlé qu'à 2 ans, n'a commencé à marcher qu'à 4 ans et à l'âge de 10 ans urinait encore au lit ». Nous laissons chacun méditer sa propre réponse !

Que ferions-nous si nous étions le Tribunal pour Enfants, lequel n'a pas le pouvoir de placer les mineurs de 13 ans dans une maison d'arriérés ? Conseiller aux parents de les placer dans une maison privée ? Sans doute, mais où prendre l'argent pour payer leur pension ? Le patronage ? Et s'il les refuse !... Il est presque certain que nous serions obligés de prendre la même décision que le Tribunal : l'envoi en colonie pénitentiaire.

Les autres mineurs inculpés de vagabondage et envoyés

en Colonie pénitentiaire sont des récidivistes. Trois ont été déjà placés dans les patronages et deux en liberté surveillée chez leurs parents; puisque ces essais ont été infructueux, il ne reste plus qu'à envoyer les enfants en colonie pénitentiaire.

Les jugements concernant les affaires de simple vagabondage figurent au tableau n° 19.

TABLEAU N° 19

Jugements prononcés sur le vagabondage simple des garçons

SITUATION DE FAMILLE	AGE	RENDUS à leur FAMILLE	CONFIÉS aux PATRONAGES	ENVOYÉS en colonie PÉNITENTIAIRE
Familles normales	13 à 16 ans	»	1	2
— ..	16 à 18 ans	2	2	1
Familles désunies.	13 à 16 ans	»	6	4
— ..	16 à 18 ans	1	4	»
Familles inconnues	13 à 16 ans	»	2	»
— ..	16 à 18 ans	»	2	»
<i>Total.....</i>		3	17	7

Vagabondage spécial

On considère comme se livrant au vagabondage spécial, les mineurs des deux sexes qui se prostituent.

Ce vice est jugé le plus répréhensible et le plus dégradant de tous les vices, particulièrement chez les garçons. Il est certes le plus difficile à déraciner de la vie de l'enfant. Nous n'allons pas entrer ici dans son étude psychologique et physiologique, mais il faudrait se rendre compte de la difficulté de redresser ceux qui s'y livrent habituellement et de la facilité avec laquelle ce vice se communique aux autres enfants.

Nul problème concernant les mineurs n'a été plus discuté en France que celui-ci. Le Comité de Défense des Enfants traduits en Justice n'a cessé depuis sa création, en 1890, de s'en occuper. Ces débats ont abouti à la loi du

11 avril 1908 et tout dernièrement à celle du 21 mars 1921 qui assimile la prostitution au vagabondage. Son article premier est ainsi conçu :

Sont considérés comme vagabonds les mineurs de dix-huit ans qui, ayant, sans cause légitime, quitté soit le domicile de leurs parents ou tuteurs, soit les lieux où ils étaient placés par ceux à l'autorité desquels ils étaient soumis ou confiés, ont été trouvés soit errants, soit tirant leurs ressources de la débauche ou de métiers prohibés.

Dans les statistiques officielles, ces mineurs sont portés comme « vagabonds ».

Les 9 garçons arrêtés pour ce fait sont des récidivistes. Trois ont été confiés à des patronages, un pour s'engager dans l'armée, un autre pour y attendre son entrée dans une maison spéciale et le troisième devait être placé par le patronage. Il n'a fait que débiter dans ce vice et le patronage l'estime susceptible de rentrer dans la vie normale et saine. Les dossiers des 6 autres mineurs qui ont été envoyés en colonie pénitentiaire renferment à peu près les mêmes détails : enfants doux et paresseux, chasseurs de café ou de restaurants, ou bien garçons de courses (profession qui les met en relations continuelles avec des gens de mauvaises mœurs); apparence plutôt féminine, une belle chevelure très soignée, vêtements serrés à la taille, ils se mettent de la poudre de riz et quelques-uns portent dans leur entourage des noms féminins.

Trente-deux (32) (42 %) sur 75 filles ont été arrêtées pour vagabondage spécial et parmi celles qui sont traduites pour autres causes, 14 se sont aussi prostituées. Au total, 42 ou 62 %. Vingt-et-une des 32 filles ont quitté définitivement leurs parents, 6 n'ont aucune famille et 2 vivent avec des parents autres que le père et la mère.

Certains patronages se font une spécialité de recevoir les mineures prostituées et n'en prennent pas d'autres; ce fait explique le placement dans les patronages de 24 (75 %) des

filles poursuivies pour vagabondage spécial. La seule que le Tribunal ait rendue à sa famille n'est pas pervertie et, heureusement, on l'a arrêtée dès son premier écart. Elle est fille unique de braves parents qui, avertis, vont la surveiller de près. Lorsqu'une fille est ainsi prise à son premier accident, si elle appartient à une honnête famille, le Tribunal est toujours disposé à la lui rendre. Si la famille, au contraire, n'offre aucune garantie permettant d'espérer une bonne conduite future, le Tribunal a recours à un patronage. L'envoi en colonie pénitentiaire frappe inévitablement la récidiviste.

Cette procédure a été suivie dans le cas de M... L..., qui a été arrêtée plusieurs fois pour vol et vagabondage et même poursuivie pour vol ; chaque fois on l'a relâchée. En janvier 1921, à l'âge de 15 ans, elle a été poursuivie pour vagabondage spécial et le Tribunal l'a confiée à un patronage, car sa mère ne s'était pas montrée digne de la conserver auprès d'elle. Veuve de guerre, elle vivait en concubinage et sa conduite provoquait la critique suivante de la part de son frère : « Ma sœur a eu de nombreux amants et a battu sa fille qui est une malheureuse ». La fille a fait appel de son jugement et la Cour ayant confirmé la première décision, elle devait se rendre au patronage, ce qu'elle n'a pas fait et un jugement, par défaut, l'a envoyée en colonie pénitentiaire.

Arrêtée pour un nouveau délit de prostitution en janvier 1922, elle reparait devant le Tribunal qui lui reproche d'abord de s'être soustraite aux décisions de la Justice et ensuite d'être coupable d'une nouvelle infraction. La délinquante inspirait une grande sympathie à l'assistance par son attitude humble et soumise et par son évidente détresse; elle ne discutait aucun des faits qui lui étaient imputés. Son avocat essaye de persuader au Tribunal qu'à la suite du premier jugement, la mère a empêché sa fille de se rendre au patronage; il affirme que si la même solution

intervient une deuxième fois, l'inculpée se rendra immédiatement au patronage. La déléguée de cette œuvre s'associe à cette demande, mais le Tribunal, après une discussion prolongée, a envoyé la fille en colonie pénitentiaire (1). Tous les jugements rendus à la suite de vagabondage spécial se trouvent au tableau n° 20.

TABLEAU N° 20

Jugements prononcés sur le vagabondage spécial

	RENDUS à leur famille	RENDUS à leur famille en liberté surveillée	CONFIÉS aux patronages	ENVOYÉS en colonie pénitentiaire
Familles normales :				
		<i>De 16 à 18 ans</i>		
Garçons	»	»	»	1
Filles	1	»	3	2
Familles désunies :				
		<i>De 13 à 16 ans</i>		
Garçons	»	»	»	1
Filles	»	1	9	2
		<i>De 16 à 18 ans</i>		
Garçons	»	»	3	4
Filles	»	1	12	1
Total.....	1	2	27	11
Total des garçons..	0	0	3	6
Total des filles.....	1	2	24	5

Violences et voies de faits

Les délits, violences et voies de faits consistent à « bousculer, menacer ou injurier les agents » et il est souvent associé à d'autres délits tels que bris d'objets d'utilité publique et outrages publics à la pudeur.

(1) Elle a fait appel de ce jugement; la Cour l'a confiée de nouveau au même patronage. Celui-ci l'a fait conduire à un établissement religieux, elle a réussi à s'échapper à la porte et elle est encore en liberté.

Six (6) seulement des 180 garçons et 2 des 75 filles sont poursuivis pour ces faits. Les deux filles ont insulté les agents dans l'exercice de leurs fonctions. L'une d'elles, en novembre 1921, alors âgée de 15 ans, vit la police emmener un homme, elle courut après les agents en criant : « Bande de v... » ! On l'a laissée en liberté dans sa famille, mais son père s'est présenté seul à l'audience en disant que sa fille refusait de venir. Un jugement par défaut l'envoya en colonie pénitentiaire avec exécution provisoire. Elle fut appréhendée et à ce moment fit opposition au jugement; écrouée à Fresnes, elle revint à l'audience dans « le panier à salade ». Les renseignements de police sont les suivants : « Insolente avec ses parents, frappe sa mère, vole son père, sort de la maison à 6 heures du soir et n'y revient que vers 1 heure 1/2; sait à peine lire et écrire, n'a pas fait d'apprentissage, et, depuis l'âge de 13 ans, a fait au moins 10 maisons. » C'est une belle fille avec de grands yeux bleus et de jolis cheveux blonds et bouclés.

Le père, alcoolique invétéré, est cependant un très bon ouvrier gagnant comme maçon 28 francs par jour. Il s'est présenté à l'audience en habits de travail. La fille dit qu'elle a interpellé les agents parce qu'elle croyait qu'ils emmenaient son frère. Lorsque le Président a posé au père la question d'usage : « Que voulez-vous que l'on fasse de votre fille » ? la fille, les larmes aux yeux implorait : « Oh ! mon père, mon père, reprends-moi ! » Le père a répondu au Président : « Je la reprendrai, mon Président, si vous voulez me la rendre », mais le Tribunal en a décidé autrement et l'a confiée à un patronage. Toute sa belle allure et son insolence tombèrent subitement et elle partit en pleurant.

Ses quatre frères et sœurs sont tous aussi insolents envers leurs parents et ils font partie d'une véritable bande de libertins ou d'apaches en banlieue. Une déléguée du patronage nous a confié que le père lui avait exprimé sa satisfaction du jugement en la prévenant que la bande était capa-

ble, si elle découvrait l'adresse du patronage, de venir l'attaquer, car lui-même avait été l'objet de menaces pour ne pas avoir empêché les agents de prendre sa fille.

Il est très fréquent que les garçons poursuivis pour ce délit cherchent à s'excuser devant le Tribunal en disant « J'avais bu ! » ; le Président, avec sa manière incomparable de les tancer, leur fait sentir qu'ils s'exposent à être la risée des autres et combien une telle conduite dégrade un jeune homme.

Un prévenu a prétendu que le chagrin, qu'il avait éprouvé de la mort de son père et celle toute récente de sa sœur l'avait poussé à la boisson. Une paysanne avec laquelle nous en causions, nous a répliqué : « Mais, Mademoiselle, c'est toujours comme ça ! Après l'enterrement, les hommes s'en vont au café noyer leur chagrin dans un verre... ! »

TABLEAU N° 21

Jugements prononcés à la suite de violences et voies de fait

AGE ET SEXE	AMENDE	RENDU à la famille en liberté surveillée	CONFIÉ à un patronage	ENVOYÉ en colonie pénitentiaire	CONDAMNÉ à la prison
13 à 16 ans :					
Garçons	1	»	»	1	»
Filles	»	»	1	»	»
16 à 18 ans :					
Garçons	1	1	»	»	2
Filles	»	»	»	1	»
Totaux...	2	1	1	2	2

Infractions à la police des chemins de fer

Les infractions à la Police des chemins de fer sont très variées. Elles vont du garçon qui fume une cigarette dans une voiture du métro, à ceux qui brisent les glaces, arrachent les cordons de rideaux, cassent les coupes de porcelaine des lampes, tiennent des propos obscènes, urinent par la portière en face d'un autre train.

Les jeunes gens inculpés de ces derniers faits avaient été se promener en banlieue un dimanche; le soir, en rentrant, ils avaient eu cette idée malpropre. Le plus jeune a 13 ans 1/2 et le plus âgé n'a que 16 ans 2 mois. Tous ont été condamnés à 25 francs d'amende. Une infraction à la Police du chemin de fer très courante est celle du voyage sans billet comme l'a fait un gamin de 13 ans 10 mois parti brusquement de chez son père parce que, dit-il, il ne pouvait pas s'entendre avec sa belle-mère ! Le Tribunal l'a rendu à son père en recommandant à celui-ci d'administrer à son fils une bonne fessée. « Mais mon Président, il en a déjà reçu une, et pas une légère ! » répondit le père. L'enfant, rougissant de honte, glissa sa petite main dans celle de son papa et le Président échangea avec le père un sourire d'intelligence. Le tableau n° 22 fournit les jugements sur les infractions.

TABLEAU N° 22

**Jugements prononcés à la suite d'Infractions à la Police
des Chemins de Fer**

Infractions	Age	JUGEMENTS PRONONCÉS				
		Rendus à la famille en liberté surveillée	Amendes	Confiés à un patronage	Envoyés en colonie pénitentiaire	Renvoyés
Contravention aux Règlements.	{ moins de 13 ans 16 à 18 ans	2 1	1 1			
Voyage sans Billet.	{ moins de 13 ans 13 à 16 ans 16 à 18 ans		1 2 3		1	1
Contravention et Vagabondage.	{ 13 à 16 ans 16 à 18 ans	1		2 3		
Infraction et bris d'objet d'utilité publique.	{ 13 à 16 ans 16 à 18 ans		5 1			
Totaux...		3	14	5	1	1
						24

Coups et blessures

Nous citons le cas suivant parmi les quatre classés comme coups et blessures volontaires. Lorsque l'huissier appelle « n° 15 », l'on voit entrer dans la salle deux vieillards dont la vue serre le cœur tellement ils sont dignes, chagrinés, même abattus ! Leurs vêtements usés jusqu'à la corde sont cependant d'une propreté méticuleuse. Le père, courbé par son métier de cordonnier et aussi par ses 62 ans, a l'air d'avoir gravi un long calvaire ; la mère s'appuie sur son mari et pleure silencieusement. Toutes les personnes qui déposent au sujet de cette famille n'ont que des louanges à en faire. Ces vieillards ont eu trois fils, l'un est marié, un autre est mort à la guerre et le dernier est prévenu de coups et blessures volontaires : à l'âge de 13 ans il a obtenu son certificat d'études primaires et travaille depuis comme mécanicien dans une fabrique d'automobiles, il a 17 ans et est noté « bon caractère et très travailleur ». Pendant un chômage, un mauvais courant l'a emporté et il a mené une vie qui jusqu'alors lui était inconnue, il a fait connaissance d'une fille publique dont il est devenu le souteneur. Un soir, il lui demanda 30 francs, elle ne lui en donna que 10, il la frappa et fut arrêté par la police. L'avocat fait venir, comme témoin à décharge, le patron qui a occupé ce jeune homme pendant deux ans et qui déclare que c'était un employé modèle et qu'il est prêt à le reprendre. Le deuxième témoin, un camarade d'enfance, confirme les dires du patron. Bien que le mineur soit traduit pour des coups et des blessures dont les conséquences sur la victime ont été insignifiantes, il reconnaît le fait d'être le souteneur d'une fille publique — ce que les Tribunaux estiment mériter une peine assez lourde. En raison des bons renseignements donnés sur les parents et sur l'inculpé avant son écart, le Tribunal ne l'a pas condamné à la prison mais l'a envoyé en colonie pénitentiaire. Le père, le pauvre père, semblait courbé davantage en sortant de l'audience.

Dans les trois autres affaires, un inculpé a été envoyé en colonie pénitentiaire et deux ont été condamnés à la prison avec sursis. Deux mineurs ont été traduits pour coups et blessures par imprudence et le Tribunal leur a seulement infligé des amendes.

Falsification des aliments

Une seule affaire de falsification s'est rencontrée dans notre étude; il s'agit d'un garçon crémier employé chez son père; un matin, les inspecteurs du service des fraudes sont passés et ayant pris des échantillons de lait, ont constaté qu'il avait été « baptisé ». Le garçon raconta qu'il avait renversé, par mégarde, une boîte de lait et, qu'ainsi, 5 ou 6 litres avaient été perdus; comme il redoutait la colère de son père, il remplaça le lait renversé par de l'eau, justification peut-être inventée pour le besoin de la cause, car le crémier lui-même a été condamné deux fois à des amendes considérables pour falsification du lait. Le Président a sermonné d'importance le père, et celui-ci en a été tellement ému qu'il a pleuré, d'autant plus que le Tribunal lui a rendu purement et simplement son fils.

Mendicité

L'unique affaire de mendicité concerne un garçon de 14 ans. Cet enfant est rachitique, n'a jamais fréquenté l'école et ne sait ni lire ni écrire; la mère divorcée, vit en concubinage dans un taudis et ne surveille jamais ses enfants. Elle envoyait son fils mendier avec un vieil aveugle. Le Tribunal a confié l'enfant à un patronage.

Port d'armes prohibées

Les trois garçons inculpés de port d'arme prohibé sont

tous âgés de plus de 17 ans et ils ont été condamnés à des amendes de 16, 25 et 50 francs. Ils ne s'étaient d'ailleurs pas servi de leurs armes.

Homicide involontaire

Nous avons deux cas d'homicide involontaire. Le premier concerne un garçon de 14 ans 11 mois, orphelin de père. Sa mère est allée, avec lui et son frère cadet, passer quelques jours chez des amis. Dès leur arrivée, les deux enfants s'amuse à courir dans les chambres et l'aîné, voyant un fusil dans un coin, s'en empare et, en jouant, tue son jeune frère. Ce fusil avait été rapporté des tranchées par leur hôte qui ne le croyait pas chargé. Le Tribunal ne pouvait que rendre à sa mère cet enfant accablé par le regret.

Le deuxième cas nous met en présence d'un jeune homme de 17 ans passés, conducteur de camion automobile. Contrairement au règlement, il a contourné un tramway et a renversé une femme qui est morte des suites de ses blessures; elle laisse un mari, simple ouvrier, et un enfant de quelques mois. Le mari s'est constitué partie civile et par l'organe d'un membre du barreau assez en vue, a demandé 50.000 francs de dommages-intérêts et 1.000 francs de rente pour l'enfant jusqu'à sa majorité. Le Tribunal a jugé que le chauffeur avait agi avec discernement et l'a condamné à huit jours de prison avec sursis, 100 francs d'amende, trente mille francs de dommages-intérêts et mille francs de rente à servir à l'enfant jusqu'à ses 18 ans. Nous devons signaler que les accidents de ce genre sont devenus d'une fréquence choquante, que la Police est obligée de se montrer très rigoureuse et que le Tribunal est forcé de manifester une grande sévérité. Ajoutons que le mineur, comme mécanicien, gagnait 15 francs par jour et le père comme ouvrier spécialiste 27 francs. La famille est proprié-

taire d'un petit terrain qui vaut 7.000 francs. Le coupable, s'il n'est pas assuré, va passer sans doute la plus grande partie de sa vie à réparer une faute commise par imprudence.

CHAPITRE III

LE TRIBUNAL POUR ENFANTS DE PARIS EN 1921

LES AFFAIRES NOUVELLES

Nous n'avons pu étudier les dossiers des 2.435 nouvelles affaires qui ont été jugées devant le Tribunal pour enfants à Paris en 1921; mais nous avons constitué certaines statistiques d'après les registres, fiches et feuilles de M. Saint-André, greffier du Tribunal pour enfants, depuis sa création en 1914, qui avec sa bonne grâce habituelle, a mis à notre disposition tous les renseignements qu'il pouvait posséder dans son bureau et nous a prêté son entier concours.

Suivant les prescriptions de la loi du 22 juillet 1912, les jugements des mineurs sont inscrits sur un registre spécial où sont notés, dans la mesure du possible, les renseignements suivants : nom et adresse des parents; nom, âge, date et lieu de naissance du mineur, sa profession, le motif de sa comparution; la décision prise, les modifications survenues depuis le jugement, telles que : incident de la liberté surveillée, opposition ou appel. On peut aussi y constater si le délinquant a été seul ou s'il a eu des complices. Les registres sont tenus par ordre chronologique sans tenir compte ni de l'âge ni du sexe de l'enfant.

Il se peut que quelques erreurs se soient glissées dans notre étude de ces registres; mais le fait que le nombre total des affaires sur notre énorme tableau concorde exac-

tement avec le nombre inscrit sur les registres, nous permet de présenter notre travail en toute confiance. Nous avons pris toutes les précautions possibles pour éviter les erreurs et avons pointé nous-même les statistiques.

Dix-neuf des 2.435 affaires inscrites ayant été l'objet de disjonctions, nous n'en tiendrons pas compte, ce qui nous laisse, en 1921, 2.416 affaires nouvelles; mais il ne faut pas déduire de ce tableau qu'il n'y a eu que 2.416 comparutions de mineurs devant le Tribunal; car, souvent, l'affaire revient plusieurs fois à l'audience avant le jugement définitif : par exemple, le mineur peut être soumis à l'examen d'un médecin-expert ou confié à un patronage par application de l'article 20 de la loi de 1912 pour qu'on puisse l'étudier ou prendre des renseignements et le rapatrier.

AGE ET SEXE DU DÉLINQUANT

Nous présenterons d'abord l'étude des 2.416 nouvelles affaires jugées en 1921. La première question qui nous occupe est l'âge et le sexe des mineurs.

TABLEAU N° 23

Age et sexe des 2.416 mineurs

	Mineurs de 13 ans	Agés de 13 à 16 ans	Agés de 16 à 18 ans	TOTAL
Garçons	82	515	1.271	1.868
Filles	13	167	368	548
Total....	95	682	1.639	2.416

LIEUX DE RÉSIDENCE

Les renseignements sur le domicile portés sur les registres semblent s'appliquer tantôt aux mineurs et tantôt aux parents. Nous les considérons comme se référant aux mineurs.

TABLEAU N° 24
Lieux de résidence des 2.416 mineurs

AGE {	MOINS DE 13 ans	DE 13 A 16 ans	DE 16 A 18 ans	TOTAL	TOTAL GÉNÉRAL
<i>Sans domicile fixe :</i>					
Garçons	0	74	190	264	351
Filles	0	29	58	87	
<i>Habitant Paris :</i>					
Garçons	55	279	752	1.086	1.421
Filles	8	86	241	335	
<i>Habitant en dehors de Paris :</i>					
Garçons	27	162	329	518	644
Filles	5	52	69	126	
	95	682	1.639		2.416

Au moins 58 % des affaires concernent des mineurs habitent Paris. Sur les 21 % qui sont inscrites comme concernant des mineurs habitant en dehors de Paris, la moitié se rapporte à des garçons âgés de 16 à 18 ans qui, sans doute, ont quitté leurs parents pour venir faire fortune à Paris. Il est affligeant que 14 % des affaires concernent des mineurs sans domicile fixe. Chez les filles cela signifie, dans la plupart des cas, qu'elles sont poursuivies pour vagabondage spécial, car elles passent leur temps dans les hôtels meublés qui donnent abri à cette sorte de clientèle. Les 264 garçons sont des enfants qui vagabondent et vivent d'une manière précaire.

DÉLINQUANTS AGISSANT SEULS OU AVEC COMPLICES

Le tableau qui suit fournit les renseignements sur le nombre d'enfants qui ont commis leurs délits seuls et de ceux qui ont agi avec des complices.

TABLEAU N° 25

Nombre de mineurs agissant seuls ou avec complices

	AGE			TOTAL	TOTAL GÉNÉRAL
	MOINS DE 13 ans	DE 13 A 16 ans	DE 16 A 18 ans		
<i>Garçons :</i>					
Seuls	56	363	1.003	1.422	1.868
Complices	26	152	268	446	
<i>Filles :</i>					
Seules	13	137	308	458	548
Complices	0	30	60	90	

Le pourcentage des délinquants agissant seuls ou avec des complices, dans les deux sexes, reste à peu près égal à celui de notre étude sur les 255 mineurs. Très peu de filles ont des complices, 93 % ont commis les délits seules; le pourcentage est de 76 chez les garçons, mais on constate un léger accroissement avec l'âge; de 68 % pour les mineurs de 13 ans, il monte à 70 % pour ceux âgés de 13 à 16 ans et est de 79 % pour ceux âgés de 16 à 18 ans. Les 13 petites filles — une vagabonde et 12 petites voleuses — ont agi seules et le pourcentage des filles des deux autres groupes est presque semblable, soit de 92 pour celles âgées de 13 à 16 ans et de 94 pour celles qui ont passé 16 ans.

DÉLITS COMMIS PAR LES 2.416 MINEURS

Le nombre des délits différents est de 27 mais 1.426 se classent dans les délits de vol et 578 dans ceux de vagabondage et infraction à la Police des chemins de fer; il ne nous en reste alors que 412 — dont 129 sont des violences ou voies de faits — pour être répartis entre 20 autres délits. Si on voulait considérer le pourcentage on aurait 59 % des délits qui se classent comme vols : vols, vols avec vagabondage, abus de confiance, escroqueries et falsification de

TABLEAU N° 26

Délits commis par les 2.416 mineurs en 1921

Age	Sexe	Vol	Vol et vagabondage	Filouterie	Abus de confiance	Escroquerie	Falsification de marchandises	Brocantage	Trafic de monnaies	Défauction	Mendicité	Vagabondage	Infraction à la Police des Chemins de fer	Violences et Voies de fait	Port d'armes prohibées	Total des délits par âge et sexe
Moins de 13 ans 13 à 16 ans 16 à 18 ans	Garçons...	65									2	8	2	5		82
	Filles.....	12										1				13
	Garçons...	289	12		20	5	1	3			5	71	43	18	5	472
	Filles.....	105	2		8	1						45	1	3	1	166
	Garçons...	549	27	5	72	20	6	5	1	1		154	150	92	62	1144
	Filles.....	212	8	6	8	2	2	2				92	11	11	1	355
	Totaux...	1232	49	11	108	28	9	10	1	1	7	371	207	129	69	
Age	Sexe	Chasse	Blessures	Homicide	Infraction à la loi sur les étrangers	Expulsion	Courses	Entrave à la liberté de travail	Excitation à la désobéissance des militaires	Détournement de mineure	Souteneur	Demande de remise de garde	Incendie	Infraction à la loi sur la vente des substances vénéneuses	Non classées	Total des délits par âge et sexe
Moins de 13 ans 13 à 16 ans 16 à 18 ans	Garçons...	7	17	1								10	1	2	5	43
	Filles.....			1												1
	Garçons...		66	6	11	2	5	1	11	1	4			12	4	127
	Filles.....	4	4	1	2									1	5	13
	Garçons...															
	Filles.....															
	Totaux..	11	87	9	13	2	5	1	11	1	4	10	1	15	14	2416

marchandises; 2 % comme vagabondage et infraction à la Police des chemins de fer, 0,5 % comme violences, voies de fait et les 12 % qui restent se rapporteraient à 19 délits. Sur le tableau n° 26, page 131, se trouvent les renseignements détaillés.

Vols

Presque tous les mineurs de 13 ans sont poursuivis pour vol: 60 % des garçons et 70 % des filles âgés de 13 à 16 ans et 64 % des garçons et 51 % des filles de 16 à 18 ans sont prévenus du même délit. Il nous a été impossible de déterminer la proportion des vols d'occasion, mais nous voulons néanmoins attirer l'attention sur le fait que 108 sont des abus de confiance, 28 des escroqueries, 9 des falsifications de marchandises, soit un total de 145 (10 %) des 1.426 vols, et que 124 de ces vols graves ont été commis par des garçons et 21 par des filles.

Vagabondage

Nous ne connaissons pas le caractère réel de chacun des cas de vagabondage, car, dans la statistique officielle, le vagabondage spécial est porté, tout simplement, comme vagabondage. Comme nous l'avons déjà indiqué, la prostitution est assimilée, par la loi du 24 mars 1921, au vagabondage et n'existe pas comme délit distinct. Le Comité de Défense des Enfants Traduits en Justice ne semble pas vouloir reconnaître la prostitution chez les mineurs comme un délit; cette conception, dit-on, se rattache au principe de la liberté individuelle en France et cadre avec les idées en cours à l'égard de la prostitution.

Rappelons que nous n'avons trouvé aucun vagabondage simple parmi nos 75 filles (1) étudiées en détail. S'il en est ainsi pendant toute une année, il y aurait 132 filles prosti-

(1) Voir page 114.

tuées pour 1921 et, en plus, les 42 jugées en Chambre du Conseil en vertu de la loi du 11 avril 1908 (1). D'après les chiffres donnés par notre étude du Service des Mœurs (2), le nombre semble très près de la vérité; on peut d'autant plus volontiers se rapporter à cette généralisation que l'on constate une grande ressemblance dans les résultats des deux études. Le pourcentage des filles arrêtées pour vagabondage est un peu au-dessus de 25 et se trouve égal pour les filles des deux groupes.

Douze (12) pour cent seulement des garçons sont notés comme des vagabonds. Dans l'autre étude, 33 % des garçons poursuivis pour infractions à la police des chemins de fer ont été aussi des vagabonds; si nous appliquons ce pourcentage au 195 garçons inculpés de ce premier délit, 64 seraient des vagabonds : ajoutons ce chiffre aux 233 garçons reconnus vagabonds et nous aurons un total de 297 (16 %) de vagabonds. Veut-on savoir combien de mineurs ont été poursuivis pour vagabondage spécial ? nous avons trouvé que 25 % des garçons poursuivis pour vagabondage simple, dans la première étude, ont été inculpés de vagabondage spécial : nous aurions donc sur le chiffre total de 297, un chiffre de 74 délinquants qui seraient coupables de vagabondage spécial.

Voyageurs sans billets

Le nombre des personnes qui voyagent sans billets est formidable et nous avons découvert un détail intéressant dans le compte rendu de 1921 du Comité de Défense des Enfants Traduits en Justice : il a été versé à titre généreux

Par la Compagnie de P.-L.-M. comme provenant	
des amendes	391 30
Par la Compagnie P.-O.	8.938 75

(1) Voir page 147.

(2) Voir page 234.

Si nous ne savons pas quelle proportion des amendes totales de l'année est représentée par ces chiffres, nous pouvons affirmer que cet argent ne provient pas seulement des amendes infligées à des mineurs voyageant sans billets, et que deux grandes compagnies connaissant l'importance de ce problème par rapport aux mineurs, veulent témoigner de leur intérêt au Comité de Défense en lui versant l'argent qu'elles recueillent ainsi.

En 1921, 207 mineurs ont été poursuivis pour infractions à la police des chemins de fer. L'étude en détail a démontré que 45 % des mineurs inculpés pour ce délit sont des voyageurs sans billets. Si nous l'appliquons ici, 93 enfants ont été poursuivis pour ce fait.

LES PROFESSIONS DES 2.416 MINEURS

Les registres ne donnent aucune indication sur les professions de 322 enfants (13 %) et nous sommes obligées de les considérer comme n'en ayant pas : le tableau ci-dessous fournit les indications sur les professions des mineurs.

TABLEAU N° 27

Professions des mineurs classés par sexes

	INCONNUES	ÉCOLIERS	OUVR. NON qualifiés	OUVRIERS spécialistes	EMPLOYÉS	TOTAL
Garçons	219	70	806	676	97	1.868
Filles	103	14	242	140	49	548
Total..	322	84	1.048	816	146	2.416

Prenons comme base d'analyse 2.094 mineurs (1.649 garçons et 445 filles) dont les professions nous sont connues : les différentes professions se trouvent dans les proportions suivantes :

TABLEAU N° 28
Professions des 2.094 mineurs : pourcentage

	GARÇONS 1.649		FILLES 445		GARÇONS ET FILLES
	Nombre	%	Nombre	%	%
Ecoliers	70	4	14	3	4
Ouvriers non qualifiés	806	49	242	54	43
Ouvriers spécialistes	676	41	140	32	34
Employés	97	6	49	11	6
Total.....	1.649	100	445	100	87
				Inconnus	13
					100

Quand un mineur est inscrit sur le registre comme couvreur nous ne pouvons pas savoir s'il est garçon aide-couvreur, ce qui le classerait, d'après notre méthode, comme ouvrier non-qualifié, ou s'il est vraiment couvreur et ainsi ouvrier spécialiste. Nous ne pouvons pas garantir ces résultats comme ceux de notre étude détaillée où nous avons pu établir les faits d'après un contrôle très rigoureux. Il est certain cependant qu'un mineur, qu'on dit couvreur, se trouve à même d'apprendre ce métier et peut être considéré comme apprenti, ce qui le classerait comme ouvrier spécialiste.

La presque totalité des mineurs comparaissant devant le Tribunal en 1921 sont des ouvriers; 90 % des garçons et 86 % des filles, sont ainsi classés. Le pourcentage des filles employées est presque le double de celui des garçons.

JUGEMENTS PRONONCÉS

Nous avons classé les jugements de 1921 sous 18 titres. Le Tribunal a renvoyé 8 affaires qui n'ont pu être jugées avant la fin de l'année; 2 poursuites ont été éteintes par la mort de l'inculpé et 2 enfants ont été l'objet d'un examen mental, dont le résultat n'a pu être connu avant le 31 décembre. Les renseignements complets sur les jugements sont fournis par le tableau n° 29 (voir p. 136).

TABLEAU N° 29

Jugements prononcés sur 2.416 mineurs délinquants en 1921, à Paris

Age	Sexe	Renvoyés	Acquittés	Amnisties	Rendus à la famille	Rendus à la famille en liberté surveillée	Confins à un patronage	Confins à l'assistance publique	Confins à l'internat	Colonie pénitentiaire par défaut	(Colonie pénitentiaire à temps	Colonie pénitentiaire jusqu'à majorité	Amende
<i>Mineurs de 13 ans</i>	Garçons ..				28	19	18	11	6				
	Filles....				3	4	6			20	1	73	36
<i>13 à 16 ans</i>	Garçons ..	6	6		106	95	164			12		10	2
	Filles....	1	2		38	32	66			74	5	218	230
<i>16 à 18 ans</i>	Garçons ..		24	4	74	81	152			23	2	40	21
	Filles....	1	3		30	26	133						
	Totaux..	8	35	4	279	257	539	11	6	129	8	341	289
Age	Sexe	Moins de 6 mois de prison	Plus de 6 mois de prison	1 mois de prison avec sursis	Plus d'un mois de prison avec sursis	Prison avec sursis et amende	Prison avec interdiction de séjour	Prison avec interdiction de séjour et amende	Prison et amende	Prison avec sursis et interdiction de séjour	Médecin commis	Mort avant le jugement	Total général
<i>Mineurs de 13 ans</i>	Garçons ..				2	2							
	Filles....		3		1	2							
<i>13 à 16 ans</i>	Garçons ..	1		1	111	80	14	2	17	1	2	2	
	Filles....		99	42	30	35			1				
<i>16 à 18 ans</i>	Garçons ..	49	11	9	144	119							
	Filles....	3											
	Totaux..	53	113	52	144	119	14	2	18	1	2	2	2416

Mineurs de 13 ans

Les mineurs de 13 ans ont été rendus ou à leurs parents purement et simplement ou en liberté surveillée ou placés dans les patronages à l'internat de Bellevue ou à l'Assistance publique comme suit :

TABLEAU N° 30

Jugements prononcés sur les mineurs de 13 ans

SEXE	Rendus à la famille	Rendus à la famille en liberté surveillée	Confiés aux patronages	Placés à l'Assistance publique	Placés à l'Internat de Bellevue	TOTAL
Garçons ..	28	19	18	11	6	82
Filles	3	4	6	»	»	13
Total..	31	23	24	11	6	95

Mineurs de 13 à 18 ans

La prison effective a été appliquée pour 4 mineurs de 16 ans et pour 181 garçons et 15 filles majeures de 16 ans; pour 17 garçons et 1 fille, une amende s'est ajoutée à la prison et 16 des garçons, en plus de leur condamnation à la prison, ont été frappés d'interdiction de séjour.

Trois cent seize (316) mineurs (238 garçons et 78 filles), ont été condamnés à la prison avec sursis, sur lesquels 82 garçons et 37 filles ont été, en outre, condamnés à payer une amende; un seul garçon, condamné à la prison avec sursis et à une amende, a entendu prononcer l'interdiction de séjour pendant 5 ans. De tous les mineurs condamnés à la prison avec sursis, il n'y avait que 8 mineurs de 16 ans (4 garçons et 4 filles).

Pour mieux les étudier, nous présentons les huit catégories les plus importantes de jugements par sexe et nous donnons le pourcentage en relation avec le total :

TABLEAU N° 31

**Les huit Jugements prononcés en 1921 comprenant 96 %
des Affaires**

	Confiés aux patronage (1)	Envoyés en colonie pénitent.	Condamnés à une amende	Rendus à leurs familles	Rendus à leurs familles en liberté surveillée	Prison avec sursis	Prison sans sursis	Prison avec sursis et amendes
Garçons :								
Nombre	334	391	266	208	195	155	181	82
Pourcentage du total.....	19%	21%	14%	11%	10%	8%	8%	4%
Filles :								
Nombre.....	205	87	23	71	62	41	15	37
Pourcentage du total.....	37%	16%	4%	13%	11%	8%	3%	7%
Totaux..	<u>539</u>	<u>478</u>	<u>289</u>	<u>279</u>	<u>257</u>	<u>196</u>	<u>196</u>	<u>119</u>
	23%	19%	12%	11%	10%	8%	8%	5%

Total des pourcentages : 96%.

Il est bon de remarquer dans quel ordre les jugements se classent. Le nombre des garçons envoyés en colonie pénitentiaire est plus grand que celui des placements dans les patronages, alors que c'est l'inverse pour les filles, dont 37 % sont confiées aux patronages; nous trouvons un pourcentage presque égal pour les deux sexes dans les décisions : « remise à sa famille en liberté surveillée » et « condamnation à la prison avec sursis ».

JUGEMENTS PAR DÉFAUT

En 1921, 253 jugements ont été prononcés par défaut : envoyés en Colonie pénitentiaire, 130; condamnés à payer une amende, 96; condamnés à la prison, 15; confiés aux patronages, 11; acquitté, 1. Il est évident que l'acquittement, par défaut, n'occasionne aucun ennui à celui qui en

(1) Les six garçons envoyés à Bellevue et les onze placés à l'Assistance Publique ne sont pas comptés.

bénéficie ; les condamnations, par défaut, à une amende minime ne semblent pas de nature à gêner beaucoup le coupable, pourtant quelques oppositions ont été faites à ces jugements ; à la suite d'une opposition, les jugements par défaut, peuvent être modifiés (1).

RÉSUMÉ DES AFFAIRES NOUVELLES DE 1921

En 1921, le Tribunal pour Enfants à Paris a jugé 2.416 nouvelles affaires, dont 70 % concernant les garçons et 30 % les filles.

	Pourcentage
Mineurs de 13 ans.....	3,93 %
Agés de 13 à 16 ans.....	28,22 %
Agés de 16 à 18 ans.....	67,84 %
	99,99 %

Quatre-vingt-dix (90) pour cent des garçons et 86 % des filles sont ouvriers.

On compte 27 délits différents se répartissant ainsi :

Vols, 59 % (10 % au moins sont des vols importants) ;

Vagabondages, 18 % ;

Infraction à la police des chemins de fer, 0,8 % ;

Violences de voies de fait, 0,5 % ;

Autres délits, 10 %.

Quatre-vingt-seize (96) pour cent des affaires jugées ne rentrent que dans 8 catégories différentes ; plus d'un tiers des filles sont placées dans les patronages et plus d'un cinquième des garçons sont envoyés en colonie pénitentiaire.

(1) Voir page 142.

LES OPPOSITIONS

Lorsqu'un jugement est rendu par défaut, le mineur peut y faire opposition. La loi du 21 février 1921 permet au Tribunal en prononçant son jugement, d'ordonner qu'il sera exécuté provisoirement; il peut de cette manière « ordonner toutes mesures nécessaires à l'effet de s'assurer de la personne du mineur ». Il est donc très difficile d'échapper à la justice française : voici un cas qui prouve que, tôt ou tard, elle retrouve les personnes qui cherchent à se soustraire à ses décisions.

Un garçon d'hôtel S... E... M..., enfant naturel, alors âgé de 17 ans 2 mois, a disparu subitement de sa place en août 1919; ce même jour, plusieurs des clients de l'hôtel ont constaté des vols commis dans leur chambre : à l'un, on a volé 50 francs, à l'autre, 60 francs et ainsi de suite. La mère et le beau-père du mineur refusaient de s'occuper du jeune homme, le considérant comme « très mauvais »; les renseignements de la Commission rogatoire à son égard, fondés sur leurs dires, ont été : « mauvais à tous les points de vue; change de place continuellement; déjà arrêté à Rouen pour vol et amnistié ». En raison de ces renseignements, on l'a soupçonné d'être l'auteur des vols commis à l'hôtel et le Tribunal l'a envoyé par défaut en colonie pénitentiaire jusqu'à sa majorité.

Ce jugement, ainsi que tous les mandats d'arrêt, a été inséré au bulletin de Police judiciaire, et en décembre 1921, près de 3 ans après le jugement, la police d'une ville du Sénégal l'a retrouvé; il travaillait régulièrement, depuis deux ans, chez un Français, qui était très content de lui à tous égards; mais, il fallait exécuter le jugement et comme il y faisait opposition, on devait le renvoyer en France à la disposition du Parquet. Ce grand garçon fort et robuste, maintenant âgé de 19 ans 7 mois, a comparu devant le Tribunal pour Enfants, puisque les vols dont il a été accusé et

qu'il reconnaît, ont été commis avant qu'il n'ait eu ses 18 ans. Le Tribunal a maintenu le jugement l'envoyant en correction, où il a 1 an et 4 mois à passer, à moins qu'on ne le fasse s'engager dans l'armée, car il ne pourra bénéficier de la liberté conditionnelle avant qu'une année se soit écoulée.

Deux oppositions faites par des filles valent d'être mentionnées. Le premier cas concerne une mineure qui, en 1917, âgée de 15 ans 11 mois, avait été arrêtée pour vagabondage spécial et confiée à un patronage; celui-ci, au bout d'un an, en raison de sa bonne conduite, l'a rendue à sa mère tout en continuant à la surveiller. La bonne conduite n'a pas duré, et en mai 1919, elle s'est sauvée de chez sa mère qui a prévenu le patronage : celui-ci adressa alors un rapport au Président qui en fit un incident et, en juin 1920, elle fut envoyée, par défaut, en colonie pénitentiaire; demeurée en liberté, ce n'est qu'en janvier 1922 à l'âge de 20 ans 8 mois qu'elle fut retrouvée et citée à une audience du Tribunal pour voir statuer sur son opposition au jugement de janvier 1920. Lorsqu'elle entra dans la salle, tout le monde fut frappé de voir se présenter devant le Tribunal pour Enfants une femme dont le visage fardé et la tenue tapageuse démontraient clairement qu'elle vivait de la prostitution. Quand elle répondit aux questions du Président, l'on fut désagréablement surpris du son éraillé de sa voix. Pour apitoyer le Tribunal, elle sortit un joli petit mouchoir de dentelle pour se tamponner les yeux, ce qui motiva la réflexion suivante du Président : « Non, non, non, ce n'est pas la peine ; du reste vous allez vous barbouiller le visage, ce qui aura des résultats fâcheux pour votre métier, qui se trahit par votre tenue. » A ces mots, elle répondit : « Mais, mon Président, je vous promets d'être sage ! » Le Tribunal n'était pas convaincu ! mais il fut obligé de la déclarer amnistiée, en vertu de la loi du 30 août 1921 — jugement d'autant plus acceptable que la compétence du Tribunal cesse quand un mineur atteint ses 21 ans et celle-ci n'était alors qu'à 4 mois

de cet âge, ce qui laissait peu de temps pour essayer son relèvement moral.

La deuxième affaire est la suivante : Pendant l'été de 1919, un ouvrier a pris chez lui un soir une jeune ouvrière, âgée de 17 ans 7 mois; le lendemain matin, il est parti à son travail, laissant la jeune fille qui devait s'occuper des soins du ménage. Il fut étonné, le soir venu, de constater la disparition de son amie et de certains objets d'une valeur de 80 francs. Il porta plainte et la fille fut confiée à un Patronage qui la plaça dans un Bon Pasteur, d'où son inconduite la fit bientôt renvoyer. A la gare, elle s'échappa; le Patronage en avertit le Président et elle fut envoyée, par défaut, en colonie pénitentiaire. Trois années s'écoulèrent; en 1922 seulement, elle fut retrouvée et citée. Lorsqu'elle pénétra dans la salle du Tribunal, on fut surpris d'y voir entrer une petite femme en cheveux, à l'air modeste et simple, très décemment mise d'un sarrau noir, d'une pèlerine et chaussée de sabots. Elle expliqua au Président son étonnement, lors de la visite de la Police, puisqu'elle ignorait le jugement qui l'envoyait en colonie pénitentiaire. Depuis sa fuite, elle s'était mariée et vivait à Paris avec son mari, un honnête ouvrier; elle présenta son livret de mariage, en ajoutant qu'elle avait complètement changé de vie et se tenait convenablement. Devant ces faits, le Tribunal reçut son opposition, la confia à nouveau pour contrôler ses dires, à un patronage qui, ceux-ci vérifiés, lui rendrait toute liberté. Toutes les oppositions ne sont pas aussi frappantes que celles-ci, surtout celles qui sont faites aux jugements rendus depuis l'application de la loi du 21 février 1921.

LES OPPOSITIONS DE 1921

En 1921, le Tribunal a été appelé à statuer sur 270 oppositions aux jugements qu'il a prononcés par défaut depuis 1915; 247 de ces jugements avaient envoyé des mineurs en

colonie pénitentiaire; 6 mineurs ont été confiés à des patronages, 12 condamnés à la prison et 5 à une amende. Les jugements du Tribunal à la suite d'opposition aux jugements par défaut figurent aux tableaux n^{os} 32, 33 et 34.

TABLEAU N^o 32

Jugements prononcés à la suite d'oppositions aux jugements par défaut, de placement dans les patronages

ANNÉE du jugement frappé d'opposition	MAINTIEN	RENDU à la famille en liberté surveillée	ENVOI en colonie pénitentiaire
1921.....	2	1	)
1920.....	)	1	)
1919.....	)	)	2
Total.....	2	2	2

TABLEAU N^o 33

Jugements prononcés à la suite d'oppositions aux jugements par défaut, de condamnation à la prison

ANNÉE DU JUGEMENT frappé d'opposition	MAINTIEN	SURSIS	RENDU à la famille
1921.....	1	4	)
1920.....	2	4	1
Total.....	3	8	1

TABLEAU N^o 34

Jugements à la suite d'oppositions aux jugements par défaut d'envoi en Colonie Pénitentiaire

Année du jugement frappé d'opposition	Maintien	Rendus à la famille	Rendus à la famille en liberté surveillée	Confiés à un patronage	Condamnés à la prison	Prison avec sursis	Amende	Acquittés
1921	60	4	6	36	1	5	4	4
1920	11	5	4	9	2	6	2	2
1919	25	3	3	8		6		2
1918	9	2	1	10		1	2	1
1917	2			2				
1916	3			2	1			
1915			3					
Total ...	110	14	17	67	4	18	8	9

Cinq mineurs ont fait opposition à des jugements les condamnant à une amende; 1 a été acquitté, 1 condamné à payer une amende plus élevée, 1 a été rendu à sa famille sous le régime de la liberté surveillée et 2 ont été rendus purement et simplement à leurs familles.

LES APPELS DE 1921

Les appels des jugements rendus par le Tribunal pour Enfants viennent devant la Cour d'appel en audience spéciale, et pour les mineurs de 13 ans en Chambre du Conseil. A Paris, la Cour juge des affaires de mineurs le mercredi après-midi. La clarté et la grandeur de la salle contrastent avec la petite salle mal éclairée du Tribunal pour Enfants, et devant la Cour règnent le calme et la dignité; les enfants ne sont pas soumis au désarroi qui les déconcerte à l'audience du Tribunal.

Nous ne présentons pas l'étude des appels des jugements prononcés par le Tribunal pour Enfants en 1921, mais celle de tous les appels jugés par la Cour en 1921, quelle que soit l'année du jugement frappé d'appel, d'après les feuilles transmises par le greffier de la Cour au greffier du Tribunal. De ces feuilles nous avons relevé 365 appels faits par des mineurs dont 237 concernent les jugements du Tribunal prononcés en 1921, 117 prononcés en 1920 et 7 jugements antérieurs à cette dernière date.

Les 365 jugements qui ont été l'objet d'un appel et les arrêts rendus par la Cour sont les suivants :

<i>Envoi en Colonie pénitentiaire</i>	224
Confirmations	130
Confiés aux patronages	44
Rendus purement et simplement à la famille	25

Rendus à la famille en liberté surveillée.	17
Condamnés à la prison.....	4
Condamnés à la prison avec sursis.....	2
Acquittés	2
<i>Condamnations à la prison</i>	<i>86</i>
Confirmations	34
Amnistiés	1
Acquittés	4
Rendus purement et simplement à la famille	3
Confiés aux patronages	2
Sursis	20
Amendes	1
Envois en Colonie pénitentiaire	10
Peines réduites	9
Peines augmentées	2
<i>Envois à l'Internat de Bellevue.....</i>	<i>7</i>
Confirmations	2
Rendus aux parents	4
Confiés à un patronage	1
<i>Placements à l'Assistance publique.....</i>	<i>8</i>
Confirmations	2
Rendus purement et simplement aux familles	2
Rendus à la famille en liberté surveillée.	3
Confié à un patronage	1
<i>Confiés aux patronages</i>	<i>25</i>
Confirmations	13
Confirmation et en plus condamnation à des dommages-intérêts s'élevant à 40.000 fr. de capital et 2.400 fr. de	

rente jusqu'à la majorité de l'enfant de la victime.....	1
Rendus purement et simplement à la fa- mille	2
Rendus à la famille en liberté surveillée.	9
<i>Condamnations à payer une amende.....</i>	<i>6</i>
Confirmations	2
Confirmation avec interdiction de séjour	1
Amnistié	1
Amende réduite	1
Rendu à la famille	1
<i>Rejet de demande de remise de garde.....</i>	<i>2</i>
Confirmation	1
Rendu à la famille	1
<i>Rendus à la famille en liberté surveillée.....</i>	<i>1</i>
Confirmation	1
<i>Condamnation à 10 ans de prison et 5 ans d'in- terdiction de séjour.....</i>	<i>1</i>
Confirmation	1
<i>Condamnation à 4 ans de prison et 5 ans d'in- terdiction de séjour.....</i>	<i>2</i>
Confirmations	2
<i>Condamnation à 5 ans de prison et 5 ans d'in- terdiction de séjour</i>	<i>1</i>
Confirmation	1
<i>Amnistié</i>	<i>1</i>
Défaut. Envoi en Colonie pénitentiaire..	1
<i>Opposition non-avenue</i>	<i>1</i>
Confirmation	1

Si nous considérons les 2.416 jugements rendus par le Tribunal pour Enfants en 1921 et les 365 appels dans la même année, comme moyenne, il résulte que 15 % des mineurs font appel des jugements du Tribunal pour Enfants et la Cour en confirme 52 % et modifie les jugements dans 48 % des affaires.

JUGEMENTS EN VERTU DE LA LOI DU 11 AVRIL 1908

La loi du 11 avril 1908 est une loi civile dont l'application a provoqué quantité de chaudes discussions et de conférences. M. Armand Mossé (1), la résume ainsi :

« La loi du 11 avril 1908, loi de préservation édictée dans un but « d'humanité » qui se garde d'assimiler la prostitution à un délit, concerne exclusivement les mineurs, et elle est applicable aux mineurs des deux sexes (2). Elle sanctionne d'une part la prostitution, acte dans lequel sont réunis le double élément de l'idée du gain et de l'habitude et d'autre part, la débauche qui suppose également l'habitude, mais non plus l'idée du gain, et enfin la provocation à la débauche qui contient un élément nouveau, la publicité.

« Cette loi est donc applicable :

« Aux mineurs de 18 ans se livrant habituellement à la prostitution;

« Aux mineurs de 18 ans se livrant habituellement à la débauche;

« A ceux qui provoquent la débauche sur la voie publique ou en public;

« A l'inverse des mineurs prostitués, les mineurs se livrant à la débauche ne peuvent encourir l'application de la loi qu'à la requête de leurs parents, tuteurs ou gardiens; ici le Ministère Public ne peut intervenir. En fait, la loi n'a pas joué à leur égard. »

Les mineurs objets de l'application de la loi sont jugés par le Tribunal pour Enfants en Chambre du Conseil. Il applique l'une des mesures suivantes :

(1) *Rapport au Comité de Défense des Enfants Traduits en Justice de Paris*, par A. Mossé.

De l'application des lois relatives à la Préservation et la Protection des enfants en danger d'abandon moral. Page 39.

(2) Il n'en a été fait qu'une seule application à un mineur du sexe masculin.

Remise à la famille.

Placement dans un établissement privé.

Placement dans un établissement public.

Depuis le vote de la loi du 24 mars 1921, son application devient de plus en plus rare et son utilité n'existe plus qu'à l'égard des enfants qui se livrent à la prostitution tout en continuant à habiter chez leurs parents.

Au cours de l'année 1921, la Chambre du Conseil a jugé 42 nouvelles affaires relevant de l'application de cette loi et a modifié 9 jugements prononcés par lui antérieurement. Pour les 42 filles, les jugements ont été les suivants :

Rendues aux parents	5
Confîées aux institutions privées	17
Confîées aux établissements publics....	20

Modifications de jugements :

Remises en liberté	7
Changées d'établissement	2

L'Etat n'a plus aujourd'hui qu'une seule maison susceptible de recevoir ces filles : l'établissement national de Réformation morale de la rue Saint-Maur, à Paris. C'est une maison de trois étages dont le premier est affecté à la cuisine, au réfectoire, aux appartements de la directrice et aux bureaux. Les deux autres étages sont composés chacun d'une salle qui sert d'atelier et de salle de classe; un grand cabinet de toilette à l'usage des filles, les chambres des surveillantes et deux rangées parallèles de 7 chambres chacune dont les portes s'ouvrent sur le même corridor et qui sont affectées aux pupilles. Elles n'ont pas l'apparence de cellules bien qu'elles en aient le caractère. Le mobilier consiste en un lit, une descente de lit, une chaise, une table de nuit et les inéluclables deux petites planchettes! Les murs sont garnis de gravures de modes et d'images de journaux. La construction

de la maison est telle que chaque chambre a une fenêtre, mais... qui ne peut s'ouvrir, ce qui empêche complètement l'aération de ces pièces.

Les pupilles de chaque étage travaillent, en groupes séparés, à l'entretien du linge de maison et à la confection des uniformes; quelques-unes brodent, d'autres tricotent. La directrice nous a dit qu'elle avait essayé de les faire travailler pour exécuter des commandes passées par des commerçants, mais les mineures ne gagnaient que 20 ou 25 sous par jour et l'Etat en prenait les 4/5. Ce minime pécule gagné par un travail collectif devait être partagé également entre toutes les pupilles dont certaines étaient malhabiles, d'autres paresseuses et quelques-unes, toujours occupées aux travaux de la cuisine et du ménage, ne pouvaient participer au travail. Dans ces conditions, les commandes devenaient une véritable exploitation des pupilles et on a abandonné ce système.

Le premier souci de cet établissement est de soigner les maladies vénériennes, dont la plupart des filles sont atteintes et, ensuite, d'inculquer aux pensionnaires des idées morales et le goût d'une vie régulière et simple.

On essaye de faire des sports, mais la seule cour de récréation, petite et mal pavée, ne se prête pas aux jeux. A dates fixes, la directrice envoie à la Chambre du Conseil des rapports sur chaque pupille et en affiche une copie dans le vestibule. On nous dit que cette manière de faire provoque une certaine émulation entre les filles qui paraissent aimer réellement leur directrice et cherchent dans une certaine mesure son approbation. La construction et l'emplacement de cette maison ne sont pas propres à la rééducation de filles perverses qui ont besoin de se fatiguer le corps pour pouvoir dormir d'un sommeil réparateur, mais la directrice en tire le meilleur parti possible. Le Comité du Conseil n'a jamais été convoqué et personne autre que la directrice ne s'en occupe. Notre visite, la première qu'elles recevaient

depuis un an, a été considérée par les pupilles comme un événement heureux! Comment espère-t-on chasser des idées néfastes à la santé physique et morale sans donner à l'esprit des occupations saines? Nul cerveau normal ne peut rester vide.

L'organisation et le fonctionnement des trois patronages autorisés à recevoir les mineurs jugées en vertu de cette loi sont indiqués plus haut (1).

DÉCHÉANCE DE PUISSANCE PATERNELLE

Bien que les enfants de parents déchus de la puissance paternelle ne soient en rien des délinquants, la loi ayant pour but de soustraire les mineurs à des conditions qui nuisent à leur santé physique et morale, il semble qu'il y a intérêt à indiquer l'activité du Ministère Public et du Tribunal pour Enfants dans ce domaine. En 1921, le Tribunal, siégeant en Chambre du Conseil, a reçu 296 demandes en déchéance de la puissance paternelle. Les décisions ont été les suivantes :

Déchéances prononcées	79
Déchéances refusées	100
Affaires classées ou non réglées.....	117

Les enfants de parents déchus de la puissance paternelle sont confiés ou à l'Assistance publique, ou à une personne, ou à une institution fournissant des garanties pour l'avenir de l'enfant.

Il arrive assez souvent que la demande de déchéance de puissance paternelle soit amenée par une poursuite judiciaire où l'enfant est mis en cause. Nous avons assisté au jugement de l'affaire d'un garçon de 17 ans traduit pour détournement d'une fillette qui approchait de ses 14 ans. Elle s'était enfuie de chez sa mère avec lui et ils s'étaient mis

(1) Voir page 211.

en ménage. Au cours de l'exposé de l'affaire, il est apparu que la mère de la jeune fille, veuve de guerre, s'est mal conduite en l'absence de son mari au front; devenue veuve, elle a continué à recevoir chez elle de nombreux amants. Elle n'essayait pas de cacher sa vie de débauche à ses deux filles, mais au contraire elle attirait les hommes à la maison en leur offrant ses filles. Un jour, elle convie le jeune homme en question pour ses filles, mais, suivant son habitude, elle le garde pour elle-même. D'abord il se prête à ses désirs, mais bientôt une amitié s'établit entre lui et la fillette; ils se croyaient de vrais amants ! Quand la mère découvre la situation, elle est furieuse contre sa fille qui lui a pris son amant de 17 ans; dès lors, la vie, prétend la fillette — et elle est soutenue dans ses déclarations par des voisines — n'était plus tenable. Pour la soustraire à la colère et aux coups de cette mère dénaturée, le jeune homme lui offre un abri. La mère, à l'audience, ne s'est pas excusée, n'a exprimé aucun regret et a laissé sans protester disposer de sa petite fille qui, d'une apparence très gentille et très douce, venait au Tribunal en uniforme de l'Assistance publique. La déchéance de la puissance maternelle fut la conséquence de cette poursuite.

Les demandes de déchéance de la puissance paternelle surviennent aussi à l'occasion des demandes de Correction paternelle (1).

(1) Voir page 253 : *La Correction Paternelle*.

CHAPITRE IV

TRIBUNAUX POUR ENFANTS EN PROVINCE

Il nous était impossible d'étudier sur place le fonctionnement de tous les Tribunaux pour Enfants en France, mais nous avons pu, avec le concours d'un magistrat, demander au Procureur de la République de quelques villes importantes les renseignements sur l'action de ces tribunaux en 1921, en ce qui concerne cinq points qui nous semblaient les plus intéressants. Le tableau n° 35, établi d'après leurs réponses, donne une vue d'ensemble.

Pour en faciliter l'étude nous examinerons séparément chaque question et classerons les villes par ordre alphabétique.

Première question. — Existe-t-il une Chambre de votre Tribunal constituée en Tribunal spécial pour Enfants, tout au moins à certains jours fixés d'avance par voie de règlement ?

Il existe, dans sept villes, un Tribunal spécial pour Enfants, siégeant régulièrement à des jours fixés d'avance; quatre Tribunaux ont une audience spéciale et trois font évacuer la salle par le public pour juger les affaires de mineurs.

Les 2.413 jugements rendus en 1921 par les tribunaux pour enfants de 14 villes en province

Villes	Age	JUGEMENTS										TOTAUX			TOTAL GÉNÉRAL	de délégués à la liberté surveillée	
		Non-lieu	Acequillés	Rendus à la famille	Rendus à la famille en liberté surveillée	Confits à un patronage	Condannés à payer une amende	Envoyés en colonie pénitentiaire	Condannés à la prison	Prison avec sursis	Placés à l'assistance publique	Inconnus	13 ans	13 à 16 ans			16 à 18 ans
Bordeaux.	13 ans....			23		10	22	11	19				33	103	120	256	6
	13 à 16 ans			37		14	55	3	52								
	16 à 18 ans			5		5											
	Total...			65		29	77	14	71								
Caen.....	13 ans....			2									7	28	29	64	
	13 à 16 ans		2	9	3	6		3	9	7	5						
	16 à 18 ans			9		5		4					2	3			
	Total...		2	20	3	11		7	9	7	5						
Grenoble ¹ .	13 ans....															58	
	13 à 16 ans						17	15				7	43	278	225		
	16 à 18 ans																
	Total...		1			18											
Le Havre.	13 ans....	3		27	8											546	112
	13 à 16 ans	23	6	34	16	26	38	60	55		5						
	16 à 18 ans	7	6			11	45	42	102		20						
	Total...	33	12	61	24	37	83	102	157		37		4	93	74		
Lille.....	13 ans....			4												171	100
	13 à 16 ans		7	36	25	25		1	6	9							
	16 à 18 ans		6	30	12	10											
	Total...		13	70	37	35		1	6	9							

1. Le détail des jugements suivant l'âge n'a pas été donné.

1. Le détail des jugements suivant l'âge n'a pas été donné.

TABLEAU N° 35 (suite)

Les 2.413 jugements rendus en 1921 par les tribunaux pour enfants de 14 villes en province

Villes		JUGEMENTS										TOTAUX			Nombre de délégués à la liberté surveillée		
		Non-lieu	Acquittés	Rendus à la famille	Rendus à la famille en liberté surveillée	Comités à un patronage	Condamnés à payer une amende	Envoyés en pénitencier	Condamnés à la prison	Prison avec sursis	Places à l'assistance publique	Inconnus	13 ans	13 à 18 ans		TOTAL GÉNÉRAL	
Lyon ¹	13 ans....												9	79	170	258	9
	13 à 16 ans		2	23	7	7			64	41	2	7					
	16 à 18 ans		8	54	30	92	42	44	88	31			39	326	63		
	Total...		10	77	37	99	42	44	88	31			0	6		428	74
Montargis.	13 ans....			4					2								
	13 à 16 ans			3	1		10		2								
	16 à 18 ans			7	1		10		4				5	24	16	22	
	Total...																
Orléans ¹ ..	13 ans....																
	13 à 16 ans																
	16 à 18 ans		2	32	8	17		23	5 ²	5 ²	2		4	65	94	4	
	Total...			4													
Poitiers ..	13 ans....			2	1	3				1	1	5		8	15		
	13 à 16 ans				4	2		2		1							
	16 à 18 ans		1														
	Total...		1	6	5	5		2		2	1	5				27	

1. Le détail des jugements suivant l'âge n'a pas été donné. — 2. Amende ou prison.

TABLEAU N° 35 (suite)

Les 2.413 jugements rendus en 1921 par les tribunaux pour enfants de 14 villes en province

Villes	Age	JUGEMENTS												TOTAUX			TOTAL GÉNÉRAL	Nombre de délégués à la liberté surveillée
		Non-lieu	Acquittés	Rendus à la famille	Rendus à la famille en liberté surveillée	Confiés à un patronage	Condamnés à payer une amende	Envoyés en colonie pénitentiaire	Condamnés à la prison	Prison avec sursis	Placés à l'assistance publique	Inconnus	13 ans	13 à 16 ans	16 à 18 ans			
Rouen ...	13 ans			14	7	6							30	77	180	287	20	
	13 à 16 ans	3	3	12	25	24		1	6 ¹	6 ¹	3							
	16 à 18 ans	7	7	32	12	22		8	39 ¹	60 ¹								
	Total ...	10	10	58	44	52		9	75	66	3							
Toul.	13 ans												0	9	28	37	6	
	13 à 16 ans	1	1	3		1			3 ¹	1 ¹								
	16 à 18 ans	2	2	9					10 ¹	2 ¹		5						
	Total ...	3	3	12		1			13	3		5	16	33	39			
Toulon ...	13 ans			14		2										108	8	
	13 à 16 ans	2		19		14	6	9	3									
	16 à 18 ans	2		5		4	10	7	11				11	19	27			
	Total ...	4		38		20	16	16	14									
Toulouse .	13 ans			7				1								57	2413	
	13 à 16 ans	2		12		2	1	2	3	1								
	16 à 18 ans	1		12		2	5	3	3	1	3							
	Total ...	3		31		4	6	6	3	1	3		203	1106	1104			
Totaux x .		40	54	578	168	362	251	239	479	165	53	24	203	1106	1104	2413		

1. Amende ou prison.

1. Amende ou prison.

VILLES	TRIBUNAL pour ENFANTS	AUDIENCE SPÉCIALE	ÉVACUATION de la SALLE
Bordeaux	I (a)	»	»
Caen	»	»	I (b)
Grenoble	I (b)	»	»
Le Havre.....	I (b)	»	»
Lille	I (c)	»	»
Lyon	»	I (b)	»
Marseille	I (b)	»	»
Montargis	»	I (b)	»
Orléans	»	»	I (a)
Poitiers	»	I (b)	»
Rouen	I (c)	»	»
Toul	»	»	I
Toulon	»	I (b)	»
Toulouse	I (b)	»	»

Deuxième question. — Où sont détenus les mineurs pendant la prévention ? Existe-t-il des quartiers bien distincts dans la prison pour les recevoir à défaut de prison spéciale ?

Dans cinq villes, les mineurs prévenus sont détenus dans un quartier spécial; à Toulouse, une partie d'un quartier est affectée aux mineurs. Six villes pratiquent l'isolement dans les cellules de prisons communes, et à Orléans, on est parfois obligé d'en mettre deux dans la même cellule; à Toul, les mineurs de 13 ans sont confiés à un hospice et les mineurs de 13 à 18 ans sont « isolés autant que possible notamment la nuit ». A Caen, Lille, Marseille, Toul et Toulon, les mineurs de 13 ans attendent généralement leur jugement dans les patronages, à l'Assistance publique ou dans leurs familles; à Montargis les mineurs sont détenus avec les adultes; d'après les jugements, il semblerait que sur 22 mineurs à Montargis 18 ont été poursuivis pour des délits qui n'entraînent pas la détention pendant l'instruction.

(a) Siégeant à certains jours fixés d'avance.

(b) Une audience par semaine.

(c) Une audience par quinzaine.

VILLES	QUARTIERS spéciaux	LOCAUX spéciaux	CELLULES isolées	ISOLÉS la nuit	Avec des ADULTES
Bordeaux	»	»	I	»	»
Caen	»	»	I	»	»
Grenoble	I	»	»	»	»
Le Havre.....	I	»	»	»	»
Lille	I	»	»	»	»
Lyon	»	»	I	»	»
Marseille	I	»	»	»	»
Montargis ...	»	»	»	»	I
Orléans	»	»	I	»	»
Poitiers	»	»	I	»	»
Rouen	»	»	I	»	»
Toul	»	»	»	I	»
Toulon	I	»	»	»	»
Toulouse	»	I	»	»	»

Troisième question. — Combien de mineurs de 13 ans, de mineurs de 13 à 16 ans et de 16 à 18 ans ont été poursuivis en 1921 devant votre Tribunal et quel a été le résultat de la poursuite ?

D'après le tableau n° 35, 2.413 mineurs ont été poursuivis dans ces quatorze villes en 1921. Les renseignements recueillis sur leur âge par comparaison avec l'âge des 2.416 délinquants traduits dans la même année devant le Tribunal pour Enfants à Paris, nous donnent les indications suivantes :

	PROVINCE			PARIS		
	Moins de 13 ans	De 13 à 16 ans	De 16 à 18 ans	Moins de 13 ans	De 13 à 16 ans	De 16 à 18 ans
Nombre	203	1.106	1.104	95	682	1.639
Pourcentage du total %	8	46	46	4	28	67

Les grands totaux sont presque les mêmes, mais la différence de répartition par âge est frappante : à Paris 67 % de tous les mineurs poursuivis sont âgés de 16 à 18 ans et 4 % seulement sont mineurs de 13 ans. Dans ces villes

importantes de la province, le pourcentage de mineurs de 13 ans s'élève à 8 et il est le même pour les mineurs de 13 à 16 ans et ceux de 16 à 18 ans (46 %). Au premier abord, cette situation semble inexplicable ; parmi les solutions qu'on peut envisager, l'interprétation suivante nous semble la meilleure. Trois de ces Tribunaux sont situés dans les grands ports de la France : Le Havre, Bordeaux, Marseille. Dans ces trois villes, le nombre de mineurs de 16 à 18 ans traduits devant la Justice atteint 408 alors que celui des mineurs de 13 à 16 ans est de 706 soit 64 % du nombre total des mineurs de cet âge : il est fort probable qu'il s'agit soit de mousses qui quittent leurs vaisseaux une fois arrivés au port, soit d'enfants qui se cachent pendant le voyage pour ne pas payer leur place et à l'arrivée se glissent à terre, soit surtout de petits rôdeurs de quais. Si on soustrait du grand total de 2.413, le nombre de délinquants de ces trois ports les chiffres seront :

	Moins de 13 ans	âgés de 13 à 16 ans	âgés de 16 à 18 ans	Total.
	—	—	—	—
Nombre	88	400	696	1.184
Pourcentage	6 %	35 %	59 %	

Ces pourcentages approchent de très près ceux de Paris. Si nous avons demandé le caractère des délits nous aurions pu peut-être préciser davantage la solution du problème. A Marseille, la seule ville qui nous ait envoyé la statistique sur les délits, 60 % des enfants sont des vagabonds et des voleurs, délits qui, ordinairement, sont commis par des enfants de 13 à 16 ans.

LES JUGEMENTS

Le nombre d'œuvres en province est moins grand qu'à Paris et aussi leur concours est moins recherché par les Tribunaux, qui, de plus, ne pratiquent pas dans une si large mesure le régime de la liberté surveillée. Les onze sortes de jugements différents prononcés par ces quatorze Tribunaux de province, classés d'après leur ordre au point de vue de l'importance numérique, sont les suivants :

JUGEMENTS	NOMBRE	POURCENTAGE
Rendus à leurs familles.....	578	24
Condamnés à la prison.....	479	20
Confiés aux patronages.....	362	15
Condamnés à des amendes.....	251	10
Envoyés en colonie pénitentiaire....	239	10
Rendus à leurs familles sous le régime de la liberté surveillée.....	168	7
Condamnés à la prison avec sursis..	165	7
Autres jugements.....	»	7
		100

L'ordre d'importance numérique des jugements à Paris est le suivant : 1° confiés aux patronages ; 2° envoyés en colonie pénitentiaire ; 3° amendes ; 4° rendus à leur famille purement et simplement ; 5° rendus à leur famille sous le régime de la liberté surveillée ; 6° condamnés à la prison avec sursis ; 7° condamnés à la prison.

Les solutions se classent donc bien différemment : la première et la deuxième de province sont la quatrième et la septième à Paris ; la première et la deuxième dans la capitale sont la troisième et la cinquième en province.

Quatrième et cinquième questions. — N° 4. Spécialement à combien de mineurs a-t-on appliqué la liberté surveillée en 1921 et quelle est la pratique courante en cette

matière ? (nombre de délégués, incidents, etc.) N° 5. Dans quelle mesure le Tribunal a-t-il recours aux patronages ? Quels sont ceux auxquels il s'adresse de préférence ?

Pour éviter des répétitions, nous présentons en même temps le résumé des réponses à ces deux questions.

On serait peut-être tenté d'expliquer la différence des jugements en province et à Paris par l'existence d'un plus grand nombre d'œuvres privées à Paris, mais on ne manque en Province, ni de patronages, ni non plus de délégués à la liberté surveillée. Au cours d'entretiens avec des substituts et des magistrats qui ont été détachés aux Tribunaux de certaines villes de province, il nous a été affirmé que là on considère généralement les affaires de mineurs comme peu importantes et que les mesures qui sont préconisées sont celles qui présentent le moins de complications : or, confier un mineur sous le régime de la liberté surveillée, soit à un patronage, soit à sa famille, entraîne la possibilité d'incidents et par conséquent, d'ennuis. On a préféré rendre l'enfant purement et simplement à sa famille ou bien le condamner à une peine de prison n'excédant pas quelques jours. A Paris, on considère qu'une courte peine de prison ainsi appliquée a une influence néfaste sur la vie de l'enfant et, au cours de 1921, cette peine n'a été appliquée à Paris qu'avec le sursis.

Le Tribunal de Paris ne place jamais les mineurs de plus de 13 ans à l'Assistance publique de la Seine, qui, de son côté, refuse de les accepter, tandis qu'au Havre, le Tribunal a placé 20 délinquants âgés de 13 à 16 ans et 12 âgés de 16 à 18 ans à l'Assistance publique. Le Tribunal a placé en outre, 37 enfants dans un Bon Pasteur, mais n'a eu recours à aucun patronage.

A Grenoble, le Tribunal s'adresse plutôt à la Société Dauphinoise de sauvetage de l'enfance. Le Procureur de la République de cette ville écrit à ce sujet :

C'est en étroite collaboration avec elle que je m'attache, dans les poursuites engagées, à requérir une application opportune de la loi du 22 juillet 1912, en vue d'aboutir dans les meilleures conditions possibles, au relèvement moral des délinquants.

A Lille :

Lorsque les parents n'offrent aucune garantie de moralité, l'enfant délinquant primaire est confié à la Société de Patronage de Lille. Cette Société place l'enfant de préférence à la campagne chez des cultivateurs. Cette Société rend de réels services.

A Bordeaux :

Le Tribunal d'enfants a pour ainsi dire renoncé à l'application de la liberté surveillée, cette mesure n'ayant pas donné pour les années précédentes les résultats attendus. Mais assez souvent lorsqu'il s'agit de mineurs « difficiles », que le Tribunal répugne cependant à envoyer en correction, il est sursis à statuer (à dix mois par exemple) — l'enfant étant « provisoirement » confié à telle œuvre, le délai expiré, selon les résultats obtenus et la conduite de l'enfant, celui-ci est définitivement confié à l'œuvre, ou au contraire envoyé en correction ; parfois, par défaut lorsqu'il s'est évadé — ce qui est rare... Le Tribunal a recours dans la plus large mesure aux Patronages et il obtient d'excellents résultats.

Toulon adopte la méthode suivante :

Le Tribunal confie aux Patronages les mineurs n'ayant pas d'antécédents judiciaires. Ne sont remis à leurs parents, si la famille est bien notée, que les mineurs poursuivis pour des infractions de minime importance (délits, contraventions, chasse, infractions à la police des chemins de fer, port d'arme prohibée, délits contre les personnes et la propriété de peu de gravité).

A Orléans, le Tribunal

A recours à des patronages fondés à Orléans : l'un d'eux est d'ailleurs sous la présidence de M. le Président du Tribunal civil d'Orléans qui s'intéresse particulièrement à ces questions.

La pratique du Tribunal de Marseille ressemble beaucoup à celle du Tribunal de Paris. Une remarque très fine est la suivante :

Il y a 45 délégués hommes et 29 dames : en fait, ce sont à peu près toujours les mêmes qui sont délégués, notamment ceux qui suivent régulièrement les audiences... Le Tribunal a souvent

recours aux Patronages pour relever les filles qui, ayant quitté leur famille, se livrent à la prostitution et des garçons qui ont été trouvé en état de vagabondage et que l'on rapatrie facilement après une ordonnance de non lieu. On confie également aux Patronages ceux qui ont commis des délits peu graves ou encore ceux qui étant très jeunes ne semblent vraisemblablement pas devoir encourir une condamnation à une peine effective. Cinq Institutions reçoivent des mineurs.

TROISIÈME PARTIE

APRÈS LE JUGEMENT

APRÈS LE JUGEMENT

CHAPITRE I^{er}

LA LIBERTÉ SURVEILLÉE

La loi du 22 juillet 1912 a institué le régime de la liberté provisoire et celui de la liberté surveillée. Le premier, qui permet une étude ou une enquête supplémentaire avant de prendre une décision définitive et dont la durée varie de quelques semaines à quelques mois, est réglé par l'article 20 de la loi qui dispose que :

« Le Tribunal peut prononcer provisoirement la mise en liberté d'un mineur de treize à dix-huit ans, sous la garde d'une personne ou d'une institution charitable qu'il désigne et dont il dirige l'action. »

Le régime de la liberté surveillée est préconisé par l'article 21 de la même loi que voici :

« Dans le cas où le Tribunal aura ordonné que le mineur sera remis à ses parents, ou à une institution charitable, il pourra décider, en outre, que ce mineur sera placé, jusqu'à l'âge de 21 ans au plus, sous le régime de la Liberté surveillée. »

A Paris, la durée de l'application est fixée par le Tribunal jusqu'à la majorité ; en province, elle varie de 6 mois à une ou plusieurs années.

LA LIBERTÉ SURVEILLÉE, EN 1921, A PARIS DANS LES PATRONAGES

Pendant l'année 1921, le Tribunal a confié aux différents patronages 115 mineurs en liberté provisoire. Dix (10) de ces enfants n'avaient pas encore repassé devant le Tribunal avant la fin de l'année. Les jugements définitifs, rendus sur les 105 autres, sont les suivants :

Confiés au même patronage jusqu'à leur majorité....	51
Confiés à un autre patronage.....	2
Rendus purement et simplement à la famille	30
Rendus à la famille sous le régime de la liberté surveillée	2
Envoyés par défaut en Colonie pénitentiaire	2
Envoyés en Colonie pénitentiaire par jugement contradictoire	13
Condamnés à la prison avec sursis	5
Total	105

Au cours de la même année, 539 mineurs, y compris les 53 ci-dessus mentionnés, ont été confiés aux patronages jusqu'à leur majorité, sous le régime de la liberté surveillée. Les garçons ont été répartis entre 4 patronages, et les filles entre 7 de ces institutions.

Les délégués des patronages. — Lorsque le Tribunal place un mineur dans un patronage, il est de règle qu'il nomme un délégué et le mineur est ainsi soumis au régime de la liberté surveillée. Ce n'est en fait qu'une formalité juridique, car, bien que tel délégué soit nommé pour surveiller tel délinquant, il se peut qu'il ne voie jamais l'enfant. Par exemple, dans un patronage pour filles, une dame du Comité est toujours nommée déléguée. Elle est au courant du travail de l'œuvre en général, mais elle ne

s'occupe pas, en personne, des pupilles. Un des patronages pour garçons fait nommer comme déléguée, pour tous les pupilles qui lui sont confiés par le Tribunal, une dame qui est attachée au bureau et ne fait que ces travaux. On suit cette pratique pour permettre aux patronages de déférer au Tribunal, sur incident à la liberté surveillée, les enfants qui refusent de se soumettre à la discipline ou qui se sauvent des endroits où ils étaient placés par les patronages sans qu'ils aient nécessairement commis un nouveau délit.

La loi laisse aux Tribunaux l'organisation de ce régime. A Paris, les différents patronages soumettent au Tribunal les noms des personnes qu'ils proposent comme délégués pour les enfants qui leur seront confiés en liberté surveillée. En 1914, au début de l'application de la loi, le Tribunal demandait aux patronages des rapports périodiques sur les enfants dont ils avaient la charge, mais, très peu de temps après, on a reconnu que ces rapports entravaient inutilement la marche du service. Dès lors, les patronages jouiront d'une plus grande liberté d'allure, qui, en fait, les rend maîtres des enfants. Ils n'envoient de rapport qu'en cas de fuite ou de mauvaise conduite de leurs pupilles. Ils peuvent, le cas échéant, requérir le Président de « citer le mineur et la personne chargée de sa garde à une prochaine audience pour qu'il soit statué à nouveau » et il se produit un « incident de la liberté surveillée », titre officiel porté sur la feuille d'audience comme motif de la nouvelle comparution de l'enfant devant le Tribunal.

INCIDENTS DE LA LIBERTÉ SURVEILLÉE DANS LES PATRONAGES

Au cours de l'année 1921, les différents patronages ont demandé au Président de citer à l'audience sur incident de la liberté surveillée, 258 mineurs : 154 de ces enfants ont été jugés par défaut; le Tribunal en a envoyé 46 en Colonie

pénitentiaire; il en a confié 4 à un nouveau patronage, et 5/4 affaires ont été rayées du rôle. Le tableau n° 36, que l'on trouvera à la page ci-contre, expose ces résultats.

Bien que le motif général qui amène le mineur à une nouvelle audience soit un « incident de la liberté surveillée », les patronages présentent les raisons détaillées de leurs demandes. Entre autres motifs, nous relevons ceux-ci : « l'enfant vole, est insolent, ne veut pas travailler... » ; dans certains dossiers, on trouve les phrases comme celles-ci : « ce garçon refuse d'obéir au délégué » ou « c'est un garçon détestable, actuellement en fuite; colonie indiquée », « cette fille a été placée à l'hôpital et s'est sauvée à la porte » ou « elle s'est sauvée pendant le trajet du dépôt au patronage ». Très souvent, les patronages demandent à être déchargés de la garde d'une fille en disant qu'« elle fait un mauvais travail et montre de la mauvaise volonté ». L'impression que nous avons éprouvée à la lecture de ces dossiers, était que certains patronages cherchaient souvent à se défaire d'une tâche désagréable.

LA LIBERTÉ SURVEILLÉE DANS LA FAMILLE

Délégués particuliers. — Les personnes, qui le désirent, demandent elles-mêmes au Tribunal de les désigner comme délégués pour les enfants rendus à leur famille en liberté surveillée. Le Tribunal agréé celles qui lui semblent qualifiées pour remplir cette mission (1). A Paris, en janvier 1921, 148 hommes et 39 femmes étaient inscrits comme délégués, et ils étaient portés sur la liste d'après les quartiers où ils se proposaient d'assurer cette surveillance. En principe, le Tribunal nomme comme délégués des personnes du même sexe que les délinquants, mais dans certaines localités, le Tribunal n'a pas le choix et est obligé de

(1) Les délégués ne sont pas rétribués, mais, s'ils le demandent, l'État leur rembourse, dans les limites fixées par décret, « les frais de déplacement avancés par eux pour les besoins du service ».

TABLEAU N° 36

**Incidents sur 258 enfants confiés aux Patronages en Liberté surveillée d'après l'âge,
le sexe et l'année du Jugement frappé**

AGE DE L'ENFANT	ANNÉE DU JUGEMENT FRAPPÉ							JUGEMENTS PRONONCÉS							
								1 ^{er} INCIDENT				2 ^e INCIDENT			
								Rayés du rôle	Confiés à un nouveau patronage	Envoyés en colonie pénitentiaire	Envoyés par défaut en colonie pénitentiaire	Confiés à un nouveau patronage	Envoyés en colonie pénitentiaire	Envoyés en colonie pénitentiaire	Envoyés par défaut en colonie pénitentiaire
	1915	1916	1917	1918	1919	1920	1921								
<i>Moins de 13 ans</i>															
Garçons ...					1	2	1	2		1					
Filles.....					1					1					
<i>De 13 à 16 ans</i>															
Garçons ...	2	2	5	13	15	19	19	20		16	39	1	2	1	
Filles.....			4	3	3	7	11	6	1	4	17	1		1	
<i>De 16 à 18 ans</i>															
Garçons ...			1	4	14	33	37	23		7	59		5	4	
Filles.....			1	4	5	18	21	3	1	10	32				
Totaux..	2	2	11	24	39	79	89	54	2	39	148	2	7		6

nommer indifféremment pour les mineurs des deux sexes ceux qui sont inscrits. Lorsque le Tribunal confie un enfant à un délégué, le Procureur de la République envoie à ce dernier un avis portant les noms, âge et adresse du mineur, et la date de son jugement. Au verso de l'avis sont imprimés les devoirs du délégué, tels que les résume le Procureur de la République d'après les dispositions du décret du 31 août 1913. Voici le texte de cet avis :

Le délégué, nommé par le Tribunal à la liberté surveillée d'un mineur, doit tout d'abord se rendre au Parquet et y prendre communication du dossier de l'affaire jugée; il y trouvera toutes les indications nécessaires sur la conduite de l'enfant et des parents. Il sera bon qu'il prenne quelques notes et les conserve, tant sur l'enfant que sur les parents.

Il devra ensuite voir immédiatement l'enfant dans le milieu où il est replacé, et se rendre compte par lui-même de sa situation morale et matérielle dans la famille et faire aux parents toutes recommandations utiles, notamment sur l'éloignement des mauvaises compagnies, la fréquentation de l'école et le travail régulier de l'enfant, si celui-ci ne suit plus l'école.

Il cherchera surtout à lui inculquer le goût du travail, soit à tout en leur faisant comprendre que si l'enfant ne s'amende pas, il devra le signaler au Tribunal qui pourrait l'enlever cette fois à sa famille.

Il cherchera surtout à lui inculper le goût du travail, soit à l'école, soit à l'atelier, soit à la culture, selon les cas.

Le délégué pourrait voir l'instituteur et le patron et se mettre en rapport avec eux, mais avec le patron, dans le cas seulement où celui-ci connaîtrait la situation légale de l'enfant, car il pourrait, en l'apprenant, renvoyer l'enfant de l'usine ou de l'atelier.

Il devra voir l'enfant le plus souvent possible; il sera bon qu'il tienne un carnet de ses visites avec quelques notes.

Tous les trimestres il devra faire un rapport sommaire au Président du Tribunal pour Enfants, sur les progrès et le relèvement moral de l'enfant ou au contraire sur sa déchéance.

Dans le cas où l'enfant, même sans commettre de nouveaux délits, viendrait à reprendre ses habitudes de vagabondage et de vice, le devoir du délégué est de redoubler de zèle; mais s'il voit ses efforts inutiles, il doit aviser immédiatement le Président du Tribunal pour Enfants ou le Procureur de la République de la situation.

Il en serait de même si l'enfant prenait la fuite ou si la surveillance du délégué rencontrait des entraves systématiques.

Si l'enfant est repris par la justice, les devoirs et fonctions du délégué cessent immédiatement. Il en est de même du jour de son incorporation dans un régiment.

Le délégué qui serait embarrassé dans un cas quelconque, trouvera d'ailleurs toujours auprès du Président du Tribunal pour Enfants ou du Procureur de la République les conseils utiles.

Le Procureur de la République,

TH. LESCOUVÉ.

Théoriquement, le Tribunal doit être tenu au courant de la conduite des enfants placés par lui en liberté surveillée; en réalité, il ne peut exercer d'une manière continue cette surveillance et ce contrôle, car rien n'oblige le délégué à suivre les prescriptions du décret et des circulaires du Parquet : il envoie ou n'envoie pas au Président de rapports sur les mineurs qui lui sont confiés. Le Président doit examiner ces rapports et, s'il le juge nécessaire, il fait citer le mineur devant le Tribunal pour être statué sur « incident de la liberté surveillée »; dans le cas contraire, le rapport doit être classé au dossier du mineur par les soins d'un juge rapporteur désigné par le Président.

En pratique, les rapports de l'année courante de tous les délégués sont mis ensemble dans un casier. Il n'existe pas de liste des enfants qui sont actuellement l'objet d'un jugement de mise en liberté surveillée chez leurs parents et personne ne sait exactement combien il y en a. Nous aurions pu établir la liste d'après les registres, mais le résultat à obtenir (— et qui n'aurait abouti qu'à donner un chiffre — car nous n'aurions pu étudier les rapports qui sont aux archives) ne semblait pas devoir justifier les efforts ni le temps que nous aurait demandé ce travail. Nous avons donc étudié seulement les rapports de 1921 réunis dans le petit casier.

Au cours de l'année 1921, 274 mineurs, dont 257 ont comparu pour la première fois devant le Tribunal, et 17 ont fait opposition à un jugement par défaut, ont bénéficié de

ce régime. Dans ce nombre, 13 habitent hors Paris et ont été rendus à leurs familles sous le régime de la liberté surveillée, le Tribunal laissant aux autorités du domicile de la famille le soin de désigner un délégué. Les 261 restants ont été répartis entre 18 délégués femmes et 54 délégués hommes.

Sur ces 261 enfants confiés par le Tribunal de la Seine aux 72 délégués, il n'a reçu des rapports que sur 132 d'entre eux; mais il a reçu des rapports sur 358 enfants confiés aux délégués entre 1915 et 1921. La répartition de ces rapports d'après l'année du jugement, est la suivante :

1915	1916	1917	1918	1919	1920	1921	Inconnu	Total
5	3	25	63	107	139	132	16	490

Ces 490 enfants et les 129 sur lesquels il n'existe pas de rapport — soit un total de 619 — ont été répartis entre 77 délégués hommes et 24 déléguées femmes. Le nombre d'enfants confiés à chaque délégué varie de 1 à 57.

TABLEAU N° 37

Répartition des 619 mineurs entre les délégués

Nombre d'enfants..	1	2	3	4	5	6	7	8	9	11
Délégués hommes..	19	10	8	4	12	5	6	1	1	1
Délégués femmes...	5	4	5	4	0	1	1	0	0	1
Total des délégués.	24	14	13	8	12	6	7	1	1	2
Nombre d'enfants..	12	14	16	19	20	28	29	36	42	57
Délégués hommes..	3	1	0	1	0	1	1	1	1	1
Délégués femmes...	0	0	2	0	1	0	0	0	0	0
Total des délégués.	3	1	2	1	1	1	1	1	1	1

Des hommes ont été nommés comme délégués pour 21 filles, et 7 garçons ont été surveillés par des femmes; dans les autres cas, les délégués ont été du même sexe que les mineurs.

Le nombre de rapports envoyés en 1921 sur chaque mineur varie de 0 à 7.

TABLEAU N° 38

Nombre de rapports par enfant en 1921

Nombre de rapports.....	0	1	2	3	4	5	6
Nombre de mineurs sous la surveillance des délégués.	108	208	112	43	21	5	2
Nombre de mineurs sous la surveillance des déléguées.	21	64	15	9	11	0	0
Nombre total de mineurs.	129	272	127	52	32	5	2

D'après les rapports, certains des délégués semblent s'intéresser réellement au sort des enfants, leur témoignent de la sympathie et font preuve d'une réelle intelligence de leur mission dans la solution des problèmes qui se présentent; d'autres ne paraissent pas savoir tirer tout le parti utile de leurs fonctions et ne se tiennent pas en rapport avec leurs pupilles. Il est assez fréquent de lire dans un rapport daté de juin ou même d'août ou de septembre : « Dans le cours de l'hiver dernier, il a été condamné à un mois de prison », ou : « Je viens d'apprendre qu'il a été envoyé par le Tribunal, il y a trois mois, en colonie pénitentiaire; je demande donc à être déchargé de sa surveillance ».

La plupart des rapports sont très sommaires; cependant quelques-uns révèlent une exacte conception des problèmes de l'adolescence, et montrent que le délégué a essayé d'apporter une aide morale à l'enfant et à sa famille. En voici deux :

« J'ai l'honneur et le plaisir de vous confirmer la bonne tenue de... Malgré le manque momentané de travail chez son patron habituel, il s'arrange à s'occuper et à subvenir ainsi aux besoins de sa famille ce qui est d'autant plus utile que sa mère souffre actuellement de chômage.

Pensant qu'ils pourront supporter cette crise si nuisible aux intérêts de beaucoup d'ouvriers, si souvent bien imprévoyants, et que ce jeune garçon deviendra un réel honnête homme, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les plus distingués... »

« Ce garçon continue à être d'une paresse invétérée et sous ce rapport ses parents en sont fort mécontents. Il ne savait trouver du travail avant la crise de chômage et maintenant c'est encore plus difficile. Son père a écrit à une Œuvre à Melun qui place des jeunes gens dans les campagnes, il en espère une réponse favorable, si cela ne réussit pas il m'en prévientra et nous aviserons à le caser.

J'estime qu'un patronage serait la meilleure solution. Sujet dont je n'espère pas grand'chose de bien... »

Souvent les renseignements contenus dans les rapports semblent indiquer la nécessité de faire un incident et de citer l'enfant devant le Tribunal. Un rapport dit : « X... a quitté sa mère (qui est veuve) et lui laisse ignorer sa résidence actuelle, il est probablement en ménage avec une amie », ou : « La famille Y... a définitivement quitté Paris. les lettres écrites à M. Y... sont restées sans réponse; quoique j'eusse mis un timbre en demandant une réponse, je n'espère plus en obtenir », ou encore : « Les grands-parents à qui est confiée la garde de X... sont fort recommandables. X... n'est plus chez sa grand'mère, et n'est pas davantage chez son père, lequel est retourné dans l'Aisne, son pays; X... est à M..., et il y vit dans une famille à laquelle appartient une jeune fille, qui est sa compagne; il a, paraît-il, fait connaissance de cette jeune fille en 1919, quand il est allé faire un séjour à M... chez son père, qui travaillait alors dans cette ville; il a quitté M... en décembre 1919 ou janvier 1920, laissant cette jeune fille enceinte; il est retourné auprès d'elle en juin 1920; l'enfant a dû naître en juillet dernier; X... a eu 17 ans le 24 juillet 1920. Je tiens ces détails

de la grand'mère, qui n'a pas pu me donner l'adresse de son petit-fils. »

Bien que ces rapports indiquent la stérilité presque complète de l'action du délégué, le Tribunal n'a pas cru nécessaire de s'en occuper et n'en a pas fait d'incident, non plus d'ailleurs que dans le cas de bien d'autres mineurs dont il a juridiquement la tutelle.

Quand un mineur est appelé sous les drapeaux, la surveillance du délégué cesse automatiquement, et, au cours de l'année 1921, un délégué signalait que 20 de ses pupilles s'étaient engagés dans les armées; trois autres délégués ont prévenu le Tribunal que certains de leurs pupilles étaient partis au régiment. La surveillance a donc cessé en ce qui concerne 30 garçons, dans l'année 1921.

INCIDENTS DE LA LIBERTÉ SURVEILLÉE DANS LA FAMILLE

Soixante-quatre (64) enfants, rendus à leurs familles sous le régime de la liberté surveillée, ont été cités devant le Tribunal sur incident : 4 d'entre eux ont été cités deux fois, 15 affaires ont été rayées du rôle; le Tribunal a confié 11 mineurs aux patronages, il a envoyé en colonie pénitentiaire 42 mineurs, 10 par jugement contradictoire et 32 par défaut.

Parfois, le délégué constate que le mineur a besoin d'une surveillance plus étroite; il signale alors ce fait au Tribunal et lui suggère le placement de l'enfant dans un patronage, mais il arrive rarement qu'en dehors de toute infraction nouvelle le Président soit saisi par le délégué d'une demande de citer l'enfant à l'audience sur incident. Dans la plupart des cas, l'incident suit une inculpation pour nouveau délit; lorsque le délégué apprend que l'enfant a comparu, de nouveau, devant le Tribunal, il prend des mesures pour se décharger de la surveillance du mineur. Par exemple, un

TABLEAU N° 39

**Incidents de la Liberté surveillée pour 64 mineurs rendus à leurs familles
Classés d'après l'âge, le sexe et l'année du Jugement frappé**

AGE DE L'ENFANT	ANNÉE DU JUGEMENT FRAPPÉ							JUGEMENTS PRONONCÉS				
								1 ^{er} INCIDENT				
	1915	1916	1917	1918	1919	1920	1921	Itayés du rôle	Confiés à un nouveau patronage	Envoyés en colonie pénitentiaire	Envoyés par défaut en colonie pénitentiaire	2 ^e INCIDENT
<i>Moins de 13 ans</i>												
Garçons.....												
Filles (1).....								4	1		4	
<i>De 13 à 16 ans</i>												
Garçons.....	2							5	6	5	9	1
Filles.....			3	6	2	6	4			1	3	
<i>De 16 à 18 ans</i>												
Garçons.....								4	2	2	8	3
Filles.....					1	10	5	2	2	2	4	
Totaux.....	2	1	4	6	6	27	18	15	11	10	28	4

(1) Aucune fille de moins de 13 ans rendue à sa famille en liberté surveillée n'a fait l'objet d'incident.

garçon, en liberté surveillée chez ses parents, fut poursuivi pour complicité dans une affaire de vol et condamné à 13 mois de prison. Plusieurs mois après, le délégué saisit le Président d'un incident et demanda à être libéré de sa mission.

Certains délégués suivent de plus près leurs pupilles. Citons entre autres celui nommé pour la surveillance de X... Y... qui s'est acquitté de sa tâche d'une manière très sérieuse, et a réussi dans une très large mesure au redressement de la vie du mineur. Voici le cas :

X... Y... est né dans le Nord. A l'âge de 10 ans il fut prisonnier des Allemands et le resta de 1914 à 1917. Cet enfant, comme tous les enfants prisonniers, ne fréquenta pas l'école pendant l'occupation allemande. Ses parents s'établirent enfin à Paris en 1917; à cette époque il commença à travailler et ne put retourner à l'école. A l'âge de 16 ans, en 1920, il fut poursuivi pour port d'arme prohibée et condamné à 25 francs d'amende. En juin 1921, à la suite d'une observation que lui fit son père, il quitta ses parents, prit un faux nom et vécut avec une femme soumise qui payait sa chambre; il n'a pas été établi qu'il recevait directement de l'argent de cette femme. En août 1921, il fut détenu pour vagabondage, mais rendu à ses parents sans poursuite; en septembre de la même année, il fût arrêté pour vagabondage, vol et recel, et après une ordonnance de « non-lieu » fut rendu à ses parents. A ce moment la Police le notait ainsi : « moralité douteuse, mauvais penchants et mauvaises fréquentations ». Le délégué, qui semblait s'intéresser vivement à ce garçon, peut-être en raison des souffrances subies par ce dernier pendant la guerre, essaya de faire comprendre que, s'il voulait rétablir sa santé compromise par ces trois années de privations, il lui faudrait se soumettre à une vie plus régulière et briser les liens qui l'attachaient à des camarades vicieux et pervers. Dans un rapport au Président, le délégué disait que ce garçon travaillait très régu-

lièrement et sortait très rarement le soir. Le malheur voulut qu'il rencontrât son ancienne maîtresse, et, au cours d'une vive altercation, il la frappa, et la blessa légèrement : les agents l'arrêtèrent. Cette femme refusa de porter plainte, mais le Ministère Public poursuivit le jeune homme, et le délégué se crut obligé de faire un « incident ». Ce garçon comparaisait premièrement pour incident, et deuxièmement pour coups et blessures volontaires. Le substitut du Procureur de la République estime rarement nécessaire de prendre la parole à l'audience; mais cette fois il requit. On eut dit qu'il craignait que le Tribunal ne fût influencé, d'abord par la présence des vieux parents, gens honnêtes et simples, d'une moralité et d'une conduite irréprochables et qui avaient beaucoup souffert pendant la guerre, ensuite par le fait que l'inculpé avait subi des privations très dures; alors il crut nécessaire de rappeler au Tribunal le passé judiciaire de l'inculpé et de demander qu'il en fût tenu compte dans le jugement. Le garçon fut condamné pour « coups et blessures volontaires » à 8 mois de prison avec sursis, et, sur l'incident de la liberté surveillée, fut envoyé en colonie pénitentiaire jusqu'à sa majorité.

Le délégué assistait à l'audience et sembla regretter la décision que le Tribunal se crut obligé de prendre, prévoyant combien la création d'un « passé judiciaire » contrarierait ses efforts pour redresser la vie du jeune homme.

CHAPITRE II

L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

SERVICE DES MINEURS

L'Administration pénitentiaire dépend du Ministère de la Justice. Depuis mai 1921, elle est dirigée par M. L. Fleys, (1) l'éminent magistrat qui s'intéresse particulièrement à la recherche des améliorations qui peuvent être apportées au traitement des enfants qui sont confiés à son administration par les Tribunaux pour Enfants. Le chef du troisième bureau, qui assure le service des mineurs, est M. M. Perrot, ancien professeur, connaissant les enfants, qu'il aime.

Les délinquants, envoyés en colonie pénitentiaire par un jugement d'un Tribunal de province attendent leur transfert dans une prison d'arrondissement, et ceux qui sont jugés à Paris sont détenus à Fresnes ou à la Petite Roquette. Lorsque son dossier est complet, l'Administration pénitentiaire reçoit une notice indiquant que tel mineur est mis à sa disposition. Cet avis ne contient que l'âge et l'état-civil de l'enfant, son état général de santé, la date du jugement, le délit commis, une petite note sur sa conduite à la maison de détention et quelques renseignements sommaires sur ses parents. Le délit noté est celui qui a fourni le motif officiel de comparution devant le Tribunal; l'administration ne sait pas si l'enfant est un voleur consommé ou un petit voleur

(1) Le 28 novembre 1922, M. Fleys a changé de fonctions. Nous ne pouvons qu'émettre l'espoir que son successeur apporte le même esprit et le même cœur dans la direction du Service des Mineurs.

d'occasion; s'il s'agit d'un simple vagabond ou d'un vagabond spécial. Il est certain, néanmoins, que ces pupilles sont les plus pervers parmi les délinquants traduits devant le Tribunal et que souvent les patronages ont déjà fait à leur égard de vaines tentatives d'éducation.

Au commencement de l'année 1921, l'Administration Pénitentiaire possédait 11 colonies pour garçons, dont 8 agricoles, 1 maritime et agricole et 2 industrielles; de ses 3 colonies pour filles 2 sont des écoles ménagères et professionnelles et une est agricole. De plus, il existait 2 quartiers correctionnels, — un pour les garçons et un pour les filles, — où on transfère les pupilles « difficiles » et qui persistent à refuser de se soumettre à la discipline des colonies. En dehors de ses propres colonies, l'Administration a recours à un certain nombre de colonies privées. Les 4 colonies privées pour garçons sont agricoles et les 4 pour filles sont des écoles ménagères et professionnelles.

L'effectif des différentes colonies publiques et privées et la population actuelle aux dates des 1^{er} janvier 1921, 1^{er} mai 1921 et 1^{er} janvier 1922 se trouvent au tableau n° 40.

LA RÉPARTITION DES PUPILLES

Première sélection : état de santé

Depuis 1921, la première sélection se fait d'après l'état de santé des mineurs. La réorganisation des colonies dans ce but a exigé un travail ardu. D'abord des conférences ont eu lieu au Comité consultatif d'hygiène pénitentiaire dont font partie d'éminents spécialistes; ensuite le directeur général a envoyé aux directeurs des colonies des circulaires leur demandant d'une part, de faire examiner par le médecin attaché à leur établissement les pupilles qui pouvaient être atteints de certaines maladies, et d'autre part les prévenant que ces malades seraient ensuite dirigés sur les Colonies spécialement établies pour leur trai-

TABLEAU N° 40

Nombre de places et population des colonies pénitentiaires

GARÇONS					FILLES				
	Nombre de places	Population			Nombre de places	Population			
		1 ^{er} Janv. 1921	1 ^{er} Mai 1921	1 ^{er} Janv. 1922		1 ^{er} Janv. 1921	1 ^{er} Janv. 1922		
COLONIES PUBLIQUES :					COLONIES PUBLIQUES :				
Eysses (Lot-et-Garonne) :	100	103	84	98	184	201	196		
Colonie pénitentiaire.....	350	199	151	277	99	51	47		
Quartier correctionnel....									
Gaillon (Eure) :									
Colonie pénitentiaire.....	205	112	96	0					
Quartier correctionnel....		59	46	0					
Saint-Bernard (Nord).....	200	0	42	0					
Aniane (Hérault).....	350	269	271	280	130	93	116		
Belle-Isle (Morbihan).....	320	247	231	273	200	159	163		
Les Douaires (Eure).....	380	328	272	329					
Saint-Hilaire (Vienne).....	276	246	225	215					
Saint-Maurice (Loir-et-Cher)	295	286	261	258					
Val d'Yèvre (Cher).....	331	246	221	214					
Auberive (Haute-Marne)...	239	160	167	150					
Total.....	3046	2252	2067	2094	613	507	522		
COLONIES PRIVÉES :					COLONIES PRIVÉES :				
Bar-sur-Aube (Aube).....	45	22	17	18					
Mettray (Indre-et-Loire)...	300	127	133	151	35	35	23		
Sainte-Foy (Dordogne).....	80	13	12	10	100	72	58		
Saint-Joseph (Hte-Savoie).	150	27	36	15	50	2	3		
Total.....	575	689	198	234	185	109	84		
Totaux dans les Colonies Publiques.....					Totaux dans les Colonies Publiques.....				
	3046	2252	2067	2094	613	507	522		
Totaux dans les Colonies Privées.....					Totaux dans les Colonies Privées.....				
	575	689	198	234	185	109	84		
Total général.....	3621	2941	2265	2328	798	616	606		

tement; enfin il a fallu choisir ces colonies et organiser leur installation. Les maladies qui préoccupent le plus en ce moment l'Administration sont la tuberculose osseuse et ganglionnaire, la tuberculose pulmonaire et la syphilis.

LA TUBERCULOSE OSSEUSE ET GANGLIONNAIRE

On a compté seulement 34 garçons atteints de cette maladie que l'on a envoyés à Belle-Isle, colonie agricole et maritime, située dans une île sur la côte du Morbihan.

Il nous semble rassurant que l'on n'ait trouvé que 34 enfants ainsi atteints sur un total de plus de 2.000 pupilles sortant pour la plupart d'un milieu où les principes de l'hygiène sont inconnus ou du moins inappliqués.

LA TUBERCULOSE PULMONAIRE

Le directeur général nous a annoncé avec grande satisfaction qu'il disposait des fonds pour construire un sanatorium destiné à recevoir les garçons atteints de tuberculose pulmonaire; les travaux sont déjà commencés et on prévoit l'ouverture de la maison dans les premiers mois de 1923. En attendant, on fait la sélection dans les différentes colonies. On ne prévoit, jusqu'à présent, rien de spécial pour les filles tuberculeuses que l'on soigne dans les infirmeries des colonies mêmes.

LA SYPHILIS

Les garçons atteints de cette maladie sont envoyés depuis avril 1922 à la colonie d'Eyses où ils sont « rationnellement et méthodiquement soignés ». Il en est de même pour les filles qui sont envoyées à la maison privée de Sainte-Madeleine, à Limoges, où elles sont l'objet des soins appropriés. Environ 50 garçons et 30 filles sont atteints de cette maladie. La sélection des malades continuera désormais à l'arrivée des pupilles dans les colonies et ils seront envoyés directement dans les colonies spéciales.

LES ANORMAUX

Les anormaux ne sont l'objet ni d'une éducation spéciale ni de soins particuliers; ils sont traités comme s'ils avaient toutes leurs facultés et soumis au régime commun. A Fresnes, le cas d'une anormale a retenu notre attention. C'est une fille appartenant à une famille bretonne de 9 enfants; des vols importants chez ses patrons lui ont valu 2 ans de prison dont elle a déjà purgé une année et la deuxième doit commencer bientôt dans le quartier correctionnel de Clermont. Son aspect trahit le niveau très inférieur de son intelligence; le Tribunal ne l'a pas fait examiner avant son jugement mais, arrivée à Fresnes, le médecin l'a déclarée anormale. Elle refuse catégoriquement tous travail et passe son temps dans sa cellule à ne rien faire. La surveillante-chef a fait son possible pour l'éducation de cette malheureuse, mais les conditions de la vie en cellule rendent difficile une telle besogne. Cette fille, après deux années de cellule, en sortira dans le même état d'esprit qu'à son entrée et si elle suit la même voie que la plupart de ses semblables, elle recommencera ses vols et les misères les plus profondes, physiques et morales, l'attendent jusqu'à sa mort. Nous ne savons pas si la condition de cette fille aussi bien que celle des autres anormaux, sous la tutelle de l'Administration pénitentiaire, sont connues de la Direction centrale. Nous lui avons indiqué le cas du petit G... R... exposé page 114, et immédiatement on nous a demandé son nom afin d'assurer son transfert dans un asile spécial.

Deuxième sélection : âge

La deuxième grande sélection est faite d'après l'âge. Les mineurs de 13 ans ne sont pas envoyés par les Tribunaux dans les colonies pénitentiaires proprement dites; l'Administration en reçoit dans l'Internat de Bellevue, qui est une ferme attachée à la Colonie de Saint-Hilaire où ils sont envoyés directement par les Tribunaux sans que l'Admi-

nistration ait à intervenir. En principe, les garçons de 13 à 15 ans sont envoyés à la Colonie de Saint-Hilaire; ceux de 15 à 17 ans vont à Auberive, Saint-Maurice, Val d'Yèvre, Belle-Isle et au-dessus de 17 ans les pupilles sont reçus aux Douairières et à Aniane. Jusqu'au milieu de 1921, l'Administration envoyait aussi les garçons à Saint-Bernard, colonie industrielle, mais à cette époque on l'a fermée et on a transféré à la colonie de Haguenau, dans le Bas-Rhin, à quelques kilomètres de Strasbourg, la cinquantaine de pupilles qu'elle contenait.

LA RÉPARTITION EN ÉQUIPE

Dans les colonies, les équipes sont constituées de pupilles ayant à peu près le même âge et la même force physique quel que soit l'état moral et intellectuel : ceux qui ne sont pas pervertis et n'ont besoin que d'une discipline sévère pendant une plus ou moins longue période sont mélangés avec des pupilles déjà initiés aux mœurs et aux idées déplorables qui se répandent dans leur milieu avec la facilité d'une tache d'encre sur un buvard. Les délinquants qui n'ont commis qu'un délit minime se trouvent à côté de ceux qui sont des délinquants corrompus. L'Administration, disions-nous, ne tire du dossier de l'enfant aucun renseignement qui puisse l'éclairer sur son passé. Pour parer au défaut de ces indications, la circulaire du 13 juillet 1921 insiste pour que la loi de 1850 sur l'éducation des jeunes détenus soit réellement appliquée en ce qui concerne la mise en observation des nouveaux arrivés.

Voici la circulaire :

Ainsi que le prescrit la loi du 5 août 1850, les jeunes détenus nouvellement arrivés dans une colonie sont mis en observation. Cette mesure qui permet d'étudier le caractère de l'enfant, de reconnaître ses défauts ou ses vices, ses qualités et ses aptitudes, de se rendre compte s'il manifeste quelque regret de l'acte pour lequel il a été envoyé en correction, est d'ailleurs, je le répète, prescrite par la loi.

Or, j'ai constaté avec étonnement que dans certains établissements ces nouveaux arrivants, en principe susceptibles d'amélioration, étaient mêlés dans une même section à des pupilles déjà anciens dans la Colonie mis eux-mêmes en observation à cause de leur caractère difficile et qui avaient été l'objet de nombreuses punitions, notamment pour s'être rendus coupables d'évasion ou de tentative d'évasion.

Il est sans doute nécessaire que cette seconde catégorie d'enfants soit comme la première, bien que pour de tout autres causes, l'objet d'une surveillance plus étroite. Mais il est tout à fait inadmissible que pour simplifier le service, on soumette à la même surveillance et on mélange dans la même section les deux catégories d'observés, c'est-à-dire les nouveaux arrivants et les pupilles difficiles et indisciplinés.

Cette pratique est contraire à tous les principes d'éducation et j'entends qu'elle cesse immédiatement. Vous voudrez bien me rendre compte des mesures que vous aurez prises à cet effet.

A l'égard des résultats de cette circulaire, le directeur général s'exprime ainsi :

Les instructions contenues dans ma circulaire du 13 juillet 1921, concernant les nouveaux arrivants placés en observation, ont été mises en application dans toutes les colonies pénitenciaires et elles ont donné jusqu'ici les meilleurs résultats.

Les filles vicieuses sont envoyées soit à Clermont soit à Cadillac; les autres vont à Doullens, colonie agricole.

Troisième sélection : profession

Une troisième sélection, pratiquée dans la mesure du possible, est celle qui se fait d'après l'éducation ou l'aptitude professionnelle de l'enfant; mais, en raison des renseignements sommaires qui lui sont fournis, l'Administration ne peut pas arriver à une sélection satisfaisante. Pourtant, en principe, les enfants des marins sont envoyés à Belle-Isle; les enfants de 17 ans passés, élevés dans les grandes villes et qui envisageaient sans doute une profession de manœuvre ou d'ouvrier spécialiste, vont à Aniane, colonie industrielle; enfin, les enfants de cultivateurs sont placés dans les colonies agricoles.

TRAVAUX AGRICOLES ET INDUSTRIELS

Filles

L'Administration pénitentiaire ne semble pas se soucier autant de leur rééducation, ni attendre autant de résultats de ses efforts pour les filles que pour les garçons qui, d'ailleurs, lui viennent en beaucoup plus grand nombre. Elle n'envisage pas de changements dans l'organisation des maisons pénitentiaires affectées aux filles. Des 659 filles, pupilles de l'Administration, le 1^{er} janvier 1921, 443 ont été dans les Ecoles (1) ménagères et professionnelles où elles apprennent, outre le ménage, la couture et la mode : 116 pupilles ont bénéficié de l'envoi à Doullens, colonie agricole.

Jusqu'à présent, Doullens et Clermont sont dirigés par des directeurs hommes et Cadillac par une directrice. En réponse à notre demande à l'effet de savoir s'il existait une tradition immuable à ce sujet, le Directeur général nous a répondu par la négative, mais à vrai dire, la question ne s'était jamais nettement posée.

Garçons

Au commencement de 1921, on ne comptait que 269 colons (2) à Aniane, colonie industrielle et 2.172 dans les colonies agricoles publiques et privées; à la fin de la même année, il y en avait 280 à Aniane et 2.090 dans les colonies agricoles y compris les 42 placés à Haguenau.

Ces chiffres montrent que l'Administration est actuellement partisan de la rééducation des garçons par des travaux agricoles. Elle a subi quelques critiques à ce sujet, « car, disent certaines personnes, les fils du prolétariat qui sont à même de devenir ouvriers des grandes villes auraient plus à gagner dans les colonies industrielles que dans les autres ».

(1) Voir page 202 : *L'Ecole de Clermont*.

(2) Nom appliqué aux pupilles des Colonies pour garçons.

Le premier souci de l'Administration est d'assurer une bonne santé aux pupilles; or, une colonie uniquement industrielle, en dehors des bâtiments pour loger les « colons » et le personnel, se compose d'ateliers et de quelques cours de récréation et doit se trouver près d'un centre commercial. Dans ces conditions, les pupilles passeraient toute la journée renfermés.

Dans les colonies agricoles, il existe des ateliers. D'après le rapport de l'inspection générale des Services Administratifs, la population de 2.308 pupilles présents dans les colonies publiques pour garçons à la date du 1^{er} décembre 1920 était répartie ainsi :

		COLONIES agricoles	COLONIES industrielles
<i>Travaux agricoles :</i>			
Travaux des champs.....	593	»	»
Jardiniers	99	»	»
Forestiers	33	»	»
Terrassiers	10	»	»
Répartis dans tous les travaux agricoles	118		
TOTAL	853	828	25
<i>Travaux de ferme :</i>			
Vachers	40	»	»
Bouviers	30	»	»
Porchers	19	»	»
Bergers	9	»	»
Répartis entre tous les travaux de ferme.....	28	126	»
TOTAL	126	126	»
<i>Métiers qualifiés :</i>			
Ajusteurs	15	»	15
Bijoutiers	30	30	»
Briquetiers	7	7	»
Buandiers	39	29	10
Boulangers	26	23	3
Bourrelliers	9	9	»

		COLONIES agricoles	COLONIES industrielles
Charpentiers	12	12	»
Charrons	30	18	12
Chaudronniers	15	»	15
Cordonniers	77	62	15
Cuisiniers	5	5	»
Electriciens	3	»	3
Fabricants d'émouchettes....	150	150	»
Ferblantiers	26	11	15
Forgerons	60	40	20
Machinistes	15	»	15
Maçons	32	29	3
Maréchaux	4	4	»
Menuisiers	52	37	15
Peintres	1	1	»
Scieurs	8	8	»
Serruriers	3	»	3
Taillandiers	12	»	12
Tailleurs	251	206	45
Ravaudeurs	57	22	35
Répartis entre tous les métiers.	90	90	»
Marins	193	193	»
Non classés.....	60	60	»

Des 3.664 pupilles sous la tutelle de l'Administration, à la date du 1^{er} décembre 1920, 1356 ont été placés en dehors des colonies ou se sont évadés. Des 2.261 colons présents dans les colonies, les occupations de 193 ne sont pas classées; 979, dont 25 à Aniane, étaient occupés aux travaux de culture ou de ferme; 57 au ravaudage, 39, à la buanderie, 60 apprenaient les travaux maritimes et 933, dont 191 à Aniane et 742 dans les colonies agricoles, apprenaient un métier qualifié. Aujourd'hui, un petit parisien trouve dans les colonies agricoles le choix de plusieurs métiers et, ce qui est fondamental, il peut se préparer une santé robuste; s'il se montre digne de confiance, il sera placé provisoirement chez un patron en dehors de la colonie et reprendra, par petites étapes, sa vie normale.

Si le délinquant travaillait comme ouvrier spécialiste avant sa comparution devant le Tribunal, l'Administration fait son possible pour qu'il continue le même métier; à l'âge de 15 ou 16 ans, si un enfant n'a pas encore commencé d'apprentissage, ce qui est généralement le cas avec ces garçons, il y a bien des chances pour qu'il n'eût pas appris de métier s'il était resté dans la vie normale, il aurait été manœuvre ou homme de peine toute sa vie. Rappelons-nous que la plupart des colons savent à peine lire et écrire et que leur éducation est en rapport avec leur instruction; souvenons-nous aussi qu'à Paris les patronages choisissent parmi les délinquants ceux qui leur semblent les plus « intéressants ».

Les colons sont souvent des enfants qui ont toujours joui d'une grande liberté et en ressentent vivement la perte; aussi les colonies agricoles leur font paraître le changement moins radical: dans cette belle ferme de Saint-Maurice, par exemple, ils ont une certaine liberté d'allure, ils voient pousser les graines semées par eux-mêmes, ils apprennent à soigner les arbres et à en tirer du bois de construction, ils assistent à la transformation de l'argile en briques et, chose capitale, ils mènent une vie régulière au grand air, ce qui leur amène un bon sommeil réparateur. Pour toutes ces raisons, l'Administration estime qu'il est de première nécessité de conserver les colonies agricoles tout en travaillant à l'élargissement et au perfectionnement des ateliers déjà établis.

M. Fleys a apporté des améliorations considérables au fonctionnement des colonies. Il n'existe pas de problème qui lui soit inconnu et auquel il n'ait déjà songé et essayé de trouver une solution dans la pratique.

Ayant constaté à notre visite à Saint-Maurice le manque d'entrain parmi les pupilles, la circulaire adressée aux directeurs des colonies en date du 27 septembre 1921 nous a vivement intéressée et elle mérite d'être lue. La voici :

Il m'est arrivé trop souvent, au cours de mes visites dans les Colonies correctionnelles et Pénitentiaires, de constater le désœuvrement des pupilles dans les cours aux heures de récréation.

Les enfants demeurent pendant presque toute la durée de la récréation, couchés ou assis, quelques-uns se promènent en causant ; on en voit très rarement occupés à jouer.

Ce désœuvrement est extrêmement fâcheux, alors surtout que dans certaines colonies, et pendant la période d'été, la durée des récréations a, depuis ma circulaire du 16 juillet dernier, été considérablement augmentée. On ne saurait, en effet, rien attendre de bon de cette oisiveté prolongée dans les cours, ni des conversations à voix basse, et moins encore des songeries auxquelles certains enfants paraissent se livrer.

J'attache le plus grand prix à ce que la récréation soit comprise dans nos Etablissements comme elle doit l'être dans toutes les maisons d'éducation, c'est-à-dire comme une occasion de divertissement et de jeu ou de sport. Il vous appartient, ainsi qu'à vos collaborateurs, de donner à cet égard l'impulsion et l'entrain nécessaires. J'ai constaté personnellement, en interrogeant les enfants, que s'ils ne jouaient pas, ce n'est ni par fatigue, ni par parti pris : à toutes les questions que j'ai posées à cet égard, il m'a été répondu qu'on ne jouait pas « parce qu'on n'avait pas de jeux ».

Il vous appartient de vous procurer ces jeux : quilles, boules, croquets, balles et ballons. La plupart de ces jeux peuvent être fabriqués à la Colonie même et par vos propres moyens. S'il est nécessaire, vous ne devez pas hésiter à acheter ceux que vous ne pouvez pas fabriquer. Je ne vois aucun inconvénient à ce que, pour faire face à cette dépense qui ne saurait être bien considérable, il soit fait appel aux disponibilités de la Caisse de patronage, disponibilités dont il ne saurait être fait un meilleur emploi.

Je ne saurais d'ailleurs admettre qu'il me soit objecté que le jeu, par le mouvement et l'agitation qu'il entraîne, rend plus difficile la surveillance. Nous avons tout à gagner à ce que l'enfant dans nos colonies ait le moins possible l'impression d'être en prison. Le meilleur moyen préventif contre l'évasion est d'intéresser l'enfant, et, il ne peut être intéressé que de deux manières : par un travail dont il sente l'utilité et par des jeux, et par des sports où il puisse dépenser l'exubérance de son tempérament et de son âge. Moins l'enfant se sentira prisonnier, moins il songera à sortir de prison.

Le Directeur de l'Administration Pénitentiaire :

L. FLEYS.

En juillet 1922, nous avons appris que cette circulaire n'avait encore produit que très peu de résultats. Il est impos-

sible de pratiquer les jeux qui demandent de grands efforts physiques comme, par exemple, le foot-ball, dans les petites cours de récréation; si on joue hors des barrières, on risque de voir les colons s'évader. Bien que les évadés soient ordinairement retrouvés et rendus à la colonie par des gens des environs, le gardien chargé de leur surveillance est puni; à ce seul fait on peut attribuer en partie les résultats insignifiants de la circulaire; le directeur général se propose donc de modifier les règlements.

ÉDUCATION RELIGIEUSE

La circulaire du 27 septembre 1921 rappelle que la loi de 1850 demande pour les détenus « une éducation religieuse ». Jusqu'alors, la décision de recevoir ou non cette éducation dépendait de l'enfant lui-même. Depuis le 27 septembre 1921, les directeurs des colonies envoient aux personnes ayant la garde légale des « colons », la lettre suivante :

Je vous prie de vouloir bien me faire connaître si vous désirez que votre fils (ou fille, ou pupille)..... (nom de l'enfant) qui vient d'être admis à la Colonie de..... suive l'enseignement religieux et les exercices du culte et de quel culte.

Vous voudrez bien, suivant le cas, rayer ci-dessous le mot OUI ou le mot NON, et me renvoyer la présente lettre sous l'enveloppe affranchie ci-jointe dans un délai de huit jours.

Veillez agréer, M..... des salutations.

Le Directeur de la Colonie de...

RÉPONSE

OUI

NON

Signature du père, de la mère ou tuteur :

Neuf (9) parents sur 10 ont répondu et 8 sur les 9 ont demandé que leur enfant suive l'enseignement religieux. A la fin de juin 1922, 55 % des enfants assistaient aux exercices du culte.

AMÉLIORATIONS A APPORTER

Nous avons posé à M. Fleys la question suivante : « Si, demain, on vous disait : voici un crédit illimité pour les colonies pénitenciaires, qu'en feriez-vous ? » La réponse vint sans ombre d'hésitation : « Je recruterais un personnel particulier pour les colonies, j'élargirais la pratique des sports, je perfectionnerais l'outillage des ateliers actuels, des colonies agricoles et j'en créerais de nouveaux. »

Certaines difficultés d'ordre pratique, comme celle, par exemple, de l'attitude des gardiens au sujet des jeux, sont le principal obstacle à l'amélioration de l'organisation des colonies. On a cru possible d'attirer dans le Service des Mineurs un personnel plus spécial choisi parmi les agents de l'Administration : pour cela, on leur a offert certains avantages. D'abord, on leur a vendu les produits des colonies à meilleur compte que chez les commerçants; immédiatement, des critiques se sont élevées : — « Vous vendez les denrées de l'Etat à vil prix ! ». Ensuite, on a offert au personnel un congé d'une durée plus longue que d'ordinaire, congé qui, quoique accueilli avec faveur par les intéressés, a été vu d'un mauvais œil par le syndicat, auquel appartenaient ces employés, en raison de l'inégalité de traitement dont ces quelques membres bénéficiaient ! Jusqu'au jour où il existera un personnel particulier aux colonies, que l'Administration aura formé en vue de l'entraînement pour la rééducation des délinquants, on ne peut guère s'attendre à des **changements fondamentaux**.

En attendant la création de ce personnel éducateur, on essaye d'intéresser les enfants autant que possible à leur propre sort en les plaçant provisoirement chez des patrons connus des directeurs des colonies. On les envoie aussi travailler en équipe au dehors de la colonie et enfin on les met quand cela est faisable en liberté provisoire dans leurs familles. Lorsqu'un garçon travaille en équipe ou en place provisoire, la moitié de son gain revient à la colonie et l'au-

tre moitié est portée à son livret de Caisse d'épargne. De cette manière, les colons sortent, parfois, avec un petit pécule de quelques centaines de francs.

A Saint-Maurice, le jour de notre visite, deux équipes, l'une composée de 17 pupilles et la deuxième de 9, travaillaient dans les environs sous la surveillance d'un gardien de la colonie. Celui-ci reçoit ses appointements habituels et en outre, le patron lui paie 200 francs par mois, sa femme qui fait la cuisine, le blanchissage et le raccommodage des colons reçoit 100 francs et chacun des enfants est payé 1 franc par jour.

A la date du 1^{er} décembre 1920, d'après le rapport de M. Armand Mossé ci-dessus cité, 682 pupilles ont été placés soit en équipe, soit isolément chez un patron et 447 chez leurs parents. Au cours de l'année 1921, l'Administration a placé 795 enfants chez les particuliers, 42 en liberté révocable et 271 chez leurs parents. Ces derniers, bien qu'encore sous la tutelle de l'Administration, vivent absolument normalement dans leurs familles. Tous ces faits dénotent clairement l'étendue des efforts de l'Administration pour ramener les pupilles à la vie normale.

On essaye, dans certaines colonies, de conserver les liens avec la vie de l'extérieur en envoyant, par exemple, la musique de la colonie aux fêtes du pays où elle est toujours la bienvenue et où souvent on offre aux musiciens des friandises. A Saint-Maurice, le professeur de musique est un ancien chef de musique de l'armée; le Val d'Yèvre possède une musique et une Société Chorale pour tous les pupilles; à Auberive, il existe une Société de Trompettes avec batterie et une Société Chorale et, à Saint-Hilaire, on a organisé une musique pour les tout petits. M. Perrot est enthousiasmé de cet enseignement qu'il considère comme produisant des résultats salutaires sur le moral des enfants. Toutefois, nous constatons avec regret qu'aucun enseignement musical n'existe encore dans les colonies de filles.

CONTROLE CENTRAL DES COLONIES

Les colonies privées et publiques sont soumises aux mêmes règlements et le Service d'Inspection générale les visite en s'inspirant des mêmes préoccupations. Chaque directeur de colonie est tenu d'envoyer à la Direction centrale, hebdomadairement, un rapport sur la population, les punitions, les dépenses et le fonctionnement général de sa maison. Souvent les directeurs, en quelques lignes, racontent des incidents intéressants à l'égard des pupilles, tel que celui d'un « colon » qui fait son service militaire et qui a passé sa permission à la colonie ou celui d'une pupille définitivement libérée qui demande l'autorisation de venir visiter la maison et ses anciennes camarades.

Les punitions que peuvent infliger les directeurs aux pupilles sont prescrites par la circulaire du 13 juillet 1921 dans laquelle nous relevons ces quelques paragraphes :

J'ai donc décidé qu'à l'avenir, les Directeurs pourront infliger comme par le passé, la punition de cellule dans la limite maxima de quinze jours, mais que, si l'enfant est ensuite mis au peloton de discipline, l'ensemble des deux punitions ne devra, en aucun cas, excéder un mois. Cette prescription est impérative et ne comporte aucune exception.

Si l'enfant au cours de sa punition et notamment dans les derniers jours, commet un nouvel acte d'indiscipline pour lequel le Directeur estime qu'il y aurait lieu de prolonger la punition, il m'en sera immédiatement rendu compte, moi seul pouvant ordonner cette prolongation. En ce cas, en attendant mes instructions, et à l'expiration de la punition prononcée par le Directeur, l'enfant sera mis en cellule au régime d'observation, c'est-à-dire sans privation de nourriture.

J'attire d'ailleurs votre attention sur l'intérêt qu'il pourrait y avoir à pratiquer peut-être davantage pour les sujets nettement rebelles, l'envoi en colonie correctionnelle.

Les colonies privées pour garçons reçoivent 2 fr. 50 par jour et par pupille; celle de Limoges, pour filles, en raison des soins spéciaux pour le traitement de la syphilis, touche 4 fr. 50 par jour et par pupille; Montpellier et l'Ecole des Diaconesses, 2 fr. 50.

LES COLONIES

Beaucoup de personnes n'ont pas une idée bien exacte de ce que sont les colonies pénitentiaires, qu'elles envisagent vaguement comme des endroits quelconques, qui abritent de jeunes enfants méchants et difficiles. L'administration pénitentiaire ne demanderait certainement pas mieux que de voir la société s'intéresser à l'œuvre importante qui lui est confiée — tâche remplie de difficultés matérielles et de problèmes délicats et compliqués. Nous avons trouvé auprès de cette administration toutes facilités pour étudier sur place le fonctionnement des différents services. Nous avons visité Saint-Maurice, colonie pénitentiaire publique pour Garçons; Clermont, maison pénitentiaire publique pour Filles; Mettray, Colonie pénitentiaire privée pour Garçons. Nous allons essayer de décrire en quelques lignes ce qu'est une colonie (1) pénitentiaire.

Saint-Maurice

La Colonie agricole de Saint-Maurice se trouve près de la gare de la Motte-Beuvron, à une heure de chemin de fer à l'ouest d'Orléans. Le jour de notre visite, un beau matin de mars, le temps était favorable à une longue promenade en pleine campagne. Les oiseaux donnaient une répétition générale de leur répertoire, les poules cherchaient à faire la causette avec leurs voisines, un vent frais et doux agitait légèrement les feuilles des arbres qui bordent le petit chemin conduisant à la colonie.

L'entrée de cette colonie pénitentiaire ressemble à celle d'une grande propriété privée. Par une petite passerelle jetée sur le Beuvron, on arrive devant une pelouse mal entretenue, mais d'un aspect agréable. Nous frappâmes à

(1) Nous nous servirons de ce terme général pour indiquer les colonies pénitentiaires publiques pour garçons et pour filles; en réalité, l'administration applique le terme seulement aux colonies pour garçons, et elle nomme celles pour filles « Maisons Pénitentiaires » et « Écoles de Préservation pour Filles ».

deux portes sans succès, et, après avoir franchi le seuil d'une troisième, nous ne pûmes trouver personne pour nous renseigner. Devant nous, à perte de vue, se déroulait une grande avenue ; à gauche, une chapelle ; à droite, des bâtiments en brique ; mais aucun bruit, aucun mouvement ! Après avoir attendu quelques instants, nous vîmes, sortant d'une porte, des garçons de toutes tailles et d'allures diverses : ils venaient de terminer leur repas de midi. Ce groupe se composait de plus de 200 garçons qui marchaient d'un pas lent et qui, malgré l'heure de la récréation, ne paraissent pas disposés à se divertir. Certains d'entre eux s'appuyèrent contre la grille de clôture, d'autres s'immobilisèrent sur place, d'autres enfin se mirent au jeu sans aucun entrain. Nous aurions voulu les voir sauter, courir, se bousculer, se taquiner, s'amuser enfin, comme on le fait à leur âge. Combien nous aurions été heureuse de voir jeter au milieu de ce groupe un ballon de « foot-ball », tant ce désœuvrement nous attristait. A ce moment, on vint nous recevoir, et la visite de la colonie commença.

LE RÉFECTOIRE

Le réfectoire que les colons venaient de quitter est une grande salle qui ressemble à celle d'une caserne, uniquement meublée de grandes tables et de bancs en bois noirci. Rien de gai, rien, absolument rien ! Il nous semblait être enveloppée de vide et pourtant la vue seule d'une petite plante aurait pu nous enlever cette pénible impression. Nous n'avons pas vu la nourriture, mais à en juger par la mine des pupilles, on est amené à penser qu'elle est saine et suffisante. Une équipe de garçons est chargée de la cuisine, de la vaisselle et du nettoyage du réfectoire.

DORTOIRS

Les dortoirs sont de vastes salles éclairées par de larges fenêtres. Au milieu, sont deux rangées de cellules compa-

rables à de grandes cages d'oiseaux : elles sont en bois jusqu'à hauteur d'appui, le haut est grillagé, mais ce grillage n'empêche pas chacun des colons de voir et peut-être de surveiller son voisin. Un mécanisme permet d'ouvrir et de fermer toutes les portes en même temps. Le mobilier de chaque cellule se compose d'un petit lit, avec matelas et ses couvertures. Le matin, lorsque le colon fait son ménage, il plie ses couvertures et suspend au coin du lit son torchon et sa serviette de toilette. Une série de robinets, installés à une extrémité de la salle, fournissent à ces enfants le moyen de se « débarbouiller » ; la fenêtre de la chambre du gardien donne sur cette rangée de robinets. Nous retrouvons ici la même impression de vide qui nous avait frappée en visitant le réfectoire.

L'INFIRMERIE

Poursuivant notre chemin par la belle avenue de l'entrée, nous nous rendîmes à l'infirmerie, maison propre et éclairée par d'énormes fenêtres — *toutes fermées* au moment de notre visite. Le médecin passe régulièrement à l'infirmerie deux fois par semaine ; dans l'intervalle, le directeur le fait appeler s'il est nécessaire. A leur arrivée, beaucoup de pupilles sont déprimés par suite d'une vie déréglée. Après quelques semaines de vie régulière, de nourriture saine et de travaux au grand air, leur santé s'améliore. Lorsque l'état de santé d'un pupille ne paraît pas satisfaisant, il est immédiatement envoyé à l'infirmerie, et, de cette manière, on évite des maladies graves et les épidémies. La santé générale des enfants donne très peu de soucis au directeur.

LA SCIERIE

A peu de distance de l'infirmerie se trouve la scierie, mue par l'électricité et desservie par un petit chemin de fer Decauville. Le maniement de cet outillage nécessite une grande attention de la part des colons qui sont employés à

la scierie. De grosses piles de bois de construction attestent l'activité du travail.

LA FERME

La ferme est à deux minutes de la scierie, et là nous avons vu les mineurs s'occuper des chevaux et du bétail : moutons, vaches, porcs.

LA BRIQUETERIE

Un long ruban de route nous conduisit à la briqueterie où huit garçons, en deux équipes, travaillent l'argile et en font les briques qui servent aux constructions de la colonie; avec ces briques, les mineurs ont construit un très joli mur et plusieurs bâtiments. Lorsque les fours marchent, des équipes les surveillent nuit et jour. L'impression produite sur nous par ces huit garçons peut se résumer ainsi : deux d'entre eux avaient l'air de vrais apaches, deux autres paraissaient un peu moins mauvais sujets, les quatre derniers, enfin, ressemblaient à des écoliers intelligents.

LES VIGNES

En sortant de la briqueterie, nous prîmes un tout petit chemin conduisant aux vignes, où les pupilles qui apprennent la viticulture travaillaient par équipes. Plus tard, on nous a conduit au cellier où se fait le vin en quantité suffisante à la consommation du personnel et des colons.

LES CHAMPS

Dans le lointain on voyait se mouvoir des formes blanches : c'était des colons vêtus de coutil, qui, en cinq équipes séparées, se livraient aux travaux préparatoires des semailles. Plus près de nous, deux pupilles conduisaient des bœufs à la charrue; à droite, au loin, on apercevait un joli bois de 226 hectares.

Nous visitâmes rapidement la buanderie, où une équipe est chargée de tout le blanchissage de la colonie et le pota-

ger à côté où d'autres équipes travaillaient la terre. La colonie se fournit des légumes nécessaires à sa consommation, sauf certaines années où elle est obligée de compléter son stock de pommes de terre.

LES ATELIERS

La visite se continua par les ateliers de ferblanterie, menuiserie, cordonnerie, bourrellerie, brosserie, et enfin, par la lingerie où nous trouvâmes les garçons occupés à ravauder et à préparer le linge pour le lendemain, dimanche.

Une équipe fabrique, à la boulangerie, le pain de fantaisie destiné au personnel et le gros pain que consomment les pupilles.

Il règne dans tous ces ateliers, ainsi que parmi les nombreuses équipes qui travaillent la terre, une grande activité qui favorise le maintien de la santé physique et morale de tous ces jeunes gens. Cependant, on sent qu'il y a là un manque de goût au travail et d'intérêt à la tâche quotidienne.

Quelques enfants qui passèrent à ce moment attirèrent notre attention par leurs allures plus libres, leurs physionomies plus éveillées. Notre aimable guide nous expliqua que cette équipe, chargée du nettoyage général de la colonie, se compose toujours de nouveaux arrivants, et que chaque colon y passe pour être initié au service et à la vie de la colonie. Nous rendîmes justice --- ce n'était pas tout à fait un hommage --- à l'habileté de ce gardien, ancien militaire, qui se targue de changer rapidement en colons les délinquants qui lui sont confiés !

L'éducation professionnelle, préconisée par la loi de 1850 sur l'Education et le Patronage du jeune détenu, est ainsi pratiquée à Saint-Maurice. Dans les ateliers, les mineurs peuvent apprendre les métiers de : cordonnier, ferblantier, bourrelier, menuisier, boulanger; on leur enseigne aussi tous les travaux qui se font à la briqueterie et à la scierie. Bien que le blanchissage et le ravaudage soient des tra-

vaux de femmes, ces garçons apprennent à les faire régulièrement et avec méthode. Les équipes s'occupant de travaux agricoles apprennent, en outre, le métier de garde forestier et la viticulture.

LA CLASSE

L'enseignement est celui de l'école primaire. D'après M. Mossé (1), les résultats de la loi sur la fréquentation scolaire dépassent à peine zéro comme ordre de grandeur, ce qui impose une lourde tâche à l'Administration pénitentiaire. « La proportion d'illettrés que l'on rencontre dans ces établissements (colonies pénitentiaires), est déconcertante, dit M. Mossé ; elle dépasse même, il faut le reconnaître, l'idée qu'on pourrait s'en faire à l'examen des statistiques annuelles publiées par l'Administration pénitentiaire ; car, pour figurer dans la catégorie des illettrés, aux termes de ces statistiques, il faut, non seulement ne rien savoir, mais, à notre avis, être tout à fait idiot : dès qu'un enfant parvient à épeler les premières lettres de l'alphabet, il n'est plus classé parmi les illettrés. Or, c'est là une illusion qui se dissipe bien vite quand on prend soin d'interroger sur place les enfants ; aussi nous précisons que la proportion de ceux qui en sont à peine (et qui resteront peut-être longtemps encore), à l'épellation alphabétique (et nous ne pouvons pas nous empêcher de les appeler des illettrés) est considérable. »

A Saint-Maurice, on enseigne aussi la musique. Dans une circulaire, l'Administration insiste particulièrement sur ce point.

LE CULTE

La chapelle sert une demi-heure par semaine, lorsque l'aumônier célèbre la messe, et les colons sont libres d'y assister ou de s'en dispenser.

(1) Voir note 1, page 147.

EMPLOI DU TEMPS

Dans toutes les colonies pour garçons, le régime est le suivant :

Été : lever à 5 heures, coucher à 20 heures.

Printemps et automne : lever à 6 heures, coucher à 20 heures.

Hiver : lever à 6 h. 1/2, coucher à 19 h. 1/2.

Les dimanches et jours fériés, l'heure du lever est retardée d'une demi-heure, celle du coucher est invariable. Les occupations de la journée sont ainsi réglées : une heure pour les soins de propreté et le petit déjeuner; puis, travail jusqu'à 11 heures; de 11 heures à 14 heures, déjeuner et jeux. Le travail doit commencer au plus tard à 14 heures, et plus tôt si le nombre des surveillants le permet. De 16 h. 1/2 à 17 h. 1/2, l'école est obligatoire pour ceux des enfants qui n'ont pas obtenu le certificat d'études primaires; elle est facultative pendant la période d'été (qui correspond aux grandes vacances) et à cette époque de l'année elle se fait entre 17 h. 1/2 et 19 h. 1/2. Dans certaines colonies, on fait l'école pendant l'été de 11 h. à 14 h., manière de procéder qui donne de très bons résultats. Avec cet emploi du temps les pupilles ont une journée de travail qui ne dépasse pas 8 heures l'été et 6 heures l'hiver.

Nous avons quitté la colonie, poursuivie par une idée inquiétante : nous revoyions cette très belle ferme, les grands espaces qui l'entourent, la forêt, les ateliers si bien outillés, enfin toutes les ressources matérielles nécessaires à l'éducation physique et professionnelle des enfants; mais dans notre esprit revivait aussi l'image de ces enfants allant et venant dans ce grand domaine, sans intérêt visible pour ce qui les entoure; nous nous rappelions notre visite à la buanderie où, prise d'un désir irrésistible de voir changer l'expression morne de ces physionomies d'enfants, nous leur avions souri de toute notre âme. Alors, miracle ! cette

équipe de jeunes blanchisseurs nous avait souri à son tour « tout plein », comme disent les enfants. Nous n'avions parlé à aucun pupille, car nous savions que l'Administration préfère que les visiteurs n'engagent pas de conversations avec les colons, mais il nous semblait permis d'apporter quelques sourires à l'occasion d'une pareille visite. Nous avons été vivement impressionnée par le désœuvrement des enfants, par le manque d'intérêt à la vie qu'ils mènent aujourd'hui et qu'ils mèneront demain et après-demain ; tous les jours, le même cycle recommence, invariable et semblable ! — se lever, s'habiller, manger, tuer en quelque sorte le temps, puis se coucher. Telle est l'impression produite par ces enfants (1), et longuement nous cherchâmes l'explication de cet état d'esprit. Peut-être vient-il de ce que les surveillants ne se font que les gardiens de prisonniers au lieu d'être aussi des éducateurs. Ils font partie d'un personnel commun à toutes les maisons de l'Administration pénitentiaire, tant pour adultes que pour enfants ; ce sont, pour la plupart, d'anciens militaires, parfaitement qualifiés pour remplir ce genre d'emploi dans les maisons d'adultes, mais dont la mentalité ne se prête peut-être pas avec autant de succès à l'éducation morale des enfants délinquants.

Clermont

Clermont est une maison pénitentiaire pour filles, qu'on appelle dans le village de son nom officiel « l'école de Préservation ». Nous eûmes quelque difficulté à découvrir la porte d'entrée de cette école, car rien ne la distingue des autres portes de la rue et c'est au hasard que nous l'avons choisie. Le portier la tint entr'ouverte pendant qu'il vérifiait l'authenticité de nos papiers.

(1) En septembre 1922, — six mois après notre visite à la Colonie, — nous avons appris que la Direction Centrale a obtenu une amélioration appréciable de cette situation. Elle a envoyé, dans cette Colonie, un chef instituteur, d'une valeur remarquable, qui, avec le concours étroit du chef musicien, a réussi, à un degré réconfortant, à chasser ce désœuvrement tant déploré.

Cette maison n'a rien de commun avec Saint-Maurice. Dès qu'on en a franchi le seuil on ne voit autour de soi que des bâtiments en pierre; toutes les cours sont pavées, il n'y a ni jardin, ni potager.

La propreté règne partout ! jamais nous n'en avons vu autant ! Les pavés des cours, les parquets des salles, les escaliers, la batterie de cuisine, l'énorme cuisinière à charbon, tout brille ! Le directeur, de temps à autre, passait la main sur un objet, et sa physionomie reflétait une satisfaction profonde en constatant l'absence complète de poussière ! Les pupilles étaient d'une propreté méticuleuse sur elles-mêmes.

ARRIVÉES DES PUPILLES

Les mesures appliquées à l'arrivée des pupilles varient dans les différentes maisons pénitenciaires suivant les idées du directeur. A Doullens, le directeur — en fonctions depuis deux ans — fait une expérience très intéressante. La maison de Doullens avait été évacuée à Reims pendant la guerre. Le directeur actuel de cette maison a été nommé après la réintégration des pupilles à la maison d'avant-guerre. Il a conservé dans un quartier à part — le quartier « des grandes » — les pupilles qui se trouvaient à Doullens à son arrivée et a constitué un autre quartier pour celles envoyées ultérieurement dans cette colonie. Après avoir étudié chaque pupille, il a fait un triage du quartier « des grandes », mettant celles dont les mœurs ne sont pas vicieuses dans son nouveau quartier qui prend l'appellation de quartier des « petites ». Par contre, quand il voit une nouvelle arrivée ayant déjà des mœurs vicieuses, il la place dans le quartier « des grandes ». Il arrive ainsi, dit-on, à inculquer aux filles, dans une proportion étonnante, des mœurs saines.

A Cadillac, dès l'arrivée de la pupille, on lui fait prendre un bain et revêtir l'uniforme de la maison, ensuite on

l'isole dans une cellule pour y attendre la visite du médecin. Si celui-ci la déclare saine, la directrice essaye de la placer dans l'atelier pour lequel elle a le plus d'aptitude. A Clermont, cette même pratique est suivie, mais la nouvelle arrivée est ordinairement employée seule, pendant plusieurs jours, aux travaux de nettoyage et de ménage à l'infirmerie, sous la surveillance de l'infirmière.

DORTOIRS

Les dortoirs sont composés de cellule dont trois côtés sont en bois plein, de manière que les filles ne puissent pas se voir; les portes se ferment toutes mécaniquement et en même temps; l'ameublement est à peu près le même qu'à Saint-Maurice excepté que l'on ajoute deux petites étagères destinées à recevoir les articles de toilette ou des bibelots. La nature féminine se retrouve dans l'arrangement toujours coquet et parfois très artistique de ces deux petites étagères — sorte d'autel personnel — et aussi dans un certain effort pour apporter un peu de gaieté et de gentillesse au moyen de plumes de couleurs et de petits bouts de fleurs pris à l'atelier.

DIVERSES OCCUPATIONS DES PUPILLES

Une équipe de pupilles assure le service des cuisines et du réfectoire, une autre le nettoyage général et une troisième est occupée à couper du bois avec une scie à moteur - travail qui semble leur plaire beaucoup. Dans un atelier, une cinquantaine de filles brodent, dans un autre, elles fabriquent des garnitures de chapeaux de dames, dans un troisième, elles façonnent de petits bouquets de fleurs pour mettre à la boutonnière.

Dans la lingerie, éblouissante de blancheur et garnie de piles de linge rigoureusement alignées, une équipe lavait des planchers déjà très propres.

CUISINE ET RÉFECTOIRE

La cuisine est vaste, claire et brillante de propreté; de tous côtés, se répandait une odeur appétissante nullement imaginaire, comme nous nous en sommes assurées, en goûtant le ragoût qui cuisait. Notre visite au réfectoire eut lieu au moment du déjeuner. On donne à chaque pupille du pain, une grande assiette de purée de pois et une portion copieuse d'excellent ragoût. Tout le monde est assis sur des bancs devant une table en bois noircie comme au réfectoire de Saint-Maurice. L'équipe de service à la cuisine sert le repas sur des assiettes et dans des tasses en fer battu. Nous n'avons pas éprouvé, comme à Saint-Maurice, le même sentiment de vide, sans doute en raison des figures vraiment rayonnantes de ces jeunes filles.

INFIRMERIE

L'infirmerie est convenablement installée : cabinet du médecin, pharmacie, cuisine et salle des malades. Celle-ci est une grande salle contenant une vingtaine de lits, éclairée par de larges fenêtres; au moment de notre visite, une dizaine de pupilles étaient couchées; l'une d'entre elles était atteinte de tuberculose pulmonaire. L'infirmière est une veuve de guerre qui se dévoue à ses malades avec énergie et bonne humeur.

LA CLASSE

Les pupilles reçoivent l'enseignement primaire dans des conditions comparables à celles de Saint-Maurice. En raison d'un régime plus facilement modifiable et du fait qu'on a fait choix de travaux dont l'exécution peut attendre, les classes y sont organisées avec moins de difficulté. Les institutrices nous ont fait l'impression de s'intéresser à leur tâche; une jeune fille enseignait aux pupilles complètement illettrées les premières notions de lecture.

LA PUNITION

Les filles savent très bien que toute infraction aux règles de la discipline est punie de l'isolement dans un cachot; les infractions graves entraînent le transfert en quartier correctionnel. Quelques cachots noirs sont réservés aux filles de ce quartier; les autres sont des cellules du rez-de-chaussée assez grandes, éclairées par une toute petite fenêtre, meublés de... rien ! Pour la nuit, la détenue reçoit un matelas qu'elle pose par terre.

On a recours à Clermont, de temps à autre, à la camisole de force. Un jour, au Service des mœurs, une fille de 25 ans, ancienne pupille de l'Administration pénitentiaire avec laquelle nous causions, nous apprit qu'elle en avait été revêtue parce qu'elle persistait, malgré la défense répétée de la surveillante, à chanter la nuit dans sa cellule.

LE CULTE

La jolie petite chapelle est toujours remplie à la messe et les filles s'y conduisent bien. Un jeune vicaire, paraît-il, a été un peu effrayé d'avoir à confesser ces quelques centaines de jeunes filles perverses, les plus vicieuses étant toujours envoyées à Clermont !

Nous avons l'impression d'être une intruse quand nous visitons de tels établissements et nous sommes toujours prise du désir de nous excuser auprès des détenues. Cette fois, notre sympathie s'est involontairement trahie par des sourires qui nous ont été spontanément rendus. Nous ne savons donc pas qu'elle est l'expression habituelle de ces filles.

On raconte beaucoup de choses sur les mœurs dans les colonies pénitentiaires. Au premier abord, la pratique de certains vices semble impossible en raison de la surveillance étroite qui est exercée pendant la journée et dans les dortoirs, où les portes des cellules se ferment mécanique-

ment toutes à la fois. Mais ces filles ont trouvé un « truc » : elles immobilisent le ressort de la serrure et lorsque la surveillante est endormie, elles se rendent visite. Les W. C. sont communs et elles s'y donnent rendez-vous. Par exemple, une fille de l'équipe de cuisine demande la permission d'y aller et, bien que très éloignée d'elle, une pupille d'un atelier s'y rend également. A l'heure de la récréation, les mêmes incidents se répètent. Pour pratiquer ces rencontres entre filles, elles inventent mille moyens propres à leur permettre d'échapper à la plus étroite surveillance et elles craignent peu les punitions.

EMPLOI DU TEMPS

L'emploi du temps est réglementé par la circulaire du 19 novembre 1921, dont nous extrayons ce qui suit :

L'année est divisée en deux périodes :

1^o Une période d'été d'une durée de six mois allant du 1^{er} avril au 1^{er} octobre;

2^o Une période d'hiver également d'une durée de six mois, du 1^{er} octobre au 1^{er} avril.

Période d'été.

Lever à 6 heures. Coucher à 20 heures.

Période d'hiver.

Lever à 7 heures. Coucher à 19 h. 1/2.

Les dimanches et jours fériés, le lever sera pour chaque période retardé d'une heure, l'heure du coucher demeurant invariable. L'allongement de la journée de veille des pupilles soit en été, soit en hiver, devra se traduire par un allongement de la journée de travail, soit à l'atelier, soit à l'école, subsidiairement par un allongement du temps consacré aux soins de propreté.

J'entends laisser à chacun de vous la liberté de modifier, en conséquence, l'emploi du temps des pupilles, tel qu'il était compris sous le régime de la circulaire du 21 juin 1920 étant entendu que cet emploi du temps qui était judicieusement compris sera maintenu dans ses grandes lignes.

J'entends également vous laisser toute liberté de fixer au mieux de tous les intérêts le tableau de service du personnel de surveil-

lance. J'agréé en principe toutes les dispositions qui vous seraient suggérées par le souci de porter la moindre atteinte possible aux heures de loisir de votre personnel, sous la condition que les prescriptions ci-dessus seront d'ailleurs strictement observées. »

QUARTIER CORRECTIONNEL

Le seul quartier correctionnel pour filles est celui de Clermont; il est complètement distinct de la Maison pénitentiaire, bien que l'entrée soit commune; la discipline y est très sévère. Lorsqu'une fille devient trop difficile dans une Maison pénitentiaire, elle est transférée dans ce quartier; aussi les mineures qui sont condamnées à plus d'un an de prison passent généralement la première année dans une prison d'arrondissement, s'il en existe; de là, elles viennent en Quartier correctionnel de Clermont. Si la peine de prison infligée dépasse l'époque de leur majorité, arrivées à 21 ans, elles sont envoyées dans les prisons réservées aux majeures comme celle de Saint-Lazare.

Une fille actuellement à Clermont a été condamnée à dix ans de prison, elle a déjà passé deux ans en Quartier correctionnel et, âgée de 18 ans, *il faudra* qu'elle y reste encore trois ans. Cette fille, condamnée pour homicide, n'a qu'un bras et on la considère comme anormale; elle passe son temps entre le cachot et l'infirmerie de la Maison pénitentiaire.

La surveillance dans le Quartier correctionnel aussi bien que dans la Maison pénitentiaire est assurée par des femmes.

Mettray

Mettray est une colonie agricole privée pour garçons, située très près de Tours. Notre visite à la colonie a eu lieu un dimanche matin, nous n'avons donc pu voir les enfants au travail. D'après ce que l'on nous a dit et les rapports que nous avons lus, les travaux se font dans des conditions analogues à celles de Saint-Maurice.

Le fait qui caractérise la vie à Mettray est la répartition des enfants en familles. Chacune des 8 familles habite un petit pavillon séparé qui est dirigé par un « Chef de Famille » choisi parmi le personnel de la colonie à raison de ses aptitudes spéciales pour l'éducation des enfants. Le pavillon se compose, en bas, d'une salle qui sert de réfectoire, de salle de récréation le soir ou quand il fait mauvais temps; en haut, d'un dortoir commun garni de hamacs accrochés dans la journée contre le mur; une large étagère destinée à recevoir les affaires personnelles de chaque enfant fait le tour de la pièce. A une extrémité de la salle se trouve la chambre du surveillant. La répartition en famille, dit-on, est faite d'après l'âge et l'on ne tient pas compte ni des aptitudes ni des mœurs des enfants.

Il existe à Mettray une coutume intéressante à noter pour récompenser les pupilles : le dimanche matin, immédiatement avant la messe, on se réunit dans la grande salle de classe et on donne le résultat du concours des familles pendant la semaine. La famille qui a obtenu les meilleures notes emporte le drapeau d'honneur que l'on suspend devant le pavillon qu'elle habite; de plus, cette famille est gratifiée d'un rôle supplémentaire au cours de cette même semaine. Mention est faite séparément des colons qui se sont conduits particulièrement bien; leur nom est placé à un tableau d'honneur et, pour stimuler la bonne conduite, on attribue à ceux qui en sont dignes des galons qui leur confèrent un grade et leur donnent droit à des bons pour des achats à la cantine. Le plus grand honneur est celui que leur confère la position de frère aîné, qui est en quelque sorte l'aide-major du chef de famille.

L'Administration pénitentiaire a essayé ce système de « frère aîné » dans certaines colonies publiques, mais a dû y renoncer par la suite; ces frères aînés abusaient de leurs droits : ils se faisaient, par exemple, servir les meilleurs morceaux à table, ils exigeaient de l'équipe de service et

d'autres pupilles certains privilèges, les menaçant, en cas de refus, de mauvais points auprès du directeur. Il faut se rendre compte que, malheureusement, beaucoup de ces enfants n'ont reçu aucune éducation ni aucune notion de morale et qu'on ne peut attendre d'eux le même degré de responsabilité que chez les enfants normalement élevés. Il faudrait un travail de patience prolongé et un personnel dévoué pour obtenir de bons résultats.

Le personnel de Mettray, bien qu'agréé par le Préfet, ne fait pas partie des cadres de l'Administration pénitentiaire et le service de l'infirmerie est assurée par des sœurs.

Nous avons constaté chez les garçons une allure beaucoup plus libre que chez les pupilles de Saint-Maurice. Nous regrettons infiniment de ne pouvoir comparer les deux colonies, mais une visite rendue quand tous les mineurs endimanchés font des exercices de gymnastique d'abord par famille et ensuite en commun, avec la musique, ne se compare pas avec une visite faite un jour de semaine quand les enfants travaillent en petites équipes. Néanmoins, nous avons vu sortir les groupes de colons du réfectoire à Saint-Maurice et nous avons constaté leur désœuvrement. Après avoir observé des chefs de famille et le personnel de Mettray, nous sommes porté à croire que la différence d'allure entre les pupilles des deux colonies tient à la différence entre un personnel recruté spécialement comme éducateur d'enfants et un personnel constitué pour un service de garde d'adultes.

Tous les dimanches à Mettray, on emmène les pupilles en groupes faire de longues promenades et il paraît que les gens du pays s'intéressent à eux au point de leur offrir des friandises.

CHAPITRE III

LES PATRONAGES

LEUR CARACTÈRE

Pendant l'année 1921, 539 (22 %) des enfants traduits devant le Tribunal pour enfants à Paris, ont été confiés à 11 patronages, 7 pour filles et 4 pour garçons. Les patronages (1) se divisent en deux catégories : ceux qui hospitalisent les enfants et se chargent directement de leur éducation et ceux qui les placent au dehors tout en gardant devant le Tribunal la responsabilité de leur conduite.

LEURS RESSOURCES

Lorsque le Tribunal confie les mineurs aux patronages, l'Etat verse 2 fr. 50 par jour et par pupille. Les patronages ont, en outre, la faculté de s'adresser à la caisse du Pari mutuel (2) d'où ils tirent des sommes assez considérables; ils sont aussi subventionnés ou par le département ou par l'Etat ou même par les deux. Les souscriptions et les dons

(1) *Patronages pour filles* : Armée du Salut, 90, boulevard Péreire, à Asnières ; Association Catholique pour la Préservation des Petites Filles, 340, rue de Vaugirard ; Patronage des Détenues et des Libérées et Pupilles de l'Administration Pénitentiaire, 21, rue Michel-Bizot ; Œuvre Libératrice, 90, rue Boileau ; Œuvre de Préservation et Sauvetage de la Femme, 14, place Dauphine ; Œuvre du Souvenir pour la Protection de l'Enfance, 32, place Saint-Georges ; La Tutélaire, 164-166, rue Blomet. — *Patronages pour garçons* : Patronage de l'Enfance et de l'Adolescence, 379, rue de Vaugirard ; Patronage des Moussettes et Orphelins de la Mer, 22, rue Claude-Lorrain ; Société de Patronage des Jeunes Détenus et des Jeunes Libérés du Département de la Seine, 9, rue de Mézières ; Société de Patronage des Prisonniers Libérés Protestants, 3, rue Fessart.

(2) Pari légal sur les champs de courses, le seul autorisé depuis 1891 et dans lequel les Sociétés Sportives, servant d'intermédiaires entre les parieurs, prélèvent un pourcentage au profit des Œuvres d'assistance et d'hygiène.

volontaires ne forment qu'une très petite partie de leurs ressources.

RÉGIME SOUS LEQUEL ILS FONCTIONNENT

Pour recevoir officiellement des Tribunaux les mineurs traduits en Justice, les institutions charitables doivent être reconnues d'utilité publique ou désignées par arrêté préfectoral. D'après le décret du 17 juin 1917, il devrait y avoir une commission de patronage et de contrôle auprès de ces établissements; en fait, cette commission n'existe pas; il n'y a non plus aucun contrôle gouvernemental, l'on n'exige même pas des patronages des rapports sur les pupilles qui leur sont confiés par des Tribunaux.

PATRONAGE DE RÉSIDENCE

Des 7 patronages pour filles, 5 gardent chez eux les pupilles et pendant l'année 1921 ils ont reçu du Tribunal de Paris 131 délinquants. Leurs principes dans le traitement des enfants se ressemblent de très près : travaux du ménage, entretien du linge de la maison ou exécution de commandes. Un des patronages exploite une blanchisserie qui lui rapporte net environ 500 francs par mois.

Nous avons visité 4 de ces patronages de résidence. Notre première visite nous a conduite dans la banlieue à une maison toute neuve destinée à recevoir une trentaine de pupilles et en ayant actuellement 28. Les filles y mènent une vie régulière et s'occupent en commun dans l'atelier aux travaux de couture qui consistent en broderie, confection d'uniformes et entretien du linge de la maison. A tour de rôle, elles font des travaux de ménage et de blanchissage. Une institutrice leur enseigne le français deux fois par semaine et une autre la gymnastique. Chacune a sa petite chambre bien éclairée et convenablement meublée d'un lit, d'une

chaise, d'une petite table de toilette, d'une table de nuit, d'une descente de lit et de l'indispensable double étagère. Nous avons éprouvé une excellente impression en observant les réels efforts faits en faveur de ces filles et les résultats obtenus semblent très encourageants pour l'œuvre.

Un deuxième établissement occupe à Paris une maison construite pour hospitaliser une centaine de filles. Elle est placée au milieu d'un jardin qui sert de cour de récréation et où, dit-on, les filles se livrent aux sports avec entrain. Lors de notre visite, une quarantaine de pupilles brodaient du linge de commande dans un atelier vaste et clair; une cinquantaine étaient occupées à la blanchisserie et une petite équipe faisait les travaux du ménage et de la cuisine. Nous avons eu le plaisir de goûter une excellente confiture fabriquée par les pupilles et vendue au profit de l'œuvre. Cette maison a un air accueillant; carrelage rouge de l'entrée, larges corridors, vraies chambres de jeunes filles tapissées de papier clair produisent un heureux effet. La directrice s'intéresse vivement au sort des enfants dont elle a la garde. Cette œuvre est désignée avec deux autres maisons pour recevoir les filles prostituées en vertu de la loi du 11 avril 1908 (1).

La troisième œuvre, dont nous avons pu visiter l'asile temporaire, ne s'occupe que des mineures prostituées et est classée comme établissement de la loi de 1908. Elle a son propre dispensaire pour le traitement des maladies vénériennes. Lorsqu'une fille est guérie, elle entre dans la maison permanente, distante de quelques kilomètres, où sa rééducation commence. Pendant son séjour à l'asile temporaire, elle est occupée à des travaux de couture et au ménage.

Un quatrième patronage est comparable au premier et occupe dans la banlieue une belle maison entourée d'un jardin dont il est propriétaire. Les pupilles n'ont pas de chambre individuelle, des dortoirs contiennent chacun 4 ou

(1) Voir page 147.

5 lits. La vie y est très familiale et il existe un effort visible pour l'éducation morale des enfants.

Les patronages de résidence, exception faite de l'Armée du Salut, pratiquent parfois le placement des filles difficiles dans les établissements de l'Œuvre du Bon Pasteur, mais ils ont surtout recours au placement familial dès qu'une fille se montre susceptible d'en profiter. Les filles traduites pour les délits minimes peuvent obtenir leur liberté provisoire au bout de quelques mois; l'œuvre les place alors chez les particuliers qui, mis au courant de leur passé, s'engagent à signaler le moindre écart de conduite. Les filles prostituées présentent un problème plus compliqué et il est rare qu'elles soient placées avant que deux ans se soient écoulés.

PATRONAGE DE PLACEMENT

Un des patronages de placement pour filles ne sert, en réalité, que d'intermédiaire pour les établissements religieux (1) et n'a pas d'asile en propre. Le deuxième ne reçoit du Tribunal que des mineures, mais accepte la garde des jeunes garçons qui lui sont confiés par leurs parents.

Les pupilles de ce dernier patronage sont actuellement au nombre de 595, dont 199 garçons et 396 filles; de celles-ci, 139 lui ont été confiées par des Tribunaux. Au cours de l'année 1921, il a reçu du Tribunal pour Enfants à Paris environ 90 filles, dont 10 sur opposition à un jugement d'envoi en Colonie pénitentiaire, un sur appel et deux sur incident de la liberté surveillée fait par un autre patronage. Il garde chez lui, pour une période d'observation, les filles qui lui sont confiées par les Tribunaux et les place ensuite soit chez les Sœurs soit chez les particuliers. Etant donné que cette œuvre place la presque totalité de ses pupilles au dehors, elle n'est pas outillée pour entreprendre

(1) Voir page 219.

chez elle leur rééducation. Elle reçoit aussi les mineures poursuivies en vertu de la loi du 11 avril 1908.

Des 4 patronages pour garçons, l'un ne s'occupe que des mineurs voulant s'engager comme moussettes et n'a reçu du Tribunal qu'une dizaine de délinquants en 1921. Un deuxième, auquel le Tribunal a confié, en 1921, une quarantaine de mineurs, ne garde les enfants dans l'asile temporaire que le temps suffisant pour les étudier et pour leur choisir une place qui leur convienne. Il les envoie chez les cultivateurs qui lui sont connus. En principe, le nombre d'enfants dont il s'occupe est relativement peu élevé, car, dit le secrétaire général, il ne peut pas entreprendre un travail dont l'exécution est au-dessus de ses moyens matériels.

Le champ de travail du troisième est plus étendu : au cours de 1921, il a reçu du Tribunal de la Seine environ 190 garçons dont une trentaine sur opposition aux jugements par défaut d'envoi en Colonie pénitentiaire et 5 sur incidents de la liberté surveillée survenus après remise de l'enfant à sa famille. En 1921, il avait actuellement sous sa surveillance 2.331 mineurs, dont 787 lui avaient été confiés par les Tribunaux et 1.544 par des parents ou d'autres personnes. Il possède à Paris un petit asile, mais garde les enfants très peu de temps; il les envoie plutôt directement chez les cultivateurs. D'après le secrétaire général, la surveillance, en dehors de celle qu'il exerce lui-même, n'est pas très bien organisée; ainsi, malgré la présence à l'audience d'un délégué chargé d'un mineur cité devant le Tribunal sur incident de la liberté surveillée, cet enfant fut envoyé en colonie pénitentiaire; il a fait appel et fut réclamé à la Cour par le secrétaire général qui dit alors que le Tribunal pour Enfants avait été mal renseigné sur le compte du garçon parce que lui-même était absent. Or, pour assurer un service vraiment solide sur un ensemble de 2.331 pupilles, les délégués devraient être rendus responsables de tous les détails concernant les mineurs dont ils ont la sur-

veillance et devraient fournir au Tribunal tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour arriver à une solution appropriée à la situation de l'enfant.

Nous ne savons pas de quelle manière on place les enfants ni comment on décide que telle famille convient à tel mineur, ni avec quels soins la surveillance des pupilles est assurée; mais nous constatons qu'en 1921 plus de 100 de ces pupilles ont été l'objet d'incidents de la liberté surveillée.

Le quatrième, est une des plus belles œuvres de la France. Tout le monde est d'accord pour dire que le Patronage des Jeunes Détenus remplit son but « de préserver des dangers de la récidive et de rendre à une vie honnête et laborieuse les jeunes détenus et les jeunes libérés du département de la Seine »... « Cette œuvre les place en apprentissage et les reçoit chaque dimanche à son siège social où ils suivent des cours de musique instrumentale; de gymnastique et d'exercices militaires. » Ses relations avec les pupilles sont vraiment paternelles; elle les place chez les patrons qu'elle connaît personnellement; elle offre à certains d'entre eux qui ne sont pas logés chez leurs patrons, une chambre et le repas du soir. En somme, elle s'intéresse à tous les détails de leur vie.

Nous devons citer ici le nom de deux hommes qui sont universellement admirés et respectés, M. Christian de Corny, avocat à la Cour d'Appel, secrétaire général de l'Œuvre dite : « Société pour le patronage des jeunes détenus et des jeunes libérés du département de la Seine », œuvre à laquelle il se dévoue depuis de longues années, et M. Henri Rollet, juge au Tribunal pour Enfants et Fondateur du Patronage de l'Enfance et de l'Adolescence, actuellement secrétaire général de l'Œuvre « La Tutélaire ».

On reproche parfois à ce dernier d'être trop indulgent et trop bon pour les enfants, et il est vrai que les filles s'échappent assez facilement de son patronage, mais celui qui a eu l'occasion d'assister à une de ses « réceptions » est

profondément convaincu qu'il comprend la nature des enfants et sait parfaitement bien tirer de leurs capacités le meilleur parti possible. L'incident qui suit met en relief son système humanitaire : une mère amène sa fille âgée de 15 ans passés; après l'avoir écoutée, M. Rollet l'envoie faire examiner son enfant par un médecin aliéniste; elle revient la semaine suivante, le jour même de notre visite, apportant le certificat du médecin qui trouve son enfant anormale. La mère, veuve de guerre, forcée de gagner sa vie et celle de son enfant, est désolée; occupée au dehors toute la journée, elle ne peut pas surveiller sa fille. Elle ne demande pas mieux que de payer une pension modeste, mais l'enfant ne veut rien faire et lui est renvoyée chaque fois qu'elle la place. M. Rollet, s'adressant à celle-ci, lui demande : « Bon, mon enfant, que veux-tu faire? » et l'on est tout étonné d'entendre sa réponse immédiate : « Du piano! » Questionnée par une musicienne, collaboratrice de M. Rollet, on découvre que son instruction musicale est très développée. La mère s'empresse d'ajouter que depuis un an les sœurs la privent de jouer du piano pour la punir de sa mauvaise volonté. M. Rollet, un peu consterné, regarde l'enfant avec sympathie, lui explique que si elle veut bien se prêter à la discipline commune, il la placera dans une maison où elle pourra jouer du piano à des heures déterminées et si elle reste sage plus tard, elle aura la possibilité de continuer sérieusement ses études de musique. Pauvre enfant! elle est enchantée et promet de se plier aux règlements. Qu'a-t-elle fait? nous n'en savons rien; mais M. Rollet a consacré, en notre présence, 3/4 d'heure à cette fille anormale et sans doute d'autres heures à l'audience précédente et à celles qui ont suivi. Grâce à sa compréhension de l'âme de l'enfant, à sa patience, à sa bonté, cette enfant deviendra peut-être une musicienne de talent tandis que si l'on avait essayé de la contraindre à faire de la couture ou d'autres travaux similaires, elle serait restée sotte et une charge pour sa mère et la Société.

Combien de mouvements pour la protection de l'enfance doivent leur origine à l'initiative et au dévouement de M. Rollet, peu de personnes s'en doutent, mais on constate que partout où il s'agit d'œuvres dignes de ce nom en faveur des enfants malheureux on est certain de le trouver.

Nous n'avons pas assisté à une réception de M. de Corny, mais d'après les dires de personnes d'une haute valeur et les résultats qu'il obtient de ses pupilles, on peut être assuré qu'il les aime réellement et qu'il les comprend : or, ce sont là les deux qualités absolument essentielles chez l'éducateur des enfants, qu'ils soient ou non délinquants. De plus, M. de Corny a su choisir celui auquel il entend laisser la direction du patronage qui est l'œuvre de sa vie et c'est un vrai plaisir que de voir marcher à côté de cet homme aux cheveux blancs un autre plus jeune qui fait preuve des dons requis pour continuer une si belle œuvre.

CHAPITRE IV

ÉTABLISSEMENTS RELIGIEUX

Il est impossible de présenter avec tous les détails qu'elle mériterait une étude sur les œuvres organisées par les ordres religieux de l'Eglise catholique en faveur des délinquants : il n'existe pas, en effet, une documentation centralisée suffisamment précise pour fournir la base d'une enquête sociale approfondie à ce sujet.

Cette étude semblerait, néanmoins, d'autant plus nécessaire que, jusque dans ces dernières années et depuis des siècles, l'autorité religieuse était seule en France à avoir organisé et dirigé des œuvres en vue du but social qui nous préoccupe. Aussi pensons-nous qu'il est indispensable de tracer tout au moins une rapide esquisse des rapports actuels entre les maisons religieuses et le traitement de l'enfance délinquante en France et d'indiquer brièvement le caractère de leur intervention.

L'ORGANISATION GÉNÉRALE

Les Ordres religieux sont parfois reconnus officiellement par la Curie romaine, notamment quand ils appartiennent à un ordre dont les dirigeants se trouvent auprès du Chef de la chrétienté ; un certain nombre ne sont reconnus que de l'autorité diocésaine et restent sous la direction de celle-ci ; enfin certains ordres sont reconnus par l'autorité ecclésiastique de leur siège, mais leurs succursales conservent leur autonomie : c'est le cas, par exemple, des établissements de l'Ordre du Bon Pasteur, dont la maison mère est à Angers.

Cette dualité de l'autorité et du contrôle est une gêne pour l'étude en détail du fonctionnement général de ces œuvres.

Jusqu'à présent il n'existe, nous dit-on, aucun ouvrage dans lequel on puisse trouver réunis les renseignements au point de vue pratique sur les résultats sociaux obtenus dans ces maisons (1).

RAPPORTS AVEC LES TRIBUNAUX POUR ENFANTS

En ce qui concerne le Tribunal pour Enfants de Paris, aucun enfant n'a été, en 1921, l'objet ni d'une demande de remise formulée par un établissement religieux ni d'envoi d'office par le Tribunal dans une de ces maisons. Que le Tribunal n'envoie pas un délinquant dans un couvent sans que celui-ci le demande, cela semble assez naturel, d'autant plus qu'il reçoit des demandes précises déposées par des patronages. Mais le fait que les établissements reconnus d'utilité publique ou agréés par arrêté préfectoral ne demandent au Tribunal la garde d'aucun délinquant aurait besoin d'éclaircissement.

Il est assez difficile de s'orienter dans la politique d'un pays où se rencontrent aux points les plus imprévus les marques du conflit entre l'Etat et les ordres religieux. Si on voulait se rendre compte de ce dualisme dans la question de l'enfance délinquante, il faudrait remonter à l'époque où s'est ouverte la lutte contre les congrégations et suivre cette lutte dans les événements qui en découlent. Nous ne nous occupons pas ici de cette étude, sauf à noter certains résultats sociaux pratiques, qui ont trait au traitement de l'enfance délinquante.

Cependant il y aurait peut-être intérêt à indiquer sommairement la situation actuelle des couvents. La loi du 1^{er} juillet 1901 a imposé aux congrégations l'obligation de l'autorisation législative pour jouir de l'existence légale. Cette autorisation, demandée par toutes les congrégations, n'a été accordée à aucune. « Mais, dit M. Berthélemy, le gouverne-

(1) *L'Ordo Divini Officii* et le *Manuel des Œuvres* (Edition Ponenilique, 13, rue Cassette), contiennent des indications propres à l'usage de l'Archevêché et des Œuvres elle-mêmes mais qui ne nous sont pas utiles dans notre étude.

ment prit le parti de tolérer provisoirement le maintien des établissements charitables ; de dissoudre au contraire, sauf exception, les établissements enseignants, industriels ou contemplatifs. » C'était, dès lors, laisser subsister les maisons qui s'occupaient uniquement des travaux que nous suivons dans notre étude. La loi du 22 juillet 1912 (1) a donné à ces maisons la possibilité de régulariser leur situation juridique en se faisant désigner par le Préfet comme « institution charitable... pour recevoir des mineurs. »

Les préfets doivent envoyer régulièrement au ministère de l'Intérieur la liste des établissements qu'ils ont ainsi agréés. Sur 95 institutions charitables qui se trouvent dans ces conditions, il y en a 32 qui appartiennent à des œuvres religieuses.

L'attitude qu'ont adoptée les établissements religieux à la suite de la dissolution des congrégations nous a été expliquée ainsi : « Puisque, dit-on, l'administration ne recherche plus notre concours, nous considérons qu'il ne serait ni digne ni convenable de le lui imposer ni même de le lui offrir. » En vertu de ce raisonnement les établissements religieux ont supprimé volontairement les divisions correctionnelles qu'ils avaient organisées autrefois. Ce qui fait qu'aujourd'hui, quand un patronage envoie dans une de ces maisons un enfant qui lui a été confié par un Tribunal et que cet enfant se montre indiscipliné et donne un mauvais exemple à ses camarades, l'établissement n'étant plus outillé pour imposer un traitement en vue de sa rééducation morale, le renvoie au patronage. Celui-ci (et cette observation résulte du dépouillement d'une quantité de dossiers que nous avons examinés) fait alors un incident de la liberté surveillée. Le Tribunal, sauf l'intervention très rare d'une autre œuvre, envoie le délinquant en colonie pénitentiaire pour être élevé jusqu'à sa majorité.

(1) V. Livre II, Chap. I, *Traité de Droit Administratif*, 9^e édition, par H. Berthélemy, Paris, Rousseau, 1921.

Les patronages pour filles placent dans les couvents, en nombre considérable, les mineurs dont ils ont la garde officielle (1). Ils ne se préoccupent pas toujours de savoir si le couvent auquel ils ont affaire a été agréé par arrêté.

Des Tribunaux des quatorze villes en province que nous avons étudiés, un seul, celui du Havre, a confié des délinquants directement à un « Bon Pasteur » que nous supposons muni de l'autorisation prescrite par la loi de 1912. Les conditions locales qui amenèrent ce Tribunal à prendre cette mesure nous sont inconnues. Une maison religieuse (2), Saint-Joseph, à Franes-le-Château, est autorisée comme « internat approprié » à recevoir des mineurs de treize ans directement des Chambres du Conseil. D'après le rapport de 1921 de l'Inspection générale du ministère de l'Intérieur, cette maison, sur un effectif de 198 enfants qu'elle possédait en 1921, comprenait une centaine de mineurs qui lui avaient été ainsi confiés par des Chambres du Conseil. Aussi comme nous l'avons indiqué (3), 96 pupilles de l'administration pénitentiaire, à la date du 1^{er} janvier 1922 se trouvaient dans les maisons dépendant des Ordres Religieux.

LES ENFANTS DIFFICILES

En décembre 1921, 319 filles dites « difficiles » de l'Assistance publique étaient alors présentes dans 21 couvents. Au lieu d'avoir recours à la Correction paternelle telle qu'elle est instituée par le Code civil, bien des familles catholiques, et surtout celles de la classe fortunée, préfèrent confier leurs filles indisciplinées aux sœurs qui se chargent de leur redressement moral. Bien que des statistiques à ce sujet ne soient pas exactement dressées, nous avons, néanmoins, recueilli des indications qui nous permettent d'affirmer que les cou-

(1) Un patronage pour filles, par exemple, sur un ensemble de 595 pupilles, en maintient 371 dans des maisons religieuses.

(2) Voir page 58.

(3) V. tableau n° 40 page 181.

vents jouent encore, aujourd'hui, un rôle social important à cet égard.

On ne peut guère comparer un système comme celui pratiqué dans la correction paternelle officielle et qui consiste à faire enfermer un enfant dans une cellule pendant une période d'un mois à six mois à celui qui consiste à placer cet enfant entre les mains des sœurs qui entreprennent sa rééducation sans que les limites de la durée soient au préalable arrêtées.

On peut dire que la suppression des couvents, édictée par le législateur, n'a, en réalité, rien changé à l'ancienne pratique. En fait, les couvents (ordinairement munis des autorisations demandées par la loi) continuent à recevoir des indisciplinés de l'Assistance et aussi les pupilles de l'Administration pénitentiaire ainsi que ceux des patronages, acquittés en vertu de l'article 66 du Code pénal.

En outre, on trouve parfois des membres de certaines congrégations détachés dans des œuvres charitables dont la direction est entièrement laïque (1), et même il y a des hôpitaux qui passent des contrats avec la maison mère.

On s'est demandé, en droit, s'il fallait compter l'emploi de sœurs en dehors de leur établissement principal comme « des établissements séparés des congrégations », (2) et qui seraient, par ce fait, illégales. Cette question a soulevé des chaudes discussions entre les deux camps. Mais aujourd'hui, par suite d'une rupture d'équilibre dans les partis politiques, il est possible que des nouvelles solutions interviennent (3). C'est ainsi que, dans un cas analogue, M. Bérard, ministre de l'Instruction publique, a reconnu au cours de la discussion du budget de 1922, que l'autorité académique avait été obli-

(1) Exemples : Sauvetage de l'Enfance de Lyon. Société reconnue d'utilité publique, emploie les « filles de la Charité » pour toute l'éducation des petits; Mettray (Société Paternelle), direction laïque, personnel de l'infirmerie et de la cuisine des sœurs; Protection de l'Enfance à Nantes, 2 crèches, direction de l'Œuvre laïque, direction des crèches, des sœurs.

(2) V. Barthélemy, note 1, page 221.

(3) V. *Journal officiel*, séance de la Chambre du 20 décembre 1922.

gée, dans un département des Vosges, de laisser des sœurs, non reconnues, exercer l'enseignement public dans des communes dépourvues d'instituteurs.

LE MONASTÈRE DE NOTRE-DAME DE LA CHARITÉ DIT SAINT-MICHEL

Pour préciser le caractère des travaux organisés dans les couvents, nous allons décrire ceux du monastère de la Charité, à Chevilly. Nous avons choisi cette maison comme objet d'étude parce que, nous dit-on, les résultats sociaux qu'elle obtient présentent le plus haut degré de perfectionnement auquel soient arrivées les maisons religieuses. La Mère supérieure a montré à notre égard une sympathique bienveillance et nous a fourni tous les renseignements que nous lui avons demandés.

Ce couvent, — maison cloîtrée, — est dirigé par des sœurs de l'Ordre de Notre-Dame de la Charité, dit de Saint-Michel, qui a été fondé en 1641. Il compte aujourd'hui 43 grands monastères tant en France qu'en Amérique et en Angleterre ; 2 à Dublin ; un en Autriche, en Italie et en Espagne. Celui de Paris (1), qui est transféré à Chevilly depuis 1907, avait été fondé le 29 septembre 1724. Deux décrets ont reconnu l'OEuvre d'utilité publique : le premier date du 30 septembre 1807 et le deuxième du 26 décembre 1810.

C'est une maison en pleine campagne qui est située à trois kilomètres de Villejuif. Les bâtiments actuels ne datent que de 1907. Leur construction est moderne à tous égards : ils sont bien éclairés par de grandes fenêtres et possèdent le chauffage central ainsi que de vastes cours de récréation ; l'installation est partout convenable. La maison se dresse en arrière d'une centaine de mètres d'une porte d'entrée qui s'ouvre sur un parterre gazonné entourant la chapelle. Le

(1) Les Parisiens ont connu ce couvent sous le vocable des « Dames de Saint-Michel ». Il était situé 139, rue Saint-Jacques.

calme et la propreté sont les notes dominantes de l'établissement.

Nous ne savons pas à quel rang social appartient la Mère supérieure, mais on lui accorderait, sans hésitation, ce titre de « supérieure » sur plusieurs terrains et parmi nombre de femmes : elle dirige cette grande maison sans la moindre trace de souci. A la visite dans les différents ateliers que nous avons faite avec elle, nous avons été accueillies avec une vive gaieté seulement atténuée par la marque d'une déférence absolue envers la Mère supérieure. Nous avons constaté de toutes parts les effets d'un système dont toute contrainte était bannie. Une affection, filiale d'un côté, maternelle de l'autre, entre la « Mère » et les enfants, semblait être à la base de tous les rapports. La supérieure est secondée par une soixantaine de sœurs dont quelques-unes paraissent de véritables éducatrices : une d'entre elles, celle qui dirige la plupart des mineures, nous a fait nettement l'impression d'être une femme d'une haute culture intellectuelle possédant une connaissance approfondie de la sociologie ainsi que de la psychologie et sachant parfaitement réveiller chez les enfants qui lui sont confiés les meilleurs sentiments.

POPULATION DE L'ETABLISSEMENT

Le jour de notre visite l'effectif, en dehors des sœurs, était de 270 personnes. De ce nombre, 125 étaient des femmes âgées de 25 à 85 ans qui ont trouvé au monastère leur seul foyer familial et comptent y finir leur vie. Une jeune femme mariée représente un phénomène social assez curieux : son mari l'a placée au monastère parce qu'elle a violé la foi conjugale. Il paie sa pension et elle y restera jusqu'au jour où les sœurs la considéreront comme suffisamment repentie pour mériter de rentrer dans son propre foyer. Le nombre de femmes ainsi placées varie, paraît-il, entre une et 10 ou 15, parmi lesquelles se trouvent souvent des mineures. Que ce

soit une mesure extra-légale, c'est entendu, mais pour échapper à un scandale public ou même à un procès de divorce, certaines femmes se laissent ainsi enfermer, et cela surtout quand elles dépendent absolument de leur mari au point de vue de leurs ressources pécuniaires. La Mère supérieure se réjouit, à bon droit, des nombreux foyers qu'elle a réussi à reconstituer à la suite d'un séjour, dans cette maison, des femmes qui, dans un moment de délire, avaient cherché à se soustraire aux devoirs qu'impose le mariage.

Il existe deux autres groupes de pensionnaires et qui rentrent dans les catégories dont nous nous sommes occupées jusqu'à présent : ce sont, en premier lieu, les mineures qui sont confiées aux sœurs par des patronages qui les reçoivent des Tribunaux pour Enfants et, ce sont, ensuite, celles qui ont été placées dans le couvent par leurs parents. Il y avait alors 42 mineures de la première catégorie (celle des patronages), et 103 de la deuxième. De ces dernières, une douzaine sont mineures de 13 ans. En principe, le couvent ne reçoit pas de mineures de 13 ans puisque d'une part il est défendu aux congrégations de donner l'instruction primaire et que d'autre part, les mineures de 13 ans doivent fréquenter l'école. Ces quelques fillettes ne sont donc admises à Chevilly qu'à titre temporaire : par exemple un père veuf y a placé ses deux petites filles pour lui permettre de leur trouver une garde permanente.

Durant l'année passée, l'établissement a reçu 77 mineures venues des divers patronages et 213 ont été confiées par leurs parents ou des fondés de pouvoir. « Les mutations », nous a dit la Mère supérieure « sont très nombreuses par la raison que nous n'exigeons aucun engagement des familles, qui sont libres de reprendre leurs filles quand elles le trouvent bon, et que nous conservons nous-mêmes la liberté de rendre à leurs parents les enfants qui se montrent rebelles à toute direction ainsi que celles que nous jugeons capables de contaminer leur entourage. » Il reste donc le fait que cette seule

maison a exercé son action au cours d'une année à l'égard de 310 mineures.

CHAMBRES ET DORTOIRS

La division de Saint-Joseph est consacrée à celles des jeunes filles et des femmes mariées qui paient une pension. Celles qui paient la pension complète occupent une chambre individuelle, claire, propre et convenablement meublée ; un dortoir coquet — parquet ciré, grandes fenêtres aux rideaux de dentelles blanches, couvre-lits aux couleurs gaies — est affecté à celles qui ne paient que la demi-pension. Les autres divisions se composent simplement de dortoirs moins coquets, mais également reluisants de propreté et conformes à toutes les règles de l'hygiène.

Il n'existe pas de cellules à Chevilly.

EMPLOI DU TEMPS

L'emploi du temps ne diffère pas beaucoup de celui pratiqué dans les patronages et les colonies pénitenciaires. Le lever a lieu à 5 h. 30, le petit déjeuner à 6 h. 30. On va ensuite à l'atelier de 7 heures à 11 h. 30 ; après le déjeuner, qui a lieu à 11 h. 30 — ainsi qu'après les travaux du soir — les mineures se retrouvent dans les cours de récréation où elles se livrent à des jeux libres ; puis, de nouveau on va au travail, de 1 h. 30 à 4 h. 30, exception faite pour celles qui, plus âgées, travaillent à la blanchisserie. Le coucher a lieu à 7 h. 30, le soir. Les travaux d'atelier sont entrecoupés par des chansons et des exercices de gymnastique. Le soir, il est fait une conférence d'instruction religieuse.

LES PARLOIRS ET LES VISITES

Les parloirs des pupilles sont des petites salles d'environ deux mètres carrés, meublées de quatre chaises placées en deux rangées parallèles devant une grille, qui est fermée par une persienne. Un patronage a bien voulu nous déléguer pour la visite de certaines des pupilles qu'il avait placées

dans cette maison et il nous était permis de causer avec elles, seule et librement. On aurait pu croire qu'une enfant parlerait moins à cœur ouvert à une étrangère à travers une grille. Nous avons eu la preuve du contraire et voici ce que nous a appris une jeune fille aux yeux bleu clair et au regard franc et ouvert :

En juillet 1921, J. M..., aujourd'hui âgée de 19 ans, est entrée à Chevilly par l'intermédiaire d'un patronage auquel elle avait été confiée par le Tribunal pour Enfants de Paris. En 1916, alors qu'elle n'avait que 13 ans, sa mère, divorcée de son père, l'a mise à la porte ; elle s'en allait au petit bonheur, couchait n'importe où, mangeait n'importe comment. Un jour, en 1917, elle se trouvait auprès de la gare Saint-Lazare, sans argent et sans abri : un officier allié a eu pitié d'elle et l'a fait entrer dans un hôpital militaire de la Croix-Rouge dans les environs de Paris où on l'a occupée à des travaux de bureau. Quelques mois après, l'hôpital était transféré ailleurs et la jeune fille rentrait dans Paris où elle reprenait son ancienne vie de vagabondage et de prostitution. Bientôt, arrêtée et traduite devant le Tribunal, elle a été confiée à un patronage d'où, le lendemain, elle s'est sauvée. Sur un incident de la liberté surveillée, elle a été envoyée, par défaut, en colonie pénitentiaire jusqu'à sa majorité. Elle s'est mise en ménage avec un jeune homme et passait pour sa femme. Arrivée à l'âge de 18 ans, elle se crut émancipée de la surveillance du Tribunal et reprit son nom véritable : quelques jours plus tard, les agents l'ont arrêtée et le Tribunal l'a confiée à un deuxième patronage, celui qui l'a placée à Chevilly. Elle nous a mis au courant des épreuves les plus douloureuses qu'elle a subies dans la vie et nous affirme avoir trouvé, chez les sœurs, de vraies amies et la paix de l'âme et de l'esprit.

Il n'y a pas de jours fixés pour les visites ; les délégués des patronages et les membres des familles viennent à leur gré.

LES MESURES DE PUNITION

La punition la plus redoutée est celle qui consiste à porter le « bonnet de nuit » pendant la journée. C'est le signe incontestable que la conduite de la mineure laisse beaucoup à désirer. Elle n'est pas seulement un objet de honte devant ses camarades, mais si la famille vient la visiter, elle est obligée de descendre au parloir ainsi coiffée : elle ne doute pas que son séjour soit prolongé en raison de la conduite qui lui a valu une telle punition!

Mais aux punitions les maîtresses préfèrent un autre système qui consiste à différencier les élèves par des rubans dont la couleur proclame le degré d'estime et de confiance dont elles sont dignes. Celles dont la conduite est irréprochable forment la compagnie des enfants de Marie qui se distingue par un ruban blanc ; d'autres ont des rubans rouges, bleus ou verts qui indiquent à quelle classe elles méritent d'appartenir par leur repentir et leur progrès moral. Ce système, dit-on, crée une émulation salutaire entre les mineures et donne les meilleurs résultats.

LES TRAVAUX MANUELS

Les travaux pratiqués dans ce couvent ressemblent de beaucoup à ceux exécutés dans les patronages et dans les établissements de l'Administration pénitentiaire. Ils ont un double but : procurer les fonds nécessaires à l'entretien de la maison et enseigner un métier aux pupilles.

Blanchisserie

Le monastère exploite une vaste blanchisserie, où, en plus des femmes qui se sont consacrées pour leur vie à cette maison, on occupe certaines des mineures les plus âgées. Elle est installée dans deux vastes pièces dont les côtés se composent presque uniquement de hautes fenêtres; elles sont

de ce fait bien éclairées et aérées; leur installation est scientifique avec l'outillage le plus moderne.

La couture

Dans une salle où pénètre à profusion la pleine lumière du jour sont rangées les tables à ouvrage. Les pupilles — toutes mineures — sont occupées à la fabrication, sur commande, de divers vêtements et aussi à la broderie. A une extrémité de l'atelier se trouve un autel orné de fleurs; les murs sont garnis de tableaux religieux de couleurs vives. Les machines à coudre sont dans une salle à part et, ainsi, leur bruit ne gêne pas la bonne gestion de l'atelier.

Tricot à la machine

On manie avec plaisir des jolis vêtements de bébé que l'on fabrique dans cet atelier : petits chandails, petites chaussettes et bottines en laine blanche, bleue et rose pâle. On exécute aussi les commandes de chandails et de corsages pour dames, en toutes nuances.

Dans une salle à côté deux pupilles embobinent la laine au moyen d'une machine et dans une pièce voisine une demi-douzaine de jeunes filles sont occupées aux machines à tricoter. Les produits de ces machines sont assemblés dans un atelier qui est semblable à celui de la couture.

Les mineures à Chevilly peuvent donc apprendre le métier de blanchisseuse et de repasseuse; elles peuvent devenir embobineuses et tricoteuses à la machine; elles sont à même d'apprendre l'assemblage des vêtements tricotés ou fabriqués par la machine à coudre et enfin on leur enseigne la broderie.

QUATRIÈME PARTIE

LE SERVICE DES MŒURS

LE SERVICE DES MŒURS

Le Service des mœurs est organisé pour contrôler la prostitution au double point de vue de l'ordre et de la santé publique. Pour étudier son rôle dans ce qui concerne les mineures nous sommes obligée d'en tracer brièvement le fonctionnement général. La réglementation repose sur divers textes : le plus général est la loi du 5 avril 1884 qui donne aux maires le droit de prendre, dans leurs communes, les mesures nécessaires pour protéger la santé publique. Avant cette loi, les maires tenaient de la loi des 16-24 août 1790 des pouvoirs qui leur permettaient de remplir leur mission à ce point de vue.

A Paris, la loi du 5 avril 1884 n'est pas applicable : le préfet de Police a dans ses attributions tout ce qui concerne la Police des mœurs en vertu de l'ancienne loi municipale des 16-24 août 1790, des lois du 24 juillet 1791, du 28 pluviôse an VIII et de l'arrêté des consuls du 12 messidor an VIII qui lui donne notamment le droit de surveiller les « maisons de débauche et ceux qui s'y trouveront ou qui y résideront ». Les mêmes droits lui sont attribués, dans les communes du département de la Seine par l'arrêté des consuls du 3 brumaire an IX.

Dans la capitale, ce service dépend de la 2^e division de la Préfecture de Police dont le chef, M. Marc Honnorat, est membre du Conseil d'hygiène publique et de salubrité et se tient en rapport étroit avec les techniciens et les hommes appartenant à la science ou à la philanthropie qui s'intéressent particulièrement à ce sujet. Le personnel du 4^e bureau

de la 2^e division, qui assure le service est masculin et composé d'un chef, sous-chef — commissaire interrogateur — de commis et d'auxiliaires pour les travaux de bureau. Des inspecteurs de la Police judiciaire spécialisés exercent une surveillance sur les femmes qui se livrent à la prostitution dans les maisons de débauche. La prostitution qui s'effectue sur la voie publique par le racolage est contrôlée par des gardiens de la paix, qui, pour mieux remplir leurs fonctions, ne sont pas en uniforme.

CHAPITRE PREMIER

SERVICE SANITAIRE

Toute femme arrêtée pour infraction aux règlements du Service des mœurs est amenée au Dépôt et passe une visite sanitaire au dispensaire spécial. Le Service médical est assuré par un roulement de 22 médecins et fonctionne tous les jours de 11 heures à 17 heures, sauf les dimanches et jours fériés où seules les femmes « en carte » (1) sont examinées de 11 heures à midi. Celles-ci passent toujours les premières, car étant connues du Service, il n'est plus nécessaire de les identifier. L'inspection sanitaire est effectuée dans les maisons de rendez-vous et de tolérance par 24 médecins qui examinent les femmes sur place. Dans ces maisons, la visite est payée pour chaque femme par le tenancier; au dispensaire il n'est demandé aucune rétribution. Il est défendu de recevoir dans ces maisons de débauche des mineurs de 18 ans; si au cours de leurs visites les médecins ou les agents de la Police judiciaire croient se trouver en

(1) Le terme « femme en carte » est appliqué à la femme inscrite sur les registres du Service des Mœurs comme prostituée tirant ses moyens d'existence de ce métier.

face d'une mineure — ce qui est très rare — ils signalent le fait au Service et une enquête est immédiatement ouverte.

L'INSCRIPTION

Le Service des mœurs remet aux filles dites « publiques » des cartes qui n'ont pour effet que de leur imposer un contrôle sanitaire. Le règlement est formel à cet égard :

Avis important. — La carte délivrée aux filles au moment de leur inscription ne constitue pas une autorisation et ne saurait être considérée comme un encouragement à la débauche, ni comme un obstacle au travail.

La carte permet à l'Administration de s'assurer si les filles publiques — dans leur intérêt personnel comme dans celui de la santé publique — se soumettent aux visites sanitaires qu'elles doivent périodiquement subir tant qu'elles se livrent à la prostitution.

L'inscription est faite dans deux cas : à la demande de la femme elle-même ou sur la décision du Service qui la lui impose. On n'a recours à cette dernière mesure qui semble rigoureuse que, lorsque en raison de nombreuses arrestations, le Service est arrivé à la conviction que les femmes qui lui sont amenées se livrent habituellement à la prostitution, qu'elle est devenue pour elles un métier, et que par conséquent il est désormais nécessaire de les soumettre à un contrôle sanitaire régulier. Les mineures de 18 ans ne sont jamais inscrites et le Service fait son possible pour éviter l'inscription à celles qui, âgées de plus de 18 ans, n'ont pas encore atteint leur 21^e année.

La femme inscrite reçoit chaque année sa carte individuelle qu'elle est tenue de toujours porter sur elle. Les syphilitiques ont des cartes rouges et sont soumises à une visite hebdomadaire; les autres femmes ont des cartes blanches et l'on n'exige d'elles qu'une visite bi-mensuelle. Les femmes sont déclarées malades lorsqu'elles sont en état de contaminer leurs clients; elles sont alors envoyées à la prison de Saint-Lazare dans l'infirmerie qui dépend du Ser-

vice des mœurs; elles ne sont rendues à la liberté qu'au moment où les médecins les considèrent comme hors d'état de propager la maladie. Il arrive très rarement qu'une femme syphilitique se guérisse et reçoive une carte blanche.

Voici les deux côtés de cette carte :

Nom Prénoms née à le	1920
Les visites auront lieu le et le de chaque mois.	CADRE réservé
Lorsque la visite tombera un dimanche ou un jours férié, elle sera remise au lendemain. Les jours fériés sont : le 1^{er} Janvier, le Mardi-Gras, le Vendredi-Saint, le Lundi de Pâques, l'Ascension, le Lundi de la Pentecôte, le 14 Juillet, le 15 Août, la Toussaint et Noël.	A LA PHOTOGRAPHIE

MOIS	1 ^{re} SEMAINE	2 ^e SEMAINE	3 ^e SEMAINE	4 ^e SEMAINE
JANVIER...				
FÉVRIER...				
MARS.....				
AVRIL.....				
MAI.....				
JUIN.....				
JUILLET...				
AOUT.....				
SEPTEMBRE.				
OCTOBRE...				
NOVEMBRE..				
DÉCEMBRE..				

CHAPITRE II

RÉPRESSION DES INFRACTIONS AUX RÈGLEMENTS

Cette répression est assurée par une sorte de Tribunal de police de la prostitution qui veille à l'exécution des règlements (voir page 238).

Chaque jour, environ 200 femmes sont arrêtées sur la voie publique par des agents de la Police municipale en bourgeois, pour infraction à ces règlements et elles sont envoyées au Dépôt par les postes de Police. Si la carte d'une femme arrêtée est en règle, cette femme est généralement relâchée le lendemain matin : la nuit passée au poste de Police et au Dépôt est considérée comme une punition suffisante pour les deux ou trois premières arrestations. Si une fille devient récidiviste persistante, le Tribunal administratif prononce des sanctions contre elle. Sur les 200 femmes journellement arrêtées, une moyenne de 20 est frappée d'un internement variant de 2 à 15 jours qu'elles passent à Saint-Lazare, et qui constitue non une peine à proprement parler mais une mesure administrative.

SUBTERFUGES POUR ÉCHAPPER A L'IDENTIFICATION

Les femmes portent rarement sur elles leurs papiers, donnent souvent un faux nom et présentent des papiers trouvés ou même volés, reçus d'un ami ou qu'elles se sont procurés de la manière suivante : après avoir obtenu quel-

RÈGLEMENT DU SERVICE DES MŒURS

BUREAU
DE LA
PROPHYLAXIE
spéciale

PRÉFECTURE DE POLICE
—
2^e DIVISION
— ◆ —

SERVICE
DES
MŒURS

Obligations et Défenses imposées aux Filles publiques.

Les filles publiques sont tenues de se présenter, une fois au moins tous les quinze jours, et à date fixe, au Dispensaire de Salubrité, pour être visitées.

Il leur est enjoint d'exhiber leur carte sanitaire à toute réquisition des officiers et agents de police.

Elles ne pourront entrer en circulation sur la voie publique avant l'allumage des réverbères et, en aucune saison, avant sept heures du soir, et y rester après minuit.

Rien de provocant dans leur attitude ou leur mise ne devra attirer les regards.

Défense expresse leur est faite de parler à des mineurs ainsi qu'à des hommes accompagnés de femmes ou d'enfants, et d'adresser à qui que ce soit des provocations à haute voix ou avec insistance.

Il leur est défendu de stationner sur la voie publique, d'y former des provocations à haute voix ou avec insistance.

Il leur est défendu de stationner sur la voie publique, d'y former des groupes, d'y circuler en réunion, d'aller et venir dans un espace trop resserré, et de se faire accompagner ou suivre par des « souteneurs ».

Les abords des églises, temples, écoles et lycées, les passages couverts, les boulevards, les Champs-Élysées, les gares et leurs abords et les jardins publics leur sont interdits.

Il leur est défendu de prendre domicile dans les maisons où existent des pensionnats ou externats.

Il leur est également défendu de partager leur logement avec un concubinaire ou avec une autre fille.

Elles ne devront jamais racoler par leurs fenêtres.

Celles qui contreviendront aux dispositions qui précèdent, celles qui résisteront aux agents de l'autorité, celles qui donneront de fausses indications de demeures ou de noms, encourront des peines proportionnées à la gravité des cas.

AVIS IMPORTANT. — La carte délivrée aux filles au moment de leur inscription ne constitue pas une autorisation et ne saurait être considérée comme un encouragement à la débauche, ni comme un obstacle au travail.

La carte permet à l'Administration de s'assurer si les filles publiques — dans leur intérêt personnel comme dans celui de la santé publique — se soumettent aux visites sanitaires qu'elles doivent périodiquement subir tant qu'elles se livrent à la prostitution.

La radiation des contrôles et le retrait de la carte peuvent toujours être prononcés sur la demande des intéressées quand il est prouvé qu'elles ne tirent plus leurs moyens d'existence de la prostitution.

Les vérifications nécessaires sont, d'ailleurs, faites avec réserve et discrétion.

ques précisions sur l'état-civil d'une autre personne, elles demandent, moyennant 5 francs, un extrait de « leur » acte de naissance; ainsi pourvues, souvent ayant acquis plusieurs personnalités, elles peuvent éviter une punition. Par exemple, une femme, sous un nom quelconque, examinée et reconnue saine est, sous sa promesse de se bien conduire,

relâchée; un peu plus tard, elle repasse et, interrogée par une autre personne, elle se donne encore un autre nom et la même scène que précédemment se présente. Ceci peut se reproduire plusieurs fois avant que la supercherie soit découverte.

Les mineures montrent une grande aptitude à employer les subterfuges que leur enseignent les aînées. Ainsi, une mineure, à sa première arrestation, peut se déclarer majeure de 18 ans et donner un état-civil autre que le sien; si, à la visite sanitaire, elle est reconnue saine, elle est relâchée. Le Service peut avoir des soupçons sur son âge, mais n'ayant pas de preuves, il est forcé de la remettre en liberté. Le jour même de l'arrestation, on envoie à la mairie une demande de vérification d'état-civil qui fait connaître la tromperie. Si la fille est arrêtée de nouveau, elle peut se voir reprocher sa fausse déclaration, et, devant cette constatation, elle donne le plus souvent son véritable état-civil. Si à son premier passage, elle avait été déclarée malade et envoyée à l'infirmerie, la vérification de son état-civil ayant pu être effectué avant sa sortie, le Service, comme dans le cas des mineures cité plus haut, peut l'interroger à nouveau.

CHAPITRE III

LES INSOUMISES

L'INTERROGATOIRE

Toute insoumise (1) subit un interrogatoire et un procès-verbal est dressé contre elle. L'autorisation nous a été accordée d'assister à des interrogatoires, et, à titre documentaire, nous présentons 3 des procès-verbaux rédigés par nous et dont il n'existe au dossier qu'un bref résumé. Voici celui d'une mineure assez bien habillée, manteau de peluche noir, petit chapeau de soie, allures douces et simples :

Vous n'avez plus votre père et votre mère ? — Si, je les ai. — Mais vous ne restez pas chez eux ? Pourquoi êtes-vous partie ? — Je ne peux pas rester chez moi, je ne m'y plais pas. — Vos parents ne sont pas bons pour vous ? — Si, j'y suis bien. — Mais pourquoi êtes-vous partie, quel motif vous y a poussée ? — Oh ! je voulais partir ! — Vous travaillez ? — Non, je n'ai pas travaillé depuis que je suis partie. — Pourquoi ? — Cela ne me plaît pas. — Vous avez des enfants ? — Non, je n'ai pas d'enfants. — Mais vous avez un métier ? — Oui, je suis sténo-dactylo. — Vous n'avez pas de domicile fixe ? — Si, je suis dans un hôtel depuis dimanche dernier. — Mais alors, c'est votre deuxième arrestation, mademoiselle ? — Oui (très bas). — Vous vivez toute seule ? — Oui. — Mais qui est donc l'homme mentionné dans le rapport de l'agent ? — C'est un ami. — Il vous oblige peut-être à faire la noce ? (A ce moment l'interrogateur nous a passé une lettre qui a été trouvée sur cette fille, une lettre qui paraissait être celle d'un souteneur). — Non, pas du tout. — Vous ne vivez pas avec lui ? — Non. — Vous ne vous entendez pas avec vos parents ? — Si, mais je m'ennuyais. — Vous ne regrettez pas les avoir quittés ? — Si, je

(1) La femme qui se livre notoirement à la prostitution et qui n'a pas de carte et qui se soustrait aux règlements est classée comme « insoumise ».

le regrette, je sais que je leur ai fait du mal, mais je ne voudrais pas y retourner. (L'interrogateur nous passe une lettre de la mère qui dit avoir fait son possible et préfère pour le bien de sa fille qu'elle soit enfermée, ajoutant qu'il y a certainement un motif, ne dépendant pas de la famille, qui pousse sa fille, car on a fait à la maison tout son possible, et on croyait y avoir réussi lorsque la fille est partie). — Vous avez revu votre ami ? — Non, je n'ai pas revu mon ami, il ne sait pas que je suis parti de chez mes parents. — Vous avez des frères des sœurs ? — J'ai une sœur de trois ans. — Vous l'aimez votre sœur ? — Bien sûr que je l'aime. — Pour quel motif avez-vous quitté vos parents ? Peut-être aviez-vous l'idée de chercher du travail ? — Naturellement, mais je n'en ai pas trouvé et j'ai été forcée de me prostituer. — Que faisiez-vous lorsqu'on vous a arrêtée ? — Je venais de faire une passe. — Combien vous a-t-il donné ? — Oh ! comme toujours. — Combien gagnez-vous à ce métier ? — Je gagne de quoi manger. — Oui, mais combien vous faudrait-il ? — Quinze francs par jour. — Vous êtes bien logée ? — Oh, pas mal. — Vous êtes mieux logée que chez vos parents ? — Oh ! ce n'est pas la même chose. — Ah ! vous n'avez pas assez de liberté ! Si j'ai un conseil à vous donner c'est de retourner dans le droit chemin. — Oh ! je ne demande pas mieux (et elle rit). — Votre mère travaille ? — Ma mère reste à la maison. — Mais votre père ? Mon père est peintre et gagne bien sa vie. — Il ne vous battait pas je suppose ? — Non, mais *mon caractère ne s'accordait pas avec le sien*.

Une mineure en cheveux, manteau de laine vert, corsage violet, pantoufles bleu foncé, air provocant, est l'objet du deuxième procès-verbal :

Je vois que vous habitez l'hôtel... Avez-vous des enfants ? — Oh ! non, Dieu merci ! — Mais depuis quand faites-vous la noce ? — Depuis le 16 février. — Pourquoi ? — Je n'ai pas de travail. — Vous en avez cherché ? — Non, je n'ai pas de papiers. — Pourquoi n'avez-vous pas de papiers ? — Je n'en ai pas demandé. — Vous ne voulez pas de papiers ? — Dans mon métier on a toujours du travail sans papiers ! — Vous avez vos parents ? — Oui, je les ai quittés d'un coup de tête, j'étais malheureuse chez moi, on ne me donnait pas assez à manger. Du reste je les avais bien prévenus que cela arriverait un jour. — Votre père travaille ? — Oui, il est boucher. — Vous avez des frères et sœurs ? — Oui, j'ai deux frères et deux sœurs. — Vous allez travailler, peut-être ? Ou allez-vous recommencer à faire la noce ? — Oh, là là ! Je ne sais pas, j'ai juste dix francs. — Où vous a-t-on arrêtée et comment ? — A 2 heures de l'après-midi accompagnée de mon amie et d'un de ses amis. — Que faisiez-vous ? — Rien. — Mais l'ami de votre amie ? — Eh bien, c'est son ami !

Le dernier procès-verbal que voici, vise une mineure mariée et par ce fait émancipée au point de vue légal en ce qui concerne la prostitution. Elle est à sa 21^e arrestation depuis 6 mois et entre temps elle a passé, en 2 périodes, 2 mois 1/2 à l'infirmerie.

Comment se fait-il que vous soyez encore revenue ? — Oh ! je m'ennuyais de vous et les agents ne me laissent pas tranquille, ils m'en veulent, on m'arrête dès que l'on me voit dans la rue. — Peut-être vous faites-vous remarquer ? Que pensez-vous faire maintenant ? — La même chose. — Pourquoi ne cherchez-vous pas du travail ? — Oh, cela sera pour plus tard. — Mais vendredi, vous étiez ici ? — Oui. — Que faites-vous depuis alors ? — La même chose. — Pourquoi ne vous remettez-vous pas avec votre mari ? — Oh, là, là, je ne veux pas. — Quand vous êtes-vous mariée ? — En mai dernier. — Vous êtes restée combien de temps avec votre mari ? — Quarante jours, je l'ai quitté, j'ai vendu les meubles pour deux mille francs (ils m'appartenaient du reste) et je suis partie. — Que faisait-il ? — Ce qu'il voulait. — Il vous a vue depuis ? — Oui. — Il vous a embrassée ? — Oh, là là, je crois que non ! — Mais pourquoi ne cherchez-vous pas du travail ? — Je n'ai pas besoin d'en chercher, je pourrais en avoir de suite si je le voulais. — Et pourquoi ne l'essayez-vous pas ? — Je préfère faire comme je fais. — Que faisiez-vous au moment de votre arrestation avant hier ? — Rien. — Où ? — Toujours à la même place, je vous dis que les agents m'en veulent. — Vous avez besoin de correction peut-être ? — Oh, là là, je l'ai eue, la correction, une fois, c'est assez. — Où cela ? — A Clermont, j'en suis sortie pour me marier. — Mais vous n'êtes pas restée longtemps avec votre mari ? — Non, je vous ai dit quarante jours. — Vous en avez peut-être un autre ? — Eh si j'en ai ? cela ne regarde personne et pourquoi monsieur faites-vous ces feuilles-là ? le Commissaire m'avait dit que c'est absolument inutile ; alors c'est tout monsieur ? eh bien, au revoir. — Mais tâchez tout de même de ne pas revenir... Au revoir, messieurs, à ce soir !

et elle sort pour redescendre au rez-de-chaussée prendre sa place dans la queue devant la porte du bureau des médecins attendre son tour de la visite sanitaire et ensuite elle passera au bureau du chef de Service pour savoir son sort.

LA DÉCISION

Les deux lois qui déterminent l'action du Service des

mœurs à l'égard des mineures sont celles du 11 avril 1908 (1) et celle du 24 mars 1921. D'après la loi de 1908, la mineure logeant chez ses parents leur est rendue par le Service à la suite de sa première arrestation; une copie du procès-verbal est envoyée au Parquet; si elle est arrêtée de nouveau pour le même délit avant un an, elle est envoyée au Dépôt à la disposition du Parquet. Voici quelques exemples tirés d'un dossier :

Dossier de X... — 7/10/20 : « Il y a 4 mois que j'ai quitté mes parents qui résidaient alors à Y... d'où ils sont partis et j'ignore leur nouveau domicile. Depuis un mois, je me livre à la prostitution, j'ai été arrêtée la nuit dernière quand je sortais de passe ». Saine, rendue aux parents, procès-verbal transmis au Parquet. 31/10/21 : « C'est ma deuxième arrestation, je demeure à l'hôtel... je sais que mes parents sont à... mais j'ignore leur adresse précise. Lors de ma première arrestation, j'ai été remise à ma concierge qui devait me rendre à mes parents, mais elle m'a laissée libre quelques instants après et je continue à faire la noce ». Saine, envoyée au Dépôt à la disposition du Parquet. 8/1/22 : « C'est ma troisième arrestation; mise à la disposition du Parquet le 3/11/21, j'ai été confiée à un patronage d'où je me suis sauvée le 11 du même mois. J'ai été arrêtée hier soir rue... à une sortie de passe ». Saine, remise à la disposition du Parquet.

La loi du 24 mars 1921 assimile la prostitution au vagabondage par son article premier que voici :

« Sont considérés comme vagabonds les mineurs de dix-huit ans qui, ayant, sans cause légitime, quitté soit le domicile de leurs parents ou tuteurs, soit les lieux où ils étaient placés par ceux à l'autorité desquels ils étaient soumis ou confiés, ont été trouvés soit errants, soit tirant leurs ressources de la débauche ou de métiers prohibés. »

(2) Voir page 147.

Les mineures ainsi prévenues de vagabondage parcourent la route des prévenus. L'extrait d'un dossier qui suit expose les diverses étapes parcourues par une mineure et enfin l'application de cette loi :

10/1/21 : « Ma mère est décédée et mon père habite M... Je l'ai quitté il y a trois mois; arrêtée boulevard...; je suis sans travail et reconnais que je me prostitue depuis 3 semaines. » Malade, envoyée à l'infirmerie. 22/2/21 : Guérie, remise à sa belle-mère. 26/7/21 : « C'est ma deuxième arrestation, j'ai été relaxée le 22/2/21; je suis partie pour N... où j'ai vécu du produit de la prostitution. J'ai du reste été arrêtée plusieurs fois à N... pour ce motif ». Malade, envoyée à l'infirmerie. 6/9/21 : Guérie, remise à la disposition de la Police judiciaire *en vertu* de la loi du 24 mars 1921. 7/9/21 : L'Ordonnance n'étant plus valable, relaxée par la Police judiciaire. 18/9/21 : Arrêtée, persiste d'abord, à donner un faux nom et dit : « c'est ma deuxième arrestation » mais le lendemain donne son vrai nom en disant « je ne vis pas avec mes parents, ne m'accordant pas avec ma belle-mère; je loge à l'hôtel rue... et n'ai d'autres ressources que la prostitution ». Saine, remise au Dépôt à la disposition du Parquet.

Voici un fait qui mérite de retenir l'attention :

Le nommé... logeur, rue..., n°..., avait fait connaître à son Commissaire de police qu'une nommée âgée de quinze ans, logeant dans son garni, se livrant à la prostitution, serait atteinte de maladie vénérienne et aurait contaminé trois locataires de son garni.

La Police judiciaire a été priée de prescrire à l'égard de cette fille une surveillance aux fins d'arrestation sur la voie publique dans les conditions réglementaires.

Si la mineure n'avait pas contaminé 3 de ses hôtes, le logeur l'aurait certes gardée pour profiter des clients qu'elle lui amenait. Cette affaire s'inspire de cette philosophie cynique « protéger les hommes » qui, trop souvent est à la base de la réglementation et qui a pour effet de rendre

difficile la poursuite pour « détournement de mineure » ou pour le fait dûment établi, comme dans la lettre citée, qu'un logeur tire profit en « favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de l'âge de 21 ans (1) ». La Police ne peut qu'être l'agent de la Société et exécuter ses volontés. Or, il est excessivement rare que la Société sortant pour une heure de sa torpeur exige l'application de cette loi en l'espèce et la Police continue à exercer à l'égard des filles ainsi signalées « une surveillance aux fins d'arrestation sur la voie publique dans les conditions réglementaires ».

Il est intéressant à cet égard d'esquisser brièvement les viscissitudes qu'à subies, au point de vue réglementaire la réception des filles de débauches dans les garnis :

L'ordonnance du lieutenant-général de Police du 6 novembre 1778 (art. 5) enjoignait :

« A toutes personnes tenant hôtels, maisons et chambres garnies... de ne souffrir dans leurs hôtels, maisons et chambres garnies, aucuns gens sans aveu, femmes ni filles de débauche se livrant à la prostitution. »

L'Ordonnance de Police du 15 juin 1832 confirma cette prescription.

Jusqu'au 1^{er} décembre 1867, les faits qui constituaient une infraction à ces ordonnances étaient considérés comme des délits et déferés, à ce titre, aux Tribunaux correctionnels. Mais, à cette date, un arrêt de la Cour de cassation décida que les dispositions de l'Ordonnance de 1778 étant comprises dans les matières confiées par la loi de 1790, à la vigilance et à l'autorité des corps municipaux, les contraventions dont il s'agissait tombaient sous l'application de l'article 471 du Code pénal et que, dès lors, le Tribunal de simple police était seul compétent pour en connaître. Il

(1) Article 334 du Code Pénal.

devait en être de même — par analogie — pour ce qui touchait l'Ordonnance de 1780, dans ses dispositions applicables aux cabaretiens.

L'article 10 de l'Ordonnance de Police du 25 octobre 1883 stipulait « qu'il était défendu aux logeurs de recevoir habituellement des filles de débauche ».

C'est en se basant sur ces textes que la Préfecture de Police provoquait des poursuites contre les logeurs favorisant la prostitution dans leurs établissements.

Mais les hôteliers firent remarquer — par l'intermédiaire de leur Chambre syndicale — qu'ils ignoraient souvent la conduite tenue par les filles en dehors de leur établissement. S'appuyant sur un arrêt de la Cour de cassation, en date du 8 juillet 1897, les logeurs demandèrent également que le délit d'habitude fut nettement établi avant qu'une contravention ne soit relevée contre les intéressés.

Pour répondre à ces *desiderata*, M. Lépine, Préfet de Police, jugea utile de préciser les circonstances auxquelles devait être subordonnée l'application de l'Ordonnance du 25 octobre 1883. C'est ainsi, que par une circulaire en date du 5 septembre 1899, qu'il adressa aux Commissaires de police, il décida qu'il ne serait pas infligé de contravention à l'hôtelier lorsque la fille, domiciliée dans l'hôtel, ne s'y livrerait pas à la prostitution.

Dans le cas contraire, deux avertissements seraient donnés au délinquant avant poursuites. Ces dernières ne devaient être entamées qu'après constatation d'un troisième fait pouvant permettre d'établir ainsi le délit d'habitude.



Au mois de mars 1904, à la suite des rapports présentés sur la prostitution et la police des mœurs par MM. Mithouard, Quentin et Turot, le Conseil municipal de Paris avait adopté un projet de résolution ainsi conçu :

« Le Conseil,

« Considérant comme abolies virtuellement depuis longtemps les Ordonnances de 1778, 1780 et 1783 ;

« Considérant, en outre, le vote de la Chambre des Députés qui les a formellement supprimées le 9 février 1904 ;

« Emet le vœu :

« Que le Sénat ratifie sur ce point la décision de la Chambre ;

« Invite M. le Préfet de Police à ne plus appliquer désormais les articles abrogés... »

De son côté, le Préfet de Police avait prescrit, le 19 mars 1904, de ne plus verbaliser contre les hôteliers pour réception de filles de débauche.

Conformément à cette prescription, aucune poursuite n'était plus exercée pour ce motif contre les hôteliers, bien que l'Ordonnance de Police du 1^{er} juillet 1905 concernant les logements loués en garni ait stipulé de nouveau (art. 10) « qu'il était défendu aux logeurs de recevoir habituellement des filles de débauche ».

C'est d'ailleurs cette Ordonnance qui, désormais, pouvait seule être visée, car la loi du 12 juillet 1905 concernant les Justices de Paix avait abrogé l'article 5 de l'Ordonnance du 6 novembre 1778.

Mais, depuis la suppression des poursuites, un certain nombre d'hôteliers se montraient moins circonspects qu'autrefois à l'égard des prostituées, qui paraissaient constituer une importante partie de leur clientèle.

C'est pour remédier à cet état de choses que le Préfet de Police considéra comme nécessaire d'interdire par Ordonnance du 31 mai 1907 « aux logeurs, cafetiers, cabaretiers et autres débitants de boissons, de recevoir habituellement des filles ou femmes de débauche pour s'y livrer à la prostitution. »

La Chambre syndicale estimant que cette Ordonnance

n'était que la réédition de l'Ordonnance royale de 1778 abolie par le Parlement introduisit un pourvoi en Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat statuant au Contentieux, rendit le 17 décembre 1909, un arrêté annulant l'article 2 de l'Ordonnance de Police du 31 mai 1907, ainsi conçu :

« Il est interdit à tous cafetiers, cabaretiers et autres débitants de boissons, de recevoir habituellement des filles de débauche, souteneurs et gens sans aveu. »

Mais la haute juridiction tint pour légal l'article premier de la même Ordonnance, par lequel « il était interdit à tous logeurs tenant maison meublée ou chambres garnies, de recevoir habituellement des filles ou femmes — domiciliées ou non dans leurs établissements — pour s'y livrer à la prostitution. »

Pour se conformer à cette décision, le Préfet de Police prit une nouvelle Ordonnance, le 15 février 1910, encore en vigueur actuellement.

Désormais, pour qu'il y ait contravention, il faut que les trois conditions suivantes soient remplies :

1° Que les femmes soient des professionnelles de la prostitution ;

2° Qu'elles soient reçues habituellement dans l'établissement incriminé ;

3° Qu'elles exercent leur métier de prostituée dans ledit établissement.

En somme, la nouvelle Ordonnance est aussi libérale que possible en pareille matière ; elle ne permet pas les tracasseries à l'égard de tel ou tel, elle ne distingue pas entre les établissements publics et les hôteliers n'y sont pas l'objet de dispositions spéciales ; mais on doit reconnaître, par contre, que ce n'est pas tout à fait la protection de la femme contre la débauche qui a inspiré les adoucissements apportés à cette réglementation.

CHAPITRE IV

FONCTIONNEMENT DU SERVICE EN 1921

Pendant l'année 1921, 168 mineures de 18 ans arrêtées pour contravention aux règlements ont passé au Service des mœurs. Ces 168 filles ont donné lieu à 223 arrestations de la façon suivante :

TABLEAU N° 41

Nombre de mineures arrêtées et le nombre d'arrestations
de chacune

Nombre d'arrestations.....	1	2	3	4	7	9	Total
— de mineures de 16 ans.	13	4		1			18
— — de 16 à 18 ans.	113	28	5	2	1	1	150
Total des mineures.....	126	32	5	3	1	1	168
Total des arrestations.....	126	64	15	12	7	9	223

Tous les procès-verbaux et les décisions prises ont été soumis au Parquet.

DISPOSITIONS DÉFINITIVES

En vertu de l'article 66 du Code pénal et, à partir du 1^{er} avril, en vertu de la loi du 24 mars 1921, 103 filles ont été envoyées au Dépôt et mises à la disposition du Parquet.

Les jugements rendus par le Tribunal pour Enfants sur ces 103 filles sont :

Rendues à leur famille.....	17
Confîées aux patronages.....	79
Envoyées en Colonie pénitentiaire	17

En vertu de la loi du 11 avril 1908 le Service a envoyé 65 filles à l'infirmerie et la copie du procès-verbal au Parquet. A leur sortie de l'infirmerie les mesures suivantes leurs ont été appliquées :

Rendues à leur famille.....	56
Placées dans les patronages.....	9

CINQUIÈME PARTIE

LA CORRECTION PATERNELLE

LA CORRECTION PATERNELLE

Tous les enfants qui donnent à leurs parents des sujets de mécontentement très graves, sans pour cela avoir nécessairement commis un délit, peuvent être détenus pendant un certain temps en cellule dans une prison : telle est la correction paternelle, d'après le Code civil français. Les enfants qui en sont l'objet ne sont pas des délinquants proprement dits, car ils ne sont pas, de ce fait, coupables d'infractions à aucune loi, mais cette mesure de rigueur permet de réprimer des écarts de conduite et de punir des actes, qui, comme le vol, ne constituent pas un délit, lorsqu'il est commis à l'égard des parents.

CHAPITRE PREMIER

LES TEXTES DE LOIS ET LEURS LACUNES

L'application de la Correction paternelle est réglée par les articles 375 et suivants du Code civil en ce qui concerne les enfants soumis à l'autorité de leur père ou de leur mère; si l'enfant a été pourvu d'un tuteur, l'article 468 du Code civil détermine les pouvoirs de ce dernier; quant aux pupilles de l'Assistance publique, l'article premier de la loi du 28 juin 1904 permet à cette administration d'envoyer ses

pupilles difficiles dans les institutions spéciales sans avoir recours à aucune formalité judiciaire et pour ceux qui sont vicieux, elle a le pouvoir, par l'article 2 de la même loi, de demander au Tribunal de les confier à l'Administration pénitentiaire.

Beaucoup de critiques ont été faites au sujet des dispositions de la loi et, avant d'en étudier le fonctionnement, il semble utile de les indiquer. M. Henri Rollet, dans son traité de « Médecine légale infantile » en collaboration avec le docteur André Colin, écrit en effet ce qui suit :

Ce n'est que la personne qui a la puissance paternelle d'un mineur qui a le droit de demander une correction paternelle pour celui-ci. Il arrive parfois, que cette personne se désintéresse complètement de l'enfant et celles qui en ont effectivement la garde et qui se chargent de son éducation n'ont nullement le droit de solliciter l'appui judiciaire. Une mère mariée ne peut demander la correction paternelle sans l'assentiment du père de l'enfant ; s'il la refuse, elle est impuissante devant la loi. Une mère veuve et non remariée est obligée d'obtenir l'assentiment des deux plus proches parents paternels avant de pouvoir demander la correction paternelle. Le tuteur d'un orphelin doit obtenir l'autorisation du conseil de famille.

Par la loi du 28 juin 1904, l'Assistance publique peut appliquer une correction paternelle à l'égard des enfants difficiles qui lui sont confiés sans faire appel aux magistrats. Les Institutions privées auxquelles les parents confient leurs enfants ne peuvent pas invoquer cette loi ni demander l'intervention des magistrats même si le père est au loin et que l'enfant devienne absolument indiscipliné.

Sur la simple demande du père d'un mineur de moins de seize ans commencés, le juge est tenu par la loi de rendre l'ordonnance. Ceci est absurde et d'une rigueur qui est corrigée heureusement par la jurisprudence. Pour les mineurs de seize ans commencés, le juge ne donne l'ordonnance qu'après examen des motifs de la demande et avis du Procureur de la République.

Le juge ne peut officiellement prendre d'autres mesures que de rendre ou de refuser l'ordonnance même s'il considère que le bien de l'enfant l'exige. Il est libre d'abréger le temps de la détention demandée par le père, mais l'ordonnance rendue, le père seul peut abréger la durée de la détention fixée. Si le juge s'aperçoit plus tard que la détention fait du tort à l'enfant — s'il l'a enfermé sur

de faux renseignements ou si les raisons du père ne sont plus justifiées — il ne peut que demander au père de libérer l'enfant ou bien conseiller à celui-ci de se servir de ses droits d'appel.

Tous les mineurs ont le droit d'être entendus par le juge, mais s'ils ne se rendent pas à la convocation, ils peuvent être enfermés sans avoir été entendus ; ils ont néanmoins le droit d'appel. Les formalités de procédure prendraient un temps si long qu'en fait ce recours est le plus souvent illusoire.

La loi est muette au sujet du droit des mineurs de se faire assister d'un avocat défenseur. »

Nous devons nous borner à l'étude de la loi et à son application à Paris, car il nous a été impossible de nous documenter suffisamment sur son fonctionnement en province. M. Rollet, M. Aubry et d'autres personnalités prétendent qu'en province, sauf dans les grandes villes, très peu d'enfants font l'objet de corrections paternelles et ils ajoutent que lorsque la loi est invoquée, son application n'est pas la même que dans le département de la Seine. Les magistrats de province hésitent à envoyer un enfant dans les prisons de l'arrondissement — les seules qui soient à leur disposition — car elles n'ont souvent pas de quartier spécial pour les enfants et ceux-ci, forcément, se trouveraient mêlés à toutes sortes de prisonniers adultes.

CHAPITRE II

LA CORRECTION PATERNELLE A PARIS

SON FONCTIONNEMENT

La personne qui, en vertu des articles 375, 381, 383 et 468 du Code civil a le droit de demander une ordonnance de correction paternelle, écrit au Procureur de la République ou au Président du Tribunal civil ou à son délégué et expose les raisons pour lesquelles elle a recours à cette mesure. Le juge, chargé du Service, envoie alors au commissaire de Police du domicile de la famille, une Commission rogatoire comparable à celle citée page 20 demandant des renseignements sur cette famille. Pratiquement, le magistrat est obligé de se contenter de ces renseignements puisqu'il n'a, par ailleurs, pas d'autres moyens d'en obtenir que par la Police judiciaire. Mais celle-ci, soit parce qu'elle est débordée de travail, soit pour d'autres raisons, ne fournit ses rapports que dans un délai de trois semaines ou même un mois.

L'enfant et la personne qui demande l'ordonnance sont convoqués au Cabinet du juge dans la Chambre du Conseil du Tribunal pour Enfants. Si, lors de la comparution, le cas est tel qu'une correction paraît utile, l'ordonnance est rendue et l'enfant, s'il est présent, est immédiatement arrêté; s'il fait défaut, la Police judiciaire reçoit l'ordonnance pour le rechercher. Les mineurs de 13 ans sont placés à l'Assis-

tance publique ; en principe, ils doivent être dans un quartier spécial et isolés nuit et jour. S'ils sont jugés vicieux, ils sont mis en cellule ; mais leur nombre est si peu élevé — 6 en 1921 — qu'ils sont ordinairement avec les autres enfants de l'Assistance, exception faite pour les plus pervers. Les garçons au-dessus de 13 ans sont envoyés à la prison de la Petite Roquette et les filles à Fresnes. Enfermé dans une cellule, l'enfant se trouve tout seul, en face de lui-même et peut réfléchir à ses propres actes. La durée de la détention ne peut dépasser un mois, si l'enfant est âgé de moins de 16 ans commencés et six mois, s'il a dépassé cet âge.

MESURES ÉDUCATIVES

L'Administration pénitentiaire n'a pas de service organisé pour lui permettre l'instruction individuelle en cellule. On ne songe qu'à donner à ces enfants les soins physiques et à les soustraire au contact des enfants détenus comme délinquants.

PAIEMENT

En principe, les parents sont tenus de payer pour les frais de nourriture de l'enfant, une somme minime par jour — actuellement 0 fr. 75 —. S'ils n'ont pas les moyens de payer cette somme, ils peuvent demander à l'Administration d'en être dispensés ; cette demande entraînerait de longs délais et, pour activer l'affaire, ils s'engagent à payer la somme ; mais quand celle-ci est réclamée, ils se procurent un certificat d'indigence de la Mairie et un certificat de non-imposition et arrivent ainsi à éviter de payer, car aucune poursuite n'est, dans ce cas, exercée contre eux par les agents du fisc. Au moment où l'ordonnance est rendue, ils sont mis au courant de cette manière de procéder par le juge.

LE DOSSIER

Le dossier de chaque enfant consiste tout simplement dans la Commission rogatoire et la lettre de demande des parents. Il n'existe aucune trace de la mesure ordonnée sur le casier judiciaire, car ce n'est pas une condamnation.

LES AUDIENCES

Les audiences de la correction paternelle ont lieu à huis-clos ; par exception, il nous a été permis d'y assister et d'étudier de près le fonctionnement du service. On trouve certainement à Paris dans l'application de la correction paternelle une des plus belles œuvres de l'enfance en France : il s'agit non seulement de remettre l'enfant dans le droit chemin, si cela est nécessaire, mais aussi de se rendre compte dans quel milieu il vit et si les parents eux-mêmes n'ont pas de graves torts dans l'affaire.

Voici un père qui a demandé la correction paternelle pour sa fille âgée de 15 ans $1/2$; il se présente en personne pour appuyer sa demande. Les renseignements de la police et, par une chance heureuse, un rapport de la police judiciaire sont entre les mains du juge qui déclare sévèrement au père que celui qui force sa fille à être la domestique mal traitée de sa maîtresse n'est plus digne d'exercer la puissance paternelle et que la procédure de sa déchéance va suivre son cours ! En peu de temps, la fillette sera délivrée d'un père dénaturé et placée chez sa grand-mère maternelle, une brave et honnête femme.

Un petit garçon de 14 ans $1/2$, enfant naturel, est placé par la mère dans un patronage qui l'envoie à la campagne où il vole partout et quitte ses places ; le patronage se désintéresse de lui et le rend à sa mère sans lui donner aucun conseil. La mère, honnête et travailleuse, pas très intelligente, mais ayant heureusement l'appui moral de son

frère, ne cherche qu'à faire de ce gamin un honnête homme et, dans ce but, demande la correction paternelle. Le juge lui conseille de faire examiner son enfant par un médecin aliéniste : celui-ci le reconnaît voleur par instinct, anormal d'intelligence et par conséquent incapable de s'adapter à la vie normale.

Nous rencontrons ici une difficulté : le magistrat n'a pas le pouvoir d'envoyer l'enfant directement dans un asile d'aliénés; les parents peuvent demander son admission, mais les asiles sont tellement insuffisants qu'il y a des chances pour que l'enfant n'y soit pas reçu. S'étant plusieurs fois trouvé en face de ce problème, le juge l'a résolu en envoyant l'enfant à la Petite Roquette; avec le concours du directeur, il l'a fait passer à l'infirmerie spéciale du Dépôt, au Service des Aliénés, où on l'a reconnu aliéné et envoyé en asile. La mère de notre petit garçon a la satisfaction de le savoir en sécurité; de plus, il apprendra un métier facile, celui de jardinier, par exemple, qui lui permettra de gagner sa vie quand il sortira de l'Asile pour laisser sa place à un autre qui en aura plus besoin que lui.

Une mère, veuve de guerre, honnête et travailleuse, a un fils de 17 ans qui ne veut ni lui obéir, ni la traiter avec respect; il ne travaille pas de la journée, sort le soir, menace sa mère de violence quand elle lui refuse de l'argent; si par hasard il travaille quelques jours, il dépense mal à propos jusqu'à son dernier sou. La mère ne veut pas que son fils devienne un vaurien et cherche toute seule, pendant une longue période, à lui faire comprendre les nécessités de la vie : elle demande conseil au commissaire de Police de son quartier qui essaye de l'aider dans sa tâche sans y parvenir.

Ayant demandé l'application de la correction paternelle, elle trouve un magistrat qui envisage fraternellement le but à atteindre, discute avec elle les méthodes pour y parvenir et lui donne la force morale nécessaire pour les bien appliquer. L'enfant refuse de se rendre à la convocation, se mo-

quant de l'affaire; l'ordonnance est rendue et l'enfant est arrêté. S'il n'avait pas protesté, les voisins auraient ignoré ce qui se passait, mais l'enfant ayant résisté, ils ont compris.

Nous nous trouvions dans le cabinet du juge quelques jours après, lorsque la mère, portant sur sa figure les traces d'une grande souffrance morale, est revenue le trouver et lui faire part de ses ennuis : elle craint que son fils ne lui pardonne jamais son arrestation — les voisins la lui reprochent déjà — ; il ne faut pas que son enfant rentre dans ce quartier, mal habité; elle va chercher un autre logement et, en attendant, elle demande qu'on fasse sortir son enfant tout de suite de la Roquette et qu'on le place dans un patronage et toujours elle répète sa peur d'avoir perdu l'affection de son fils!

Le juge l'écoute patiemment et lui répond : — « Non, Madame, ce n'est pas vous qui avez fait arrêter votre fils, c'est moi : je m'arrangerai pour qu'il le comprenne; j'irai le voir samedi matin et si vous revenez l'après-midi, je vous donnerai mon impression. Voyons, vous qui avez souffert si longtemps de son indiscipline, qui avez vu sa chute certaine si une mesure énergique n'était prise à son égard, vous voulez le retirer tout de suite avant qu'il n'apprécie tous vos efforts ! S'il se perd, il pourra vous reprocher ce manque de fermeté. On n'est pas mal là-bas, il aura le temps de regretter vos gâteries, votre affection, le foyer familial et il saura mieux les apprécier. Promettez-moi de ne pas lui faire grâce avant le moment voulu. J'irai, je le verrai, je lui parlerai. Non, il ne restera nulle trace sur son casier judiciaire. Tenez, l'autre jour, un officier supérieur parlait à son colonel du souci que lui causait l'indiscipline de son fils et le colonel qui porte un nom estimé, lui a répondu avec un sourire de réminiscence : « Mettez-le à la Petite Roquette, j'y suis passé moi-même et je sais le bien que cela m'a fait... » Laissez-y votre fils; si vous voulez qu'il entre dans un patronage, voici un mot pour le directeur.

Vous pourrez vous présenter dimanche matin et ainsi vous ne perdrez pas votre journée de travail. »

La mère est partie, soulagée, souriante même et avec l'impression d'avoir rempli son devoir maternel pour empêcher son fils de devenir un malhonnête homme.

CHAPITRE III

LA CORRECTION PATERNELLE EN 1921

LES ENFANTS DIFFICILES DANS LEURS FAMILLES

Pendant l'année 1921, dans le département de la Seine, le juge a reçu 759 demandes d'ordonnances de correction paternelle.

Nous sommes et resterons, pendant toute cette génération, en face de familles frappées de plus d'une manière par la guerre, et les enfants, objets de correction paternelle de 1921, sont des enfants qui n'avaient que de 6 à 13 ans — l'âge le plus difficile — au début de la guerre. Dans certains cas, les parents cherchent un appui près de la justice pour les aider à reprendre l'autorité affaiblie ou perdue. Les dossiers n'indiquent que très rarement si le père a été mobilisé, mais la guerre a modifié la vie familiale de presque tous les Français.

AGE ET SEXE

Des 759 mineurs, 414 sont des garçons et 345 sont des filles. Leur âge et sexe sont au tableau n° 42.

TABLEAU N° 42

Age et sexe des 759 mineurs qui ont été l'objet d'une demande de correction paternelle

SEXE	AGE inconnu	MINEURS de 13 ans	13 à 16 ans	16 à 18 ans	18 à 21 ans	TOTAL
Garçons	75	18	131	142	48	414
Filles	65	4	85	142	49	345
Total....	140	22	216	284	97	759

Il est à remarquer que 54 % sont des garçons et 46 % sont des filles, proportion presque égale. Pourtant, on dit, depuis longtemps, que les filles sont plus faciles à diriger que les garçons. Est-ce une chimère ? D'après les études des dossiers, des familles fortunées viennent demander la correction paternelle pour leurs fils, mais jamais pour leurs filles. C'est là que l'on retrouve l'expression de ce sentiment qui, depuis des siècles, préside à ces deux codes moraux différents pour hommes et pour femmes et a comme conséquence que la société pardonne aux hommes ce qu'elle ne pardonne pas aux femmes. Les familles fortunées qui envoient leurs fils en cellule par la voie de la correction paternelle envoient leurs filles en pension soit chez les sœurs, soit chez des particuliers qui entreprennent leur amendement : elles craignent de ne pouvoir marier leurs filles si celles-ci sont passées par Fresnes ! Si nous pouvions ajouter à nos chiffres le nombre des filles envoyées en correction paternelle par voie privée, la proportion atteindrait peut-être plus de 50 % du total (1).

DEMANDES NON SUIVIES D'ORDONNANCE

Sur les 759 demandes de correction paternelle, 536 n'ont pas été suivies d'ordonnance. Dans ce nombre, on en trouve 257 (133 garçons et 124 filles) dont la suite est inconnue. Ces 257 parents, presque 34 % du grand total, ne se sont pas même rendus aux convocations du juge et n'ont donné aucun signe de vie autre que la lettre de demande. Peut-être ne l'ont-ils écrite que pour faire comprendre à leurs enfants qu'ils possédaient le pouvoir de les faire enfermer s'ils persistaient à ne pas obéir et ceci devait être suffisant pour certains. Pour nous, cela reste dans l'inconnu.

Les suites données aux 279 autres demandes figurent au tableau n° 43.

(1) V. page 223.

TABLEAU N° 43

Suites données aux 279 demandes non suivies d'ordonnance

	Désistement des parents	Admonestation du juge	Arrêtés pour autre cause	Examens mentaux et physiques	Mis en rapport avec les patronages	Réintégrés au domicile	Renvoyés	Total
Garçons .	34	25	11	9	52	2	38	171
Filles ...	44	5	10	1	21	0	27	108
Total.	78	30	21	10	73	2	65	279

PARENTS QUI SE DÉSISTENT

Les 78 parents qui se sont désistés ont agi ainsi pour des motifs divers : c'est au fond très douloureux de faire enfermer ses enfants dans une prison et les parents écoutent les belles promesses, s'y laissent prendre avec l'espoir que leur enfant reviendra à de meilleurs sentiments. M. Rollet, dans son beau livre sur les « Enfants en Prison », écrivait en 1892 alors qu'il était jeune avocat cherchant à éviter la prison aux enfants :

« Les parents qui réclament l'envoi en correction de leur progéniture sont en général d'honnêtes gens, ne se décidant à cette mesure qu'après avoir vainement employé des moyens plus doux... » En effet les parents indignes ne se préoccupent pas de l'amendement de leurs enfants et ne songent nullement à les faire détenir dans un établissement où ils doivent payer leur entretien, s'ils ne sont pas absolument dans l'indigence ; ils laissent l'enfant s'abandonner à ses vices en toute liberté et dans certains cas paraissent même les exploiter. »

M. Rollet, en 1921, devenu juge au Tribunal pour Enfants à Paris, après trente ans d'expérience, écrit encore à peu près la même chose (1).

M. Alphonse Aubry, magistrat actuellement chargé du Service des corrections paternelles, est du même avis. Quoi qu'il en soit, 78 parents ou 10 %, se sont désistés de leur

(1) *Traité de Médecine Légale*, par le Dr André COLLIN et M. Henri ROLLET.

demande d'ordonnance après convocation. Il faut croire, d'après certains indices, que la simple demande a été suffisante pour décider les enfants à retourner dans le bon chemin.

ADMONESTATION DU JUGE

« Admonestation du juge », trois mots qui ne sont point écrits dans le Code, mais qui ont une grande valeur quand l'admonestation vient d'un juge qui s'intéresse à son rôle. La preuve en est que 30 parents, après l'admonestation du juge, ont vu leurs enfants revenir à des idées saines. Les lettres suivantes n'ont aucun besoin de commentaire.

Paris, le 23 juin 1922.

A la suite de l'audience que vous avez bien voulu m'accorder le 31 décembre dernier, j'ai le plaisir de vous faire part, (un peu tard direz-vous) de l'engagement de mon fils X... qui est marin depuis février dernier.

J'ai attendu de vous en faire part, de le voir en permission, pour pouvoir juger de l'amendement qu'il aurait pu prendre sur lui, et ma foi, j'ai constaté chez lui beaucoup de mieux.

J'ose maintenant espérer que votre semonce lui aura été salutaire et qu'il s'efforcera de rester dorénavant sur le chemin de l'honneur. Monsieur le Président je vous remercie de nouveau de votre heureuse intervention et veuillez croire à toute ma reconnaissance pour l'œuvre de resaisissement que vous avez fait accomplir à cet enfant.

28 août 1921.

Monsieur. — Suivant votre conseil, je suis allé chercher mon fils X... le 20 courant.

Trop heureux de rentrer au bercail, il avait fait comme vous savez toutes les promesses désirables.

Mais ces promesses écrites, il me les a refaites verbalement en toute franchise et d'une façon sincère, il a compris peut-être trop tardivement, qu'il avait fait fausse route.

Sans aucun esprit de rancune, il m'a raconté ses deux mois de... villégiature.

De suite, il s'est remis au travail, son patron lui montrant une certaine bienveillance.

Aujourd'hui dimanche, il est allé avec son jeune frère rendre visite à M. l'Aumônier qui a été très content de sa visite.

J'aurai voulu, Monsieur, qu'il aille vous rendre visite, mais le samedi est jour de travail pour lui et son patron est assez pressé. Tant qu'à moi, Monsieur, et je vous parle aussi au nom de sa mère, je n'oublierai jamais l'appui moral que j'ai trouvé auprès de vous dans ce maudit passage.

Les gens sont méchants et les coutumes font loi. Dans notre commune il est presque naturel qu'un jeune garçon fasse ce qu'il veut chez ses parents ou les quitte s'il n'est pas satisfait. Il n'est pas rare de voir de tout jeunes gens se mettre en ménage avec des veuves de guerre ou autres.

J'ai été bafoué et insulté, mais cette petite punition infligée à mon fils sera, je crois, salutaire.

Elle donne aussi à réfléchir à certains petits garnements qui se croient des hommes parce que, parfois, ils gagnent momentanément plus de sous que leur père, obligé par ce fait de leur lâcher la bride.

Dans un temps plus ou moins rapproché, je tiens absolument que mon fils aille vous rendre visite, je serais très heureux qu'il vous remercie lui-même... de la punition que vous lui avez infligée.

Et croyez bien, Monsieur, à toute la reconnaissance de toute ma chère petite famille.

ARRESTATIONS POUR AUTRES CAUSES

D'autres parents, hélas! ont bien trop attendu avant de sévir contre leurs enfants. C'est ainsi que 21 ont été arrêtés pour d'autres causes avant même que l'ordonnance puisse être rendue.

EXAMEN MENTAL

On ne sait ce que sont devenus les 10 enfants qui ont été examinés par des médecins, mais espérons que le sort a été propice à leurs besoins. La correction paternelle a du moins mis les parents en état de résoudre ce problème.

DIRIGÉS VERS LES PATRONAGES

Quoique le juge n'ait la possibilité légale que de rendre ou de ne pas rendre, après enquête, les ordonnances demandées, M. Aubry comprend son rôle d'une façon bien plus large. Dans les cas où l'enfant semble susceptible d'en pro-

fliter, il invite les parents à s'adresser à un patronage. En 1921, 73 enfants — 52 garçons et 21 filles — ont été envoyés aux patronages qui ont bien voulu prêter leur concours. Le Conseil supérieur de la Natalité et de la Protection de l'Enfance voudrait proposer au Parlement un projet de loi qui donnerait au juge chargé des Corrections paternelles le pouvoir de confier l'enfant soit à une personne étrangère à sa famille, soit à une institution charitable ainsi que le fait la loi belge.

RENTRÉS AU FOYER

Deux enfants qui se sont enfuis ont été ramenés au foyer paternel et 65 enfants, dont 38 garçons et 27 filles, sont restés avec leurs parents, soit que ceux-ci aient changé complètement d'idée, soit que ceux-là soient revenus à de meilleurs sentiments.

PROJET D'AFFICHAGE DES DROITS PATERNELS

C'est presque un roman que d'entendre le récit des changements survenus chez certains enfants dès qu'ils ont bien compris les pouvoirs que la loi donne à leurs parents; quelquefois, dit M. Rollet, « c'est le coup de fouet » qui leur fait saisir la relation sacrée entre les parents et les enfants et M. Aubry a projeté de faire imprimer les articles du Code civil sur la correction paternelle et les devoirs et obligations des enfants envers leurs parents, et de les afficher dans les cellules où se trouvent les enfants, objets de leur application. Les détenus auraient ainsi le temps de bien réfléchir sur la portée de ces lois et le magistrat croit que cette leçon serait salutaire.

ORDONNANCES RENDUES

Sur les enfants, objets des 223 ordonnances rendues, on a des renseignements assez précis. Les statistiques qui suivent sont établies d'après les renseignements de la police,

les lettres des parents et des enfants, les feuilles mensuelles de la Petite Roquette et de Fresnes. Nous avons appliqué dans cette étude les mêmes méthodes et principes que dans l'étude sur les Enfants traduits en Justice (1).

Des 223 enfants, 86 (38 %) appartiennent à des familles normales et 137 (62 %) à des familles désunies. Le tableau n° 44 fournit les renseignements sur leur âge et leur sexe d'après les conditions de la famille.

TABLEAU N° 44
Age et sexe des enfants objets d'ordonnances

Familles normales.

SEXE	MINEURS de 13 ans	13 à 16 ans	16 à 18 ans	18 à 21 ans	TOTAL
Garçons	3	13	25	9	50
Filles	0	4	23	9	36
Total....	3	17	48	18	86

Familles désunies.

SEXE	MINEURS de 13 ans	13 à 16 ans	16 à 18 ans	18 à 21 ans	TOTAL
Garçons	5	29	34	3	71
Filles	0	24	30	12	66
Total....	5	53	64	15	137

Sur les 223 enfants, 121 (54 %) sont des garçons et 102 (46 %) sont des filles, la même proportion que dans le total général. Les garçons, dans les familles normales sont de 58 % et dans les familles désunies de 52 %; la proportion des filles de familles normales est alors moins élevée que dans les familles désunies.

Dans les deux groupes, nulle fille mineure de 13 ans ne fait l'objet d'une demande de correction paternelle, mais on

(1) Voir page 65.

est frappé par le fait que sur tous les enfants de famille normale, âgés de 13 à 16 ans, les filles sont en très petit nombre, tandis que dans les familles désunies leur nombre approche de celui des garçons. Entre 16 et 18 ans, la proportion des deux sexes est à peu près égale dans les deux groupes; à partir de 18 ans, elle est la même dans les familles normales, mais dans les familles désunies le nombre des filles s'élève alors à 80 %, pourcentage qui réclame une explication. Bien que la proportion des familles fortunées — familles qui n'envoient pas leurs filles en correction paternelle — soit plus élevée dans les familles normales, leur nombre n'est cependant pas suffisant pour expliquer le chiffre de 50 % pour les filles de ces familles normales contre celui de 80 % pour les filles de familles désunies : il faut en chercher l'interprétation plus loin.

Des 137 enfants de familles désunies, 82 restent avec leur mère et 55 avec leur père; leur âge et leur sexe, classés d'après le parent qui en a la garde, sont aux tableaux nos 45 et 46.

TABLEAU N° 45

Enfants de familles désunies vivant avec leur mère

SEXE	MINEURS de 13 ans	13 à 16 ans	16 à 18 ans	18 à 21 ans	TOTAL
Garçons	2	19	22	1	44
Filles	0	14	19	5	38
Total....	2	33	41	6	82

TABLEAU N° 46

Enfants de familles désunies vivant avec leur père

SEXE	MINEURS de 13 ans	13 à 16 ans	16 à 18 ans	18 à 21 ans	TOTAL
Garçons	3	10	12	2	27
Filles	0	10	11	7	28
Total....	3	20	23	9	55

Le tableau n° 46 où figurent les enfants vivant avec leur père est le seul où les filles se trouvent en plus grand nombre que les garçons. Les pères forcés de travailler en dehors et n'ayant pas la même compréhension qu'une mère des conditions spéciales de l'adolescence, se trouvent en face d'un problème inconnu et difficile ; ils émettent tous la même plainte : « Je ne veux pas que ma fille devienne une fille des rues » et cherchent à lui éviter ce sort. C'est certainement le bon moment pour la Société d'offrir à ces pères tout le concours possible afin d'éviter à leur fille l'arrestation pour cause de débauche qui la mènerait au Service des mœurs ou au Tribunal pour Enfants. Le pourcentage de 80 semble donc s'expliquer par le fait qu'un père seul a bien des difficultés pour élever une fille.

Voici un cas qui met en relief cette situation : X... est une fillette de 15 ans et 3 mois dont le père demandait la correction paternelle. Le père, ayant fait par lettre la demande de correction paternelle, se présenta sur la convocation du juge ; sa fille refusa de venir, se moquant de toute l'affaire et ne croyant pas que son père pouvait la faire enfermer. Les renseignements de police sur le père disent qu'il est un homme sérieux, qui fait tout son possible pour bien élever ses enfants et que X... est une fillette très difficile, à qui le séjour à Fresnes ne peut faire que du bien. A ce moment, nous nous trouvions dans le Bureau du Tribunal pour Enfants et le juge est venu nous chercher, nous demandant si nous voulions entreprendre une enquête sur la famille. Nous l'avons accompagné volontiers dans la Chambre du Conseil où le père, ouvrier spécialiste, propre, endimanché, sobre et sérieux, nous raconte que sa femme est partie, il y a cinq ans, pour suivre un amant, laissant ses trois filles âgées de 10, 13 et 16 ans. L'aîné a épousé un honnête ouvrier et loge dans la même maison que son père, la deuxième a des amants, la plus jeune semble prête à l'imiter et refuse catégoriquement de travailler. Il fut

convenu que nous nous rendrions chez eux le lendemain dimanche, ce que nous avons fait.

La fille, grande, forte, développée, paraît avoir 18 ans, elle dit qu'elle cherche du travail, mais qu'elle n'en trouve pas; le père soutient qu'elle peut s'en procurer dans les fleurs artificielles pour la fabrication desquelles elle est très habile; cependant, elle ne veut plus y travailler et cherche un autre débouché, préférant la couture et la représentation : le père s'y oppose formellement ; elle sort tous les soirs et ne rentre qu'à 2 ou 3 heures du matin, refusant obéissance à son père. A la fin d'un entretien de trois quarts d'heure, nous sommes partis après avoir pris rendez-vous pour le mercredi matin afin de pouvoir causer seule avec la fillette et lui donner le temps de chercher un prétendu travail.

Le mercredi matin, le travail n'était pas encore trouvé, mais l'enfant nous a confié quantité de détails sur sa vie que nous avons pu de suite contrôler chez la sœur aînée et la grand'mère paternelle ainsi qu'auprès de la deuxième fille qui s'est rendue chez nous. X... n'a jamais fréquenté la classe, elle sait très peu lire et son orthographe laisse beaucoup à désirer : après le départ de sa mère, elle a vécu pendant quelque temps avec sa grand'mère maternelle, ensuite chez un arrière-oncle paternel, enfin avec une tante maternelle, gâtée par tout le monde; son père ne voulant plus se passer de sa fille l'a reprise chez lui et depuis l'âge de 11 ans, elle a vécu avec lui; à 13 ans, elle a commencé son apprentissage dans les fleurs artificielles et a travaillé assez bien jusqu'en août dernier où elle a demandé un mois de vacances; depuis lors, son travail est devenu très irrégulier. En décembre 1921, sa sœur aînée s'est mariée et la fillette n'a plus travaillé; elle se farde et sort tous les soirs. Elle nous confie que depuis le mois d'août dernier, elle a des relations avec des hommes, fait que le père ignore et qui rend plus difficile la solution du problème. La plus grande mésentente règne dans la famille : X... ne s'entend pas avec sa sœur aînée non

plus, ni avec la grand'mère paternelle et elles se détestent ; le père, aigri par les circonstances de sa vie, est devenu très triste et très dur.

Après nombre d'entretiens avec les différents membres de la famille, nous avons réussi à réveiller chez tous — la grand'mère exceptée — une sympathie pour cette fillette, délaissée depuis sa jeunesse et de qui, maintenant, on attend autant de sagesse que d'une femme — état d'esprit très fréquent dans ces familles. La sœur aînée et la fillette qui ne s'entendaient pas du tout commencent à se fréquenter, mais puisque la fille refuse encore de travailler, le magistrat l'envoie à Fresnes. Nous avons préparé son séjour à Fresnes en signalant la situation de cette famille à la surveillante en chef qui s'intéresse à la fillette et lui prête une attention spéciale. Pendant deux ou trois jours, elle est en état de révolte, mais bientôt elle reconnaît son impuissance contre les murs d'une cellule et les lettres suivantes fournissent une idée de sa préoccupation constante. Nous en respectons rigoureusement l'orthographe.

Mardi, 2 mai 1922.

Papa,

Je t'écris pour te dire que je vais me remettre au travail comme je te les dit mais tu ne le crois pas tu as eu tort car tu vois ou que je suis mais il n'est pas de ma faute c'est parce que j'ai toujours été mal conseiller on en a profiter parce que je suis jeune et moi comme une bête je les est écouter c'est le tort que j'ai eu je m'en aperçois maintenant mais aussi je voudrais bien que tu le dises à maman tu n'aura qua le dire à G... elle lui écriras et je voudrais bien que tu récrives le plutot possible ou que vienne car je crois qu'on peut venir car je croyer qu'il ne fallait pas d'argent mais il en faut est je n'en est pas je voudrais te dire bien des choses que tu qu'on prendra peut-être maintenant et je te dirais tou mois mais d'après mes intentions tu verras car elle sont très sérieuses je pense que tu réfléchiras bientôt.

Je termine ma lettre en t'embrassant bien le bonjours à G... est a F... est a maman.

Ta fille X...

, Jeudi, 4 mai 1922.

Papa,

Je te récris pour te voir le plus tôt possible on peut venir tous les jours viens vite je te jure que je ne recommencerais plus, que je retravaillerais et que je serai sage, viens vite je tenprie viens je pense que tu feras ce que tu as dit car je te jure que je serais sage pour toujours car j'ai bien réfléchi et il y a que le travail dans la vie pour être heureuse et arrivée à quelque chose car toi tu as toujours cru que je voulais faire comme S... non jamais je voit trop ce qui lui en reste j'aime beaucoup mieux être comme G... je serai plus heureuse car maintenant je comprends ce que c'est qu'un père comme j'ai déjà vue ce que c'était qu'une mère papa c'est ta fille qui te demande pardon; et reviens vite me chercher je te jure que je serai sage pour toujours je t'écouterai toujours je t'en prie reviens vite me chercher c'est ta fille qui te le demande car je travaillerais toujours je ferais comme toi car en travaillant on oublie tout reviens je te demande pardon, j'espère que tu ne ceras pas méchants est viens vite me voir car tu n'as plus qu'une fille garde là car je serai sage je te le jure Papa viens vite me chercher est pardonne moi car je t'assure j'ai bien réfléchi et viens vite je serais sage je te le promets. Tu voudras s'il te plais m'apporter ma savonnette une serviette ma brosse à dents un peigne dit à G... qu'elle vienne est a maman car je m'ennuie, à mourir.

Ta fille qui t'embrasse,

X...

Le père, très ému, nous apporte les lettres et pleure à chaudes larmes, mais nous lui conseillons de tenir bon et de ne pas la faire sortir trop tôt. La sœur aînée va la voir; au parloir, à la vue de sa jeune sœur derrière le grillage, elle fond en larmes ainsi que X... qui promet tout ce qu'on voulait et prie sa sœur d'envoyer son père la voir. Dès ce moment marque la renaissance d'une véritable affection entre les deux sœurs. Le dimanche suivant, le père passe chez nous en revenant de Fresnes, les larmes aux yeux; il reconnaît avoir été trop dur pour sa fillette dès maintenant, il essaye de lui témoigner plus de douceur. Nous l'engageons à lui trouver du travail avant sa sortie pour qu'elle n'ait pas le temps de recommencer sa vie de paresse.

Son premier patron ayant promis de la reprendre, de la surveiller et de prévenir le père du moindre écart de conduite, on l'a fait sortir de Fresnes et elle s'est remise au travail, mais le malheur a voulu qu'il se produisit alors un autre chômage de deux semaines : l'idée de ne plus travailler la reprend. Le père vient nous retrouver nous priant de nous en occuper. De suite, nous allons à la maison où la jeune fille se trouvait seule, elle se plaint de l'attitude de son père qui ne veut pas prendre au sérieux une demande en mariage de la part d'un garçon d'hôtel, de nationalité italienne; elle l'a rencontré au café quelques mois auparavant. Durant une heure, nous avons essayé de faire comprendre à cette fille l'état d'esprit de son père, ses difficultés et les malheurs de sa vie ; la fille en a pleuré, reconnaissant que son père avait rempli sa tâche de son mieux ; le lendemain, elle a repris son travail.

Une semaine plus tard, une lettre d'elle nous implore pour venir de suite, ce que nous avons fait ; le père, dit-elle, lui commandait de quitter la maison, mais refusait les papiers nécessaires pour entrer dans un hôtel. A notre demande : « Mais pourquoi ne voulez-vous pas travailler ? » elle répond : « Je ne peux pas rester toute la journée dans une maison avec des fenêtres fermées ; j'aime me promener ! » et elle ajoute : « Je ne comprends pas mon père, car il fait plus de 6 francs d'économies quand je prépare les repas et fais le ménage, or je ne gagne que 6 francs par jour quand je travaille. » Bien qu'elle ait raison, son père ne veut pas qu'elle reste seule à la maison sans surveillance. Lors de notre première visite, la maison était mal tenue, mais nous avons réussi à lui faire comprendre que les travaux du ménage étaient de première nécessité et le jour de notre dernière visite, la maison était parfaitement en ordre. Le prétendu fiancé passe ses vacances en Italie ; le père n'étant ni à son atelier, ni chez lui, nous lui laissons un mot et conseillons à la fille et à la sœur aînée, si le père la mettait, le soir

venu, sur le pavé, de venir coucher chez nous. Nous avons répété à la fille aînée ce que nous avions dit aussi au père : qu'il faudrait au plus tôt marier cette fille qui, quoique âgée de 15 ans 1/2 en a réellement 18 et est initiée à la vie conjugale dont elle ne peut pas se passer. La sœur aînée, entièrement de notre avis, devait dire à son père que nous partions de Paris le lendemain et que s'il voulait enfermer encore sa fille à Fresnes, jusqu'à notre retour, ou bien la laisser tranquillement faire le ménage, nous nous occuperions alors des démarches nécessaires auprès du jeune homme.

Nous avons reçu le lendemain une lettre de la jeune fille nous apprenant qu'elle s'est arrangée avec son père.

PROFESSION DES PARENTS

Les demandes de Correction paternelle viennent de tous les rangs sociaux, du plus haut au plus bas, des hommes de profession libérale et des rentiers aux ouvriers non-qualifiés.

Familles normales

Dans les familles normales, les professions sont réparties ainsi :

PÈRES		MÈRES	
—		—	
Professions libérales ou			
commerçants	17	Commerçantes	9
Fonctionnaires	9	Employées	1
Employés	14	Ouvrières spécialistes.....	7
Ouvriers spécialistes.....	32	Ouvrières non qualifiées..	10
Ouvriers non qualifiés....	12	Concierges	4
Malades	2	Ménagères	55
Total.....	86	Total.....	86

Sur le total, 60 mères (70 %) restent à la maison, 55 s'occupent simplement des soins du ménage, une de la couture, quatre autres sont concierges.

Familles désunies

Les professions des parents des familles désunies sont les suivantes :

PÈRES		MÈRES	
—		—	
Professions libérales et			
grands commerçants....	3	Employées	8
Fonctionnaires	9	Ouvrières spécialistes.....	18
Employés	10	Ouvrières non qualifiées...	34
Ouvriers spécialistes.....	24	Petites marchandes.....	11
Ouvriers non qualifiés....	9	Ménagères	11
Total.....		Total.....	
55		82	

Des 82 mères de familles désunies, 13 restent à la maison, sur ce nombre 2 travaillent comme couturières et 11 s'occupent des soins du ménage, 9 % contre les 70 % des mères de familles normales. Les pères de familles désunies, à une seule exception près, travaillent en dehors ; dans un cas, la grand'mère paternelle et dans un autre, une sœur du père tiennent la maison : ces 16 enfants ont donc été surveillés convenablement ; quant aux 121 autres, ils ont été livrés à eux-mêmes.

Bien que les enfants des deux groupes de familles soient de tous les rangs sociaux, la proportion en est différente : dans les familles normales, 4 % des chefs de famille sont ouvriers non-qualifiés, dans les familles désunies le pourcentage s'élève à 31 — proportion qui vient de ce que 34 des 43 chefs de familles désunies sont des mères. A l'autre extrémité de l'échelle professionnelle, on compte parmi les chefs des familles normales 20 % et dans les familles désunies, 2 % qui ont des professions libérales ou sont de grands commerçants. Ce pourcentage de 20 %, un cinquième des familles normales, d'un assez haut rang social, qui demandent la correction paternelle pour leurs enfants démontre l'étendue de cette pratique à Paris et son importance sociale.

MŒURS DES PARENTS DES FAMILLES NORMALES

Dans les dossiers de 1921 des familles normales, nous n'avons pas trouvé de renseignements spéciaux sur la conduite des parents, mais néanmoins, le fait qu'ils habitent ensemble avec leurs enfants laisse supposer que les mœurs sont assez bonnes; pourtant, ce n'est pas toujours vrai comme nous le démontre le cas suivant :

Un père, en février 1922, demande la correction paternelle pour son fils âgé de 17 ans qui, dit-il, ne le traite pas avec respect. Nous étions présentes à l'audience quand tous deux se rendirent à la convocation du juge. Le père, ouvrier, viveur, portant sur sa figure les traces de l'alcoolisme, est obséquieux envers le magistrat et despotique envers son fils. Le garçon, propre, décemment mis, manifeste du dégoût et de la rancune à l'égard de son père qui répète que son fils ne se conduit pas comme il convient à un fils, que la paix n'existe pas chez lui, que le garçon est soutenu par sa mère et il les accuse presque d'être coupables d'inceste. Le garçon, en entendant ces mots, est près de bondir sur son père, il le dément formellement et, sous l'influence de l'indignation, raconte toutes les misères malsaines de cette famille : le père ne veut pas travailler, fréquente les cafés, amène jusque dans le lit conjugal les filles publiques, loge sa famille dans une baraque, la mère travaille comme blanchisseuse et, avec l'aide du garçon, subvient aux besoins du ménage et de ses trois enfants.

Ces paroles débitées en torrent font sursauter le magistrat; cependant, les renseignements de police ne sont pas encore arrivés, il ne peut donc que conseiller au fils de bien se conduire avec son père, quoiqu'il n'approuve pas ses mœurs; il menace le père de la déchéance de la puissance paternelle si les déclarations du fils sont exactes et lui recommande de ne pas user de violence envers les membres de sa famille, car il sera surveillé. D'après les renseigne-

ments reçus quelques jours plus tard, le fils avait raison, le père avait menti en tous points et une procédure de déchéance de la puissance paternelle va être établie.

MŒURS DES PARENTS DES FAMILLES DÉSUNIES

Les mœurs des parents des familles désunies qui demandent la correction paternelle pour leurs enfants ne sont pas toujours à louer et parfois elles sont même déplorables. Les renseignements à cet égard sont fournis par les tableaux n^{os} 47, 48 et 49.

TABLEAU N^o 47

Parents de familles désunies vivant seuls avec leurs enfants

	CÉLIBA- TAIRES	VEUFS	DIVOR- CÉS	SÉPARÉS DE FAIT	TOTAUX
Pères	0	12	9	10	31
Mères	9	37	4	11	61
Totaux....	9	49	13	21	92

TABLEAU N^o 48

État-civil avant mariage des parents des familles désunies

	CÉLIBATAIRES	VEUFS	DIVORCÉS	TOTAUX
Pères	0	11	1	12
Mères	2	11	1	14
Totaux.....	2	22	2	26

TABLEAU N^o 49

État-civil des parents des familles désunies vivant en concubinage

	CÉLIBA- TAIRES	VEUFS	DIVOR- CÉS	SÉPARÉS DE FAIT	TOTAUX
Pères	1	4	3	4	12
Mères	2	3	0	2	7
Totaux....	3	7	3	6	19

On relève dans ces tableaux 18 divorces, 27 séparations de fait, 45 cas où il y a eu de graves désaccords dont les enfants ont inévitablement eu connaissance. Dix-neuf (19), presque 14 %, vivaient en concubinage, dont 12 pères et 7 mères; et pour 7 enfants vivant avec leur père et 2 vivant avec la mère, l'autre parent vivait en concubinage, ayant abandonné son enfant.

Dans la plupart de ces cas, le parent qui ne reste pas avec l'enfant essaie de créer la mésintelligence entre lui et le parent qui en a la garde; cependant, les père et mère, dans deux familles, malgré leur séparation, s'étaient mis d'accord pour l'envoi en correction de leurs enfants : par contre, dans une famille de chaque catégorie, il existait une idée de vengeance de la part d'un père et de la part d'une mère qui motivait leur refus à la demande de correction. Toutes ces misères morales, ces idées de vengeance, de mésintelligence nous donnent une image émouvante de la vie pitoyable de ces pauvres enfants.

Un dossier dit : une mère est partie avec son amant qui plus tard a pris sa fille, âgée de 15 ans $1/2$; la mère porte plainte pour détournement de mineure. La fille rentre chez son père, mais, au bout de 10 jours, s'enfuit!

Un deuxième nous apprend qu'un père « voulait donner à sa fille une bonne éducation », mais elle suivit la mère et le frère de l'amant de celle-ci en a fait sa maîtresse.

Un autre encore nous montre la vengeance d'une femme sur la fille de son amant, âgée de 16 ans, avec laquelle elle se disputait continuellement, si bien qu'une veuve voisine, mère elle-même de deux filles, l'a recueillie pour la soustraire à cette vie malheureuse. La maîtresse poussait le père à demander la correction paternelle. Après l'enquête, le juge a conclu à un non-lieu et la fille est restée avec la bonne Samaritaine qui l'avait déjà recueillie.

Sur les 7 non-lieux, 3 se trouvaient dans des conditions analogues.

ÉTAT CIVIL DES ENFANTS

Dans les familles désunies, 11 mères et 1 père sont célibataires et 2 mères se sont mariées après la naissance des enfants, ce qui nous donne 14 enfants naturels. Dans les familles normales, nous avons placé une famille composée du père, de la mère, non-mariés qui vivaient ensemble depuis plus de 17 ans, parents de 4 enfants tous reconnus (1). Dans ce groupe, nous trouvons aussi 2 enfants naturels, légitimés par le mariage, d'où un total de 20 sur les 223 enfants, soit 9 %.

Ces enfants naturels ont parfois reproché leur naissance à leur mère et même quelques-uns lui disaient : « Que veux-tu de moi ? Je ne suis qu'un enfant de fille ! » Toutes ces filles-mères sont des femmes travailleuses et honnêtes qui toutes ont eu leur vie brisée. Elles ont porté, elles portent encore ce lourd fardeau qui résulte de l'existence de deux codes moraux différents pour les hommes et pour les femmes. Les pères des enfants sont aussi et même peut-être plus coupables que les mères, mais ils n'ont ni souffrance morale, ni aucune charge matérielle de leur paternité.

NOMBRE D'ENFANTS DANS LES FAMILLES

Il y aurait peut-être intérêt à indiquer à ceux qui parlent d'accroître la natalité en France, que 25 enfants de familles normales et 55 enfants de familles désunies sont enfant unique. Les renseignements à ce sujet sont fournis par le tableau n° 50.

(1) Après que toutes nos statistiques ont été faites, le juge nous a appris que ces parents s'étaient mariés tout dernièrement et avaient légitimé tous les enfants. Ils se sont présentés le lendemain de leur mariage, rayonnants et satisfaits d'avoir suivi le conseil du juge.

TABLEAU N° 50

Nombre d'enfants dans la famille

Nombre d'enfants ..	1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Familles normales ..	25	21	18	6	6	7	0	2	1	86
Familles désunies ...	55	30	21	15	6	9	1	0	0	137
Totaux..	80	51	39	21	12	16	1	2	1	223

RÉSIDENCE ET LOYERS

La police ne semble pas considérer comme très utile de rechercher la durée des périodes de résidence dans la même maison ni le loyer des familles et les renseignements à ce sujet sont très sommaires.

Les périodes de résidence pour 50 familles normales sont les suivantes :

De 1 à 5 ans, 4; de 5 à 10 ans, 12; de plus de 10 ans, 24.

Et pour 71 familles désunies, elles sont :

Moins d'un an, 4; de 1 à 5 ans, 25; de 5 à 10 ans, 17; plus de 10 ans, 25.

Les loyers de 38 familles normales et de 51 familles désunies sont :

Loyers en francs....	100-200	200-600	600-1.000	au-dessus 1.000
Familles normales....	4	31	1	2
Familles désunies....	9	32	6	10

Dans les deux groupes, 3 familles habitent une maison qui leur appartient; 2 familles normales et 4 familles désunies habitent en garni.

Ces renseignements indiquent que ce sont des parents qui restent plutôt en place mais que les logements, jugés d'après les loyers, sont certainement trop petits pour le

nombre de personnes composant les familles dont quelques-unes vivent dans des taudis épouvantables (1). M. Edouard Fuster, dans une conférence au Collège de France, disait que des familles françaises préfèrent se restreindre au point de vue du logement, plutôt que de faire des économies dans un autre sens. Cette question est, au point de vue social, très peu discutée en France, cependant certaines personnes la considèrent comme importante et croient que l'avenir des enfants se trouve dans une santé robuste. Or, une santé vigoureuse ne peut exister lorsqu'une famille nombreuse vit et couche dans une ou deux chambres; de plus, un enfant entassé pêle-mêle dans une chambre avec 6 ou 7 autres personnes ne peut acquérir aucune idée de modestie personnelle.

SALAIRES DES PARENTS

Les renseignements sur les ressources sont sommaires et dans les familles où plusieurs personnes travaillent, on ignore les gages de quelques-uns. Néanmoins, nous trouvons les salaires de 62 pères (72 %) de familles normales et 49 pères et 52 mères (64 %), chefs de familles désunies qui sont classées aux tableaux n^{os} 51 et 52.

TABLEAU N^o 51

Salaires des pères de familles

FAMILLES	0 à 10 francs	10 à 20 francs	20 à 30 francs	PLUS DE 30 francs	TOTAUX
Normales	0	26	22	14	62
Désunies	2	24	12	11	49
Totaux	2	50	34	25	111

(1) « De tous les besoins économiques ressentis par les ouvriers, c'est le besoin de logement qui se trouve le moins développé. » — P. 445, Maurice HALBWACHS. *La Classe Ouvrière et les Niveaux de Vie*, Paris, Alcan, 1912.

TABLEAU N° 52
Salaires des mères de familles

FAMILLES	0 à 5 francs	5 à 10 francs	10 à 15 francs	PLUS DE 15 francs	TOTAUX
Normales	4	6	3	4	17
Désunies	6	20	12	14	52
Totaux....	10	26	15	18	69

Les salaires des pères des deux groupes de familles sont à peu près égaux, excepté, parmi ceux gagnant de 20 à 30 francs, les pères de familles normales sont plus nombreux; quant aux mères appartenant à des familles désunies, et actuellement chefs de familles, 2 seulement gagnent plus de 20 francs par jour et 1/3 gagne au-dessus de 15 francs, et les salaires de la moitié sont au-dessous de 10 francs. La moyenne des salaires des chefs de familles est infiniment plus basse dans les familles désunies — où elle est bien au-dessous de 15 francs — tandis que dans l'autre groupe elle s'élève au-dessus de 25 francs.

ORDONNANCES NON EXÉCUTÉES

Des 223 ordonnances rendues, 86 n'ont pas été exécutées. Sur ce nombre, le juge a prononcé 7 non-lieu et une mère n'a pu payer les frais de voyage pour faire venir sa fille d'une ville du Nord où elle s'était enfuie. Le sort des 78 autres est indiqué au tableau n° 53.

TABLEAU N° 53
Sort des 78 enfants objets d'ordonnances non exécutées

FAMILLES	ARRÊTÉS pour autre CAUSE	En PUITE	DÉSISTEMENTS des PARENTS	TOTAUX
Normales	4	19	8	31
Désunies	8	27	12	47
Totaux.....	12	46	20	78

Des 20 parents qui se sont désistés par faiblesse et qui ont hésité à mettre leur enfant « en prison », un cas frappant est celui d'une fille de 17 ans qui, d'après la mère, fait « un métier odieux ». Cette mère, veuve et domestique, vit en garni; la fille, partie avec un amant, est arrêtée à Marseille, munie de faux papiers, prête à s'embarquer avec lui se donnant comme sa femme, pour l'Amérique du Sud. Elle prétend s'être laissée arrêter en apprenant que « son amant est un souteneur qui fait même la traite des blanches ». A son retour, la mère écoute les belles promesses de sa fille et la fait soigner d'une maladie vénérienne; revenue à la santé, elle recommença à se mal conduire et la mère affolée demande de nouveau la correction paternelle.

Les enfants quelquefois se sauvent de chez leurs parents quand ceux-ci parlent de correction paternelle et souvent aussi la demande est faite pour que l'enfant prodigue soit recherché par la police. Quarante-six (46) ordonnances n'ont pas été exécutées en raison de la fuite des enfants et 12 parce que le mineur a été arrêté pour d'autres causes.

PERSISTANCE DES PARENTS

La durée de la détention diffère de beaucoup des délais fixés par les ordonnances exécutés. Ces faits se trouvent au tableau n° 54.

TABLEAU N° 54

Comparaison du délai fixé par l'ordonnance et période de détention

FAMILLES	DURÉE RÉELLE de la détention	PÉRIODE FIXÉE PAR L'ORDONNANCE						POURCENTAGE du total
		15 jours	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois	6 mois	
Normales.	Moins de 1/3	»	1	2	5	»	15	42
Désunies..	»	»	1	3	3	»	22	25
Normales.	1/3	»	6	»	»	»	6	22
Désunies..	»	1	5	»	3	»	7	19
Normales.	la moitié	»	2	»	1	1	2	11
Désunies..	»	»	6	1	3	»	3	16
Normales.	complète	»	5	»	5	»	3	24
Désunies..	»	»	20	»	2	»	3	30

Chose intéressante, la période de détention est généralement plus longue pour les enfants de familles désunies que pour ceux de familles normales. Ces derniers ont-ils le sens moral plus développé et reviennent-ils plus vite à de meilleurs sentiments, ou leurs parents sont-ils plus facilement attendris ? Nous n'en savons rien. Sauf de très rares exceptions, les parents, aussi bien que le juge, espèrent que l'enfant reconnaîtra ses fautes et demandera pardon avant l'expiration du délai prononcé. Le juge se fait un devoir de guetter l'arrivée de ce moment ardemment désiré où l'enfant revient à lui-même et avise aussitôt les parents qui viennent généralement le rechercher pour lui faire grâce d'un aussi grand nombre de jours possible et s'attirer ainsi sa reconnaissance. Malheureusement, beaucoup de parents comprennent si mal le véritable intérêt et le bonheur de leurs enfants qu'ils abrègent arbitrairement la durée de la détention. Les mères surtout se laissent très facilement guider par une tendresse aveugle.

Dans les familles normales 24 % et dans les familles désunies 30 % des enfants ont subi intégralement la durée de la correction fixée par le juge. Il nous a été impossible d'établir le nombre exact des enfants sortant des maisons de détention sans le consentement du juge qui nous affirme qu'au moins dans 25 % des cas les parents ont retiré l'enfant trop tôt.

AVIS DU COMMISSAIRE DE POLICE

Le juge demande toujours l'avis du commissaire de Police sur l'utilité d'une correction paternelle. Les réponses sont :

	PAS D'AVIS	OUI	NON-LIEU
Familles normales.....	28	55	3
Familles désunies.....	37	96	4
	65	151	7

Le magistrat lui aussi a rendu 7 non-lieu mais 2 seule-

ment sur les enfants visés parmi les 7 non-lieu des commissaires ! Pour les 5 autres non-lieu du magistrat l'avis des commissaires avait été contraire sur 2 et, sur 3, néant. De ces faits et d'autres semblables, il résulte que le magistrat à tout intérêt à contrôler ou même à compléter les renseignements fournis par la police.

MOTIFS DE DEMANDES

Les motifs de demandes sont nettement exprimés dans les lettres des parents et nous les présentons au tableau n° 55.

TABLEAU N° 55

Motifs des 223 demandes de correction paternelle, classés d'après l'âge, le sexe et la situation de famille

AGE	SEXE	COMBINAISON de MOTIFS	VAGA- BONDAGE	VOL et VAGA- BONDAGE	REFUS de tra- vailler	INDISCI- PLINÉS
—	—	—	—	—	—	—
<i>Familles normales :</i>						
Moins de 13 ans	Garçons.	»	1	2	»	»
—	Filles...	3	1	3	3	3
13 à 16 ans	Garçons.	»	»	»	»	»
—	Filles...	1	3	»	»	»
16 à 18 ans	Garçons.	5	3	4	11	2
—	Filles...	3	13	2	3	2
18 à 21 ans	Garçons.	1	»	3	2	4
—	Filles...	»	4	»	2	3
<i>Familles désunies :</i>						
Moins de 13 ans	Garçons.	1	1	1	»	2
—	Filles...	»	»	»	»	»
13 à 16 ans	Garçons.	8	8	5	6	2
—	Filles...	6	7	3	4	4
16 à 18 ans	Garçons.	4	6	10	7	7
—	Filles...	2	20	2	4	2
18 à 21 ans	Garçons.	1	1	»	1	»
—	Filles...	2	7	»	3	»
Total familles norm.		12	25	14	21	14
Tot. familles désunies.		24	50	21	25	17
TOTAUX.....		36	75	35	46	31

Le vagabondage des enfants, grief le plus souvent invoqué, motive 110 demandes dont 35 contiennent aussi des faits de vol soit chez leurs parents, soit chez les patrons. Dans les 36 demandes ayant un motif complexe, 10 enfants sont des vagabonds, et parmi les 46 qui ne veulent pas travailler, le vagabondage fournit le motif secondaire pour 10. Tous ces faits élèvent le total de vagabonds à 130 (58 %) de tous les enfants qui ont ainsi manifesté de l'indiscipline et de la désobéissance.

En deuxième lieu, viennent les enfants qui refusent de travailler tout en restant chez leurs parents. Par contre, sur les 110 vagabonds, au moins 50 % n'ont rien fait pendant plusieurs mois avant leur départ du foyer. Exception faite pour les filles qui quittent leur famille pour s'adonner à la prostitution, presque tous les enfants qui vagabondent ne se livrent à aucun travail. Parfois les parents disent que le dégoût du travail est venu aux enfants à la suite de longs chômages, mais le plus souvent, ils prétendent que cette antipathie résulte « des mauvaises fréquentations », phrase qui se répète à l'infini dans tous les dossiers aussi bien pour les enfants traduits en Justice que pour ceux des corrections paternelles. Les parents blâment aussi « la liberté de la rue » et « le quartier mal habité », ce que les commissaires de Police traduisent par « un manque de surveillance de la part des parents » : chacun inconsciemment se rejette la pierre. Ces mots « mauvaises fréquentations », pour beaucoup de personnes, placent l'enfant derrière un mur épais qu'elles n'essaient pas de percer; elles s'en servent au contraire comme justification, pour ne plus s'occuper de lui.

Les motifs de 36 demandes relèvent de plusieurs causes. Un père, par exemple, dit de son fils, un petit gamin de 13 ans : « Il ne veut pas aller à l'école, ne veut pas travailler, monte dans des tramways sans argent, ne rend pas la monnaie sur les commissions. » Les renseignements de la police ajoutent : « arrêté 5 fois pour vol, a été à la Petite

Roquette pendant un mois en 1921, a été placé par un patronage, s'est sauvé 3 fois » et tout cela sur un petit garçon mineur de 13 ans qui vit avec ses deux parents dans une petite maison qui leur appartient. La famille comprend, outre ce garçon, une petite fille de 11 ans et un garçon de 9 ans; le père gagne 30 francs par jour. Cet enfant certainement se fera arrêter un jour très proche pour un délit qui lui vaudra l'envoi dans une colonie pénitentiaire (1) jusqu'à ses 21 ans, et si, après examen, on l'avait fait entrer dans un asile mental, il aurait reçu une instruction en rapport avec le niveau de son intelligence.

Beaucoup de ces enfants difficiles ont besoin de traitements médicaux ou mentaux, fait rarement discerné par la majorité de ceux qui s'en occupent. En voici une preuve saisissante. Une fille de 19 ans 1/2 dont la police dit « ne travaille pas, a des accès de colère épouvantable, casse les objets, frappe sa famille », a deux sœurs aînées institutrices qui ont été forcées de quitter la maison paternelle pour trouver le repos nécessaire à leur travail; la famille a même été menacée d'expulsion à cause de cette fille. Dix mots de la Commission rogatoire renfermaient la clef du mystère « la mère a passé 2 ans dans un asile d'aliénées ». L'indiscipline proprement dite n'existe pas chez cette fille; sans la faire examiner, on l'envoie à Fresnes ce qui procure à la famille une période de tranquillité temporaire, mais ce qui ne contribue en rien à l'amélioration de l'état de l'enfant.

Citons plusieurs cas analogues qui indiquent combien il est futile d'appliquer aux anormaux les mêmes traitements qu'aux enfants ayant leur capacité intellectuelle normale. Un garçon, en 1919 et en 1920, à l'âge de 14 ans a été soumis à la correction paternelle et à nouveau, en février et juillet 1921. Le 8 janvier 1922, le juge, à la suite d'une

(1) Nous avons appris tout dernièrement qu'en fait, notre pronostic a été justifié, car le garçon est aujourd'hui un pupille de l'Administration Pénitentiaire.

cinquième demande de Correction paternelle, l'a fait entrer à la Petite Roquette mais l'a signalé en même temps au Service des aliénés qui l'a envoyé dans un asile. Il a fallu trois années de misère pour l'enfant et sa famille et 5 demandes de correction paternelle avant d'en arriver là. Un autre cas est celui du fils unique d'un commerçant gagnant largement sa vie : la mère reste à la maison pour les soins du ménage. L'enfant âgé de 13 ans 13 jours est noté ainsi : « a quitté ses parents, arrêté 10 fois, 4 fois pour vagabondage, vole ses parents, à l'école on ne veut plus de lui, il entraîne ses camarades ». Une colonie pénitentiaire l'attend certainement ! Un troisième gamin, de 10 ans 25 jours, qui a ses père et mère, est « réfractaire, arrêté 2 fois pour vagabondage, déchire ses effets, a écrasé une montre et une médaille, part le matin et se dit abandonné par ses parents, tout dernièrement a quitté la maison en jetant une paire de souliers à la tête de sa mère ! » Enfin, nous citons ce cas d'un jeune homme de 16 ans 7 mois qui, en l'absence du père au front, est amené en 1916 par la mère; le fils est l'objet d'une « admonestation du juge » et il est confié par la mère à un patronage. Celui-ci le place mais au bout de 3 jours le renvoie en disant : « il refuse catégoriquement de travailler, il ne mérite pas que l'on s'en occupe ». Certainement, ses besoins étaient plus urgents que ses mérites et si le patronage les avait étudiés, on aurait pu peut-être éviter son triste sort. Quoi qu'il en soit, en février 1921, le père démobilisé demande la correction paternelle et le garçon passe un mois à la Petite Roquette; quelques semaines plus tard, le père fait une deuxième demande regrettant la faiblesse de l'avoir fait sortir trop tôt; le fils, malheureusement, est arrêté pour vagabondage et envoyé en colonie pénitentiaire. Aucun de ces enfants n'a été examiné par des médecins, car la loi n'autorise pas le magistrat chargé des corrections à commettre un médecin et ce n'est pas sans difficulté qu'on a pu recourir depuis peu à cet expédient et faire passer certains

enfants à l'infirmerie spéciale du Dépôt, solution que le juge actuellement en fonctions pratique autant que possible. Il ne faut pas croire cependant que la plus grande partie de ces enfants sont des anormaux, mais... il faut savoir les discerner.

PROFESSIONS DES ENFANTS

Les renseignements sur la profession des 223 enfants sont au tableau n° 56.

TABLEAU N° 56

Professions des 223 enfants, classées d'après l'âge, le sexe et la situation de famille

AGE	SEXE	ÉCOLIER	ouvriers non qualifié	spécia- liste	EMPLOYÉ	Ne travaille pas
<i>Familles normales :</i>						
Moins de 13 ans	Garçons.	»	»	»	»	3
13 à 16 ans	Garçons.	1	3	4	»	5
—	Filles...	»	»	2	1	1
16 à 18 ans	Garçons.	2	1	20	2	»
—	Filles...	»	3	8	5	7
18 à 21 ans	Garçons.	»	2	6	1	»
—	Filles...	»	»	4	5	»
<i>Familles désunies :</i>						
Moins de 13 ans	Garçons.	4	»	»	»	1
13 à 16 ans	Garçons.	1	4	19	1	4
—	Filles...	1	4	7	5	7
16 à 18 ans	Garçons.	2	6	16	4	6
—	Filles...	2	7	9	2	10
18 à 21 ans	Garçons.	»	1	1	»	2
—	Filles...	»	4	5	»	3
Total familles norm.		3	9	44	14	16
Tot. familles désunies.		10	25	57	12	33
TOTAUX.....		13	34	101	26	49

Les statistiques indiquent les professions que peuvent exercer les enfants mais n'indiquent pas celles qu'ils pratiquent en réalité car, pour la plupart, ils travaillent très irrégulièrement.

Écoliers

Les Commissions rogatoires sont muettes à l'égard du degré d'instruction de ces enfants et n'indiquent même pas s'ils ont leur certificat d'études. Il est à remarquer qu'aucun des 3 mineurs de 13 ans de familles normales, ne fréquente l'école, mais 3 de familles désunies y vont : de plus, 3 % seulement des enfants de familles normales sont écoliers, contre 7 % dans les familles désunies.

Ceux qui « ne travaillent pas »

Dix-huit (18) pour cent — 8 garçons et 8 filles — des enfants de familles normales et 23 % (13 garçons et 20 filles) de familles désunies refusent catégoriquement tout travail et n'ont appris aucun métier. Comme dans l'étude des enfants traduits en Justice, celles qui « ne travaillent pas », parmi les filles de la correction paternelle, sont en général des prostituées.

Les ouvriers non qualifiés et les spécialistes

Dans les familles normales, 51 % et dans les familles désunies 49 % des enfants peuvent exercer des métiers qualifiés; 10 % dans le premier groupe et 18 % dans le deuxième ne sont préparés que pour un travail de manœuvre, pourcentage balancé par les 7 % d'écoliers dans ce groupe contre les 3 % dans les familles normales. On relève un pourcentage bien plus élevé de filles de familles normales que de familles désunies ayant appris un métier, fait qui provient sans doute de la situation financière des familles normales qui permet un plus long apprentissage avant que l'enfant ne commence à travailler.

Les employés

En ce qui concerne la proportion d'employés dans les deux groupes, le pourcentage est de 16 dans les familles normales et de 9 dans les autres.

En somme, sur le total, sans compter les écoliers, 78 % des enfants de familles normales et 69 % de familles désunies travaillent plus ou moins; ces pourcentages, balancés toujours dans les familles désunies avec le plus grand nombre d'écoliers, se rapprochent de très près; cette situation est contraire à celle que nous avons trouvée chez les enfants traduits en Justice, qui, d'autre part, ne comptent pas non plus autant d'ouvriers spécialistes que les enfants des corrections paternelles.

SALAIRE DES ENFANTS

La Commission rogatoire pose la question: Combien l'enfant peut-il gagner? Sur les familles normales il y a 52 réponses et pour les familles désunies 94, que voici :

SALAIRE en francs	POURCENTAGE D'ENFANTS DE FAMILLES	
	normale	désunie
Moins de 5.....	15	27
5 à 10.....	41	58
10 à 15.....	23	12
Plus de 15.....	23	3

Les courbes de salaire diffèrent beaucoup entre elles : dans les familles normales 46 % des salaires sont au-dessus de 10 fr. et 23 % au-dessus de 15 francs, tandis que dans les autres 15 % seulement s'élève au-dessus de 10 francs et il n'y a que 3 enfants qui gagnent plus de 15 francs.

ANTÉCÉDENTS DES ENFANTS

Arrestations

Dans les deux groupes de familles, le même pourcentage (28) des enfants ont subi des arrestations pour diverses causes avant les demandes actuelles de correction paternelle et 6 de chaque groupe ont été arrêtés plus d'une fois, ainsi qu'il suit :

Nombre d'arrestations.....	2	3	4	5
Enfants de famille normale...	2	2	1	1
Enfants de famille désunie...	3	1	1	1
TOTAUX...	5	3	2	2

Service des mœurs

Trois (3) filles de familles normales avaient déjà passé devant le Service des mœurs (1) et dans les familles désunies 6 filles ont suivi le même chemin.

Patronages

Neuf (9) parents de familles normales et dix de familles désunies ont essayé de réformer leurs enfants en les plaçant dans des patronages sans en obtenir aucun résultat satisfaisant.

Correction paternelle

Avant 1921, 11 enfants — 7 de familles normales et 4 de familles désunies — ont été déjà l'objet d'une correction paternelle et au cours de l'année 1921, 15 enfants — 4 du premier groupe et 11 du deuxième — en ont subi 2 et une fille 3 à la suite desquelles elle a été placée dans un patronage, d'où elle s'est évadée, très peu de jours après.

Après la correction paternelle

Après avoir passé par la Correction paternelle, 3 garçons se sont engagés dans l'armée et 5 filles et 3 garçons sont entrés dans les patronages. Avant la fin de l'année, 2 garçons et 3 filles ont été déjà envoyés par le Tribunal en Colonie pénitentiaire et 2 mineurs de 13 ans ont été internés dans un asile d'aliénés et 1 est entré à l'école Théophile Roussel.

Une fille dont la mère est veuve et d'un niveau d'intelligence inférieur considère le juge comme son meilleur ami et vient souvent lui demander conseil. Bien des parents retournent chercher l'avis du magistrat à l'égard de leurs enfants et même parfois amènent d'autres parents d'enfants difficiles ; tous sont reçus avec sympathie et il leur est indi-

(1) Voir *Service des Mœurs*, page 233

qué une solution qui répond à leurs besoins. Le cas suivant n'est qu'une unité parmi un grand nombre :

En 1920, une fille de famille normale est enceinte et le père, furieux, demande qu'elle soit enfermée : le magistrat intervient et la fille reste dans sa famille. En août 1922, cette fille écrit une lettre que voici :

Monsieur,

Il y a deux ans passés vous m'avez offert de me donner les renseignements susceptibles de m'intéresser si un jour j'en avais besoin.

Aujourd'hui j'en ai grand besoin, il s'agit du bonheur de mon enfant. Je voudrais donc connaître les droits qui me reviennent et ce que je dois faire.

Je travaille toute la semaine, je n'ai que le samedi après-midi et le dimanche. Ne pourrai-je pas vous voir un samedi après-midi, si cela ne vous dérangeait pas trop? C'est un grand service que vous me rendriez sinon je ferai l'impossible pour aller vous voir en semaine.

J'attends donc un rendez-vous de votre part; je vous remercie d'avance en vous priant de m'excuser de la liberté que je prends de vous écrire, et en m'excusant également du dérangement que je vous cause.

J'ai recours à vous car je suis seule à lutter contre une famille qui connaît les lois mieux que moi et qui voudrait me faire tomber dans un piège pour me retirer mes droits.

Après la naissance de son enfant, le père de celui-ci s'est mis en ménage avec la mère; tout a bien marché pendant un certain temps, mais dernièrement le père a changé d'attitude, il a quitté sa compagne et a refusé de s'occuper de l'enfant, puis a menacé de l'enlever à la mère; celle-ci est revenue demander l'aide au juge des corrections qui lui conseille de faire organiser la tutelle de son enfant et l'informe que, puisqu'elle l'a reconnu la première, elle aura l'exercice de tous les droits de puissance paternelle et qu'elle pourra être tutrice et garder son enfant. Ainsi deux ans après avoir comparu devant le juge en correction, celui-ci a trouvé le moyen d'assurer son bonheur.

LES ENFANTS DIFFICILES DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE

L'Assistance publique place les enfants difficiles en correction sans avoir recours aux magistrats. A cet effet, elle dispose de 5 établissements publics et 28 institutions privées, dont 23 sont des couvents. Pendant l'année 1921, l'Administration de l'Assistance publique de la Seine a appliqué la loi à 33 enfants, — 10 filles et 23 garçons, — elle a envoyé 19 garçons à Mettray, colonie agricole, qui les reçoit dans une ferme, complètement distincte de la Colonie pénitentiaire et où on leur enseigne l'agriculture ainsi que certains métiers pour en faire des cordonniers, maçons, peintres, ferblantiers et tourneurs. Les 4 autres mineurs ont été placés à l'Ecole Théophile Roussel où ils apprennent l'horticulture, la mécanique et la menuiserie. Les 10 filles ont été réparties entre le Bon Pasteur de Sanvicq, où elles apprennent les soins du ménage, du blanchissage et de la couture et l'Ecole professionnelle de la Faye, dans le département de la Haute-Vienne, où est organisée une école pratique comportant les travaux agricoles, ménagers et la puériculture avec pouponnière contenant une cinquantaine de nourrissons âgés de quelques semaines à deux ans.

SIXIÈME PARTIE

QUELQUES OBSERVATIONS
PERSONNELLES

QUELQUES OBSERVATIONS PERSONNELLES

Après avoir étudié la manière d'agir des Français à l'égard des enfants délinquants et essayé de reproduire fidèlement l'ensemble des traits caractéristiques de leur méthode, nous allons formuler, en qualité de « Social Service Worker », quelques observations qui se sont présentées à notre esprit. Ces observations prendront parfois la forme de critiques — critiques qui n'eussent jamais été possibles sans le concours dévoué de ceux qui nous ont facilité nos recherches et nous ont permis de procéder aux expériences sur lesquelles elles sont fondées. Elles s'adressent d'ailleurs non aux personnes, dont le zèle et la valeur morale sont indiscutables, mais à des institutions et des habitudes collectives

Tout d'abord nous voulons rappeler que les problèmes de l'enfance aux Etats-Unis sont les résultats de conditions particulières à un pays qui est encore à une période de développement économique intensif, ce qui attire continuellement de nouveaux flots d'ouvriers étrangers. Ceux-ci amènent, en grand nombre, des enfants dont l'Amérique devra faire des citoyens. Il a été dit à maintes reprises que les Etats-Unis sont un creuset monumental où se fondent en un seul peuple des vagues successives venant de tous les pays du monde. Ce creuset pourrait se comparer à une grande usine, mise en construction sans que l'on sache encore quel produit elle fabriquera; on est forcé de changer souvent le mécanisme dans le but, par exemple, de l'adapter à la nature du combustible, panaché d'éléments les plus divers, variant à l'infini. L'ensemble présente un mouvement qui

paraît abandonné à lui-même, si bien que parfois on se demande s'il existe réellement une direction dont les grandes lignes sont arrêtées. On sent de grands efforts et on serait tenté de souhaiter qu'ils se dirigent, en partie, vers la recherche consciente de formules définitives afin d'éviter quantités d'expériences stériles. Mais en attendant ce résultat, les expériences se succèdent assez rapidement.

En France, les problèmes de l'enfance ont une toute autre origine et, par conséquent, leur solution s'en ressent. Dans la vie quotidienne, on procède presque à l'inverse de la méthode employée aux Etats-Unis, car, on n'a point à former un peuple qui est vieux de plusieurs siècles. C'est une immense usine qui fonctionne depuis fort longtemps et qui fabrique un produit traditionnel. On ne songe pas à modifier le mécanisme, on s'occupe du triage méticuleux du combustible : on croit savoir, d'après les formules rigoureusement établies, quelle qualité est exigée pour le bon fonctionnement de chaque organe. On écarte, dans la mesure du possible, le risque de se tromper sur cette qualité et ainsi de détraquer la partie la plus infime de la machine par crainte d'atteindre le moteur central qui serait indubitablement dérégulé par une telle catastrophe. On semble entièrement préoccupé du fonctionnement du mécanisme et on ne paraît considérer le combustible qu'en rapport avec la machine.

Ces deux manières d'être ont inévitablement une influence sur ce qui concerne le traitement des enfants délinquants. Il faut se rendre compte qu'aux Etats-Unis, le fait prédominant qui a, pour ainsi dire, développé le Service Social (1), est que la Société est obligée d'entreprendre, dans une très large mesure, la formation d'enfants nés de parents élevés dans d'autres pays où les coutumes, l'esprit même, diffèrent essentiellement des mœurs de leur pays

(1) Voir note 1, pages 25, 26 et 27.

d'adoption (1). Au cours de ces travaux, on a découvert des méthodes, dont on a, de suite, fait une application plus vaste qui a exercé une influence considérable sur l'orientation des idées dans tous les efforts sociaux. En France, où le peuple est homogène, et où les parents, sauf de très rares exceptions, sont imbus des mêmes traditions générales, les problèmes de l'éducation des enfants ne se présentent donc pas, sous une forme aussi tranchante qu'en Amérique. Aux Etats-Unis, la mise en valeur de territoires vierges, en pleine activité, et une grande décentralisation, en ce qui concerne la législation, avec une assez puissante centralisation d'esprit, rendent faciles les expériences et les changements. En France, pays de développement économique stable et où depuis longtemps, on ne s'occupe que de maintenir la tradition, on n'opère les transformations sociales qu'avec beaucoup de difficulté. Pour la juste appréciation des quelques observations qui vont suivre, il ne faudrait point perdre de vue cette différence fondamentale entre les deux pays.

La philosophie qui inspire le traitement des enfants délinquants doit être intimement liée avec celle qui est à la base de la vie d'un peuple en général et elle en fait même partie intégrante : on ne peut l'étudier sans examiner sa liaison étroite avec celle qui préside aux autres institutions sociales, telles que la famille, l'enseignement public et la religion qui ont une influence prépondérante sur le développement de l'enfant. Cette analyse semble d'autant plus indispensable que la lutte préventive contre les délits juvéniles est plus importante et même qu'elle offre plus d'avantages pour la Société que de chercher un remède seulement après l'accomplissement des délits. Des enfants, objets d'une

(1) De tous les enfants traduits, en 1921, devant le Tribunal pour Enfants de New-York — dans lequel sont compris tous les « Boroughs » (cantons) — 50 % seulement sont nés de parents ayant pour pays d'origine les Etats-Unis. Les pays d'origine des autres parents se trouvent dans le pourcentage suivant : l'Italie, 29 ; la Russie, 17 ; l'Irlande, 4 ; l'Autriche, 4 ; l'Allemagne, 2 ; le restant, soit 14 %, se partage entre tous les autres pays. (Rapport du Tribunal pour Enfants de New-York, de 1921).

attention prévoyante et avertie, éviteront plus aisément de comparaître devant un Tribunal et d'aller accroître la population des colonies pénitenciaires et les patronages. Bien que sachant que l'effort dépensé dans le traitement des enfants délinquants se confonde avec quantité d'autres manifestations sociales, nous allons essayer, pour le besoin de l'étude, de l'isoler autant que possible.

Il n'est point facile de dégager les unes des autres les quelques caractéristiques élémentaires : les cinq que nous avons notées comme ayant une importance prééminente ne sont après tout, que tirées pour un moment de l'ensemble. Elles s'entrecroisent à chaque instant, et sont liées à bien d'autres encore; mais elles ont une portée suffisamment marquante pour justifier leur étude séparée.

L'ÉTUDE DE L'ENFANT EN DEHORS DU DÉLIT COMMIS

A L'INSTRUCTION

Il semble presque paradoxal que chez un peuple connu pour son esprit spéculatif, l'étude de l'enfant en lui-même fasse complètement défaut, mais cependant telle est la vérité. Les informations ouvertes au sujet des enfants délinquants sont faites avec soin et dévouement, mais, exclusivement en ce qui concerne la relation du prévenu avec le délit commis. On cherche à établir nettement si l'enfant est ou non coupable du fait dont il est accusé, et ceci une fois démontré, l'instruction est close. Des amis de l'enfance ont fait inscrire dans la loi de 1912 le principe d'une enquête sociale, par un rapporteur, pour les mineurs de 13 ans, principe qui, dans la pratique, reste sans application. On ne peut pas en faire grief aux juges d'instruction actuels qui n'ont à leur disposition aucun rapporteur formé pour ce travail; mais il n'en est pas moins vrai que personne en dehors des agents de police ne visite l'enfant chez lui et la

Commission rogatoire continue à être la pièce fondamentale de son dossier. Il est pourtant incontestable que la police n'a pas toutes les qualités requises pour reconstituer le passé d'un enfant qui alors n'est étudié que comme délinquant.

DANS LE RÈGLEMENT DU DOSSIER

Ce même esprit préside au règlement du dossier qui est parfait en ce qui concerne l'enfant par rapport au délit commis. Mais nous n'avons vu aucun réquisitoire définitif présentant un ensemble de faits sociaux tels que l'instruction de l'enfant, son éducation morale, son milieu social, ses antécédents physiques et moraux, l'état actuel de sa santé et son aptitude professionnelle, faits pourtant qui sembleraient indispensables à un jugement ayant pour but la rééducation de l'enfant. En vérité, d'après les dossiers, on dirait que l'existence du mineur ne commence que le jour où il a commis le délit.

DEVANT LE TRIBUNAL

Dans l'interrogatoire devant le Tribunal, l'exposé de l'affaire est le même que s'il s'agissait d'adultes, mais on ne laisse pas à l'enfant autant de facilités pour se défendre qu'aux majeurs; rien n'indique non plus qu'on le considère comme un être intelligent et responsable : il est un fait trouvé parmi d'autres dans le dossier, une chose à faire entrer dans un cadre juridique déterminé par le législateur. Quant au jugement, on applique une mesure légale sans se préoccuper de trouver un remède aux défauts de l'éducation morale de l'enfant, qui ne sont, en réalité, que mal connus du Tribunal. Dans le pays même de Binet, il est étonnant que le Tribunal commette si rarement un médecin expert pour examiner l'enfant au point de vue mental : on se demande parfois comment un tribunal ose décider de tout l'avenir d'un être humain sans connaître, au moins superficiellement, ses qualités générales tant physiques que

morales et mentales. Il est vrai que les asiles d'anormaux sont encombrés, mais on ne saura jamais ce dont on a exactement besoin comme maisons de traitement sans connaître la moyenne annuelle de ceux dont l'état mental demande des soins particuliers. En ce qui concerne les délinquants anormaux, on ne le saura que le jour où l'on examinera systématiquement tous les enfants poursuivis en justice pendant une période d'au moins six mois ou un an.

Cet examen soulève certaines difficultés qui sont tellement caractéristiques de l'état d'esprit manifesté dans tout ce qui concerne l'étude de l'enfant en lui-même que nous allons les examiner en détail. L'étude du traitement des anormaux était, dit-on, presque au point lorsque la guerre a éclaté; on vient maintenant de la recommencer. Si l'on arrive à résoudre le problème, l'application du remède sera compliquée. Tout d'abord les Français exigent une formule parfaite, sans défaillance possible, or, c'est une chimère que de vouloir faire accepter par l'unanimité une définition générale de ce qui constitue l'anomalie intellectuelle. Si, par bonheur, on arrivait à en formuler une, il resterait à franchir deux profonds ravins remplis d'obstacles.

D'abord, comment décider si tel et tel enfant est ou non un anormal ? Pour s'assurer de ce point, il faudrait évidemment accepter le principe d'un examen mental pour tous les délinquants. Mais dans un rapport des travaux de 1920 du Comité de Défense des Enfants Traduits en Justice de Paris, on lit : « Faut-il faire examiner systématiquement tous les enfants ? Non, le rôle du magistrat serait annihilé par celui du médecin... » « il serait *délicat* et peu heureux de mettre le médecin à côté du magistrat... » « il n'y aurait qu'à supprimer les Tribunaux. » Cette crainte des magistrats et des avocats de placer des médecins près des Tribunaux se dresse comme une haie épineuse à travers le chemin. Maintes fois, ce Comité a discuté le problème et toujours on a poussé le même cri d'alarme, d'autant plus difficile à

admettre qu'il vient de ceux qui, se disant intéressés au sort des enfants délinquants, devraient envisager avec joie toute aide dans leur tâche et faire passer l'intérêt de l'enfant — qui est en effet l'intérêt général — avant toute préoccupation personnelle.

Deuxièmement, le choix de la méthode à employer dans l'examen présente quelques difficultés formidables, car les médecins eux-mêmes ne sont pas du tout d'accord sur ce point. Une adaptation du système Binet-Simon (1) a fourni aux Etats-Unis des résultats parfaitement satisfaisants et il en est de même à Paris dans certaines classes de perfectionnement. Ce système semble jusqu'à ce moment être le seul qui puisse s'adapter à l'examen systématique de tous les enfants délinquants : il permet, dans un minimum de temps, d'obtenir le maximum de résultats et, chose capitale, son application est à la portée d'autres personnes que des médecins. Les autres systèmes, qui sont du ressort des cliniques, exigent un temps trop long pour permettre d'examiner régulièrement tous les enfants traduits en justice et ils ne sont praticables que pour leurs inventeurs : ils se prêtent plutôt au traitement prolongé des enfants jugés anormaux par un système moins compliqué et cependant plus précis. En vérité, avec le système Binet-Simon, les magistrats et les avocats n'auraient rien à craindre des médecins, car ils peuvent apprendre à l'appliquer eux-mêmes. Ce système exige d'abord une réelle sympathie pour les enfants à l'effet de gagner leur confiance, ensuite le savoir nécessaire pour obtenir de chacun le meilleur de lui-même, enfin un esprit logique, patient, impartial et mesuré... en somme il faut être un psychologue aimant les enfants. Il y a certainement des avocats, hommes et femmes, possédant ces qualités et ils pourraient facilement se faire une spécialité de l'application de ce système.

(1) B.-S., échelle métrique de l'intelligence. Alfred-A. BINET : *Les Idées Modernes sur les Enfants*, Paris, 1918, p. 125; *Année Psychologique*, XIV, 1908, p. 1.

DANS LES COLONIES PÉNITENTIAIRES

La Direction de l'Administration pénitentiaire envisage clairement son rôle social dont le but est indiqué dans la loi de 1850 sur l'éducation du jeune détenu : elle reconnaît que l'étude de l'enfant en lui-même est pour elle essentielle si elle veut complètement remplir sa mission. Ses efforts sont entravés par l'impossibilité où elle se trouve de recruter, pour cette tâche, de véritables éducateurs au lieu des simples gardiens dont elle dispose actuellement. L'étude de l'enfant n'ayant pas été faite au moment de la constitution de son dossier, la communication de ces pièces ne peut être très utile à l'Administration pénitentiaire et elle entend faire cette étude dans les colonies. Jusqu'à ce jour, elle n'a pu réaliser ce désir faute d'un personnel apte à ce travail. Les pupilles sont mélangés et casés au hasard dans les colonies. Cependant, depuis un an, on a fait un certain progrès en procédant à la sélection des enfants d'après leur état de santé et leur âge.

EN LIBERTÉ SURVEILLÉE

Les délégués à la liberté surveillée ne sont pas préparés pour faire une étude sociale approfondie de l'enfant. M. Edouard Julhiet précise (1) l'orientation d'idée et la méthode appliquée dans cette étude aux Etats-Unis ainsi que l'organisation des efforts faits en ce sens (2). On a souhaité que les délégués français s'en inspirent. Parmi les 490 rapports des délégués, en 1921, que nous avons lus, il y en avait, à peine, une dizaine qui attestaient que le délégué savait ce qu'est réellement l'étude d'un enfant en lui-même,

(1) *Le Petit Guide à l'Usage des Rapporteurs et Délégués*, Marchal et Godde, 27, place Dauphine

(2) *Tribunaux Spéciaux pour Enfants*. — N° 1 : Collection de la Revue *L'Enfant*, 379, rue de Vaugirard.

DANS LES PATRONAGES

Dans notre étude de 255 délinquants, (1) nous avons cherché à compléter, d'après les renseignements des patronages, les fiches des enfants qui avaient passé par ces institutions. Nous n'avons trouvé que rarement le relevé de faits sociaux nouveaux dans les patronages qui constituent les dossiers de leurs pupilles non plus que dans ceux qui consignent ces faits simplement sur des registres ou même sur des petits carnets. Dans la plupart des patronages, on n'étudie pas les besoins particuliers de chaque enfant, mais, au contraire, on exige de celui-ci une obéissance passive aux règlements généraux : il semble que l'on songe peu à adopter un système en tenant compte de l'individualité de l'enfant. Celui qui refuse de s'y soumettre docilement est considéré comme « peu intéressant » et « il ne mérite plus que l'on s'occupe de lui », alors on le rend à ses parents, si ceux-ci l'ont placé au patronage ou on demande au Tribunal de le reprendre, si c'est un pupille.

MANQUE DE COLLABORATION

La coordination et la collaboration manquent dans la conduite de ce travail : chacun remplit la tâche qu'il a choisie ou qui lui est assignée sans chercher à la coordonner avec d'autres travaux du même caractère. Par exemple, un enfant est confié à un patronage qui, plus tard, trouve qu'il n'est pas « intéressant » et fait un « incident de la liberté surveillée » ; le Tribunal place le mineur dans un deuxième patronage. Celui-ci ne demande pas de renseignements sur le pupille à l'œuvre qui lui remet l'enfant et cette dernière, de son côté, ne s'en occupe plus à aucun point de vue. On est souvent tenté de croire que certains patronages considèrent l'enfant comme un meuble que l'on se fait livrer à

(1) Voir page 65.

l'essai ; s'il ne convient pas, on le rend ou on l'échange contre un autre. Ce manque de collaboration entre les œuvres se remarque également dans leurs rapports avec le Tribunal. Quant à la coordination des différents services administratifs, elle n'est pas davantage réalisée (1). Prenons le cas d'une mineure arrêtée pour racolage : le Service des mœurs, tenu par les règlements administratifs, la remet en liberté, mais envoie la copie du procès-verbal au Parquet, qui doit le classer dans ses archives. Plus tard, cette mineure est poursuivie en justice pour vagabondage spécial et on lui constitue un dossier judiciaire où on croirait légitimement devoir trouver le procès-verbal : nous avons étudié plus d'une quarantaine de ces dossiers sans y voir aucune de ces pièces. Le Tribunal, bien que sachant que beaucoup de mineures sont déjà passées devant le Service des mœurs ne lui demande jamais ce qu'il sait de ces filles ni ne fait, non plus, rechercher le procès-verbal envoyé précédemment.

Notons, en passant, que cette habitude de travailler séparément et indépendamment nous a obligée à traiter dans deux chapitres isolés le Service des mœurs et la Correction paternelle comme deux entités complètement distinctes. Cependant un assez grand nombre d'enfants avait des dossiers non seulement dans ces deux services, mais aussi au Tribunal, et aucun de ces trois services ne profitait du travail des autres.

Ce manque de coopération a une influence si profonde sur le traitement des enfants délinquants que l'on est amené à rechercher sa cause et son origine. L'organisation sociale économique déchaîne une concurrence formidable qui impose à chacun un effort individuel colossal — effort qui

(1) Un exemple amusant de cette division du travail en compartiments est le suivant : Il existe un certain bâtiment, à Paris, dont l'Etat est propriétaire ; le département de la Seine doit entretenir l'intérieur et la ville de Paris l'extérieur. Or, paraît-il, ces deux dernières administrations ne se mettent jamais d'accord pour le nettoyage des fenêtres, donc on ne connaît jamais, dans cette institution pour enfants, les fenêtres complètement propres !

monopolise toute l'attention de l'adolescent qui lutte pour entrer dans la vie ainsi que celle de sa famille si bien qu'il ne reste pas de place chez lui pour les idées bienveillantes envers ses concurrents. Quant aux enfants des classes peu fortunées, on ne songe même pas qu'ils puissent être des compétiteurs. Dans les écoles techniques, le nombre des candidats est généralement le triple des admis. Dans la vie sportive, les jeux n'ont pas un caractère qui développe le goût et la volonté de travailler en groupe mais au contraire, on ne cherche qu'à mettre en valeur les succès personnels.

Ce même trait se retrouve dans maintes manifestations de la vie sociale. Un exemple frappant est celui de la Croix-Rouge qui, comme la Gaule, est divisée en « tres partes » : L'Union des Dames de France, l'Association des Femmes françaises et la Société de Secours aux Blessés militaires ; cette scission ou ce morcellement ont une origine à laquelle la politique et la religion ont pris une grande part ; celui qui, pendant la guerre, a vécu dans les hôpitaux, connaît les grands conflits produits par ce schisme. S'il en était ainsi à une période où chaque effort gaspillé pouvait faire perdre la vie d'un Français, on ne doit pas s'étonner que la collaboration fasse défaut dans les préoccupations sociales ordinaires (1).

Personne n'est plus conscient que nous des merveilleux résultats dans la littérature, la philosophie et la science de cette concurrence gigantesque (dans le Service social aussi bien que dans la médecine aux Etats-Unis on se sert souvent de méthodes et de traitements découverts en France), il n'en reste pas moins vrai qu'en ce qui concerne l'enfance délinquante, cette même méthode de concurrence ou d'individualisme empêche la coordination des efforts et annihile les résultats qu'on aurait pu obtenir. Cette situation est aggravée

(1) Il s'est constitué récemment, sous le nom de Comité National de l'Enfance, un Comité libre dont le siège est à Paris, 37, avenue Victor-Emmanuel et qui a pour but de grouper, dans une coopération méthodique de toutes les forces publiques et de tous les dévouements privés.

par le fait que l'on s'occupe de l'enfant non pas comme un être palpitant de vie et capable d'actions bonnes et mauvaises mais comme d'une chose plus ou moins ennuyeuse qu'il s'agit de classer quelque part.

EFFORTS EN VUE DE PRÉVENIR DES DÉLITS JUVÉNILES

Nous n'avons pu découvrir en France un mouvement important — individuel ou collectif — ayant uniquement pour but de prévenir les délits juvéniles. Les personnes qui s'intéressent à l'enfance délinquante s'empressent de discuter des projets et de faire voter des lois qui édictent des mesures à appliquer aux enfants mais seulement à ceux qui sont devenus délinquants. La question posée est celle-ci : « que faut-il faire avec des mineures prostituées ou des voleurs ou des vagabonds » plutôt que : « comment empêcher la prostitution chez les filles et le vol et le vagabondage chez tous les enfants. » Dans les grands groupements qui se consacrent plus spécialement à l'étude de l'enfance tels que les Conseils supérieurs de la Natalité et de la Protection de l'Enfance ainsi que dans les divers Comités de Défense des Enfants Traduits en Justice, les discussions portent principalement sur le côté législatif, champ de travail qui donne libre cours à l'esprit spéculatif qui est le propre du génie français. Il en résulte, certes, de très belles lois. En dehors de celle qui a créé les Tribunaux pour Enfants et le régime de la liberté surveillée, on peut citer celle sur la réglementation du Travail des mineurs qui contient des dispositions intéressantes sur les travaux qui leur sont interdits ; sur la protection des nourrissons, l'instruction primaire obligatoire, la création des classes de perfectionnement et des dispensaires d'hygiène sociale et de préservation anti-tuberculeuse. Ces lois peuvent servir de modèles à tous les pays. Cependant en France, leur application laisse beaucoup à désirer.

Nous n'avons pas étudié spécialement le fonctionnement

de toutes ces lois, mais prenons celles qui sont relatives à l'obligation scolaire et à la création des classes de perfectionnement, deux lois qui pourraient avoir une si grande influence pour prévenir les délits juvéniles que l'on ne saurait les passer sous silence. La loi de 1882 sur la fréquentation scolaire est loin d'être appliquée (1) avec rigueur, et l'explication de ce fait semble provenir en grande partie de la rivalité entre l'Eglise et l'Etat (2). Ainsi des inspecteurs primaires hésitent à se montrer sévères envers les élèves des écoles communales, de peur que les parents ne les envoient à l'école libre, et de même des maîtresses d'écoles libres ne signalent pas toujours les élèves qui font l'école buissonnière par crainte de les voir aller à l'école communale. Dans certaines localités, dit-on, l'église met, — avec intention ou non, — le catéchisme aux heures de classe, d'examen ou de cours importants à l'école communale. On dit aussi que certaines écoles communales placent le jeudi matin, jour réservé pour l'enseignement religieux, les cours non obligatoires mais dont on tient inévitablement compte. Ces cours, dit l'école, sont destinés aux enfants qui n'assistent pas au catéchisme et qui sont ainsi empêchés de courir les rues. Un deuxième obstacle à l'application de cette loi vient de ce que trop souvent les maires hésitent à imposer l'obligation scolaire par crainte de s'aliéner la sympathie des parents des élèves qui sont leurs électeurs. Cependant, on sait parfaitement que les jeunes enfants délaissés et livrés à eux-mêmes deviennent très facilement des vagabonds et des petits voyous.

Le Comité de Défense des Enfants Traduits en Justice de Paris ayant conscience de ce fait et poursuivant sa tâche de « contribuer à l'amélioration du système pénal concernant

(1) *Cours de Droit Criminel et de Science Pénitentiaire*, Georges VIDAL, page 213.

(2) M. Léon Bérard, ministre de l'Instruction publique disait devant la Chambre, le 9 décembre 1922, que « L'obligation scolaire n'est pas complètement entrée dans les mœurs en France. »

les enfants » a fait adopter, dans sa séance du 2 février 1921, le vœu suivant :

« Le Comité émet le vœu que des dispositions nouvelles et énergiques soient prises pour assurer la fréquentation de l'école; qu'au besoin la surveillance de l'application de la loi du 28 mars 1882, soustraite des attributions municipales, soit confiée à un organe administratif, non électif et en étroit rapport avec les autorités académiques. »

Une Commission sur la fréquentation scolaire à Paris essaie de faire appliquer la loi : elle dresse la liste des parents délinquants, comme il est dit dans la loi, et en accord avec la disposition indiquée par le législateur, l'affiche dans la mairie mais... dans un petit coin noir qui lui est désigné par les autorités. La seule peine applicable à ces parents est une amende minime : si, par hasard, on les poursuit (ce dont nous n'avons pu découvrir aucune trace) et si on les condamne à payer cette amende, ils présentent, au percepteur, un certificat d'indigence qui les dispense du paiement.

Dans tout cela, ce n'est sûrement pas à prévenir des délits juvéniles, ni aux enfants eux-mêmes auxquels on pense, d'un côté ou de l'autre, mais aux parents dans leurs rapports avec l'église ou avec l'état (1).

La fréquentation scolaire est tellement importante pour les jeunes enfants si on veut prévenir les délits juvéniles que nous voulons insister en indiquant brièvement comment elle est assurée aux Etats-Unis, surtout dans certaines grandes villes comme New-York et Chicago. On attache aux écoles primaires des personnes dites *Truant Officers*, hommes et femmes, rétribués par le gouvernement. Ils ont le pouvoir, dont ils usent très rarement, de mettre en état d'arrestation des personnes qui essayent d'entraver l'exercice de leurs fonctions. Lorsqu'un enfant manque à la

(1) Le Sénat a adopté le 28 décembre 1922, un nouveau projet de loi sur la fréquentation scolaire. On attend sa discussion devant la Chambre.

classe, si les parents n'ont pas averti le directeur de la raison de cette absence, le Truant Officer va le jour même ou au plus tard, le lendemain, dans la famille pour se rendre compte de ce qui se passe. Si les parents sont fautifs par négligence ou par ignorance, fait souvent constaté (1), on leur explique la loi et on les avertit des peines qu'ils peuvent encourir pour négligence ou désobéissance. Les parents récidivistes sont tenus, dans la plupart des Etats, à venir s'expliquer devant les Tribunaux pour Enfants. Les magistrats, n'étant pas limités à la condamnation à une simple amende, appliquent telle mesure qui leur semble garantir le mieux l'exécution des devoirs paternels; si les parents ne tiennent pas compte de ces avertissements, les peines deviennent plus sévères et vont parfois jusqu'à l'emprisonnement.

Une des attributions du Truant Officer est la surveillance des rues pendant les heures de classes et il interroge les enfants qu'il y trouve errants. Les Tribunaux pour Enfants, assez souvent, lui confient, en liberté surveillée, les enfants délinquants qui fréquentent l'école où il est attaché comme Truant Officer; dans certaines villes, ces deux fonctions sont confiées par le règlement à la même personne.

On est généralement d'accord pour reconnaître qu'un état d'esprit anormal et, en second lieu, une constitution physique et mentale défavorables provenant d'une mauvaise vue, de végétations et d'amygdales infectées, sont des causes importantes de délits juvéniles. Bien souvent un écolier « difficile » n'est ni plus ni moins qu'une victime de l'une de ces circonstances. Une opération légère pourrait mettre fin à cette pénible situation créée dans le dernier cas, et permettre à l'enfant de reprendre une place convenable parmi ses camarades. S'il est anormal intellectuellement, il vaudrait mieux

(1) Le problème est compliqué parce qu'un grand nombre de parents ne peuvent ni lire ni parler anglais et ignorent, en grande partie, les lois scolaires; les enfants les trompent impitoyablement et ainsi les rendent inconsciemment coupables devant la loi.

le séparer des autres enfants et lui donner une instruction spéciale et tâcher de le diriger de manière à lui éviter une comparution devant un Tribunal pour un délit quelconque. On aurait tout à gagner à ce procédé, car l'anormal ne serait plus exposé à être continuellement l'objet de la risée des autres enfants et ceux-ci pourraient travailler avec plus de profit, n'ayant plus à traîner le poids lourd de l'anomalie de leur camarade qui ralentit leurs progrès.

En France, on s'occupe peu encore de séparer des autres, dans les écoles, les enfants anormaux. La loi sur la création de classes de perfectionnement pour les enfants arriérés date du 15 avril 1909. A Paris il existe une huitaine de ces classes, chacune comptant une dizaine d'élèves âgés de plus de 9 ans et qui sont choisis de la manière suivante : l'instituteur qui croit que tel enfant est anormal, le signale au directeur de l'école qui en avise l'inspecteur primaire. Celui-ci fait examiner l'enfant par une commission ordinairement composée du médecin de l'école, du directeur et d'une troisième personne. Les instituteurs des classes d'anormaux se forment eux-mêmes par un stage de deux ans dans une de ces classes; à la fin du stage, la Commission peut les nommer « instituteurs de classes de perfectionnement » et, en cette qualité, ils reçoivent une augmentation de traitement. Dans ces classes, on suit autant que possible l'enseignement primaire en l'adaptant à l'intelligence des élèves. Aux Etats-Unis on a poussé si loin cette idée que les adversaires des « ungraded classes » ont dit que pour être l'objet d'une attention spéciale de l'instituteur, il fallait être un anormal !

Il existe à Paris des médecins inspecteurs des écoles (1) qui examinent les enfants qui leur sont signalés par les instituteurs, mais leur rôle se borne à un examen fait plutôt au

(1) Le 27 janvier 1920, on a présenté à la Chambre une proposition de loi tendant à la création de l'inspection médicale dans les écoles primaires publiques et privées; elle était reprise le 29 juin et le 4 juillet de la même année. Le Conseil supérieur de la Protection de l'Enfance prépare actuellement une nouvelle proposition à présenter à la Chambre.

point de vue de la protection de l'école que dans l'intérêt de l'enfant (1). S'il y a lieu, ils recommandent à l'écolier de consulter le médecin de sa famille : si celle-ci suit le conseil, tout va bien, mais dans le cas contraire, personne ne s'assure que les soins nécessaires sont donnés à l'enfant. A New-York, le système de *Truant Officers* permet de signaler les malades à l'infirmière scolaire qui va le jour même dans la famille pour s'assurer de l'état physique du mineur; elle donne les premiers soins urgents, et s'il y a lieu, appelle un médecin. Les soins de ce dernier ne sont gratuits que si la famille ne peut pas les payer. L'infirmière se tient en rapport avec la famille jusqu'à ce que l'enfant soit rétabli; si au cours de son enquête et de ses visites, elle trouve que l'état de l'écolier exige des soins spéciaux, soit chez lui, soit à l'hôpital, elle s'occupe de les procurer; enfin, elle enseigne à la mère les principes généraux de l'hygiène (2). Quant aux classes et aux écoles en plein air, elles existent en grand nombre et on les considère comme un moyen par excellence de prévenir des délits juvéniles. A Paris, il y a une seule classe aérée, — composée de 37 fillettes — et une seule école en plein air, qui peut recevoir 80 garçons (3).

Parmi les œuvres privées à Paris, nous en connaissons quelques-unes qui s'occupent, en partie, de prévenir les délits juvéniles, mais hélas ! leur nombre est très restreint. Nous cherchions, un jour, par exemple, dans un quartier de Paris très peuplé, une institution comme un club ou un cercle, pour y faire inscrire une jeune fille de 15 ans qui ne fréquentait pas l'école et qui nous avait été confiée par le juge chargé des corrections paternelles : nous étions désolée

(1) Par exemple dans une école comprenant 370 garçons et qui est au centre de Paris, le Directeur nous a affirmé que le médecin-inspecteur passait à peine quinze minutes par semaine à l'Ecole.

(2) Cent quatre (104) assistantes scolaires travaillent déjà dans les régions dévastées dans la guerre : une école à Paris et une école à Montrouge ont des assistantes scolaires.

(3) Une section de Croix-Rouge a organisé, pendant l'été seulement, des classes dans deux baraques sur les fortifications.

de n'en point trouver, cependant il est absolument inutile d'essayer de rompre des liens qui attachent un adolescent à des camarades peu recommandables sans compenser ce vide par d'autres distractions saines et moralisatrices. Quantité d'œuvres s'occupent des enfants, mais elles attachent si peu d'importance à l'étude de la vie intime et individuelle des adolescents qu'elles ne peuvent pas exercer une influence réelle et profonde sur leur croissance : le développement moral des enfants semble tenir moins de place dans l'esprit des initiateurs de la plupart de ces œuvres que leur préoccupations religieuses ou politiques. On est presque forcé d'attendre qu'un enfant soit poursuivi en justice et soit devenu un délinquant avant qu'une œuvre s'en occupe sérieusement. Les Français, en principe individualistes, — ce qui rend la vie de ce pays si douce et si agréable pour les forts, — ne font pas toujours preuve des sentiments requis pour porter une attention prévoyante à l'égard des faibles.

L'ESPRIT JURIDIQUE

En France, l'esprit juridique qui produit de si beaux résultats dans les recherches purement théoriques, ne semble pas donner, dans la mise en application de ces résultats, tout ce que l'on attendait : manier les idées et manier les êtres humains sont deux choses très peu semblables; ceux-ci ne s'alignent pas avec autant de facilité que celles-là.

La loi de 1912 a bien créé les Tribunaux pour Enfants, mais, en réalité, leur fonctionnement diffère en général, très peu (si même dans beaucoup de cas il n'est exactement semblable) de celui des Tribunaux pour adultes. Le Président peut être un magistrat de grande valeur dans les autres chambres correctionnelles ou dans les chambres civiles et n'avoir aucune des dispositions indispensable à un président de Tribunal pour Enfants, où cependant, il peut être nommé par simple ordre administratif, quand son tour arrive de devenir président d'une Chambre.

Il est infiniment regrettable que les Tribunaux pour Enfants soient si mal considérés. Il en résulte que les magistrats ne cherchent pas à être désignés pour y siéger, car, quiconque ayant de l'amour-propre désire non seulement des promotions de grade mais aussi la considération de ses collègues. Or, on considère les affaires civiles comme bien plus importantes et « plus sérieuses » que celles des enfants. Ceci nous a été maintes fois répété par différents avocats et magistrats. Une jeune femme, avocate, comparait devant nous le système du traitement des mineurs délinquants en France et aux Etats-Unis et ce n'était pas à l'avantage de la première; nous lui avons fait observer que la loi française contenait tous les éléments nécessaires pour aboutir à d'excellents résultats, si l'on voulait s'en donner la peine; puisqu'elle connaissait, par expérience, le travail aux Etats-Unis et qu'elle appréciait sa valeur, ce serait, lui avons-nous dit, une excellente occasion d'entreprendre, par exemple, l'organisation de la liberté surveillée. Elle nous a répondu d'abord qu'elle s'occupait d'un travail « plus sérieux » (les divorces!) et se rappelant que nous étions du Service social et que nous le considérions même comme très sérieux, elle ajoutait qu'elle ne se sentait pas douée de qualités requises pour ce travail !

Peut-on trouver l'explication de ce laisser-aller, de ce manque d'intérêt vraiment actif envers tout ce qui concerne l'enfance malheureuse dans la même orientation d'idée qui est à la base de cette conception, qui fait que l'Etat met à la portée du plus grand nombre un enseignement primaire gratuit et en offre un autre complètement distinct à ceux qui sont plus fortunés, réservant, en fait, la haute éducation à ceux qu'a favorisés la fortune, de telle sorte que ceux qui détiennent le pouvoir moral aussi bien qu'officiel s'occupent des forts et pensent rarement aux faibles.

Si on voulait examiner cet esprit juridique dans les détails de son application, il faudrait étudier le fonctionne-

ment de certaines lois. Prenons par exemple l'organisation de la défense devant les Tribunaux. Un avocat d'office est désigné aux mineurs poursuivis en justice, sauf dans les cas très rares où le prévenu le refuse. Cette désignation, exception faite pour quelques femmes avocates, n'a aucune utilité pratique pendant l'instruction; quant à la défense devant le Tribunal, l'avocat désigné d'office ne se présente pas à l'audience dans les 2/3 des affaires.

En ce qui concerne le fonctionnement de la loi sur le régime de la liberté surveillée, la situation est la même; il est bien nommé des délégués, mais sauf quelques exceptions, ils ne s'occupent pas sérieusement de leurs pupilles (1). Le fait que sur 261 enfants qui, en 1921, ont bénéficié de ce régime, le Tribunal n'a reçu de rapport qu'à l'égard de 132 — soit la moitié — en est un témoignage muet mais concluant qui établit en même temps que le Tribunal ne fait aucun effort pour assurer la surveillance effective de ses pupilles : il se contente de désigner un délégué et provoque rarement, de sa propre initiative, des incidents même quand les rapports des délégués indiquent que l'intérêt de l'enfant l'exige. Toutefois il faut noter ici, que le Comité de Défense des Enfants Traduits en Justice, dans un de ses derniers rapports se félicite que la loi sur la liberté surveillée donne déjà d'excellents résultats. Nous n'avons pas le droit de nous montrer plus difficile que lui.

Un troisième exemple du manque d'adaptation de cet esprit juridique, à l'ordre pratique, se trouve dans les Commissions de patronage et de contrôle prévues par le décret du 7 juin 1917 : elles ne fonctionnent pas. Il n'existe non plus aucun contrôle financier officiel de la comptabilité de ces institutions bien qu'elles soient subventionnées par le gouvernement ou les départements. Personne, en dehors

(1) Il est à noter que les délégués les plus — presque les seuls — assidus sont ceux qui jouissent des parcours libres des tramways et se font rembourser, par l'État, aux prix ordinaires, de tous les voyages faits en qualité de délégué. •

des patronages, ne s'assure que l'enfant bénéficie des produits de son travail : il est de règle, nous dit-on, que le patronage prélève sur le gain du mineur le coût de ses vêtements, ses frais de voyage du siège du Tribunal au domicile de son futur patron et ceux du délégué si celui-ci l'accompagne, ainsi que quelques autres dépenses survenant pendant le temps qu'il est sous la surveillance du patronage. Les patronages sont donc les maîtres des enfants qui leur sont confiés par les Tribunaux qui n'exigent d'eux aucun rapport, malgré que, devant la loi, les Tribunaux soient les tuteurs légaux de ces mineurs.

Une pratique qui nous semble assez curieuse est la suivante : la loi exige formellement qu'une institution charitable pour recevoir des enfants des Tribunaux, soit reconnue d'utilité publique ou agréée par le préfet; or, les Tribunaux confient les délinquants à ces institutions, mais celles-ci, quand bon leur semble, les placent ensuite dans les établissements religieux sans se préoccuper de savoir s'ils ont la qualité légale pour les recevoir. Les Tribunaux ont parfaitement connaissance de ce fait, mais la lettre de la loi est observée et l'esprit juridique a pleine satisfaction.

Peut-être que ce qui attestera le mieux la prédominance de l'esprit juridique sera la bibliographie de ce livre. Nous avons passé de longues journées à la recherche de livres et de travaux pour servir de base à notre étude; mais bien que trouvant quantité de livres, de brochures et d'articles qui sont les commentaires juridiques des lois, et plusieurs qui ont un caractère anecdotique, nous n'avons vu que trois ou quatre études sociales traitant sérieusement et en détail du fonctionnement, au point de vue pratique, des lois sur l'enfance. Après avoir lu un livre sur certaines institutions sociales pour les enfants et après avoir pris des notes, nous avons été très étonnée d'apprendre, par quelques lignes, que l'auteur, un avocat considéré de ses confrères, n'a jamais visité aucune des maisons dont il a si longuement parlé !

Nous avons donc été obligée d'abandonner l'étude dans les bibliothèques et de la poursuivre près du Tribunal et des autres services et dans les institutions elles-mêmes.

LA FEMME ET L'ENFANCE DÉLINQUANTE

La place de la femme dans tout ce qui concerne l'enfance nous semble avoir une telle importance que nous devons discuter plus longuement cette question. Mme Pieczynska en parlant (1) de « l'éducation sociale de l'instinct maternel » et de son influence sur l'éducation morale de l'enfant, disait :

« La pratique y prend de plus en plus de place, et dans la pratique, on met l'accent de plus en plus sur l'individualisation des cas. Or, cet art d'observer et apprécier les caractères individuels, d'appliquer à chacun d'eux le traitement convenable, c'est précisément l'art de la femme et que l'éducation, par nous préconisée, a pour mission de développer. On a longtemps prétendu que l'intérêt porté *aux personnes* plutôt qu'*aux idées* était l'une des faiblesses de la nature féminine. »

Mme Pieczynska établit ensuite les avantages que procureront à la Société la canalisation et l'éducation de l'instinct maternel, qui est en effet la manifestation élémentaire de cette qualité d'individualisation, si mal jugée, de la femme. Le mot d'ordre de Mme Pieczynska est donc « éducation spéciale de la femme pour le Service social ». On peut se dévouer dans une œuvre ayant un champ d'action limité, sans avoir une vue très large ou des connaissances étendues sur tous les rapports — les causes et les effets — des institutions sociales. Mais pour entreprendre d'une façon pratique et méthodique, un travail aussi vaste et aussi compliqué que celui qui consiste à essayer de prévenir des délits juvéniles et à envisager la rééducation et le reclassement des mineurs dits

(1) Devant le troisième Congrès international d'Éducation morale, Genève, 28 juillet-1^{er} août 1922. Rapports et Mémoires. Secrétariat du Congrès Institut J.-J. Rousseau, Taconnerie, 5, Genève.

délinquants, il est nécessaire de poursuivre très loin les études sociales et morales. Comme dans tout travail sérieux, on est obligé d'apprendre ou de suivre une technique appropriée. Nous verrons plus loin comment nous entendons cette préparation.

Au cours de nos démarches pour étudier l'enfance délinquante en France, nous n'avons rencontré en dehors des couvents comme celui de la Charité, à Chevilly, aucune femme comme chef d'administration, de bureau ou de service, si ce n'était la chef-surveillante de la prison des femmes à Fresnes et la sœur supérieure du quartier des femmes au Dépôt, et dans ces deux cas, il ne s'agit que d'une surveillance. Nous avons été très étonnée de voir que deux des trois maisons pénitentiaires pour filles étaient dirigées par des hommes; de même, les secrétaires généraux des deux plus grands patronages pour filles sont des hommes et pour 31 des 61 filles (la moitié!) placées en liberté surveillée en 1921, le Tribunal a désigné des hommes comme délégués; 7 garçons seulement, sur 199 ont été placés sous la surveillance des femmes.

Chose curieuse, à Paris, le Comité de Défense des Enfants traduits en Justice, composé de membres du barreau, de magistrats et d'autres personnalités et présidé par le bâtonnier de l'Ordre des Avocats à la Cour d'appel de Paris, ne compte parmi ses 131 membres qu'une seule femme ! De plus, évidemment, cette femme ne vient pas aux séances du Comité, car on nous a dit que, depuis sa création en 1890, nous étions la seule femme qui ait jamais assisté à ces réunions et cela en qualité d'auditrice. Les femmes ne veulent-elles pas prendre part à ces travaux ou les hommes ne veulent-ils pas les y admettre ?

Le Conseil Supérieur de la Natalité (1) — et on serait tenté

(1) *Journal officiel* du 14 juin 1922. — La composition des Conseils dont nous parlons dans ce paragraphe comprend : membres ou anciens membres des gouvernements, 65; médecins, 32; membres de l'Institut, 6; professeurs, 10;

de croire que les femmes ne devraient pas être considérées comme une quantité négligeable dans un tel service! — se compose de 48 hommes et de 6 femmes. Le Conseil Supérieur de la Protection de l'Enfance — devoir qui, depuis la création de la femme, lui appartient — compte 105 membres dont 10 femmes, soit un total de 143 hommes et de 16 femmes. C'est une preuve qu'il n'est pas d'usage que les Françaises collaborent avec d'autres hommes en dehors de leur famille.

Nous ne pouvons pas imaginer cet état de choses aux Etats-Unis, car les hommes et les femmes ont toujours travaillé côte à côte, non seulement dans les fermes et les petites maisons de commerce, mais dans les travaux intellectuels. Etant enfants, à l'école primaire, ils ont assisté aux mêmes cours, ils se sont retrouvés sur les mêmes bancs dans les écoles secondaires et jusque dans les facultés. Un vrai sentiment de concurrence des sexes est excessivement rare; la coopération est de règle. Nous avons l'un pour l'autre un respect né des rencontres naturelles à l'école, dans les distractions et le travail, contacts qui inévitablement font ressortir les bonnes et les mauvaises qualités et permettent de juger le caractère de chacun.

Lorsque, il y a quelques dizaines d'années, avant que les Américaines n'aient obtenu le droit de suffrage, on a créé le « Federal Childrens' Bureau », qui est chargé officiellement de l'étude de certaines grandes questions relatives à l'enfance, le Président des Etats-Unis a nommé comme chef, une femme, connue depuis longtemps dans le Service social, Miss Julia Lathrop. Loin de critiquer ce choix pour

avocats, 7; hommes d'affaires, 2; dames, 16; autres citoyens, 21. On peut la considérer comme répondant au type de la presque totalité des Comités de ce genre en France. Ils sont, en effet, constitués suivant la forme générale : on fait appel à quelques spécialistes et un grand nombre de personnalités « en vue » et surtout des *législateurs*! On ne se préoccupe pas tant de l'intérêt que peuvent apporter aux travaux des Comités les membres qui les composent, ni de l'utilité qu'il y aurait à étendre son champ d'action en faisant appel à l'activité des *professeurs* qui, sans être des spécialistes, apporteraient tout au moins le concours de leur énergie, de leurs relations et de leur autorité morale.

fancee

un poste si important au point de vue social et qui était payé 7.500 dollars par an, tout le monde l'a approuvé. Dernièrement, Miss Lathrop a donné sa démission et Miss Grace Abbott, qui fait également partie, depuis des années, du Service social, lui a succédé.

Ce n'est qu'un exemple parmi beaucoup de semblables. car aux Etats-Unis, on reconnaît que le ménage social — c'est-à-dire, la propreté des rues, la pureté des aliments ainsi que celle de l'eau potable et du lait, les conditions hygiéniques des écoles et des usines, l'application des règlements de santé publique tels que l'interdiction de cracher dans les voitures et sur les trottoirs, la suppression des tasses communes attachées aux fontaines publiques dans les rues et la substitution dans les trains et les restaurants ainsi que dans les hôtels des tasses individuelles en carton, la condition des logements ouvriers, l'application des lois scolaires et enfin tout ce qui peut toucher à la santé physique et morale, que tout cela est du domaine des femmes. Et quoi de plus naturel ? Jadis, la maîtresse de maison était responsable du bien-être de tout son monde. Aujourd'hui, ce monde d'autrefois, bien que préoccupé de besoins analogues, est dispersé dans les différents endroits. Si la maîtresse de maison ne veut pas esquiver son obligation sociale, elle s'intéresse, tout naturellement, aux problèmes que soulève cette nouvelle situation et essaie d'y apporter remède. Du côté purement égoïste, il est essentiel de surveiller les conditions hygiéniques au dehors de la maison aussi bien que dans l'intérieur, si on veut assurer une bonne santé aux siens. Il ne suffit pas, par exemple, de stériliser les biberons; il faut savoir éviter le lait impur (1). Les étrangers souvent comprennent mal cette activité des Américaines et supposent que les femmes qui s'occupent du ménage social négligent le leur. Au contraire, celles qui sont les plus

(1) D'après le *Journal Officiel* du 17 novembre 1922, p. 1360, dans l'agglomération rouennaise sur 100 échantillons de lait analysés, 94 étaient impropres à l'alimentation de l'enfance.

habiles dans ce travail public sont, en général, chez elles, les meilleures ménagères. Il est rare qu'elles abandonnent leurs enfants pour soigner les enfants d'autrui.

Quantité de femmes sont employées dans les travaux sociaux : ou bénévoles ou rétribuées, les institutrices sont nombreuses non seulement dans les écoles primaires (toutes les écoles de l'Etat sont mixtes) mais dans les écoles secondaires et dans les facultés (1). En France, si les femmes sont admises dans ces écoles, ce n'est que dans celles réservées aux filles, mais dans les facultés, où les deux sexes sont mélangés, Mme Curie est la seule femme devenue professeur. Ceci s'explique sans doute par ce que les Universités de France, pendant des siècles, n'ont été fréquentées que par les hommes qui encore aujourd'hui forment plus des $\frac{3}{4}$ du nombre des étudiants.

Il est certain qu'aux Etats-Unis, l'éducation des femmes dans les facultés — où elles sont presque en aussi grand nombre que les hommes — a beaucoup contribué à l'orientation des idées à l'égard des enfants, délinquants ou non. Avec l'étude de la Sociologie et des sujets analogues, leur horizon de la vie sociale s'est étendu et en voyant les enfants victimes de circonstances défavorables leurs instincts maternels les ont poussées à y porter remède. Des critiques ne manquent pas pour jeter les cris d'alarme et de dire que les femmes, élèves des facultés, tendent à rester célibataires ce qui est dangereux pour l'avenir de la race (2). Pourtant personne n'a encore prouvé que ces femmes se marient en

(1) D'après *The American Year Book*, 1919 (à l'American University Union, 1, rue de Fleurus), p. 855, en 1918, les nombres des deux sexes, comme professeurs ont été les suivants : écoles primaires, hommes 75.448, femmes 486.736 ; écoles secondaires : hommes 29.731, femmes 55.259.

(2) *Les Universités et la Vie Scientifique aux Etats-Unis*, Maurice CAULLERY, professeur à la Sorbonne; Colin, Paris, 1917. Le professeur Caullery, dans son chapitre : « Les Jeunes Filles et le Collège » (*Classical College* dans le sens Américain), semble appuyer les opinions d'auteurs dont certains et un en particulier sont reconnus fanatiques à ce sujet. Ils font un choix et présentent des faits sous un seul aspect, dont le caractère est nettement aussi hostile qu'injuste, car ils ne donnent qu'une vue incomplète de la vérité.

plus petit nombre que celles du même rang social qui n'ont pas fréquenté les universités. Mais supposons que ce soit vrai, qui peut dire qu'elles aident moins l'avenir de la race, dans leur travail préféré — le Service social — où elles s'occupent d'éduquer des milliers de mères et de futures mères, de procurer des soins aux enfants déjà au monde, de faire baisser leur mortalité, que si elles deviennent mères elles-mêmes ? Quoi qu'il en soit, toujours est-il qu'aux Etats-Unis les travaux en faveur de l'amélioration des conditions physiques et morales des enfants appartiennent aux femmes. Elles travaillent à côté des hommes sans aucune gêne, cherchent leur aide pratique, leurs conseils et leur appui moral. Quant aux femmes mariées, leurs maris sont fiers de les voir capables de prendre leur part des obligations sociales.

Les Français veulent que leurs femmes soient « des femmes d'intérieur », ce qui ne semble pas dire tant qu'elles s'occupent de tout dans l'intérieur que ceci qu'elles ne s'occupent de rien au dehors. Ils admettent qu'elles fassent partie des comités dont l'action est restreinte et ne touche ni à la politique ni au *ménage social*. Malgré son penchant habituel pour les idées abstraites et le besoin d'avoir une formule parfaite avant d'agir, en ce qui concerne la femme, le Français devient un être d'instinct et là on retrouve l'influence latine. Nous avons, à dessein, discuté ce sujet avec beaucoup de Français et sauf de rares exceptions, ils n'ont offert aucune raison intellectuelle pour expliquer leur attitude envers la femme; mais presque toujours ils nous ont répondu « Mademoiselle, ça a toujours été comme cela — nous aimons que nos femmes restent des femmes d'intérieur ! »

Cet état d'esprit semble relever de trois faits. Premièrement la concurrence est déjà si acharnée que l'arrivée des femmes comme compétitrices ne ferait qu'augmenter les difficultés. Deuxièmement, le Français est essentiellement

individualiste et instinctivement et involontairement, il désire que l'intérêt de sa femme reste concentré dans le cadre de la famille : tout effort dépensé au dehors lui semble l'être à son préjudice. Enfin c'est un fait évident qu'en France la religion et la politique interviennent dans toutes les manifestations de l'activité sociale, et comme les femmes, en général, suivent plus volontiers l'enseignement de l'Eglise, il n'est pas étonnant que certains partisans du régime républicain n'acceptent pas sans crainte ni réserve qu'elles jouent un rôle actif dans les affaires sociales et par conséquent publiques.

Certains changements dans l'attitude envers la femme en France sont survenus depuis la guerre où elles se sont montrées capables d'exécuter des travaux de tous genres ; mais l'âme latine paraît aujourd'hui reprendre le dessus. La Française, à moins d'une révolution imprévue, suivra longtemps la vie des mères romaines et sera contente et heureuse de garder le foyer. Nous croyons que chez la plupart des Françaises les conversations sur une vie plus large au dehors de la maison sont plutôt distraction de l'esprit que sentiment partant du cœur. Les mères françaises intelligentes continueront, comme par le passé, à combler de soins méticuleux leurs propres enfants sans se soucier réellement des enfants malheureux et moins fortunés que les leurs.

Mais il restera, néanmoins, toujours des Françaises célibataires ou veuves qui pourraient se vouer tout entières aux travaux du Service social et surtout à ceux qui concernent les enfants. C'est un grand plaisir pour nous de connaître intimement des Françaises intelligentes, cultivées et douées de toutes les qualités requises pour ce travail. Il ne s'agit que de trouver le moyen pratique de les employer — ce qui ne serait que trop facile — et, ce qui marchera plus lentement peut-être, de trouver les fonds nécessaires pour les rétribuer, et alors elles se mettront à l'œuvre avec dévoue-

ment. L'argent ainsi placé sera récupéré au centuple. Ces femmes ont goûté, pendant la guerre, les vraies joies du Service social; privées par cette même guerre de leurs moyens d'existence, elles doivent travailler pour gagner leur vie... et quel travail leur conviendrait mieux que de s'employer en faveur des enfants malheureux ? Il serait nécessaire, bien entendu, de choisir scrupuleusement ces travailleuses, car toute femme n'est pas capable de contrôler et diriger avec intelligence ses sympathies et ses émotions — chose fondamentale dans ce service. Il nous semble que jusqu'au jour, où ce personnel spécial — composé d'hommes et de femmes — sera reconnu comme indispensable et ce qui est plus important, sera formé par des études appropriées (1) et guidé par l'idée que la société doit à chaque enfant la possibilité d'un développement en rapport avec ses capacités individuelles, sans égard à sa fortune ou à sa classe sociale, les enfants délinquants ne seront pas regardés comme des personnes ayant droit à une considération personnelle mais continueront à être de pauvres choses condamnées à rester passivement à la place qui leur est assignée par ceux qui détiennent l'autorité.

(1) Il existe déjà à Paris, 18, place des Vosges, une École Pratique du Service Social qui a plusieurs branches en province et qui essaie de centraliser une instruction purement sociale; un deuxième groupement prépare des conférences de l'éducation sociale au « Musée Social », 5, rue Las-Cases, et l'Ecole des Surintendantes, 43, rue Pernet, s'occupe de former les travailleuses du service social.

Vu et admis à soutenance
le 3 octobre 1922 :

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

FERDINAND BRUNOT.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL.

BIBLIOGRAPHIE

- VIDAL et MAGNOL. — *Cours de Droit criminel*, liv. V, chap. II (5^e édition, Paris, Rousseau, 1916).
- A. MOSSÉ. — *L'application des lois relatives à la préservation et la protection des enfants en danger d'abandon moral*, rapport présenté au Comité de Défense des Enfants traduits en Justice. Imprimerie Nationale. Ministère de l'Intérieur, 1921.
- E. JULHIET. — *Tribunaux spéciaux pour enfants*. N° 1, collection de la Revue *l'Enfant*, Paris, 379, rue de Vaugirard.
- *Petit guide à l'usage des rapporteurs et délégués*. Paris, Marchal et Godde, 27, place Dauphine.
- Code de l'enfance traduite en Justice*. Publié par le Comité de Défense des Enfants traduits en Justice de Paris. Rousseau, 1904.
- Supplément au Code de l'Enfance traduite en Justice*. Imprimerie Administrative, 1922.
- N. NAST et M. KLEINE. — *Code manuel des Tribunaux pour Enfants*, commentaire de la loi du 22 juillet 1912. Paris. Pichon, 1913.
- COLIN et ROLLET. — *Traité de médecine légale infantile*. Paris, Delagrave, 1921.
- G. L. DUPRAT. — *La criminalité dans l'adolescence*. Paris. Alcan, 1909.

- E. PRÉVOST. — *De la prostitution des enfants*, Etude juridique et sociale (la loi du 11 avril 1908). Paris, Plon, 1909.
- TOMEL et ROLLET. — *Les enfants en prison*. Paris, Plon, 1892.
- RAUX. — *Nos jeunes détenus*. Paris, Masson, 1890.
-
- GUIBOURG. — *Les Tribunaux pour enfants et adolescents*. Leur organisation, leur fonctionnement. *Revue des Tribunaux pour Enfants*. (Mars 1914).
- C. GRIFFE. — *Les Tribunaux pour Enfants*. Etude judiciaire et sociale. Paris, Fontemoins, 1914.
- M. KLEINE. — *L'Enfant*. Ses amis, ses protecteurs, ses défenseurs. Paris, Rousseau, 1910.
- G. HEUYER. — *Enfants anormaux et délinquants juvéniles*. Paris, Steinheil, 1913.
- L. ALBANEL. — *Etude statistique sur les Enfants traduits en Justice*. Paris, Marchal et Billard, 1897.
- *Le crime dans la famille*. Paris, Rueff.
- J. BONZON. — *Cent ans de lutte sociale, La législation de l'enfance*, 1789 à 1894. Paris, Guillaumin.
- H. JOLY. — *L'enfance coupable*. Paris, Lecoffre, 1903.
- G. BONJEAN. — *Enfants révoltés et parents coupables*. Paris, Colin, 1895.
- E. PRÉVOST. — *L'Ecole de réforme de Saint-Hilaire est-elle condamnée à disparaître ?* *Revue pénitentiaire*, 1914, p. 424.
- DE CASABIANCA. — *La liberté surveillée*. *Revue des Tribunaux pour Enfants* (février 1914).

- FOUILLÉE. — *La France au point de vue moral*. Paris, Alcan, 1900.
- M. LÉVY. — *Protection de l'enfance par initiative privée à Paris*. Paris, Pedone, 1902.
- L. MILHAUD. — *Protection des enfants sans famille*. Paris, Giard et Briere, 1896.
- F. DREYFUS. — *Etudes et discours*, ch. VII. Paris, Calmann-Lévy, 1896.
- L'ENFANT. — *Revue mensuelle*. Paris, 379, rue Vaugirard.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
PREMIÈRE PARTIE. — Sur le chemin du tribunal	5
CHAPITRE PREMIER. — Les contraventions.	7
CHAPITRE II. — Les délits.	10
CHAPITRE III. — Les détenus.	31
DEUXIÈME PARTIE. — Devant le tribunal	49
CHAPITRE PREMIER. — Le tribunal pour enfants à Paris.	52
CHAPITRE II. — Étude statistique sur 255 affaires.	65
CHAPITRE III. — Le tribunal pour enfants de Paris en 1921	127
CHAPITRE IV. — Tribunaux pour enfants en Province	152
TROISIÈME PARTIE. — Après le jugement	163
CHAPITRE PREMIER. — La liberté surveillée.	165
CHAPITRE II. — L'Administration pénitentiaire.	179
CHAPITRE III. — Les patronages.	211
CHAPITRE IV. — Établissements religieux.	219
QUATRIÈME PARTIE. — Le service des mœurs	231
CHAPITRE PREMIER. — Service sanitaire.	234
CHAPITRE II. — Répression des infractions aux règlements.	237
CHAPITRE III. — Les insoumises	240
CHAPITRE IV. — Fonctionnement du service en 1921.	249
CINQUIÈME PARTIE. — La correction paternelle	251
CHAPITRE PREMIER. — Les textes des lois et leurs lacunes.	253
CHAPITRE II. — La correction paternelle à Paris.	256
CHAPITRE III. — La correction paternelle en 1921.	262
SIXIÈME PARTIE. — Quelques observations personnelles	297

